



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Incurablement pourri.

"Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès", F. Engels en 1845 à propos de la bourgeoisie anglaise dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*.

Oh mon dieu, quel discours outrancier, encore un gauchiste !

Oui, ils sont immoraux et incurablement pourris, mais le pire mon très cher camarade, c'est qu'on a tendance à l'oublier, y compris de nombreux militants, alors que de nos jours ils continuent de guerroyer sur tous les continents, d'affamer des peuples, après avoir imposé à près des trois quarts de l'humanité un esclavage cruel et destructeur.

Il faut être lucide. Tout le monde ou presque s'en accommode, surtout ceux qui prétendent le contraire. Il ne faut pas chercher bien loin l'explication à ce manque de discernement ou cette absence de rigueur dans les principes, ils proviennent du fait que par rapport à ces populations sacrifiées, on bénéficie de conditions d'existence supportables qui nous empêchent de réfléchir davantage ou de prendre le temps de réfléchir pour progresser.

La société du spectacle comme certains l'appellent, les distractions et gadgets en pagaille, la servitude de l'immédiateté, le train-train quotidien, nos petites habitudes, la vie trépidante, le besoin de paraître, de faire comme les autres, de leur ressembler, d'appartenir à une communauté pour rompre notre solitude, notre anonymat ou l'insignifiance de notre existence, etc. se traduisent par un effondrement intellectuel et un détournement de notre esprit critique, où toute lecture ou plutôt étude pour acquérir de nouvelles connaissances, réclame de notre part un effort quasi surhumain que nous ne sommes pas prêts à fournir, préférant s'en remettre à des prêcheurs de bonnes aventures.

Ici, dans mon petit village indien, loin de tout ce vacarme médiatique et des bavards qui usent leur salive pour ne rien dire et nous soulent, je ne suis pas tenu par cet agenda infernal qui accapare les esprits, je vis et je pense à mon rythme, et apparemment cela fonctionne beaucoup mieux, non ? Personne ne me dicte ce que je dois penser, parce que je n'en ai plus besoin, mais il m'a fallu des années, des décennies d'efforts et de réflexions pour en arriver-là, pour me libérer de ce pense les autres et qui nous influencent, qu'on en ait conscience ou non. Je le dis en toute modestie, puisque je ne suis jamais vraiment satisfait du résultat. Je considère que l'on peut ou on doit toujours s'améliorer, progresser, pour ensuite partager nos expériences et nos idées avec le plus grand nombre, y compris les gens que l'on côtoie quotidiennement. A quoi bon sinon parler de liberté d'expression, si on n'est même pas capable de penser par soi-même, elle est où dans ce cas-là la liberté, dites-moi, elle

est où ?

Un petit mot personnel

Mes deux ordinateurs sont trop anciens pour supporter wifi, que faire ? En acheter un troisième en me disant que celui du bureau lâchera bien un jour ou l'autre, remplacer simplement la carte mère (Intel) ? J'ai opté pour la solution la plus économique : changer la batterie du portable de manière à pouvoir me connecter à Internet sur la terrasse sans avoir à être relié au secteur puisque les fluctuations du courant peuvent bousiller l'ordinateur. Si Internet ne fonctionnait pas mieux, j'aurai acheté une batterie pour rien ou presque. Ce matin à deux reprises j'ai débranché en courant le réfrigérateur qui faisait un bouquant énorme, normal, le courant était tombé à 110 volts ! Il faut aussi que j'achète un onduleur pour le protéger, c'est cher, mais moins que le compresseur ! J'ai encore trois fuites d'eau à régler

Ici en Inde, la situation est de plus en plus tendue ou violente. Chaque semaine j'apprends qu'une famille se déchire, que ses membres se tapent dessus, se séparent ou divorcent, font face à des difficultés qui les conduisent au désespoir, et qui porte un nom : la précarité et la pauvreté.

La surpopulation combinée à des salaires misérables et des coutumes archaïques, auxquels il faut ajouter de nouveaux besoins qui sont devenus de nouvelles charges et que chacun se doit d'adopter ou d'honorer sous peine d'être exclu de la société, et généralement une ou des dettes.

Un accident ou une maladie et c'est le drame. Les Indiens étant très arriérés, ils sont incapables de se projeter dans l'avenir, et du coup ils ne pensent pas qu'il pourrait leur réserver des mauvaises surprises, sans même aller jusque là, ils prennent des décisions qui les engagent sur le moyen ou long terme sans en peser les conséquences ou imaginer qu'à un moment donné ils pourraient ne plus pouvoir les assumer.

Voici le problème numéro 1 qui se pose à chaque famille. L'habitation parentale est trop petite pour accueillir les familles de leurs 2 ou 3 enfants qui ont eux-mêmes 2 ou 3, aussi doivent-ils partir, mais où, quand louer est trop cher et pratiquement aucune maison n'est à vendre, et acheter un terrain et faire construire une maison coûte désormais une petite fortune qu'ils n'ont pas ? Quand leurs parents le peuvent ils les aident financièrement pour acheter une petite parcelle de terre dans le village, parfois pour débiter les travaux de la maison, ils peuvent aussi hypothéquer leur terrain en échange d'un prêt, mais au-delà ils n'ont pas de solution. De plus en plus souvent, ils n'ont pas la moindre roupie d'avance, parce qu'ils ont dilapidé leurs petites économies dans les dots ou les événements familiaux ou encore parfois dans des dépenses somptueuses inutiles pour se donner de l'importance, ce qui ne devait en rien les protéger des aléas de l'existence.

S'agissant d'une population particulièrement vulnérable puisque peu ou pas instruite, elle est une proie facile pour la propagande commerciale des vendeurs d'illusions ou une victime toute désignée des méfaits de la publicité, l'argent désormais en abondance en début de mois lui brûle les mains et la pousse à réaliser des achats trop coûteux par rapport à ses revenus, bref à vivre au-dessus de ses moyens, parfois à en perdre la raison ou tout perdre.

Un jour, il y a bien longtemps, j'avais osé écrire que la plupart des Indiens ne pensaient pas, en fait je faisais allusion à ce que je viens d'exposer et je fût traité de raciste, quelle connerie !

Effectivement, tant que leur revenu et leurs besoins se réduisaient à peu de choses, les salaires étaient versés quotidiennement tout comme les seules dépenses des ménages, pourquoi auraient-ils dû penser au-delà, hormis lorsqu'ils le pouvaient, économiser pour la dot de leur fille quand ils en avaient une ? De nos jours, ils sont liés à des charges nouvelles qui correspondent à des besoins dont ils ne peuvent plus se passer qui les étranglent littéralement, les appauvrissent davantage qu'autrefois, puisque le peu qu'ils avaient ils le consacraient à la nourriture, alors que maintenant il leur arrive de n'avoir même plus de quoi se nourrir ainsi que leurs enfants bien avant la fin du mois, en fait comme partout ailleurs dans le monde, le bienfait de la mondialisation du capitalisme qui a fait du destin des peuples un cauchemar !

Pour la petite histoire, voilà pourquoi régulièrement, en fait chaque semaine, avec ma compagne Selvi dont une partie de la famille vit dans notre village, nous nourrissons plusieurs personnes de tout âge, nous prêtons ou donnons un peu d'argent, parfois nous en hébergeons ou nous en accueillons, on partage notre repas avec eux, on leur donne des fruits et des gâteaux pour les enfants, des fleurs, pour adoucir leur malheur et peut-être aussi leur montrer que tous les hommes ne sont pas mauvais, et que la cause de leur malheur est à rechercher ailleurs, dans les rapports sociaux à la base de toutes les inégalités sociales, c'est ce que je leur glisse en quelques mots (en tamoul) et ils comprennent parfaitement ce discours...

Je leur donne de nombreux conseils de tout ordre qui peuvent leur être utiles dans leur vie quotidienne, qu'au demeurant ils prennent très bien, contrairement à mes lecteurs, mais c'est une autre histoire, eux, ils ont tout vu, tout vécu et ils savent tout mieux que tout le monde, donc je ne leur suis d'aucune utilité, j'essaie de leur faire prendre conscience comment ils peuvent éviter de commettre certaines erreurs qui peuvent leur coûter très chères et compromettre leur existence ou la mettre en danger, à défaut de pouvoir faire davantage pour eux. Et puis d'une certaine manière, en ayant un comportement irréprochable, je leur montre l'exemple, celui de la dignité et du respect, qu'on peut s'en sortir mieux ou tout du moins se sentir mieux, quand on a

des principes et des valeurs ou lorsque c'est tout ce qu'il nous reste pour supporter cette épouvantable injustice.

J'ai envie de dire à ceux qui se posaient des questions légitimes sur mes réelles intentions, voilà le sens de mon combat politique. Vous comprendrez mieux pourquoi je haïs les arrogants, les donneurs de leçons...

● Au format pdf (19 pages)

Quelques passages issus de différents articles et une réflexion.

- Donnez-leur du pain, des jeux, des miracles et des mystères...

LVOG - ...et vous aurez la paix sociale !

Ce qui me stupéfait, ce n'est pas que les faits aient confirmé mon analyse des rapports qui existent entre la majorité des masses et le capitalisme et ses institutions, mais l'absence totale de réactions des lecteurs.

- L'Europe en pleine chasse à l'espion russe ou la construction de l'image de l'ennemi

LVOG - La fabrication de l'ennemi, le bouc émissaire, le prétexte pour justifier un tas de choses, budget militaire, loi liberticide, etc.

- Derrière cette belle allure, il y a l'hypocrisie, le mensonge, la manipulation et une ambition de pouvoir sans limites.

LVOG - Trump, Macron, Bolsonaro, Guaido, Rachid Nekkaz, etc.

- Le RIC devient une opération de fusion avec les institutions, qui empêche toute séparation d'avec celles-ci et s'oppose à tout procès de luttes de classes.

LVOG - A condition que le RIC soit conçu pour être compatible avec l'existence de la Ve République, dans le cas contraire cela pourrait être un puissant levier politique pour la renverser...

- Il ne fallait pas parler de répression, mais d'agression et de provocation des forces de l'ordre du régime contre les manifestants depuis le 17 novembre 2018.

LVOG - C'est la réflexion que je me suis faite après coup.

Le saviez-vous ?

En famille. Après avoir sponsorisé le Forum Mondial Social, Coca Cola parraine Le Conseil de l'Union européenne

- Le Conseil de l'Union européenne n'a pas de budget alloué à la présidence de l'UE, du coup le pays qui assure la présidence est parrainé par une multinationale, Coca Cola est le "partenaire" de la Roumanie en ce moment. avatafranceinfoFrance Télévisions (Source : Franceinfo 27.02)

Comment l'Etat vous rackette.

- Souhaitant réduire la consommation de tabac dans le pays, l'État français envisage de fixer le tarif moyen de 10 euros pour un paquet de cigarettes. Actuellement, il est de quelque 7,90 euros, s'échelonnant entre 7,50 et 9,40 euros. À savoir que 80% du prix du tabac est constitué de taxes. sputniknews.com 27.02

En roupie, la monnaie indienne, cela fait 630 à 752 roupies le paquet de 20 cigarettes, en Inde il se situe entre 35 et 120 roupies. Autant dire que j'achète celles à 35 roupies, en les achetant chez un grossiste je les paie 30 roupies, sur un mois j'économise plus 200 roupies, même pas de quoi m'acheter un paquet de clopes en France... Adieu !

La criminalisation de l'antisionisme est destinée à favoriser l'antisémitisme.

- « En tant que juif et citoyen français, je suis extrêmement choqué » par Rony Brauman - Comité Valmy 27 février 2019

L'ancien président de MSF explique l'extrême dangerosité de l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme annoncée par

le président français.

Extraits.

- Il s'agit de criminaliser des positions critiques sans toutefois faire de l'antisémitisme un délit d'opinion de façon claire. Mais in fine, cela reviendra au même, car ce délit d'opinion sera de toute façon mis en place de façon détournée.

- Benjamin Netanyahu s'est effectivement acoquiné avec la pire racaille d'extrême droite, du Brésilien Jair Bolsonaro à l'Autrichien Heinz-Christian Strache, du président philippin à d'autres dirigeants ouvertement racistes. Quand on observe les alliances internes que le Premier ministre noue avec des mouvements explicitement racistes et violents, cela ajoute à ce sentiment de dépit et d'outrage qu'on ne peut que ressentir après la déclaration d'Emmanuel Macron.

Si des rabbins estiment que ces virulents opposants à l'antisémitisme sont des nazis...

- Benjamin Netanyahu fait alliance avec les racistes d'Otzma Yehudit - Réseau Voltaire 27 février 2019

Alors que le général Benny Gantz est donné favori aux élections législatives israéliennes, le Premier ministre sortant, Benjamin Netanyahu, a fait alliance avec les racistes d'Otzma Yehudit pour tenter de se maintenir.

Le général Benjamin (« Benny ») Gantz a créé une alliance avec deux autres anciens chefs d'état-major et le centriste Yaïr Lapid. Les sondages pronostiquent qu'ils pourraient battre le Likoud de Benjamin Netanyahu.

Otzma Yehudit est l'héritière de l'organisation terroriste états-unienne du rabbin Meir Kahane (la Jewish Defense League). Elle prône une hiérarchie des hommes selon les races à la manière du nazisme, mais selon un ordre différent. Elle souhaite interdire les relations sexuelles inter-raciales et expulser les « ennemis de la nation » (euphémisme pour désigner les Arabes) d'Israël.

La presse US a réagi très durement à cette alliance, rappelant que d'influents rabbins ont comparé le kahanisme au nazisme. La question se pose de savoir si l'Aipac (le lobby US pro-israélien) recevra ou non Benjamin Netanyahu lors de son prochain congrès, en mars, c'est-à-dire durant la campagne électorale israélienne. Réseau Voltaire 27 février 2019

Israël: Le procureur général veut inculper Netanyahu - Reuters 1 mars 2019

Le procureur général israélien entend inculper Benjamin Netanyahu dans le cadre de trois affaires de corruption, a annoncé jeudi dans un communiqué le ministère de la Justice, décision aussitôt qualifiée par le Premier ministre de "chasse aux sorcières".

Une audition aura lieu à une date non précisée, au cours de laquelle Netanyahu pourra contester les charges, a précisé le ministère.

Les élections législatives sont prévues le 9 avril en Israël et Netanyahu brigue un quatrième mandat consécutif de Premier ministre.

Résolument offensif, le Premier ministre a déclaré jeudi qu'il resterait à son poste pendant "encore de nombreuses années".
Reuters 1 mars 2019

[Tribune libre.](#)

- Gilets jaunes : Le RIC ou la « parabole des aveugles ». vendredi par Jean-Claude Paye, sociologue - Comité Valmy 1er mars 2019

La question de la représentation est devenue centrale dans le discours des gilets jaunes, alors qu'au départ, seules des revendications salariales, la défense du pouvoir d'achat, (« pouvoir remplir le frigo ») étaient émises par les manifestants. Le Référendum d'Initiative Citoyenne s'est progressivement imposé à travers les médias. Ainsi, le pouvoir est parvenu à occulter les priorités des manifestants, en faisant de la représentation la condition pour pouvoir entendre leurs voix.

S'opère ainsi une opération de déplacement, de la lutte salariale à une demande de réforme de légitimation du pouvoir. Le déplacement, en ce qui concerne la nature des revendications, permet un renversement de celles-ci en leur contraire. Elle permute une lutte sur le salaire, une lutte politique qui s'attaque directement aux nouveaux mécanismes d'exploitation, en une revendication de réforme de l'État qui, en ouvrant la possibilité à un renforcement du pouvoir, vide le caractère de contestation sociale du mouvement,

Résultat de cette double opération, de déplacement et de renversement, le RIC occupe la place du fétiche, d'un objet partiel se substituant au tout. C'est un vide que peut remplir le pouvoir, selon les nécessités du moment et l'évolution du rapport de forces. Le RIC devient une opération de fusion avec les institutions, qui empêche toute séparation d'avec celles-ci et s'oppose à tout

procès de luttes de classes.

Le rapport entre les gilets jaunes et le pouvoir est l'envers d'Oedipe et le Sphinx, relaté par la mythologie grecque. Ici, c'est le mouvement social qui se précipite dans le vide, car, en acceptant de se placer sur le terrain du pouvoir, il ne peut répondre à l'injonction : qui es-tu ? qu'en se déniait lui-même, en affirmant « nous sommes le peuple », alors que leur unité était basée sur une lutte contre la sur-exploitation, sur la réponse à la seule question recevable par le mouvement : « que voulons-nous ? » : « des sous ! ».

Le RIC, une revendication « embarquée »

La revendication d'un Référendum d'Initiative Populaire était restée marginale jusqu'à la mi-décembre 2018. Ensuite, elle a été présentée comme l'axe central de la lutte des gilets jaunes. Dans les faits, le RIC a été d'avantage mis en avant par les médias que par les manifestants eux-mêmes qui, le plus souvent, se limitent à revendiquer cette réforme, sans lui donner de contenu, comme si le mot lui-même était synonyme de démocratie. En conséquence, pour le patronat et le gouvernement, le RIC présente l'avantage de reléguer au second plan les revendications initiales, totalement inacceptables, portant sur la revalorisation des salaires minimaux et sur la baisse du prix des carburants, in fine sur la valeur de la force de travail.

Parallèlement, les médias ont fait connaître au grand public Etienne Chouard, porteur emblématique du « référendum d'initiative citoyenne ». Cette initiative a déjà été immédiatement reçue favorablement par le gouvernement. Le premier ministre, Edouard Philippe, a tout de suite exprimé le 17 décembre 2018, dans un entretien aux Echos, : « Je ne vois pas comment on peut être contre son principe ». Ensuite, fût installée une division des rôles entre le premier ministre et le président, l'un et l'autre alternant le rejet et l'ouverture.

Finalement, le président Macron, après avoir renouvelé sa défiance vis à vis du « RIC », un dispositif de démocratie directe qui « peut nourrir la démagogie » et risque de « tuer la démocratie représentative 1), » a ensuite laissé entendre qu'il pourrait se convertir à l'idée d'un référendum, son premier ministre émettant alors d'avantage de réserves . 2)

L'adoption du référendum d'initiative citoyenne commence à faire son chemin dans les arcanes du pouvoir. Terra Nova, think tank de « centre-gauche », a rendu public une « étude » estimant que le référendum d'initiative citoyenne est une « procédure légitime ». Tout le problème serait de circonscrire les « risques » liés à cette réforme en ajoutant « un temps de réflexion collective. » Une assemblée citoyenne composée d'une centaine de personnes « tirées au sort » serait chargée d'évaluer l'impact du scrutin, entre la période de recueil des signatures et le vote. 3)

Une manœuvre de diversion.

Une discussion centrée sur la proposition du RIC a l'avantage de faire diversion. Elle est beaucoup moins onéreuse qu'une réponse positive aux exigences monétaires et salariales. La possibilité d'organiser des référendums citoyens existe déjà en Suisse et en Italie, sans que l'organisation du pouvoir en ait été bouleversée, sans que des classes populaires aient pu effectivement peser sur la politique gouvernementale.

En ce qui concerne la France, il faut aussi rappeler la saga du référendum sur le Traité de la Constitution européenne en 2005, qui malgré le rejet de plus de 54 % des votants s'est terminée plus tard par la signature du Traité de Lisbonne, texte qui intégrait l'essentiel du caractère supranational de l'acte précédemment rejeté par les Français.

Le dispositif des référendums populaires, qu'ils soient à « l'initiative » des pouvoirs constitués ou du « peuple », se sont, le plus souvent, avérés incapables de peser sur la politique gouvernementale. Cependant, dans le contexte politique actuel, de neutralisation du pouvoir législatif par l'exécutif, le RIC pourrait avoir une influence sur les institutions, mais dans le sens inverse de celui attendu par ses promoteurs, celui d'un renforcement du pouvoir présidentiel au dépend du Parlement.

Un renforcement de l'exécutif.

Le 5 février, lors du vote en première lecture de la loi à l'Assemblée nationale « sur la prévention des violences lors des manifestations et sanction de leur auteurs », 50 députés de la majorité se sont abstenus, afin de marquer leur désaccord avec la proposition de loi .4) Pourtant, le parti gouvernemental a été entièrement construit par le président. Les candidats de la République en Marche à l'élection législative n'ont pas été élus par les bases locales du mouvement, mais désignés, d'en haut, par une commission dont les membres ont été choisis par Emmanuel Macron . 5)

Un Parlement, même avec une majorité caporalisée, peut toujours poser un problème au pouvoir exécutif. C'est pourquoi ce dernier a constamment introduit des réformes destinées à neutraliser le travail parlementaire.

Ainsi, les procédures accélérées réduisent déjà considérablement toute capacité de contestation, en imposant qu'un projet de loi ne puisse faire l'objet que d'une seule lecture par chambre du Parlement.

Le référendum d'initiative citoyenne, une réforme qui pourrait établir une « relation » directe entre le Président et le « peuple », pourrait favoriser une présidentialisation accrue du régime politique, une concentration des pouvoirs encore plus radicale dans les mains de l'exécutif. Ce que deviendra concrètement le RIC, dépendra de ses modalités d'applications et surtout, à chaque fois, du rapport de forces entre ses promoteurs et le pouvoir constitué.

Il n'est pas possible de maintenir en permanence un haut niveau de mobilisation pour faire passer des réformes, même si le vote est d'abord un succès pour ses initiateurs. Comme le montre l'adoption du Traité de Lisbonne, la pression doit être constante, afin que la volonté populaire soit finalement respectée. Cela suppose un ensemble de conditions particulièrement favorables, liés à des conditions historiques limitées.

« L'État du peuple tout entier ».

Les gilets jaunes représentent une partie importante de la population, mais ils ont des intérêts propres qui ne sont pas ceux de l'ensemble de la société. Ainsi, l'évocation de la notion de peuple occulte la spécificité d'un mouvement social, portant des revendications particulières, opposées aux intérêts patronaux.

La manière dont le mouvement se définit pose problème. Si les exigences exprimées portent bien sur la question du salaire et du pouvoir d'achat, les actions sont nommées comme celles d'un mouvement citoyen. Alors que la question salariale est au centre des revendications, le patronat se met complètement hors jeu. L'État peut alors se poser comme le seul interlocuteur des manifestants.

La notion de peuple recouvrerait un agrégat qui comprend quasiment l'ensemble de population, un rassemblement dont l'unité est présumée, du fait qu'il ne comprendrait pas les 1 %, ou les 0,1 % ou même les 0,01 % de « l'oligarchie » financière. Ainsi, ce n'est pas un concept reposant sur la différence, mais au contraire une catégorie englobante, dont on déduit l'identité par une opposition pré-supposée aux ultra-riches.

Si les classes sociales n'existent que dans leur rapports de luttes, la notion de peuple, quant à elle, neutralise toute opposition de classe. C'est une notion psychotique, supprimant la différence et rejetant toute séparation d'avec les pouvoirs constitués. Ainsi, c'est une idée qui a souvent servi de référence idéologique diversifiée, à une partie de la social-démocratie, à des régimes autoritaires ou à Joseph Staline qui a même parlé « d'État du peuple tout entier. »

En France, les promoteurs de la notion de peuple font référence à la révolution de 1789 où le prolétariat urbain a renversé l'aristocratie avec les armes distribuées par les bourgeois et à qui ils les ont remis, une fois le travail accompli . 6) Déjà, dans l'historiographie de la révolution française, la référence au peuple est un paravent dissimulant les acteurs réels, tels les prolétariats urbain et agricole. Elle a le même effet actuellement, au niveau du mouvement des gilets jaunes, de déni de la composition de classe des manifestants.

Ainsi, disparaît plus de deux siècles d'histoire sociale et politique, celle des luttes prolétaires, au nom d'une référence a-historique de peuple, véhiculée non pas par l'histoire réelle, mais officielle de la révolution française de 1789.

Le RIC, une réforme compatible avec « l'anti-système » macronien.

La mutation de l'organisation du pouvoir, basée sur le RIC, pourrait suivre les traces des réformes antérieures, celles de « l'anti-système » macronien, d'une restructuration par le haut du système de la représentation politique. Son adoption pourrait aboutir à un mode de gouvernance qui abandonne d'avantage le système des partis et qui, dans les faits, rejette le politique, c'est dire la reconnaissance des oppositions de points de vue et d'intérêts, au profit d'une relation fusionnelle du président et de son peuple.7) Ainsi, le RIC peut conduire à un nouveau stade d'une mutation, déjà bien avancée, de l'exercice du pouvoir d'État, à savoir la fin de toute médiation d'avec la société civile.

L'élection du président Macron est en elle-même exemplaire de ce processus. Emmanuel Macron fût élu par une petite minorité de Français, 16,5 % des électeurs inscrits, permettant à son parti d'obtenir 60 % des sièges à l'Assemblée nationale . 8) Non seulement l'élection, mais déjà sa candidature à la présidence, pose question. Elle fut déjà envisagée au niveau d'une réunion du groupe de Bilderberg un an avant son élection. Son premier ministre y fût aussi présenté quelques mois avant sa désignation. Cette influence internationale explique pourquoi le président Macron est largement indifférent aux revendications des français : il ne leur doit pas son élection.

Ce 5 février 2019, une proposition de loi « anticasseur, » « visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs », a été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale. Grâce au soutien du Parti des Républicains, il s'agit d'une première contre-offensive du pouvoir, couplée à une tentative de déstabilisation développée sur le mode de la lutte contre l'antisémitisme. 10)

9) Pendant longtemps, les gilets jaunes se sont trouvés face à un vide de pouvoir. Il ne s'agissait pas seulement d'une tactique destinée à pratiquer une politique de terre brûlée, face à un mouvement social difficilement contrôlable, mais aussi un élément caractéristique de la forme actuelle de l'exercice du pouvoir national. Celui-ci vient de réagir, dans le seul champ qui lui reste disponible, celui de la provocation idéologique et l'organisation de la répression.

Un État policier.

La répression, subie par les gilets jaunes, est d'un niveau inconnu en France depuis des dizaines d'années. On dénombre quelques 1 800 condamnations accompagnées de centaines de peines de prison ferme, ainsi que 1 400 personnes en attente de jugement. Il s'agit pourtant d'un mouvement social non violent qui n'a aucune capacité, ni volonté, de menacer l'exercice même du pouvoir. La violence policière est avant tout « proactive », elle a pour but de créer la peur et de dissoudre préventivement tout processus de recomposition sociale. Au 15 janvier, on comptait au moins 1700 blessés, 93 blessés graves dont 13 personnes éborgnées 11) parmi les manifestants.

Ainsi, tout au long de leurs manifestations, les gilets jaunes ont été confrontés à la seule structure effective de l'État national : la police. Les États membres de l'UE, même de grands pays comme la France, sont aujourd'hui des instances dépourvues de la plupart des prérogatives régaliennes, qu'elles soient politiques ou économiques. La plupart de celles-ci ont été transférées à des instances européennes et internationales. Les politiques économiques et sociales, telles la réforme du code du travail, sont de simples applications de directives de l'UE.

La police devient l'appareil central de l'État national 12) . La prérogative du maintien de l'ordre reste bien de son ressort, contrairement à la guerre, à la monnaie ou à la politique économique. Si à ce niveau, l'État national garde bien une autonomie, elle est relative car étroitement encadré par la structure impériale étasunienne. Depuis une trentaine d'années, les polices européennes ont été structurées directement par le FBI 13). Non seulement, la police fédérale américaine a organisé les équipes mixtes d'intervention, mais grâce à ses initiatives, elle est parvenue aussi à influencer fortement les législations européennes, tant nationales que communautaires et cela dans les domaines de l'interception des communications, du contrôle du Net, de la création de nouvelles incriminations spécifiant le terrorisme, ainsi que sur les réformes des appareils policiers et judiciaires.

La centralité de l'appareil policier au niveau national a d'abord été explicite dans des pays ayant abandonné depuis longtemps toute souveraineté nationale, telle la Belgique. Elle est maintenant organique à des pays comme la France. Il s'agit là du résultat d'une politique d'abandon de toute indépendance nationale et d'une intégration accrue dans l'Empire étasunien.

« La parabole des aveugles ».

Si la police est devenue, en France, le corps central de l'État national, c'est d'abord comme appareil soumis aux structures impériales. Cette articulation explique les difficultés rencontrées par les luttes prolétaires. La gestion de force de travail est internationale et les luttes restent nationales. L'adversaire est globalement insaisissable. Face aux gilets jaunes, il n'y a que la police comme représentante d'un Etat qui a perdu ses prérogatives régaliennes. Les manifestants doivent faire face à un vide de pouvoir. Ils sont confrontés à un Etat qui règne, mais ne gouverne pas.

La violence de la police vis à vis des manifestants, ainsi que l'utilisation massive de la procédure de comparution immédiate, sont révélatrices de la forme actuelle de l'État, d'un Etat national qui n'a plus d'autres prérogatives que les fonctions de police et de justice, cette dernière étant réduite à un simple auxiliaire de l'appareil répressif. La procédure de « comparution immédiate » est explicite de cette mutation. C'est donc le droit pénal qui est maintenant au centre des relations entre le pouvoir et la population.

Actuellement, le droit pénal a acquis un caractère constituant. Abandonner, comme le demande Etienne Chouard, les revendications salariales et ne pas faire de la défense des libertés fondamentales un axe central de lutte, afin de concentrer tous ses efforts sur le RIC, conduit à l'anéantissement du mouvement. Cela amène à traiter comme objectif principal, sinon unique, la capacité de transformer un texte constitutionnel qui n'a plus qu'une place résiduelle dans l'ordre politique et juridique actuel. Cette tactique se place hors de toute réalité effective. Elle conduit à un suicide politique, comme le suggère notre référence à la peinture de Jérôme Bosh, « La parabole des aveugles ».

Le RIC comme substitut à la lutte sur le salaire.

La dissolution de ses revendications propres dans une demande abstraite de démocratisation de l'État ne peut qu'affaiblir le mouvement. Cette exigence peut facilement se transformer en son contraire, en un renforcement du pouvoir exécutif. Le déni de la composition de classe du mouvement, leur refus de se nommer comme prolétariat fait qu'ils sont désignés comme peuple, comme base imaginaire d'une organisation étatique qui les combat.

En effet, la manière dont certains manifestants se définissent pose problème. Si leurs revendications portent bien sur la question du salaire, elle ne se nomment pas comme telles. Elles se présentent pas comme des actions prolétaires, destinées à défendre la valeur de la force de travail, mais comme un mouvement « citoyen », se réclamant d'un État qui est en première ligne dans la

baisse du salaire direct et indirect.

En conclusion, il apparaît que la revendication du RIC repose sur un double déni de la réalité politique. Elle suppose que l'État national exerce encore un pouvoir conséquent et que la Constitution en est encore un vecteur essentiel.

Un déni du caractère politique de la lutte salariale.

C'est aussi un déni du caractère directement politique de la lutte salariale, qui dans le contexte actuel, affronte globalement une accumulation du capital basée, non plus principalement, comme dans « les trente glorieuses », sur l'augmentation de la production de plus-value relative, mais bien sur une nouvelle croissance de la plus-value absolue . 14)

En occident, donc en France, dans une structure de très faible croissance, l'augmentation de la productivité du travail n'est plus le vecteur principal de l'augmentation de l'exploitation, de la hausse du taux de plus-value, mais bien la baisse des salaires directs et indirects, ainsi que l'augmentation de la durée et de la flexibilité du travail.

La lutte sur le salaire devient directement politique, car toute valorisation de la force de travail remet directement en cause un système d'exploitation basé essentiellement sur la baisse de la valeur absolue de la force de travail. La fonction de l'État comme capitaliste collectif, telles que nous le montre la loi El Khomri et les ordonnances Macron, est aujourd'hui centrale dans le démantèlement des garanties permettant aux travailleurs de défendre leurs salaires et leurs conditions de travail. Toute lutte pour le salaire devient une lutte directement politique.

Notes

1) Louis Nadau, « Face au RIC , Macron brandit le Brexit », Marianne.net, le 16/1/2019, <https://www.marianne.net/politique/face-au-ric-macron-brandit-le-brexit>

2) « Comment Emmanuel Macron prépare un référendum en secret », Le Journal du Dimanche, le 2 février 2019, <https://www.lejdd.fr/Politique/exclusif-comment-emmanuel-macron-prepare-un-referendum-en-secret-3850556>

3) Carole Piquet, « Qu'est-ce que le « RIC délibératif » proposé par Terra Nova ? », Le Parisien.fr, le 19 février 2019, <http://www.leparisien.fr/politique/qu-est-ce-que-le-ric-deliberatif-propose-par-terra-nova-19-02-2019-8015343.php>

4) « L'Assemblée vote la proposition de loi "anti-casseurs" par 387 voix contre 92 », Europe1.fr, le 5 février 2019, <http://www.leparisien.fr/politique/qu-est-ce-que-le-ric-deliberatif-propose-par-terra-nova-19-02-2019-8015343.php>

5) Lire : Jean-Claude Paye, « Que rien ne change, pour que tout change ! », Comité Valmy, le 10 juin 2017, <http://comite-valmy.org/spip.php?article8652>

6) Henri Guillemins, « La révolution française (1789-1794) », https://www.youtube.com/watch?v=mh7DWUr_nyA

7) Jean-Claude Paye, « La fin du système des partis », Comité Valmy, le 22 avril 2017, <http://www.comite-valmy.org/spip.php?article8501>

8) Résultats des élections législatives 2017, Ministère de l'Intérieur, [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/\(path\)/legislatives-2017/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/(path)/legislatives-2017/FE.html)

9) « Les députés ont voté pour limiter la liberté de manifester », Reporterre.net, le 5 février 2019, <https://reporterre.net/Les-deputes-ont-vote-pour-limiter-la-liberte-de-manifester>

10) Bernard-Henri Lévy : "L'antisémitisme, c'est le coeur du mouvement des gilets jaunes", AFP, le 18 février 2019, <https://www.lalibre.be/actu/international/bernard-henri-levy-l-antisemitisme-c-est-le-coeur-du-mouvement-des-gilets-jaunes-5c6a69ffd8ad5878f0c92226>

11) « Au moins 93 blessés graves depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, 13 personnes éborgnées », RT France, le 15 janvier 2019, <https://francais.rt.com/france/57917-au-moins-93-blesses-graves-debut-mouvement-gilets-jaunes-13-personnes-eborgnees>

12) Jean-claude Paye, « « L'État policier, forme moderne de l'Etat ? L'exemple de la Belgique », Les Temps modernes,, no 605, août-septembre-octobre 1999 et « Vers un Etat policier en Belgique ? », Le Monde diplomatique, novembre 1999, ainsi que Vers un Etat policier en Belgique, 159 p, EPO 1999.

13) Jean-claude Paye, « Europe-Etats-Unis : un rapport impérial », Le Monde, le 23 février 2004, https://www.lemonde.fr/international/article/2004/02/23/europe-etats-unis-un-rapport-imperial-par-jean-claude-paye_354079_3210.html

14) L'augmentation de la valeur du capital par la production de plus-value absolue est la forme dominante au 19ième siècle, avant que les travailleurs aient pu s'organiser massivement. Elle s'effectue par la prolongation de la journée de travail et la réduction des salaires réels. L'augmentation de la plus-value relative s'effectue, quant à elle, par l'accroissement de l'intensité et de la productivité du travail, en s'assurant que l'augmentation des salaires soit inférieure à celle de la productivité.

[Dit, c'est qui qui t'a amputé d'une main ou rendu aveugle d'un oeil ? Réponse : Macron !](#)

- Gilets jaunes: Ceux qui vont aux manifs violentes sont complices, dit Macron - Reuters 26 février 2019

Ceux qui participent aux manifestations violentes des "Gilets jaunes" sont "complices du pire", a déclaré mardi Emmanuel Macron, qualifiant de "miracle" l'absence de mort lors des heurts.

"Nous ne pouvons de manière raisonnable pas interdire les manifestations", a souligné le chef de l'Etat lors d'un débat avec des élus de la région Grand Est, à l'Élysée, en particulier parce que manifester est un droit.

Mais "il faut maintenant dire que lorsqu'on va le samedi dans des manifestations violentes, on est complice du pire. C'est tout", a-t-il ajouté.

Emmanuel Macron a jugé qu'on ne pouvait pas être dans "une démocratie de l'émeute" et a salué l'action des forces de l'ordre.

"Je considère qu'aujourd'hui nous devons nous féliciter du remarquable travail de nos forces de l'ordre", a-t-il dit.

"C'est un miracle qu'après autant de samedis avec cette violence à certains moments et dans certains endroits, il n'y ait eu aucun mort à déplorer de la part des forces de l'ordre." Reuters 26 février 2019

LVOG - Macron, c'est le mépris et le déni permanent de toute valeur social ou humanisme, de la réalité, c'est un monstre !

[Quand être Gilet Jaune tourne au numéro d'illusionnisme ou est synonyme de dilettantisme.](#)

Comment faire de la politique sans faire de la politique ?

Sur le plateau de la web-télé Le Média, lundi 25 février, l'auto-entrepreneuse et Gilet Jaune Priscillia Ludosky a indiqué qu'il suffisait "de rentrer en politique sans faire de la politique dans un parti" et le tour était joué ! (Source : Franceinfo 26.02)

Elle fait partie de ces gens dont l'individualisme suinte de toutes les pores de leur petite personne jusqu'au fanatisme, ne voulant se plier à aucune discipline par manque de détermination, aucun statut par manque de rigueur, refusant ou plutôt fuyant la confrontation qui révélerait leurs contradictions ou la puérilité de leurs idées, ne partageant rien par crainte d'avoir à l'assumer, n'ayant de compte à rendre à personne, agissant en fonction de leur humeur, du temps qu'il fait, de leurs intérêts du moment.

Il se trouve que la société est divisée en classes, et que chaque classe est représentée par des partis, qui sont chargés de mener la lutte de classe sur le plan politique au nom des intérêts collectifs de leur classe.

Qu'on nie ou qu'on refuse d'admettre ce constat, c'est la réalité qui s'impose à tous. Donc autant dire que ceux qui font dans le déni ou s'en écarte, sont voués à l'impuissance ou ne pourront jamais infléchir le cours de la situation qu'ils en aient conscience ou non.

A défaut de cohérence ou pour illustrer le peu de sérieux de leur démarche, ils s'en remettent au hasard en sortant de leur chapeau de magicien de foire ambulante une "assemblée citoyenne avec des gens tirés au sort" entre les mains desquelles nous devrions remettre notre destin pour le meilleur et pour le pire, autant dire qu'on n'y tient pas vraiment !

[La fabrique des sondages En Marche. A 13% près, on est plus à cela près !](#)

- Sondage: la popularité de Macron et Philippe en hausse - L'Express.fr 26 février 2019

39% des Français font confiance en Emmanuel Macron, selon un sondage Harris Interactive réalisé pour LCI. L'Express.fr 26 février 2019

- Macron poursuit sa lente remontée dans l'opinion - Reuters 28.02

La cote de confiance d'Emmanuel Macron a progressé de deux points et s'établit désormais à 26%, selon la dernière livraison du baromètre mensuel de Kantar Sofres-One point pour Le Figaro Magazine parue jeudi. Reuters 28.02

[La lessiveuse du Palais lave plus blanc que blanc.](#)

- Alexandre Benalla et Vincent Crase remis en liberté - Reuters 26 février 2019

La cour d'appel de Paris a décidé mardi de remettre en liberté l'ancien homme de confiance d'Emmanuel Macron Alexandre Benalla et son ami Vincent Crase, qui avaient été placés en détention provisoire pour violation de leur contrôle judiciaire. Reuters 26 février 2019

En complément.

- Parly veut des sanctions contre un colonel qui a critiqué la coalition en Syrie - Le Parisien 28.02

[S'ils disent que c'est "pour la bonne cause", c'est qu'elle est forcément mauvaise.](#)

- Qui est Captain Europe, le superhéros pro-européen ? - L'Express.fr 28.02

Depuis quelques jours, il amuse les réseaux sociaux pour la bonne cause. Il confirme être pro-européen, mais pas lié à l'UE. L'Express.fr 28.02

Réponse :

- François Hollande plaide pour une Europe politique devant des lycéens à Nancy - AFP 28.02

L'ancien président François Hollande a plaidé jeudi pour une Europe politique qui s'engagerait pour "la paix, la résolution des conflits et le climat" devant des lycéens de Nancy qu'il rencontrait pour témoigner de son expérience européenne. AFP 28.02

Youth for climate change : La version mondiale des Young Leaders destinée à la jeunesse.

- Qui sont ces jeunes qui se battent pour le climat ? - euronews 27.02

Les étudiants de « Youth for climate change » ont pris d'assaut la rue et protestent depuis des semaines maintenant. Mais qui sont les personnes qui ont inspiré ces enfants à ne plus aller en cours et se battre pour notre planète ? euronews 27.02

LVOG - Ils feraient mieux d'aller à l'école.

Youth for climate change, Qu'est-ce que c'est ?

LVOG - Une officine de l'ONU sponsorisée notamment par le British Council (créer en 1940 par le gouvernement britannique) et des oligarques, ayant lié des partenariats avec d'autres ONG brassant au total des milliards de dollars. Cette ONG fait partie d'une nébuleuse comportant des milliers d'associations à travers le monde.

D'où vient son programme ? The United Nations Environment Programme. Inutile de traduire !

<https://unfccc.int/page/partnerships>

Since 2008, the UNFCCC secretariat coordinates the work of 16 intergovernmental entities and many youth organizations to empower youth to act on climate change and enhance their climate change policy decision-making processes.

Previous Partnerships (Partenaires précédents) (des oligarques multi milliardaires anglo-saxons)

Bloomberg Philanthropies – April 2018

UN Climate Change welcomes the announcement of the financial contribution made by Bloomberg Philanthropies to support its work.

The Rockefeller Foundation – November 2016

The Rockefeller Foundation and UNFCCC secretariat launched a three-year project shining a light on the solutions needed to balance both human and planetary health starting in 2017.

LVOG - Projet mondial concernant une période de trois ans et lancé en 2017, nous sommes en 2019, nous sommes en plein dedans ! Qui osera nous accuser de faire une fixation sur Rockefeller ?

En macronie.

Ce sont leurs créatures monstrueuses.

- Il n'y a pas de programme de retour des djihadistes français, selon Macron - Reuters 26 février 2019

Il n'y a pas de programme de retour des djihadistes français, a déclaré mardi Emmanuel Macron, ajoutant qu'ils devaient être jugés dans le pays où ils sont accusés et que la France demanderait que d'éventuelles peines de mort soient commuées en peines de prison à perpétuité. Reuters 26 février 2019

Comme ils les aiment quand ils sont aussi dociles et corrompus.

- Aurélien Taché, député LREM: «On a besoin de syndicats dans ce pays» - Slate.fr 26 février 2019 Selon le député du Val d'Oise, la faiblesse des forces syndicales est une des causes du mouvement des «gilets jaunes». Aurélien Taché, député LREM du Val d'Oise, était l'invité de Gilles Bornstein lundi dans l'émission l'Instant politique sur France Info. Slate.fr 26 février 2019

- Même pas besoin de savoir compter sur ses doigts. La médiocrité a son génie.

- Cédric Villani (LREM) : "Le grand débat national est un petit coup de génie" - Yahoo Actu 26 février 2019

- Le Soudan est plus démocratique que la France

- Soudan: 8 personnes condamnées à de la prison pour avoir manifesté - AFP 28.02

Huit personnes ont été condamnées jeudi à de la prison au Soudan pour leur participation à des manifestations interdites par le régime du président Omar el-Béchir, les premières peines prononcées depuis l'instauration de "tribunaux d'exception" en début de semaine. AFP 28.02

Le capitalisme n'a pas changé depuis deux siècles.

Vouloir absolument rendre les hommes malheureux, à quoi ça rime, c'est dément, il faut être mentalement dérangé, et le comble de la médiocrité quand c'est pour leur imposer par la force en guise de destin, car on peut espérer mieux, on doit oser l'exiger.

Dans la situation de la classe ouvrière en Angleterre, Engels disait qu'ils étaient atteints par un "*aveuglement égoïste et la malhonnêteté*" à propos des industriels, des exploités et leurs représentants on pourrait compléter.

Toute tyrannie est vulnérable.

Aldous Huxley (1958) - Arrivés à ce point, nous nous trouvons devant une question très troublante. Désirons-nous vraiment agir? Est-ce que la majorité de la population estime qu'il vaut bien la peine de faire des efforts assez considérables pour arrêter et si possible renverser la tendance actuelle vers le contrôle totalitaire intégral? Aux U.S.A. - et l'Amérique est l'image prophétique de ce que sera le reste du monde urbano-industriel dans quelques années d'ici - des sondages récents de l'opinion publique ont révélé que la majorité des adolescents au-dessous de vingt ans, les votants de demain, ne croient pas aux institutions démocratiques, ne voient pas d'inconvénient à la censure des idées impopulaires, ne jugent pas possible le gouvernement du peuple par le peuple et s'estimeraient parfaitement satisfaits d'être gouvernés d'en haut par une oligarchie d'experts assortis, s'ils pouvaient continuer à vivre dans les conditions auxquelles une période de grande prospérité les a habitués. Que tant de jeunes spectateurs bien nourris de la télévision, dans la plus puissante démocratie du monde, soient si totalement indifférents à l'idée de se gouverner eux-mêmes, s'intéressent si peu à la liberté d'esprit et au droit d'opposition est navrant, mais assez peu surprenant.

“ Libre comme un oiseau ”, disons-nous, et nous envions les créatures ailées qui peuvent se mouvoir sans entrave dans les trois dimensions de l'espace, mais hélas, nous oublions le dodo. Tout oiseau qui a appris à gratter une bonne pitance d'insectes et

de vers sans être obligé de se servir de ses ailes renonce bien vite au privilège du vol et reste définitivement à terre. Il se passe quelque chose d'analogue pour les humains. Si le pain leur est fourni régulièrement et en abondance trois fois par jour, beaucoup d'entre eux se contenteront fort bien de vivre de pain seulement - ou de pain et de cirque. " En fin de compte ", dit le Grand Inquisiteur dans la parabole de Dostoïevski, " ils déposeront leur liberté à nos pieds et nous diront : faites de nous vos esclaves, mais nourrissez-nous. " Et quand Aliocha Karamazov demande à son frère, celui qui raconte l'histoire, si ce personnage parle ironiquement, Ivan répond : " Pas le moins du monde! Il revendique comme un mérite pour lui et son Eglise d'avoir vaincu la liberté dans le dessein de rendre les hommes heureux. " Oui, pour rendre les hommes heureux. " Car rien ", assure-t-il, " n'a jamais été plus insupportable pour un homme ou une société humaine que la liberté. " Rien, si ce n'est son absence; en effet, lorsque les choses vont mal et que les rations sont réduites, les dodos rivés au sol réclament leurs ailes à tue-tête - pour y renoncer, une fois de plus, quand les temps deviennent meilleurs et les éleveurs plus indulgents, plus généreux. Les jeunes qui ont si piètre opinion de la démocratie combattront peut-être pour défendre la liberté. Le cri de " Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m'assommez pas avec les responsabilités de l'indépendance ", fera peut-être place, dans des circonstances différentes à celui de " La liberté ou la mort ". Si une telle révolution se produit, elle sera due en partie à l'action de forces sur lesquelles, même les gouvernants les plus puissants n'ont que très peu de pouvoir, en partie à l'incompétence de ces chefs, à leur manque d'efficacité dans le maniement des instruments de manipulation mentale que la technique et la science ont fournis et continueront à fournir aux aspirants dictateurs. Si l'on considère leur ignorance et le peu de moyens dont ils disposaient, les Grands Inquisiteurs du passé ont obtenu des résultats remarquables. Mais leurs successeurs, les dictateurs bien informés et intégralement scientifiques de l'avenir, feront à n'en pas douter beaucoup mieux. Le Grand Inquisiteur reproche au Christ d'avoir appelé les hommes à la liberté et Lui dit " Nous avons corrigé ton oeuvre et l'avons fondée sur le miracle, le mystère et l'autorité. " Mais cette trinité n'est pas suffisante pour garantir la survie indéfinie d'une tyrannie.

Dans Le Meilleur des Mondes, les dictateurs y avaient ajouté la science, ce qui leur permettait d'assurer leur autorité par la manipulation des embryons, des réflexes chez les enfants et des esprits à tous les âges. Au lieu de parler simplement de miracles et de glisser des allusions symboliques aux mystères, ils étaient en mesure, grâce à des drogues, d'en faire faire l'expérience directe à leurs sujets - de transformer la foi en connaissance extatique. Les anciens dictateurs sont tombés parce qu'ils n'ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. Par le passé, libres penseurs et révolutionnaires étaient souvent les produits de l'éducation la plus pieusement orthodoxe et il n'y avait rien là de surprenant. Les méthodes employées par les éducateurs classiques étaient et sont encore extrêmement inefficaces. Sous la férule d'un dictateur scientifique, l'éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu'il n'y ait aucune raison valable pour qu'une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée.

En attendant, il reste encore quelque liberté dans le monde. Il est vrai que beaucoup de jeunes n'ont pas l'air de l'apprécier, mais un certain nombre d'entre nous croient encore que sans elle les humains ne peuvent pas devenir pleinement humains et qu'elle a donc une irremplaçable valeur. Peut-être les forces qui la menacent sont-elles trop puissantes pour que l'on puisse leur résister très longtemps. C'est encore et toujours notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous opposer à elles. Retour au meilleur des mondes - Aldous Huxley (1958)

Défense du marxisme.

LVOG - Le travail des femmes, c'est la libération, le bonheur... pour les esclavagiste ou les exploiters !

Engels - Le travail de la femme à l'usine désorganise inévitablement la famille et cette désorganisation a, dans l'état actuel de la société qui repose sur la famille, les conséquences les plus démoralisantes aussi bien pour les époux que pour les enfants. Une mère qui n'a pas le temps de s'occuper de son enfant, de lui prodiguer durant ses premières années, les soins et la tendresse les plus normaux, une mère qui peut à peine voir son enfant ne peut pas être une mère pour lui, elle devient fatalement indifférente, le traite sans amour, sans sollicitude, comme un enfant étranger; et des enfants qui grandissent dans ces conditions sont plus tard tout à fait perdus pour la famille, ils sont incapables de se sentir chez eux dans le foyer qu'ils fondent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont connu qu'une existence isolée; ils contribuent nécessairement à la destruction de la famille d'ailleurs générale chez les ouvriers. Le travail des enfants entraîne une désorganisation analogue de la famille. (La situation de la classe ouvrière en Angleterre par F.Engels en 1845.)

- Robert Pounder raconte comment un autre ouvrier de sa connaissance, parti à la recherche de travail a rencontré un vieil ami à St Helen dans le Lancashire. « Eh bien, Monsieur, il l'a trouvé, et quand il est arrivé à sa baraque, qu'est-ce que c'était, pensez donc, eh ben une cave basse et humide; la description qu'il donna des meubles était la suivante : 2 vieilles chaises, une table ronde à 3 pié, une quesse, pas de lit mais un tât de vieille paille dans un coin avec une père de drat de lie sale dessus, et 2 bou de boit à la cheminai et quand mon povre ami entrat, le povre jack était assit sur le boit prai du feu, et qu'est-ce que vous croié qu'i fesait ? il était là et il raccmodait les bas de sa fame avec l'aiguille à repris et quan il a vu son vieil ami sur le seuille, il a essaillé de le cacher, mait Joé, s'ait son nom à mon ami, il a ben vu, et il a di : jack, Bon Dieu, qu'est qu'tu fait, où qu'est ta fame ? qu'est qu'c'est ce travail qu'tu fait ? Ce povre jack a eut onte et i dit, non, je sait bien, c'est pas mon travaille, mait ma povre fame elle est à l'usine elle doit y allé à 5 heures et demi et travaille jusqu'à 8 heures du soire et elle ait tellement à plat qu'è peut rien faire, quand elle rentre à la méson, je doit faire tout pour elle ce que je peut, passque j'ai pat de travaille et j'en ai pas ut depuis pu de troit ans et j'en trou'vrai pu de toute ma vie et pi il a pleuré une grosse larme. Ah mon Joé qu'il a dit, y a assé de travaille pour les femmes et les gosses dans la région mais y en a pat pour les homes; c'est pu facile de trouvé cent livres sur la route que du travaille mai j'auré pas crut que toit ou un autre vous m'orié vu entrain de r'prisé les ba de ma fame passe que c'est du mauvais travaille, mé

elle peut presque pu tenir su ses jambes et j'ai peur qu'elle tombe tout à fai malade et là j'sais pu ce qu'on va devenir passque ça fait lontant que c'est elle qu'ait l'homme dans la méson; et c'est moi qu'é la fame; c'est pas du travaille, Joé et i s'est mit à pleuré a chaudes larmes et i dit mait ça pas été toujour comme sa; non jack, dit Joé, et comment qu' t'a fait pour vivre quand c'est qu'tavait pas de travaille; j'vais te l'dire Joé, comme ci comme ça, mais ça allé pluto mal, tu sais quant on s'est marié, j'avais bien du travaille, et tu sait que j'ai jamé été feignant mais non, t'at jamé été feignant; et pi on avait une belle méson meublé et Mary n'avé pas besoin de travaillé, moi j'pouvé travaillé pour nou deu, et maintenant c'est l'monde à Lanver; Mary faut qu'elle travail et moi resté ici pour gardé les enfants et balailé, et lavé et faire la popote, et raccmodé, passque quant la povre fame rentre à la méson le soire elle est fatigué et claqué; tu sait Joé c'est dure quant qu'on a été abitué autremant ; Joé dit : oui mon gars, c'est dure, et jack recommança a pleuré et il auré voulu jamais avoire été marié et jamais été né, mais il auré jamé cru quand il a marié la Mary que tout ça seré arriver. Qu'ès que j'ai pu pleuré a cause de tout ça, dit le jack, et ben Monsieur, quand Joé il a entendu sa, i m'a dit qu'il avait maudi et envoyé à tous les diables les usines et les industrielles et le gouvainnement avec tous les jurons qu'il avait aprit depuis sa jeunaisse dans les usines 265.

Peut-on imaginer une situation plus absurde, plus insensée, que celle que décrit cette lettre ? Et cependant, cette situation qui ôte à l'homme son caractère viril et à la femme sa féminité sans être en mesure de donner à l'homme une réelle féminité et à la femme une réelle virilité, cette situation qui dégrade de la façon la plus scandaleuse les deux sexes et ce qu'il y a d'humain en eux, c'est la conséquence dernière de notre civilisation tant vantée, l'ultime résultat de tous les efforts accomplis par des centaines de générations pour améliorer leur vie et celle de leurs descendants ! Il nous faut ou bien désespérer tout à fait de l'humanité, de sa volonté et de sa marche en avant, en voyant les résultats de notre peine et de notre travail tournés ainsi en dérision; ou alors il nous faut admettre que la société humaine a fait fausse route jusqu'ici dans sa quête du bonheur; il nous faut reconnaître qu'un bouleversement si complet de la situation sociale des deux sexes ne peut que provenir du fait que leurs rapports ont été faussés dès le début. Si la domination de la femme sur l'homme, que le système industriel a fatalement engendrée, est inhumaine, la domination de l'homme sur la femme telle qu'elle existait auparavant est nécessairement inhumaine aussi. Si la femme peut maintenant comme jadis l'homme, fonder sa domination sur le fait qu'elle apporte le plus, et même tout, au fonds commun de la famille, il s'ensuit nécessairement que cette communauté familiale n'est ni véritable, ni rationnelle puisqu'un membre de la famille peut encore tirer vanité d'apporter la plus grande part à ce fonds. Si la famille de la société actuelle se désagrège, cette désagrégation montre précisément qu'au fond, ce n'est pas l'amour familial qui était le lien de la famille, mais l'intérêt privé nécessairement conservé dans cette fausse communauté de biens 266.

265 - Naturellement l'orthographe que nous avons adoptée ne rend qu'approximativement l'orthographe incertaine de l'ouvrier anglais qu'Engels avait lui-même déjà transposée eu allemand. Cf. sur ce cas T. C. BARKER and J. R. HARRIS : A Merseyside Town in the industrial Revolution : St Helens, 17501900 (1954), p. 321.

266 - Des renseignements donnés par les industriels eux-mêmes indiquent combien les femmes mariées travaillant en usine sont nombreuses; il y en a 10,721 dans 412 usines du Lancashire; parmi leurs maris, 5,314 seulement avaient également du travail en usine, 3,927 avaient un autre emploi, 821 étaient chômeurs et sur 329, on ne possédait aucun renseignement. Donc, dans chaque usine, il y a en moyenne 2 et parfois 3 hommes qui vivent du travail de leur femme. (F.E.) * . * Cf. Manchester Guardian, mai 1844, p. 5, col. 4-5

L'attitude de la bourgeoisie à l'égard du prolétariat.

Engels - Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès que la bourgeoisie anglaise, et j'entends par là surtout la bourgeoisie proprement dite, singulièrement la bourgeoisie libérale, qui veut abroger les lois sur les grains. Pour elle il n'existe rien au monde qui ne soit là pour l'argent, sans l'excepter elle-même, car elle ne vit que pour gagner de l'argent et pour rien d'autre, elle ne connaît pas d'autre félicité que de faire une rapide fortune, pas d'autre souffrance que de perdre de l'argent 477. Avec une telle rapacité et une telle cupidité il est impossible qu'il existe un sentiment, une idée humaine qui ne soient souillés. (...)

En dernier ressort, le seul facteur décisif reste l'intérêt particulier et spécialement la volonté de gagner de l'argent. (...)

Le bourgeois se moque éperdument de savoir si ses ouvriers meurent de faim ou pas, pourvu que lui gagne de l'argent. Toutes les conditions de vie sont évaluées au critère du bénéfice, et tout ce qui ne procure pas d'argent est idiot, irréalisable, utopique. C'est pourquoi l'économie politique, science qui étudie les moyens de gagner de l'argent, est la science préférée de ces juifs usuriers. Ils sont tous économistes. Le rapport de l'industriel à l'ouvrier n'est pas un rapport humain, mais une relation purement économique. L'industriel est le « capital », l'ouvrier est le « travail ». Si l'ouvrier ne veut pas se laisser enfermer dans cette abstraction, s'il affirme qu'il n'est pas le « travail » mais un homme qui, il est vrai, possède entre autres la faculté de travailler, s'il s'avise de croire qu'il ne devrait pas se laisser vendre et acheter en tant que « travail », en tant que marchandise, sur le marché, l'entendement du bourgeois est alors comme frappé de stupeur. Il ne peut comprendre qu'il puisse avoir avec les ouvriers d'autres rapports que ceux de l'achat et de la vente, et il ne voit pas en eux des hommes mais des « mains » (hands), puisque c'est ce nom qu'il leur jette constamment à la face; et, comme dit Carlyle, il ne reconnaît pas d'autre relation d'un homme à un autre homme, que celle du paiement comptant.

Même les liens entre lui et sa femme ne sont - dans 99 % des cas - qu'un « paiement comptant ». L'esclavage misérable dans lequel l'argent tient le bourgeois marque même le langage, du fait de la domination de la bourgeoisie; l'argent fait la valeur de

l'homme; cet homme vaut 10,000 livres (he is worth ten thousands pounds), c'est-à-dire il les a. Quiconque a de l'argent est « respectable », appartient à « la meilleure catégorie de gens » (the better sort of people), est « influent » (influential) et ce qu'il accomplit fait époque dans son milieu. Le sordide esprit mercantile imprègne la langue tout entière, tous les rapports humains sont traduits en formules commerciales expliquées sous forme de catégories économiques.

Commande et fourniture, demande et offre, supply and demand, telles sont les formules à l'aide desquelles la logique de l'Anglais juge toute la vie humaine. Voilà qui explique la libre concurrence partout, voilà qui explique le régime du « laissez faire » et du « laisser-aller 478 » dans l'administration, dans la médecine, l'éducation et bientôt aussi dans la religion où la domination de l'Église d'État s'effondre de plus en plus. La libre concurrence ne veut pas de limites, pas de contrôle d'État; tout l'État lui pèse, son voeu le plus cher serait d'être dans un régime tout à fait dépourvu d'État, où chacun pourrait exploiter son prochain à coeur joie comme dans la « société » de notre ami Stirner, par exemple. Mais comme la bourgeoisie ne peut se passer de l'État, ne serait-ce que pour tenir en respect le prolétariat qui lui est tout aussi nécessaire, elle utilise le premier contre le second et cherche à tenir l'État le plus possible à distance en ce qui la concerne.

Il ne faudrait cependant pas croire que l'Anglais « cultivé » fait si ouvertement étalage de cet égoïsme. Au contraire il le dissimule avec la plus vile hypocrisie. - Comment ? Vous dites que les riches Anglais ne pensent pas aux pauvres, eux qui ont bâti des établissements de bienfaisance comme on n'en voit dans aucun autre pays ? Oui-da, des établissements de bienfaisance ! Comme si c'était rendre service au prolétaire que de commencer par l'exploiter jusqu'au sang pour pouvoir ensuite apaiser sur lui avec complaisance et pharisaïsme votre prurit de charité et pour vous présenter à la face du monde en grands bienfaiteurs de l'humanité, alors que vous rendez à ce malheureux que vous avez sucé jusqu'à la moelle, la centième partie de ce qui lui revient ! Bienfaisance qui dégrade plus encore celui qui la pratique que celui qui la reçoit; bienfaisance qui enfonce encore davantage dans la poussière le malheureux qu'on a foulé aux pieds, qui implique que le paria déshumanisé, exclu de la société, renonce d'abord à la dernière chose qui lui reste, à son aspiration à la qualité d'homme, et mendie d'abord sa grâce auprès de la bourgeoisie, avant qu'elle lui fasse la grâce de lui imprimer sur le front, en lui faisant l'aumône, le sceau de la déshumanisation ! Mais à quoi bon ces réflexions. (id)

LVOG - De nos jours les plus cruels prédateurs de la planète que l'on présente comme des oligarques philanthropes déclenchent des opérations mondiales sur le climat, le sexisme, l'homophobie, le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, etc. et les uns et les autres courent après pour y participer, alors oui, à la suite d'Engels on a envie de dire, effectivement "*à quoi bon ces réflexions*" !

Totalitarisme. Schizophrénie aggravée et complotisme hystérique.

Sur la Russie.

- Ingérence étrangère : la chaîne Russia Today dans le viseur du gouvernement français - Le Parisien 27.02
- L'Union européenne impuissante face aux menaces d'ingérences étrangères - Le Parisien 28.02
- Quand une "gilet jaune" souhaite que la France soit dirigée comme la Russie - Franceinfo 28.02

La plus grande menace que font peser les dictateurs sur tous les peuples : le "**changement**" et la "**réforme**", la "**transition pacifique et démocratique**".

Sur le Venezuela.

- Une transition démocratique au Venezuela est possible, selon des ...
<https://www.challenges.fr>
- Venezuela: le Groupe de Lima pour une transition démocratique...
<https://www.lnc.nc>
- L'Amérique latine pour une issue pacifique à la crise au Venezuela
<https://www.lesechos.fr>

Restauration de la démocratie par le dialogue ... ceux qui s'opposent à la restauration pacifique de la démocratie au #Venezuela ». ... nécessaire à la transition au Venezuela »...[lesechos.fr](https://www.lesechos.fr)

- Venezuela : "Toutes les options sont sur la table" pour les États-Unis
<https://www.france24.com>

Nous espérons une transition pacifique vers la démocratie. Mais le président ... "Il est important de récupérer la démocratie

au Venezuela". france24.com

- Venezuela : les Etats-Unis soutiennent Guaido "à 100%" et n'écartent ...
<https://www.lepoint.fr>

"Nous espérons une transition pacifique vers la démocratie. lepoint.fr

- L'UE veut une transition démocratique et pacifique au Venezuela ...
<https://www.togodiplomatie.info>

En complément.

- Veto russe et chinois à une résolution de l'Onu sur le Venezuela - Reuters 28.02

La Russie et la Chine ont utilisé jeudi leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'Onu pour s'opposer à un projet de résolution rédigé par les Etats-Unis appelant à la tenue d'une élection présidentielle libre au Venezuela. Reuters 28.02

Sur l'Algérie.

Benjamin Stora, ex-permanent de l'OCI de 1976 à 1981, rejoint le Parti socialiste en 1985 soutien la candidature présidentielle de Ségolène Royal en 2007, En 2012 il a soutenu la candidature présidentielle de François Hollande. De 2013 à 2018, il se voit nommé à différentes fonctions par les différents chefs de l'Etat ou leurs ministères. (Source : Wikipédia.org

- "les jeunes qui n'ont connu qu'Abdelaziz Bouteflika depuis vingt ans ou plus veulent un changement profond et les réseaux sociaux y jouent un rôle important. L'opposition existe et différents partis politiques continuent d'exister."

- "Ce que veulent les jeunes, mais aussi le reste de la population, c'est une transition pacifique et démocratique."

- Les protestataires revendiquent "le changement et la réforme", a rapporté l'agence de presse APS. Reuters 26 février 2019

Ils ont censuré l'Acte XVI des Gilets Jaunes au profit des manifestations en Algérie, cherchez l'erreur.

- Poursuite des manifestations contre la candidature de Bouteflika - Reuters

- Algérie : les étudiants se mobilisent à leur tour en masse contre un cinquième mandat de Bouteflika - Franceinfo

- Manifestations contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un nouveau mandat : les Algériens veulent une "transition pacifique et démocratique" - Franceinfo

- En Algérie, la colère gagne les campus - Le Parisien

- Algérie: les étudiants à leur tour dans la rue - LeFigaro.fr

- Beaucoup de jeunes Algériens dans la rue pour dire à Bouteflika "Dégage !" - euronews

- Manifestations en Algérie: La télé officielle en parle enfin... d'une drôle de façon - Le HuffPost

- Algérie : candidat à la présidentielle, l'homme d'affaires Rachid Nekkaz, populiste voltairien et opportuniste malchanceux - Franceinfo 26 février 2019

L'une des figures du mouvement qui a pris son essor en Algérie, Rachid Nekkaz, a assuré mardi à franceinfo qu'il avait été "placé en résidence surveillée illégale". À 47 ans, cet homme d'affaires algérien est né en France et entend se présenter le 18 avril à la présidentielle algérienne. C'est peu dire qu'il prête régulièrement le flanc à la critique, tant en Algérie qu'en France, lui dont les ambitions politiques ont embrassé les deux rives de la Méditerranée.

Rachid Nekkaz est un homme malchanceux. Lors de la présidentielle française de 2007, il se fait voler, dit-il, l'ordinateur qui contenait les coordonnées des élus qui lui promettaient parrainage. Lors de l'élection présidentielle algérienne de 2014, c'est cette fois la voiture dans laquelle étaient transportées les 60 000 signatures nécessaires qui se perd... Les affaires lui réussissent davantage : diplômé de philosophie à la Sorbonne, il fait fortune dans les nouvelles technologies et l'immobilier.

Pour la liberté, donc, Rachid Nekkaz est aussi capable d'affirmer sérieusement que le président Bouteflika est décédé depuis longtemps et est représenté par une image 3D. Sa page Facebook compte quelque 1 500 000 abonnés. Son credo ? La jeunesse algérienne, celle qui l'entoure dans les manifestations : "Il y a des jeunes femmes et des jeunes hommes qui aspirent à vivre un développement apaisé, défend-il, vivre comme n'importe quelle autre jeunesse du monde entier." Ses références sont Nelson Mandela ou Bill Clinton. Et quand on l'accuse de populisme, il répond : "Si Voltaire était un populiste, alors, je veux bien."

"Un clown, sauf qu'être clown est un métier respectable"

D'autres dressent de lui un portrait au vitriol. "J'aurais pu dire que Rachid Nekkaz est un clown, sauf qu'être un clown est un métier respectable", rétorque ainsi, cinglant, politologue Naoufel Brahimi El Mili. "C'est quelqu'un qui fait le buzz, soupire-t-il, mais qui sait très bien qu'il ne peut être élu puisqu'il est empêché par deux articles de la Constitution. D'abord parce que son épouse est étrangère, ensuite parce qu'il n'a pas vécu dix ans en continu en Algérie." Selon lui, l'homme vend une histoire, un storytelling en faisant croire en Algérie au sacrifice d'avoir renoncé à la France pour crédibiliser sa candidature. "Ce n'est pas une figure. Il est trop bien connu en France pour être pris au sérieux. Et encore mieux en Algérie pour être pris au sérieux." Franceinfo 26 février 2019

Etats-Unis sur Trump.

- Cohen, l'ex-avocat de Trump, égrène ses accusations contre son ancien client - Reuters 27.02
- Michael Cohen a dressé un portrait accablant de Donald Trump - Le HuffPost 27.02
- Donald Trump est un "escroc", un "raciste", un "tricheur" : devant le Congrès américain, son ex-avocat lâche tout - Franceinfo 27.02
- Trump est un «escroc», un «raciste», et un «tricheur» selon son ex-avocat - LeFigaro.fr 27.02
- Philippe Labro - « Donald Trump est un raciste, un escroc et un tricheur » - LePoint.fr 27.02

Sur le réchauffement climatique.

- Le diesel cause près de la moitié des décès prématurés liés aux émissions polluantes des transports, selon une étude - Franceinfo 27.02
- La France a connu mercredi son après-midi la plus chaude pour un mois de février - Franceinfo 27.02
- Pic de pollution : "Lorsqu'on diminue l'automobile, c'est pour préserver nos enfants" - Franceinfo 27.02
- Près d'un enfant sur deux souffrant d'un cancer dans le monde n'est pas diagnostiqué - Franceinfo 27.02

Totalitarisme. L'hymne à la dictature devient un exercice obligatoire.

- Brésil : Bolsonaro veut que l'hymne national soit chanté dans les écoles - euronews 26 février 2019

Comme leur nouveau président Jair Bolsonaro, les écoliers brésiliens devront connaître l'hymne national sur le bout des doigts. euronews 26 février 2019

L'internationalisme est à reconstruire.

- Bangladesh : l'usine textile du monde - Franceinfo 28 février 2019

Pendant deux semaines, ils ont bloqué la capitale Dacca, au Bangladesh. Tous ces gens en colère sont les petites mains du textile mondial. Ce sont eux qui fabriquent les vêtements pour toutes les marques de la planète, ou presque. S'ils sont sortis de leurs ateliers, c'est pour demander de meilleures rémunérations. Le salaire minimum légal a pourtant été augmenté. De 58 € par mois, il est passé à 83 €. Mais les travailleurs attendaient bien plus. Ils laissent éclater leur colère.

C'est dans la banlieue d'Ashulia, la principale cité-dortoir des ouvriers du textile, que vit Mounia, une mère célibataire de 38 ans. Elle a deux filles. Elle a fait grève en janvier et a été licenciée comme des milliers d'autres. Elle tient à dénoncer ses conditions de travail, inhumaines selon elle. La grève de janvier a donc débouché sur une précarité plus grande encore pour les travailleurs. Certains auraient même été emprisonnés. Pour les marques, ces grèves n'auront en fait aucun impact. Les 4 500 ateliers du pays tournent à nouveau à plein régime, comme si de rien n'était. Les carnets de commandes sont pleins. En 2018, le Bangladesh

a exporté pour 30 milliards d'euros de produits textiles. Franceinfo 28 février 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 6 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

On va actualiser le portail moins régulièrement à cause de la chaleur, 40°C à l'ombre à midi, 2°C de moins dans la pièce où je travaille, c'est difficile à supporter à mon âge ! Encore des histoires de famille et la flicaille dans le village ! Pas vraiment besoin d'une nouvelle guerre avec le Pakistan ! Vous non plus en France, vous voilà rassurés au moins !

Living on the edge ou vivre sur le fil du rasoir.

Avertissement aux âmes sensibles, aux grands déprimés, aux dépressifs, cette causerie risque de vous achever ou de vous procurer un électrochoc salutaire, selon que vous êtes au bout du rouleau ou que vous avez encore la capacité de réagir sereinement. Si cela peut vous soulager, je partage votre tristesse, et dites-vous bien qu'ensemble cela peut faire un grand bonheur, car rien ne peut entamer notre détermination toujours intacte à vaincre nos ennemis. Pensez-y, cela vous fera du bien.

Ne me reprochez pas d'avoir fait une causerie particulièrement nauséabonde, ce sont les relents de leur vieux monde pourri qui empestent littéralement l'atmosphère sur tous les continents, non, franchement je n'y suis pour rien. Reprochez plutôt à ceux qui ne l'évoquent pas suffisamment en détails de passer sous silence bien des aspects de la situation sans lesquels il est difficile ou impossible de l'interpréter et donc de la combattre.

Sur ce plan-là, il faut avouer que chacun fait ce qu'il peut ou plus précisément ce qu'il veut, ce qui n'est pas du tout pareil, il y en a qui assument leurs responsabilités et d'autres non, voilà tout.

Si vous estimiez que je n'assumais pas les miennes, vous savez ce qu'ils vous resteraient à faire, à aller voir ailleurs si j'y suis, ici chacun est libre de penser ce qu'il veut, en principe à partir du moment où il l'assume, c'est une terrible exigence, j'en conviens, trop, au point qu'en fait je n'en tiens pas compte, j'ai l'esprit très large comme l'on dit et je ne juge personne à part moi-même, féroce, c'est la moindre des choses.

La bêtise humaine est désespérante, vous ne trouvez pas, on peut se le dire entre nous, non ? C'est curieux tout de même cette obstination à faire son propre malheur. Si vous avez lu Marx et Engels, vous avez pu constater à quel point ils n'y étaient pas indifférents et ils y ont fait référence une multitude de fois, chaque fois qu'ils y étaient confrontés. Chez nos braves dirigeants qui se disent marxistes, c'est un sujet tabou, cherchez l'erreur ! Etrange, n'est-ce pas ? Avez-vous une petite idée d'où cela pourrait provenir ? Allez, je vous mets sur la piste, cela aurait-il quelque chose à voir avec le fait que ce sont de piètres théoriciens ? Qu'est-ce qui nourrit la réflexion du théoricien ? Ce qu'il lit, ce qu'il étudie. A mon avis pas du tout, mais l'école de la vie, car c'est la seule expérience à laquelle il est directement confronté et où il peut mettre en pratique ce qu'il croit avoir compris, et en fonction du résultat il peut en tirer des conclusions qui peuvent avoir une valeur théorique, puisque par la suite il les confrontera à nouveau à la réalité ou lorsqu'il vivra d'autres expériences et ainsi de suite. En observant attentivement l'évolution de la société, du monde, du capitalisme, etc. il pourra se livrer au même exercice sur le plan politique... Et ce n'est que lorsqu'on dispose d'un solide bagage théorique qu'on espère aller loin, sinon on est condamné à n'aller nulle part, avis aux aventuriers avec ou sans gilets jaunes. A suivre.

● [Au format pdf \(25 pages\)](#)

[Un courriel reçu de l'Assemblée populaire de Commercy.](#)

Bonjour Jean-Claude

Non au contraire c'est en pleine effervescence localement et ailleurs... d'ou notre manque de réactivité et disponibilité.

Vous attendiez une réponse ?

Solidairement

Un gilet jaune de Commercy

LVOG - Non, je n'attends rien...

En passant...

La franc-maçonnerie, c'est le sionisme laïc.

Parole d'internaute

- *"Malheureusement, je connais moi une bonne proportion de gens qui n'ont pas les yeux ouverts et sont soumis à la désinformation que vous soulignez.*

Il faut se méfier des sentiments exagérément optimistes que peut générer la lecture de forum comme celui-ci (Les Crises. fr), réunissant des gens plutôt d'accord entre eux..."

LVOG - L'entre soi est aussi l'exercice favori des militants, je parle par expérience.

Cela vaut dans les partis où la méthode Coué ou d'autosuggestion collective alimentée par leurs directions est de rigueur. Elle sert surtout à ne pas réfléchir en dehors du cadre fixé par leurs dirigeants.

S'agissant de votre première réflexion, il faut comprendre que se soumettre "à la désinformation", c'est faire partie du club de la majorité, c'est rassurant et permet de se forger une bonne conscience à peu de frais. Ce serait davantage le lot des nantis, plutôt que celui des défavorisés qui a un moment donné n'écoutent plus rien ni personne.

On nous dit que la majorité des masses ne se mobiliseraient pas contre Macron, parce qu'elles ne percevraient aucune issue politique. Certes, cela ne coûte rien de l'affirmer et cela ne nous fait pas avancer d'un pouce non plus. On ferait peut-être mieux de se demander s'il n'existerait pas des obstacles de nature sociale qui les dissuaderaient de passer à l'action, non ? Ne ferait-on pas mieux de partir de leurs réelles conditions, au lieu de se livrer à des spéculations qui ne mènent nulle part ?

Je rappelle qu'en 63 ans je suis passé successivement par tous les états d'esprit que peuvent connaître un travailleur au cours de sa vie, de l'arriéré profond au militant conscient que je croyais être devenu, pour ensuite régresser et adopter l'attitude du petit bourgeois, qui au détour de conditions favorables abandonnera le militantisme pendant deux décennies et profitera de la vie sans se soucier le moins du monde du sort du reste du monde comme s'il n'existait plus, pour enfin au moment du choc du 11 septembre 2001 reprendre conscience que la lutte des classes existait et qu'elle était l'un des deux facteurs décisifs qui avait concouru à l'évolution de la civilisation humaine.

Inorganisé, puis organisé, et à nouveau inorganisé, en quête depuis des années désespérément d'une organisation sans la trouver, puisqu'aucune n'a voulu dresser un inventaire ou un bilan impartial de la lutte de classe depuis les années 40, et qui plus est, le soumettre aux militants, toutes ont conservé les mêmes dirigeants et pratiquent l'autosatisfaction malgré leurs bilans désastreux, ce qui me contraint à demeurer inorganisé malgré moi. D'autant plus que j'en suis arrivé à la conclusion, que ce sont les rapports que les trotskystes (pas seulement) avaient adoptés avec la social-démocratie et le stalinisme, qui sont en grande partie à l'origine de la décomposition et de la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, disons que cela en est la partie la plus visible, analyse qu'aucun parti ou groupe de militants ne partage, partant de là nous ne pouvons pas cohabiter dans la même structure...

D'où l'activité politique à laquelle je me livre à travers ce portail, pour partager mes expériences et mes réflexions que je relie en permanence à la situation, de telle sorte que chacun puisse en vérifier la cohérence ou non à travers les positions que j'adopte. Je déplore que cette contribution politique soit limitée, mais en vivant en Inde, je ne vois pas comment il pourrait en être autrement...

La nausée !

A force, ils rendent crédible, légitime, la nécessité de faire table rase de leur société pourrie. Ceux qui s'y complaisent sont des morts vivants.

Ce portail est un antidote efficace contre la schizophrénie du pouvoir et des élites à son service.

Rumeur, soupçon, appel à la délation, dénonciation calomnieuse, provocation, citation tronquée ou sortie de son contexte, amalgame, amnésie, diffamation, accusation, répression, censure, mise au ban de la société...

Je fais partie des privilégiés qui se sentent relativement bien, la nature offre un spectacle merveilleux et changeant quotidiennement, c'est une source de curiosité et de bonheur intarissable, mais dès que je pense à l'actualité des hommes ou à la société, dès que j'ouvre l'ordinateur, patatras, tout s'obscurcit soudainement et devient triste à mourir, un cauchemar !

Nous, l'humanité, avons tout pour être heureux, mais nous sommes incapable de l'être parce qu'il y en a qui profitent de leur pouvoir pour nous pourrir l'existence, il faut donc les neutraliser, exterminer cette pourriture puisque c'est le seul moyen de les empêcher de nuire à la société.

La lutte de classes est une lutte à mort, mais bien peu l'admette, comme quoi ils n'y ont pas compris grand chose soit dit en passant, leurs intérêts individuels l'emportent sur leur niveau de conscience politique qui demeure relativement médiocre ou présente de graves lacunes. Il y a ceux pour qui c'est devenu juste une lubie, un passe temps ; Il y a ceux pour lesquels c'était le moyen d'appartenir à une communauté, histoire dans les deux cas de donner un sens à leur vie et avec le temps de se donner bonne conscience à bon compte ; Et puis il y a ceux qui ont toujours baigné dedans depuis leur berceau ou qui sont tombés dedans très jeunes et n'ont jamais évolué par la suite ou si peu.

Pour tous ceux-là, c'est-à-dire l'immense majorité des militants, c'est devenu une routine, le train-train quotidien, une habitude aussi abrutissante ou aliénante que le travail ou la fréquentation des médias ou des réseaux dits sociaux, donc dès qu'on dénonce leurs contradictions, leur incohérence, leur mauvaise foi, leur malhonnêteté intellectuelle ou leur manque de rigueur, leurs analyses foireuses, leurs spéculations oiseuses, leurs errements insensés, leur aventurisme ou opportunisme, etc. ils ne chercheront pas à comprendre pourquoi ou comment vous en êtes arrivé à ce constat, cela ne les intéresse pas, pensez-vous, ils sont bien au-dessus de ce genre de considérations, pour eux vous êtes des troubles fêtes, des parasites, des ennemis, que cela soit dit une bonne fois pour toute.

A leurs yeux vous êtes infréquentables pour avoir osé vouloir bousculer le monolithisme qui fait office chez eux de mode de penser. Ils ne s'aperçoivent pas que la rigidité de leur cerveau les a conduits à reproduire les comportements malsains qu'ils prêtent aux autres ou à la société, ils aspirent à la liberté mais la craignent plus que tout au monde dès qu'on leur demande de mettre à contribution leurs petites cellules grises. Vous êtes l'empêchement de tourner en rond qui menace l'autosatisfaction à laquelle ils se raccrochent désespérément pour garder le moral, autosatisfaction qui leur sert également de digue face à tout bilan critique de leur courant politique, et pour cause ! Notez bien que les travailleurs s'en tapent complètement ou passent outre pour leur faire sentir ce qu'ils en pensent, les libres penseurs ne sont pas souvent ceux qu'on croit, au pire, ils seront traités avec dédain, ils se feront traiter de poujadistes ou de fachos en retour, au mieux ils feront l'objet de compliments pour le moins suspect car devant servir à faire oublier l'incurie politique de ceux qui les prononcent et dont la modestie est tout aussi légendaire.

Après avoir adopté l'agenda de l'oligarchie et partagé ses arguments ou positions sur tout un ensemble de questions, les militants du mouvement ouvrier sont très mal placés pour donner des leçons aux travailleurs. Pour ne prendre que deux exemples mais ô combien révélateurs, il suffit de considérer les discours des différentes formations politiques de l'avant-garde du mouvement ouvrier sur le plan sémantique et l'angle sous lequel ils abordent la situation, pour être stupéfié du gouffre qui existe avec la manière de s'exprimer de la masse des travailleurs ou de l'ensemble de la société du reste.

Vous aurez constaté qu'ici on s'exprime sans systématiquement recourir à cette terminologie, et on part du principe que les lecteurs ou les travailleurs ne sont pas forcément des militants, c'est-à-dire qu'ils abordent la situation à partir de leurs conditions, leurs expériences, et s'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, le contraire serait plutôt surprenant ou se saurait, on les y amène tranquillement mais sûrement, de manière à ce qu'ils se familiarisent avec un mode de penser, logique et qui privilégie les faits, le matérialisme dialectique si vous voulez.

On pourrait m'accuser d'être rustre, trop dur, trop direct, mais c'est cette société qui est ainsi faite. Pourquoi ne devrions-nous pas dire les choses telles qu'elles sont en réalité, dites-moi ? Vous préféreriez qu'on tourne autour du pot, qu'on dise les choses à moitié, qu'on s'entoure de précautions pour aborder des questions délicates, qu'on mette des gants pour parler de certaines personnes, et puis quoi encore ! On les prend telles qu'elles se présentent à nous, et force est de constater qu'elles sont souvent extrêmement violentes et désagréables. Et quand on nous les présente hypocritement recouvertes d'un vernis pour nous tromper, c'est à l'acide nitrique qu'on disperse le voile de l'illusion qui nous empêchait d'en saisir la nature. Les oxymores du genre les oligarques philanthropes, on les découpe à la tronçonneuse pour que le lien soit tranché net et que leur séparation soit irréversible, pendant que d'autres se munissent de pince à épiler pour ne pas les abîmer, pensez-vous ils pourraient en avoir mauvaise conscience !

[Ils osent tout. Voilà pourquoi ils nous pourrissent la vie.](#)

- Bugatti "La Voiture Noire", ou la voiture la plus chère au monde - BFMTV 05.03

"La Voiture Noire" est un exemplaire unique. Son propriétaire, Ferdinand Piëch, ancien dirigeant du Groupe Volkswagen, prix : 16,7 millions d'euros. Performance : 0 à 100 en seulement 2,5 secondes, pour un 0 à 200 en 6,5 secondes. BFMTV 05.03

LVOG - Ferdinand Piëch : Une injure à la nature humaine...

[Mystification. Anti-Gilets Jaunes. Les officines à la solde de l'oligarchie et Macron se mobilisent contre le prolétariat mondial.](#)

LVOG - A qui s'adressent-elles ? A leurs maîtres ! Que leur demandent-elles ? Sachant pertinemment que ceux qui nous gouvernent sont les porte-parole des multinationales, et qu'ils ne prendront aucune mesure contraignante à leur rencontre, leur mobilisation sert uniquement à cautionner celles qu'ils adopteront contre le reste de la population.

A défaut de lutter pour renverser le capitalisme ou pour le socialisme, pour un gouvernement ouvrier qui s'attaquerait aux multinationales, elles oeuvrent pour le compte de la réaction. Machination ou complot contre tous les peuples, au choix. Autant dire que nous n'en seront pas.

- "Ça suffit" : 140 organisations appellent à une "Marche du siècle" en faveur du climat le 16 mars - franceinfo 06.03

La liste complète des 140 organisations signataires :

350.org ; ActionAid France ; Alternatiba ; ANV-COP21 ; ATD Quart Monde ; ATTAC ; Bizi ! ; BLOOM ; Boycott Citoyen ; CARE France ; CCFD-Terre Solidaire ; CRID ; EHESS ; Fondation France Libertés ; Fondation de l'Écologie Politique ; Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ; France Nature Environnement ; GERES ; Greenpeace France ; Les Amis de la Terre France ; Ligue des droits de l'Homme ; ~ le mouvement ; Mouvement Utopia ; Mouvement Colibris ; Notre Affaire à Tous ; One Voice ; Oxfam ; Partager c'est sympa ; REFEDD (Réseau Français des Étudiants pour le Développement Durable) ; Réseau Action Climat - France ; Secours Catholique - Caritas France ; Secours Islamique France ; SNCS-FSU ; SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires ; Solidaires ; ACTES en Cornouaille ; AFDI ; Alofa Tuvalu ; Alternative autogestion ; Amap des Hauts de Belleville ; Antenne Nature Loisir Patrimoine ; Association : CRI-AC! Collectif Relais d'Informations & Actions Citoyennes Association "l'Abeille Écolo" ; Association des amis des convivialistes ; Association Ecolog ; Association Mobil'idées ; Atelier CAPACITES ; Atelier solidaire de Saint-Ouen ; Atelier Vélorution Bastille ; AYNI France ; Ayya ; Ça le fait pour la planète ; Collectif des Associations Citoyennes ; Canopée Forêts VivantesCap ou pas cap ; Carre Geo & Environnement France ; Centre de recherches sur la culture japonaise de Rennes ; Charente Nature ; Christianisme social ; CliMates ; CMR (Chrétiens dans le monde rural) ; Collectif 07 Stop Gaz de Schiste ; Collectif Arcois pour la Planète ; Collectif sarthois "Pour une Terre plus Humaine" ; Coordination eau bien commun France ; Coordination eau Île-de-France ; Coquelicots Caen ; Cré-sol Centre Réseau Economie Solidaire ; Cyclofficine d'Angouleme ; Citoyens pour le Climat ; Demain Nos Enfants ; DiEM25 France ; Ecologie au Quotidien ; EEUDF - éclareuses et éclareurs unionistes de France ; EGREEN ; Enseignant.e.s pour la Planète ; Extinction Rebellion France ; Fédération de l'entraide protestante ; Fédération nationale de l'ACE ; Federation Syndicale Unitaire (FSU) ; Festival Atmosphères ; FIDL, le syndicat lycéen ; Fondation ELYX ; Fondation Énergies pour le Monde ; Générations futures ; Gevalor ; Gret ; Groupe initiatives ; Groupement CARMA Gonesse Pays de France ; Hardpork ; L'abeille Ecolo ; L'Heureux Cyclage ; La Nature en Ville ; La P'tite Rustine : La Voûte Nubienne ; Le Laboratoire de la Transition ; Le Mouvement de la Paix ; Les Amis de la Forêt de la Corniche des Forts à Romainville ; Les Convivialistes ; Maison des Peuples et de la Paix ; Maison des solidarités locales et internationales ; Mouvement du Christianisme social ; Mouvement Ni Putes Ni Soumises ; Mouvement pour l'Economie Solidaire ; Mouvement pour l'Economie solidaire Occitanie ; MTMSI ; Nous sommes Parti-e-s Pour La Décroissance ; Novetat ; Observatoire international de la Gratuité ; Pacte Finance Climat ; Paris Bike Tour ; Paris zéro fossile ; Pax Christi France ; Réseau Action Climat - France ; Réseau Foi & Justice Afrique Europe France ; Résistance à l'Agression Publicitaire ; ResiWay AISBL ; Ritimo ; Savanturiers-Ecole de la Recherche ; Sciences Citoyennes ; Sgen-CFDT ; Sgen-CFDT Pays de Loire ; SOS Racisme ; Syndicat national de l'environnement Sne-FSU ; Touche pas à mon schiste ; Un p'tit dans la tête ; UNEF ; Union des Associations pour la Défense du Littoral ; Union syndicale Solidaires ; Unis Pour Le Climat ; Unis-Terre ; Vélo-Ecole du 20ème ; Vélorution Paris Île-de-France ; Wasquehal en Transition ; WECF France. franceinfo 06.03

Autant d'organisations acquises au capitalisme et à éviter. Un tel crétinisme est pitoyable !

350.org est une agence du parti démocrate oligarchique américain dirigée par William Ernest "Bill" McKibben. Il fut nommé un des hommes parmi les douze les plus influents en 2009 par le magazine américain Foreign Policy créé en 1970 par Samuel P. Huntington (théorie de l'affrontement des civilisations - néolibéral). Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent du Washington Post au travers de sa filiale The Slate Group, affilié au groupe Bilderberg. McKibben est un rédacteur régulier du New York Times, affilié également au groupe Bilderberg. (Source : Wikipédia)

On continue ou cela ne sera pas nécessaire ?

Voilà sur ordre de qui, avec qui tous ces gens-là vont aller manifester, nos pires ennemis de classe. Délirant, non ? Ceux qui ne le dénoncent pas s'en font les complices, que cela leur plaise ou non.

[Prévention contre la schizophrénie. Attention, la menace est omniprésente, elle est absolument partout !](#)

LVOG - Même pas peur ! La gouvernance mondiale par le règne de la peur, de la terreur dans tous les domaines, c'est tout ce qu'il leur reste, alors cela vaut le coup ou non de la combattre ?

Alimentation

- Alerte sur l'acrylamide, ce cancérigène présent dans les frites, les chips ou les biscuits - L'Express.fr

- Malbouffe : "Il faut passer la vitesse supérieure" selon la Fédération Française des Diabétiques - Franceinfo

- Les canicules marines ont bondi de 50% depuis le milieu du XXe siècle (et le pire serait à venir) - Franceinfo

Médicament

- Chute des cheveux : attention au finastéride ! - Franceinfo

Santé

- Industriels-hôpitaux : les liaisons dangereuses ? - Franceinfo

Pollution

- La quantité de plastique accumulée dans les océans pourrait doubler d'ici 2030, selon un rapport du WWF - Franceinfo

Climat

- "Ça suffit" : 140 organisations appellent à une "Marche du siècle" en faveur du climat le 16 mars - Franceinfo

Nature

- "La diminution de la biodiversité menace notre sécurité alimentaire", affirme un rapport de la FAO -

Bien d'équipement

- Attention aux métaux lourds dans les verres décorés - Franceinfo

Police

- "Gilets jaunes" : des images montrent le face-à-face entre la police et le député LFI "matraqué" à Bordeaux - Franceinfo

Justice

- Quand la justice française condamne au nom d'une loi qui n'existe pas (en France) - Franceinfo

Institution supranationale

- Tribune d'Emmanuel Macron : "Liberté, protection et progrès" pour "une renaissance européenne" - Franceinfo

Parti politique

- Elections européennes : il y a une "tentation pour les extrêmes" au sein de la jeunesse - Franceinfo

Terrorisme

- Londres: Colis piégés dans deux aéroports et à la gare de Waterloo - Reuters

Précarité généralisée.

- "Ils ne font aucun contrat fixe" : à Barcelone, la détresse de la jeunesse face aux emplois précaires - Franceinfo

Complotisme

- Privatisation d'ADP: Le Maire dénonce la "théorie du complot" de Ruffin - Le HuffPost

Agression sexuelle

- Soupçons d'agressions sexuelles et de viols au sein des Jeunes communistes : le PCF présente ses excuses aux victimes et les appelle à "saisir la justice" - Franceinfo

Viol

- Religieuses abusées par des prêtres : une "organisation criminelle ne fait pas pire" - Franceinfo

Pédophilie

- 7 questions que les pédiatres posent toujours avant que leurs enfants aillent jouer chez des amis - Le HuffPost

Racisme

- Actes antisémites en Alsace : "Ils ne nous font pas peur", assure le grand rabbin du Bas-Rhin - Franceinfo

On est bien en présence d'enragés, de fous furieux. L'avez-vous remarqué, il ne manque que les délinquants, les gangsters, les mafieux, les braqueurs, les dealers, les assassins, les mercenaires, les barbares, etc. normal, ils appartiennent à leur confrérie !

[La propagande fanatique mondiale, manipulation des consciences en continu.](#)

- Grand rassemblement en Italie contre le racisme - euronews 03.03

En Italie ce samedi, plusieurs dizaines de milliers personnes ont répondu à l'appel d'une trentaine d'organisations pour protester contre le racisme et tout type de discrimination. euronews 03.03

- La stèle de l'ancienne synagogue de Strasbourg vandalisée - euronews 03.03

Deux semaines après la profanation d'un cimetière juif de Quatzenheim (Bas-Rhin), la stèle marquant l'emplacement de l'ancienne synagogue de Strasbourg a été vandalisée dans la nuit de vendredi à samedi. euronews 03.03

- Au carnaval de Rio, des looks vegans et éco-responsables - Le HuffPost 03.03

- "J'ai des voisins qui restent deux ou trois jours sans nourriture" : à Caracas, un quartier bastion des chavistes durement touché par la pauvreté - Franceinfo 03.03

- "Les monologues du vagin" en Birmanie, une percée féministe - AFP 05.03

"Papu, pipi, sapat". Autant de mots vulgaires pour désigner le vagin en birman qui sont pour la première fois prononcés sur une scène de théâtre dans ce pays bouddhiste où la jeune génération ébranle le conservatisme ambiant. AFP 05.03

[Totalitarisme, Lobotomie, décérébration, désagrégation schizoïde, impuissance, stérilité, eugénisme, fanatisme, barbarie, bestialité, cruauté, sadisme, pervers, détraqué mental, leur univers.](#)

Titres figurant dans la colonne de droite de la page Yahoo news du jour, notamment. Autant dire que j'avais autre chose à foutre que d'ouvrir ses pages et les lire. De véritables cinglés sont aux commandes.

- "Polyamoureux", la nouvelle étiquette pour faire n'importe quoi en amour ? - Zoomin.tv

- Pourquoi les hommes hétéros rejoignent des clubs de masturbation - GQ

- "Un quart des jeunes filles ne savent pas qu'elles ont un clitoris" : Elles souhaitent libérer la sexualité des femmes - Franceinfo

Créatrices de comptes Instagram dédiés à la sexualité, elles voudraient que le clitoris soit davantage présent dans les manuels scolaires. Franceinfo

- L'orgasme du col de l'utérus, vous connaissez ? - Yahoo Style France

- Anorgasmie : quand l'orgasme se refuse - Franceinfo

Plusieurs causes peuvent entraîner une anorgasmie, une impossibilité à atteindre l'orgasme. Une difficulté répétée ou durable qui est provoquée par de nombreuses causes. En comprendre l'origine est le premier pas vers l'orgasme. Franceinfo

[Un parfum de fin de règne qui mérite d'être identifié pour le dépasser.](#)

(Le Bloco de Esquerda portugais, le Vänsterpartiet suédois, Podemos en Espagne, Sinistra, Ecologia e Liberta en Italie, en Allemagne, Die Linke, en France, La France insoumise)

- "les gauches radicales sont aussi déconcertées et dépourvues de réponses effectives que la vieille social-démocratie dans la conjoncture, critique et complexe, actuelle." slate.fr 3 mars 2019

Pour caractériser n'importe quel parti, mouvement ou n'importe quelle coalition, on doit se demander quelle est la nature de classe de leurs rapports au capitalisme et ses institutions, à l'Etat.

Les affrontent-ils pour l'éliminer ou bien s'en abstiennent-ils pour le conserver ? Sont-ils engagés résolument dans le combat politique pour l'abolir ou au contraire le ménagent-ils pour finalement s'en accommoder ?

Tous les partis ou toutes les coalitions citées ici se sont adaptées au capitalisme au lieu de le combattre pour l'abolir, leur opposition aux excès du capitalisme n'est que posture, mystification, supercherie politique. Et ce n'est pas un hasard si tous ou leurs dirigeants proviennent de la social-démocratie ou du stalinisme. C'est évidemment valable pour une multitude d'autres partis ou petites formations politiques qui en sont issus également.

Dès lors, la seule gauche qui existe provient de partis n'ayant aucun lien organique avec la social-démocratie et le stalinisme. Or, même à l'extrême gauche, un grand nombre de leurs dirigeants, quand ils n'en sont pas directement issus, se sont employés dans le passé à les ménager ou ont partagé leurs idéologies, de telle sorte que leurs formations politiques en demeurent fortement imbibées, au point d'entrer violemment en contradiction avec l'image radicale qu'ils présentent à leurs militants et de se transformer en un puissant facteur disloquant.

Comme je l'ai déjà expliqué dans une précédente causerie, on peut admettre l'existence d'une longue période de réaction sur toute la ligne, de reflux du mouvement ouvrier pendant de longues années, facteur qui constitue un handicap quasi infranchissable à la construction du parti, certes, mais là en l'occurrence nous évoquons une période de près d'un demi-siècle, depuis que la social-démocratie et le stalinisme cessèrent de faire illusion, non pas officiellement car sur ce plan-là cela ne remonte qu'à une ou deux décennies seulement, mais dans les faits tels que les travailleurs et les militants pouvaient les appréhender, et donc étaient susceptibles d'en tirer les conséquences pratiques en s'orientant vers d'autres courants du mouvement ouvrier, ce qui ne s'est pas produit, parce que ces courants n'avaient pas été capables de saisir les profondes modifications intervenues dans la société, ainsi que l'évolution des rapports entre les classes (et à l'intérieur des classes), afin de développer une stratégie en direction de la classe ouvrière et d'adapter leur conception de la lutte de classe en conséquence.

Sans attendre que Hollande soit porté au pouvoir, cela faisait plus d'un demi-siècle que plus personne n'avait d'illusions dans la social-démocratie quant à sa volonté de changer de société ou avancer vers le socialisme, et il n'a pas fallu attendre que le candidat du PCF à la présidentielle tombe à 2% pour que les travailleurs se détournent des stalinien, donc dans les deux cas, il existait un énorme potentiel de travailleurs avancés de toute condition à recruter. Or, on en a été incapable. Je ne parle pas des militants de ces partis, mais de ceux qui les avaient quittés ou leurs sympathisants, ceux qui s'en étaient éloignés, ceux qui votaient traditionnellement pour leurs candidats à chaque élection et qui dorénavant s'en abstenaient ou s'abstiennent de voter.

On voudrait nous faire croire qu'aux questions que nous posons ici clairement, il n'existerait pas de réponses ou alors, on nous renvoie au vieux refrain devenu totalement obsolète du stalinisme, puisque nous vivons une situation inédite dans le passé, il existe donc une autre explication. Le réformisme a aussi été le complément du colonialisme... A suivre.

Dans la vie quotidienne, il arrive aussi qu'on fasse des conneries parce qu'on n'avait pas tenu compte de la réalité. On était passé à côté, on ne l'avait pas vue, et hop cela nous tombait dessus ! Et on se demande d'où cela pouvait bien provenir, et pour peu qu'on ne soit pas complètement stupide, spontanément on admettra notre défaut d'attention ou on le reconnaîtra, ne serait-ce pour ne pas commettre à nouveau les mêmes erreurs. Mais la plupart des gens n'en tirent aucune leçon, ils constatent les faits et puis passent aussitôt à autre chose. Pour un peu, ils ont déjà oublié l'expérience éprouvante qu'ils viennent de vivre ou tout du moins ses origines continueront de leur échapper à défaut de les rechercher, et ils seront bons pour enchaîner les emmerdements, toujours en se demandant pourquoi cela leur tombe dessus ou pourquoi le mauvais sort s'acharne ainsi sur eux, peut-être parce qu'ils ont la tête trop dure, c'est pour tester sa résistance ! La nôtre est soumise à rude épreuve en attendant !

Et puis dans la vie aussi il faut prévoir, c'est même très fortement recommandé de nos jours, plus que jamais, mais là c'est

beaucoup trop en demander à des gens qui ne voient même pas ce qui est en train de se dérouler sous leurs yeux. Ils vivent leur vie comme quelque chose que l'on subit sans se poser trop de questions ou si peu. Ils sont dangereux, et je ne leur confierais pour rien au monde mon destin.

Opportunisme, l'air de rien.

Extraits des informations que diffusent gracieusement le POID (La Tribune des travailleurs sur Internet -TT) sans la moindre réserve ou le moindre commentaire, devenant ainsi un relais de la propagande officielle. Comme ils disent si bien, jugez vous-mêmes.

TT - 27 février 2019 – Largement critiqué depuis plusieurs mois en France pour sa dangerosité, l'usage du lanceur de balles de défense LBD-40 par les forces de l'ordre l'est désormais au plan international. Un groupe d'experts de l'ONU s'est inquiété de l'usage «disproportionné» du LBD, qui aurait provoqué des «blessures graves» dans les rangs des manifestants. De son côté, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a appelé la France à revoir «au plus vite» sa doctrine d'emploi des armes intermédiaires.

LVOG - Question : Qu'est-ce que le lecteur doit en déduire ? Cela lui donnera peut-être envie d'aller voter aux européennes au lieu de boycotter cette élection-plébiscite, qui sait ?

L'ONU, l'UE, le Conseil de l'Europe n'ont pas d'arrière-pensées, n'ont pas de mauvaises intentions vis-à-vis des peuples opprimés, c'est bien connu, donc pourquoi ne pas leur faire un peu de pub au passage histoire d'inciter les peuples à leur accorder le bénéfice du doute ou la légitimité qu'ils leur refusent... Passons sur l'emploi des missiles que l'ONU et l'UE cautionnent sur tous les terrains de guerre... et dont elles n'ignorent pas la "dangerosité" pour la population civile !

Dites-moi si je me trompe, c'est bien pour imposer la politique dictée par l'UE que Macron recourt au LBD-40, n'est-ce pas ? Et quand la même institution feint hypocritement de s'émouvoir "de l'usage «disproportionné» du LBD", pour un peu il faudrait applaudir ou se dire que forcément Macron allait en tenir compte. L'UE ou l'ONU ne sont pas des contre-pouvoirs ou des adversaires de Macron mais son parrain et son allié.

Je sens que ces arguments ne vous ont pas convaincu, il faut dire que je n'ai pas le temps de développer, le dernier devrait vous convaincre.

D'après vous, quel est l'élément déterminant, que Macron cesse de recourir au LBD-40 ou que les masses n'aient aucune espèce d'illusion dans l'UE et l'ONU ?

Commentaires d'internautes.

- "On sait que toutes les recommandations de la commissaire sont allègrement piétinées par le gouvernement et les forces de l'ordre; Autrement dit, et en toute logique, Macron et ses sbires se foutent complètement du Conseil de l'Europe, du commissaire aux droits de l'homme de ce Conseil et donc des droits de l'homme."

- Le texte paraît regretter autant qu'il n'y ait pas de calme, que l'usage disproportionné de la force, ou que la criminalisation du droit de manifester. Ils manquent tout les adjectifs accusatoires/ accusateurs que l'on trouve habituellement dans ce genre de proclamation.

J'ai l'impression que c'est un texte édredon pour échapper aux critiques de censure ou de partialité, mais surtout qui est là pour conserver aux Ouest-Européens le droit de se servir plus tard des faits répertoriés pour poursuivre des états étrangers à leur petit groupe.

Je n'ai pas vu de menace d'exclusion du conseil de l'Europe, ni aucune formule choc qui aurait obligé les médias grand public à en faire leur grand titre.

D'ailleurs aucun grand média n'en a fait sa une. On est loin d'une campagne ininterrompue.

Entre autres, j'ai lu un passage faisant un quart du texte sur la fatigue des policiers, mais je n'ai lu nulle part "yeux crevés" (20) ou "mains arrachées" (20), ni de clous en plastique dans les jambes (les éclats des grenades "lacrymogènes" piégées).

Un texte qui reproche d'avantage la disproportion des nouvelles lois (parlement) que la disproportion de la pratique (gouvernement).

Pour le conseil de l'Europe, un oeil crevé vaut moins qu'une nuit au poste. Propos incompréhensible, donc un texte matelas sur lequel les patrons de presse s'endorment avec toute bonne conscience.

- C'est donc à cela que sert un commissaire européen ? Enfiler des perles et des lieux communs dans un "rapport" ? Pas besoin

de partir en "mission" à Paris pour accoucher d'une pareille tartufferie que n'importe quel bureaucrate aurait pu rédiger en 15 minutes sans quitter son bureau à Bruxelles. Et puis cette manie de tous ces bons Jésus des droits de l'homme de déplorer tout et son contraire, cet art de ne pas se mouiller, c'est vraiment d'une monotonie désolante...Ca atteint un tel stade de ridicule, que dès que j'entends "droits de l'homme", moi, j'éteins la lumière.

LVOG - A Strasbourg et non à Bruxelles, mais c'est la même chose.

TT- 27 février 2019 – Aux Etats Unis, l'ex-avocat personnel de Trump, Michael Cohen qui s'apprête à passer trois ans en prison pour fraude fiscale et violation de la loi sur le financement électoral, est auditionné publiquement devant la commission de suivi de l'action gouvernementale de la Chambre des représentants. Il déclare : « Je suis ici pour dire au peuple américain ce que je sais du président Trump (...) Je regrette le jour où j'ai dit oui à M. Trump (...) J'ai honte d'avoir collaboré avec lui », a-t-il ajouté. « [Donald Trump] est un raciste, un escroc, un tricheur ». -

LVOG - Cela vous rappelle forcément la causerie du 1er mars, n'est-ce pas ?

Par précaution ou pour qu'on ne m'accuse pas d'aboyer avec les loups ou de participer à quelque manipulation qui soit, pour rendre compte de la réalité tout simplement, j'avais fait précéder les infos sur Trump d'un titre révélateur ou qui ne laissait place à aucune ambiguïté possible sur la nature des infos distillées complaisamment par les médias dont je reproduisais les titres : Totalitarisme. Schizophrénie aggravée et complotisme hystérique.

Ne pas le faire aurait été une faute politique, selon moi. Car on doit toujours avoir à l'esprit, qui vise Trump, qui a-t-il intérêt à en faire leur cible, pourquoi s'acharnent-ils sur lui, pourquoi ne sont-ils pas cités, bref, à qui doit profiter le crime une fois Trump assassiné? Au clan de l'oligarchie anglo-saxonne qui lui reprochent son rapprochement avec la Russie, d'avoir voulu mettre fin aux guerres en Afghanistan, en Irak, en Syrie, d'imposer des taxes équivalentes à celles que l'UE impose aux Etats-Unis, d'instrumentaliser à son tour l'extrême droite pour affaiblir ses adversaires de l'extrême-centre qui s'étaient déjà alliés avec l'extrême droite, etc.

On aura compris que si cet acharnement contre Trump s'inscrit dans le cadre de la lutte des classes ou n'est pas vraiment destiné à servir les intérêts des exploités, il sert à couvrir la collusion qui existe entre les pans de la gauche social-libérale et ceux des républicains qui constituent l'extrême-centre parrainé par les oligarques les plus ultra réactionnaires. Pourquoi ? Parce qu'il paraîtrait que la gauche serait plus présentable et fréquentable que la droite qu'incarne le milliardaire Trump. C'est cette mystification qui est à l'oeuvre ici et qui justifie de recourir à ce procédé pour tromper militants et lecteurs. Qu'il nous soit permis de la dénoncer et de ne pas y participer.

Totalitarisme. Schizophrénie aggravée et complotisme hystérique.

- Cohen, l'ex-avocat de Trump, égrène ses accusations contre son ancien client - Reuters 27.02

- Michael Cohen a dressé un portrait accablant de Donald Trump - Le HuffPost 27.02

- Donald Trump est un "escroc", un "raciste", un "tricheur" : devant le Congrès américain, son ex-avocat lâche tout - Franceinfo 27.02

- Trump est un «escroc», un «raciste», et un «tricheur» selon son ex-avocat - LeFigaro.fr 27.02

- Philippe Labro - « Donald Trump est un raciste, un escroc et un tricheur » - LePoint.fr 27.02

LVOG - J'ajoute que ceux qui verraient dans ma démarche un quelconque soutien à Trump ont l'esprit particulièrement tordu, car ce que je dénonce c'est la différence de traitement dont Trump et ses accusateurs font l'objet, alors qu'ils sont tous aussi pourris, à ceci près, et là il faudrait poser la question aux lecteurs, s'ils sont favorables ou non au retrait des troupes américaines de Syrie, qu'est-ce qu'ils estiment préférables, que la guerre continue en Syrie ou que la paix revienne ? D'après eux, qu'en pensent les Syriens, sachant que les opposants à Trump, le parti démocrate et une partie du parti républicain, sont favorables à la continuité de la guerre ? Ce qui n'interdit nullement de combattre la politique de Trump.

Nos donneurs de leçons les ont semble-t-il oubliées, quand ils nous expliquaient qu'entre le noir et le blanc il existait toute une nuance de gris, ou qu'il fallait faire preuve de mesure, apparemment ils en sont devenus incapables, ils ont régressé, y compris sur ce plan-là. Après on s'étonne que les travailleurs aient une mauvaise opinion du mouvement ouvrier, c'est parfaitement justifié, mille fois hélas, qui plus est, parce qu'ils nous comprennent à tort dans le lot!

[Tenez, une découverte, en voilà un qui se réveille !](#)

- Alors que les élites démocrates se rapprochent des néoconservateurs, les électeurs du parti deviennent beaucoup plus militaristes

et pro-guerre que les républicains par Glenn Greenwald - The Intercept 11-01-2019

L'annonce faite le 18 décembre par le Président Donald Trump de son intention de retirer toutes les troupes américaines de Syrie a produit un certain soutien isolé dans les ailes anti-guerre des deux parties, mais a largement provoqué l'indignation bipartite au sein de l'establishment réflexif pro-guerre à Washington.

La sénatrice GOP [Great Old Parti : républicain, NdT] Lindsey Graham, l'une des partisans de guerre les plus fiables du pays, et Hillary Clinton, qui a critiqué à plusieurs reprises l'ancien président Barack Obama pour son manque de bellicisme, ont condamné la décision de Trump dans des termes très similaires, invoquant le jargon classique de la guerre contre le terrorisme.

Mais alors que les hautes sphères de Washington se sont rassemblées dans l'opposition, les nouvelles données du Morning Consult/Politico montrent qu'une large majorité d'Américains soutiennent l'annonce du retrait de Trump de la Syrie : 49% sont en faveur contre une opposition de 33%.

Mais ce qui est remarquable dans les nouvelles données des sondages sur la Syrie, c'est que l'essentiel de l'appui au maintien des troupes dans ce pays provient des électeurs du Parti démocrate, alors que les républicains et les indépendants sont en très grande majorité favorables à leur retrait. Les chiffres sont frappants : parmi ceux qui ont voté pour Clinton en 2016, seuls 26 % sont favorables au retrait des troupes syriennes, tandis que 59 % s'y opposent. Les électeurs de Trump soutiennent massivement le retrait à 76% contre 14%.

Un écart similaire est observé chez ceux qui ont voté démocrate lors des élections de mi-mandat de 2018 (28% sont favorables au retrait et 54% s'y opposent), par opposition au soutien général en faveur du retrait parmi les électeurs du GOP de 2018 : 74% contre 18%.

En même temps, les élites politiques démocrates de Washington se rangent à nouveau formellement avec les néoconservateurs, au point même de créer des groupes conjoints de défense de la politique étrangère (une réunion qui a précédé la conférence de Trump). Le principal groupe de réflexion du Parti démocrate, le Center for American Progress, a fait don de 200 000 \$ au néo-conservateur American Enterprise Institute et a conclu des alliances à plusieurs niveaux avec des institutions bellicistes. MSNBC, de loin le média libéral le plus influent, est rempli d'anciens représentants de Bush-Cheney, de fonctionnaires de sécurité de l'État et d'agents, alors que même les vedettes libérales sont particulièrement bellicistes (il y a dix ans, bien avant qu'elle ne s'enfonçât aussi loin dans le terrier belliciste et pro guerre froide, Rachel Maddow se proclamait « libéral en sécurité nationale » qui était « tous contre l'anti-terrorisme »). Les Crises 01.03

Commentaires d'internautes.

1- "Là-bas, on appelle ça des « faucons de gauche », liberal hawks. Et si c'était eux, l'extrême droite ? Des deux côtés de l'Atlantique." (Les Crises.fr)

LVOG - Sans l'ombre d'un doute ils en font partie...

2- "Dans les années 1920-30 en Allemagne, les classes moyennes menacées de déclassement sont passées du centre aux nazis, ce qui s'est vu avec l'effondrement électoral des partis libéraux de droite et de gauche (DDP et DVP) au profit des nazis, alors que le parti de la droite nationaliste conservatrice DNVP tenait le choc électoralement parlant, même si sa direction allait elle capituler devant les nazis en finale. Aujourd'hui, peut-être avons nous affaire au même phénomène, les mêmes couches sociales dites « moyennes » liées au système et menacées par sa désagrégation, passent avec la crise d'une position « libérale de gauche » à l'extrême droite, mais cette fois-ci l'extrême droite se proclame « extrême centre » tout en devenant de plus en plus militariste ...donc objectivement d'extrême droite. Face à cet extrême centre d'extrême droite, le parti dominant, les démocrates aux USA par exemple, agite l'épouvantail d'une extrême droite fantasmée et souvent insipide qui est sans doute moins militariste, moins extrémiste, moins agressive, moins violente, moins disciplinée, moins haineuse, moins impérialiste ou tout au moins moins conséquente et moins efficace dans son ethnocentrisme et son agressivité impérialiste que l'extrême centre d'extrême ... droite ! Finalement tout a changé pour que rien ne change mais l'apparence a changé pas la structure de classe et le processus de déclassement."

LVOG - Apparemment je ne suis pas seul à le penser. Cependant, le parti démocrate ou les démocrates aux Etats-Unis ne font pas face à l'extrême centre d'extrême droite, ils y sont intégrés ou ils en sont les alliés, et cela ne date pas d'hier. Et s'il "agite l'épouvantail d'une extrême droite", c'est uniquement pour mieux camoufler que l'idéologie néolibérale qu'ils partagent avec le parti républicain est d'extrême droite ou constitue l'idéologie d'extrême droite de l'oligarchie qui les finance et les porte au pouvoir en alternance avec les républicains, pour finalement faire la même politique. Or, il s'est trouvé qu'un autre très puissant clan de l'oligarchie a désigné Trump pour faire la même politique autrement, tout en partageant avec eux le même objectif, et c'est cela qu'ils ne peuvent pas admettre et qu'ils combattent féroce.

Ils ont pour ennemi commun le prolétariat mondial, mais leur tactique pour l'affronter diffère. Ils ont pour objectif commun l'instauration d'un gouvernement mondial, mais face à la résistance des peuples, ils ne sont pas d'accord sur la tactique à adopter

pour les affronter et avancer vers leur objectif. Ces désaccords entre oligarques constituent autant de failles dans leur stratégie qu'on peut exploiter pour les combattre, à condition de ne pas se tromper sur les intentions tactiques des uns et des autres, encore faut-il au préalable les avoir identifiées, ce qui est assez facile somme toute, lorsqu'il y en a un qui appelle à la paix et l'autre à la continuité de la guerre, non, vous ne trouvez pas ?

Les démêlés de Trump dont on nous parle ici, concernent-ils ses adversaires ou la classe ouvrière américaine, différents peuples, qui lui fait ce procès dans les médias, qui se livre à ce lynchage médiatique permanent sinon ce clan de l'extrême centre d'extrême droite de l'oligarchie anglo-saxonne. Dites-moi, en quoi cela nous concerne-t-il ? En rien, alors on n'a aucune raison d'y mêler nos voix sous peine de nous compromettre avec la pire réaction qui soit.

S'agirait-il de Macron ?

- ...un régime qui, à l'image du président sortant, paraît à bout de souffle.

- La jeunesse (...) – sans perspectives dans une société minée par le chômage, la corruption et la crise économique (...) – s'est spontanément portée au premier rang de la révolte.

- ...le clan au pouvoir

- Dans la foule, toutes les composantes de la société (...) sont représentées. Des avocats, des étudiants, des fonctionnaires et même des cadres travaillant dans les ministères ont pris part à la protestation. leparisien.fr 01.03

Réponse : Bouteflika, le président algérien.

Et n'ayez pas la mauvaise idée de dire de même de Macron...

En complément.

Il fait la retape pour Macron.

- Irak, lycées, tribunes et caméras : Hollande sur tous les fronts - Le Parisien 03.03

Acte XVI

- "Gilets jaunes": 39.300 manifestants samedi en France, dont 4.000 à Paris - AFP 03.03

Environ 39.300 "gilets jaunes" ont manifesté dans toute la France, dont 4.000 à Paris, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur fournis au terme du seizième samedi de mobilisation de ce mouvement social, marqué par quelques heurts en régions. (Sur Facebook, le groupe "Le nombre jaune" a lui comptabilisé 92 035 manifestants à 18 heures - ndlr)

A Paris, un cortège, qui avait été déclaré aux autorités, a défilé entre le quartier des Champs-Élysées et la place Denfert-Rochereau, dans le sud de la capitale. "Ric, pouvoir au peuple", "La France est pillée par l'oligarchie. Résistance", pouvait-on notamment lire sur des banderoles brandies par des manifestants.

À Toulouse, des milliers de personnes ont défilé en brandissant drapeaux français, drapeaux de pirate et branches de mimosas.

Parti vers 14h00 des allées Jean-Jaurès derrière la banderole "cacatov party" incitant les manifestants à jeter des bombes à excréments sur les forces de l'ordre, le cortège a sillonné le centre-ville sans incidents au rythme du slogan "Toulouse Toulouse, soulève-toi".

Vers 17h00, la manifestation a été stoppée au niveau du boulevard de Strasbourg par les forces de l'ordre qui ont eu recours au canon à eau et au gaz lacrymogène pour disperser la foule.

A Lille, où les "Gilets jaunes" avaient appelé à un rassemblement européen, quelques centaines de Belges et de Néerlandais se sont mêlés au cortège de 1.300 personnes, selon un décompte de la police. Quelques heurts ont éclaté, conduisant les forces de l'ordre à faire usage de bombes lacrymogènes.

A Bordeaux, des milliers de personnes ont défilé dans le calme au départ de la place de la Bourse, comme chaque samedi, et se sont dirigés vers la gare Saint-Jean qu'ils ont envahie avant de cheminer en direction du centre-ville. Les plus radicaux des manifestants regroupés près de l'hôtel de ville ont été dispersés par des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Au moins

un manifestant a été blessé et les policiers ont procédé à des arrestations. Le député France Insoumise Loïc Prud'homme dit avoir été matraqué par les forces de l'ordre alors qu'il quittait la manifestation.

A Marseille, la police a compté 1.050 "Gilets jaunes" dans les rues de la ville. Ils étaient également plus d'un millier à Lyon où des heurts ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre avec jets de gaz lacrymogène de part et d'autre qui ont rendu l'atmosphère du centre-ville irrespirable. AFP 03.03

Acte 16 des gilets jaunes à Nîmes : une détermination intacte - lemouvement.info 02.03

« On est là, on est là, même si Macron ne le veut pas, nous, on est là, pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron le veut pas, nous on est là ».

Malgré l'appel régional prévu à Alès, plus de 180 personnes ont battu le pavé.

Et comme chaque semaine, infatigablement, ils ont marché et encore marché, ont fait des haltes devant les places du crocodile puis de la mairie et enfin de l'horloge.

La déambulation a continué vers la maison carrée, et les gilets jaunes sont retournés aux arènes pour se disperser à 16 h 15, le tout dans une ambiance bon enfant, avec toujours cette volonté d'expliquer leurs revendications en distribuant des tracts.

Évolution du mouvement

Car le mouvement se métamorphose petit à petit. Pour preuve, les cafés citoyens. Depuis plusieurs semaines, le samedi matin des bénévoles s'installent devant le carré d'art pour sensibiliser les citoyens à ce que les gilets jaunes appellent la démocratie participative et réelle.

Une charte a même été conçue pour réguler ce rendez-vous hebdomadaire.

- 1 – Le café citoyen est créé, afin de sensibiliser tous les citoyens, à la démocratie participative et réelle.
- 2 – Cette sensibilisation, se fait convivialement, autour de boissons et de friandises, afin d'échanger sur des sujets d'actualité.
- 3 – Ces échanges permettent une réflexion collective, ainsi que l'éveil politique dans le respect des valeurs de chacun et pour le bien commun.
- 4 – Ces éveils politiques, ont pour but de transmettre, l'information que les médias mainstream ne diffusent pas.
- 5 – Ces rencontres, de citoyens volontaires et bénévoles, peuvent se faire à tous endroits de la ville, de préférence, sur un lieu plutôt fréquenté, pour avoir le plus d'impact possible.
- 6 – Tout citoyen peut y participer, s'investir, ou passer un moment, afin d'échanger.
- 7 – Le café citoyen est artisanal, sans étiquette et sans religion.

De même des actions telles que « des consultations auprès de la population pour recueillir les revendications et les propositions des citoyens et les faire remonter au vrai débat » (débat parallèle au débat national), font partie de l'évolution du mouvement.

L'acte 17 est déjà prévu. Le mouvement dont la fin est annoncée toutes les semaines, continue de plus belle. lemouvement.info 02.03

LVOG - C'est à se demander ce qui peut sortir d'un milieu aussi aseptisé ?

Charançon.

- Européennes: le gilet jaune Christophe Chalénçon lance sa liste - L'Express.fr

près son départ de la liste Ralliement d'initiative citoyenne (RIC), Christophe Chalénçon compte créer son propre mouvement. Le controversé gilet jaune, dont la rencontre avec le numéro deux du gouvernement italien avait créé une crise diplomatique entre Paris et Rome, a annoncé ce dimanche dans un communiqué qui présenterait une liste aux européennes. Celle-ci sera intitulée "Evolution citoyenne".

"Mes compagnons et moi annonçons aujourd'hui la création d'une bannière de rassemblement, sous laquelle nous invitons à se ranger toutes les énergies désireuses de restaurer l'unité et la grandeur de notre peuple", écrit Christophe Chalengeon en précisant qu'il sera le "porte-parole" de cette liste, dont les places sont à ce jour "toutes vacantes".

La liste vient donc s'ajouter à la petite dizaine de projets de liste gilets jaunes aux Européennes qui ont été annoncés. Le gilet jaune est déjà une figure controversée du mouvement. Il a notamment appelé à installer au pouvoir le général de Villiers, ancien chef d'État-major des armées.

Dans un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi, une liste de "Gilets jaunes", sans plus de précisions sur l'identité des éventuels candidats, est créditée de 3% des intentions de vote. L'Express.fr

Trois exemples de violences policières parmi des milliers d'autres.

Gilets jaunes: un couple de passants frappé par des CRS en marge de l'acte XVI - Le HuffPost 3 mars 2019

La vidéo fait le tour des réseaux sociaux. Samedi 2 mars, alors que l'acte XVI des gilets jaunes toulousains touchait à sa fin, un couple de passants d'un certain âge a été brutalisé, frappé et projeté à terre par des CRS. Les manifestants et street médecins qui tentaient d'intervenir ont alors été repoussés par des grenades lacrymogènes comme vous pouvez le voir dans la vidéo ci-dessous.

Une scène repérée par France 3 Occitanie sur le Facebook live d'un contestataire qui filmait et diffusait la mobilisation en direct, qui scandalise bon nombre d'internautes. "C'était un moment assez calme, il ne se passait pas grand-chose", raconte à franceinfo l'homme qui a filmé ces images avant d'indiquer que la situation n'a dégénéré que lorsque le couple de passants, "âgés entre 55 et 60 ans", s'est présenté devant le barrage de forces de l'ordre. "Un des CRS lui a filé un petit coup de bouclier, elle s'est retournée sans doute pour protester et là s'ensuit ce que vous avez vu sur les images", détaille-t-il.

Dans un communiqué de presse relayé par la chaîne de télévision locale, la préfecture de Haute-Garonne indique pour sa part que le "couple de personnes est venu s'interposer au milieu des forces de l'ordre. Invitées à circuler, elles ont alors proféré des insultes à l'encontre des policiers et l'une a tenté de dérober une grenade." Une tentative "qui n'apparaît pourtant à aucun moment sur la vidéo", à en croire France 3 Occitanie.

Même son de cloche du côté du service d'information et de communication de la Police nationale. Le Sicop indique que "le couple a insulté verbalement et physiquement" les CRS, entraînant une réponse des forces de l'ordre. "Ils voulaient franchir le barrage. Ils étaient vindicatifs verbalement et physiquement. Les policiers ont donc fait usage de la force", précise pour sa part une source policière à Franceinfo, tout en indiquant qu'aucune interpellation n'avait eu lieu après cet incident et qu'aucune poursuites ne seraient engagées contre les deux passants.

Une autre vidéo, qui n'a aucun rapport avec la première, fait le tour des réseaux sociaux. Tournée également à Toulouse le samedi 2 mars dernier, elle montre un homme en fauteuil roulant, vêtu d'un gilet jaune se faire malmener et asperger de bombe lacrymogène par des forces de l'ordre.

Nous ne disposons, à l'heure actuelle, que de très peu d'informations sur le contexte de cette altercation. Si ce n'est que, selon plusieurs témoins, l'homme cherchait simplement à récupérer son masque de protection et qu'il est quoi qu'il en soit fortement déconseillé aux forces de l'ordre d'utiliser du gaz lacrymogène à moins d'un mètre de leur cible. Le HuffPost 3 mars 2019

Gilets jaunes: ces Insoumis réclament le départ du préfet de Gironde après le "matraquage" d'un des leurs - Le HuffPost 3 mars 2019

"Ce n'est plus la France." Depuis que leur collègue Loïc Prud'homme dénonce s'être fait "matraquer" par des forces de l'ordre samedi 2 mars à Bordeaux en marge d'un cortège de gilets jaunes, les députés Insoumis, Jean-Luc Mélenchon en tête, s'insurgent des violences policières et de la dérive autoritaire du pouvoir. Plusieurs sont ceux -et pas uniquement dans les rangs LFI- à réclamer le départ du préfet de Gironde, Didier Lallement, qui a immédiatement apporté son soutien aux policiers dans cette affaire.

"Dans une manifestation non déclarée, sur un axe interdit par arrêté préfectoral et après sommations, les forces de l'ordre ont dispersé des gilets jaunes cours Pasteur. Elles ont correctement fait leur travail. Je les soutiens totalement", avait tweeté le Préfet de Nouvelle-Aquitaine et préfet de la Gironde quelques heures après que Loïc Prud'homme se soit plaint.

Une réaction insensée pour plusieurs députés de la France insoumise, mais également d'autres bords politiques. "Je demande immédiatement la démission du préfet, qui a validé sans même enquêter le matraquage de Loïc Prud'homme!", s'est par exemple indigné l' élu de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel au micro de LCI.

Le principal intéressé estime lui aussi que "le préfet, au regard de la conduite de ces forces de l'ordre, soit relevé de ses fonctions."

"Le plus étonnant, incroyable, inacceptable dans cette affaire, c'est surtout la réaction du préfet, Didier Lallement, qui dit que les policiers n'ont fait que leur travail, (...) alors que dans une manifestation non-déclarée, seuls les organisateurs peuvent avoir à répondre de cette organisation, et qu'aucune contrainte physique ne peut être exercée contre un parlementaire. (...) Les policiers ont agi hors du cadre de la loi, et le préfet cautionne ces agissements, c'est ce qui me semble le plus grave", a-t-il dénoncé auprès de France 3 Nouvelle Aquitaine.

Sur les images publiées par Loïc Prud'homme, on distingue une tache de sang sur l'oreille gauche du député de Gironde. "Je viens de me faire matraquer par les forces de l'ordre alors que je rentrais tranquillement récupérer mon vélo. Voilà le travail de la police, quand on se replie gentiment, qu'on est député de la République", expliquait-il dans la vidéo que vous pouvez retrouver ci-dessous.

Jean-Luc Mélenchon a, pour sa part, réclamé une nouvelle fois le départ du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner coupable selon lui, d'avoir mis en place une doctrine de maintien de l'ordre répressive à l'encontre des manifestants. Le HuffPost 3 mars 2019

Un policier frappe une journaliste malgré son brassard de presse, elle le filme en direct - sputniknews.com 3 mars 2019

Une journaliste portant un brassard de presse a reçu des coups de pied et de bouclier d'un policier lors de la manifestation des Gilets jaunes à Bordeaux, samedi dernier. Elle a filmé son «agresseur» et a dévoilé la scène dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

La journaliste Stéphanie Roy s'est fait frapper à coups de pied et de bouclier par un représentant des forces de l'ordres durant l'acte 16 des Gilets jaunes, samedi dernier à Bordeaux.

Dans le même temps, une autre journaliste, Elsa Gambin, a dénoncé sur son compte Twitter un «collègue de l'agence Reuters visé délibérément par un tir de LBD40». sputniknews.com 3 mars 2019

Dans quel monde vivons-nous.

- Dilemme monétaire : Krach ou Guerre ? - gazettefrancaise.com 12.05.2017

Egon Von Greyerz, expert financier et fondateur de Matterhorn Asset Management AG (MAM) et de GoldSwitzerland a publié trois analyses le 27 mars 2017, le 13 avril 2017 et le 22 avril 2017 qui décrivent l'endettement inquiétant des États-Unis et les raisons pour lesquelles l'économie mondiale a été sacrifiée depuis un siècle. Au cours des dernières décennies, plus de 2 millions de milliards de dollars de dette, de passifs et de produits dérivés ont été créés à partir de rien; des trilliards de dollars non capitalisés qui ne reposent sur aucune valeur ajoutée réelle. Le choix cornélien est de fait imposé : Krach ou guerre ?

Les États-Unis, un colosse aux pieds d'argiles

Selon lui, la plupart des analystes du marché se soucient de ce qu'annonce à chaque fois la FED pour pallier à la crise économique alors même que les États-Unis se trouvent sur le chemin de la ruine totale. Ils ont produit des déficits depuis plus d'un demi siècle tout en présentant un déficit commercial depuis plus de 40 ans. L'expert financier suisse affirme que ce n'est pas la preuve d'une économie forte lorsque les américains achètent des quantités énormes de nouvelles voitures, en particulier lorsqu'ils le font aux moyens de dettes subventionnées et qui ne seront jamais remboursées. La même chose se passe pour les salaires en baisse, pour le chômage réel de 23% et pour le Real-PIB en baisse (c'est à dire le Produit Intérieur Brut qui représente la valeur ajoutée de tous les biens et services produits). Une seule raison aurait permis aux États-Unis de vivre au dessus de leurs moyens pendant plus de 50 ans; c'est parce que le dollar est la monnaie de réserve mondiale. « Comment le monde peut il faire confiance à une monnaie de réserve qui repose sur la création de dette et de monnaie illimité ? » Selon lui, la seule raison pour laquelle le dollar existe encore est qu'il est fait comme une monnaie commerciale et en particulier pour le pétrole. Au début de 1970, les États-Unis ont conclu un accord avec l'Arabie Saoudite qui était de loin le plus grand producteur de pétrole du monde à l'époque. Contre des armes américaine et la protection, l'Arabie Saoudite vendrait son pétrole en dollar; ce qui signifierait que le monde entier ferait le commerce en dollar : c'était le début du pétro-dollar.

Une monnaie sans valeur

Jusqu'en 1970, les États-Unis avaient un excédant sain dans leur balance commerciale annuelle. À cause du ralentissement de l'économie et de l'importance des dépenses pour la guerre du Vietnam, le dollar a commencé à chuter. Le président Français Charles de Gaulle avait perçu les problèmes économiques des États-Unis; il avait en conséquence réclamé que les dettes des États-Unis soient payées en or. La couverture en or du dollar signifiait que chaque État souverain pouvait revendiquer le paiement en or, mais le président américain Richard Nixon avait compris que l'or des États-Unis s'en irait rapidement. Il a donc résilier le Bretton Woods system (le système de couverture pas l'or) qui était valable depuis 1944. En conséquence, les États-Unis ne paient plus leur dette nationale en or mais avec des dollars qui se dévalorisent.

Depuis ce jour d'août 1971, les États-Unis se trouvent dans un état de détérioration continue. Les dettes ont dégénérées et la monnaie s'est effondrée, accompagnée d'un train de vie qui ne se basait plus depuis longtemps sur la productivité mais sur des crédits. Entre 1999 et 2017, le déficit commercial cumulé est près de 12 000 milliards de dollars. Egon Von Greyerz ajoute que peu de personnes comprennent ce que ce montant signifie. Selon lui, on peut sans doute mieux comprendre le déficit commercial de 12 000 milliards de dollars entre 1999 et aujourd'hui si on le mesure avec l'or. Tout l'or qui a pu être exploité dans l'histoire est évalué à peu près à 170 000 tonnes. Si les États-Unis devaient équilibrer vis à vis du reste du monde leurs dépenses et leurs achats inconsidérés avec de l'or, il leur faudrait 2,7 fois 170 000 tonnes d'or.

Artifice comptable

Au lieu de cela, le gouvernement des États-Unis a trouvé une méthode beaucoup plus commode. Il imprime des morceaux de papier sans valeur en forme de billet de dollars. Les conséquences sont que celui qui détient les dollars ne possède finalement rien en terme de valeur; c'est le résultat qui garantit le système monétaire actuel. « Les gouvernements des banques centrales et les banquiers ont détruit l'économie mondiale par leurs actions de ces 100 dernières années et les masses ne s'en rendent absolument pas compte. [...] « Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par l'expansion du crédit. L'alternative est seulement de savoir si la crise devrait venir plus tôt en raison de l'abandon volontaire de l'expansion du crédit, ou plus tard comme une catastrophe finale et totale du système monétaire impliqué. »

Après 100 ans d'expérience échelonnée d'expansion du crédit, entraînant des actifs à bulle et du passifs, le monde est désormais confronté à la faillite financière et à «une catastrophe finale et totale du système monétaire». Selon lui, tous les éléments nécessaires sont en place pour que cela se produise. Il ne s'agit que de la durée pendant laquelle les gouvernements et les banques centrales peuvent continuer à tromper les gens avant d'atteindre le jeu final. L'effet du crédit supplémentaire diminue maintenant rapidement car de plus en plus de dollars sont nécessaires pour produire une augmentation d'un dollar du PIB.

Détourner l'attention des problèmes économiques par la guerre

(...) Les cycles de guerre dans l'histoire humaine indiquent une escalade des tensions vers une guerre dans les prochaines années. Les cycles de guerre, en règle générale, coïncident avec l'état de l'économie. Avec l'économie mondiale qui est maintenant dans une position pire que n'importe quel temps dans l'histoire, le risque de guerre est au maximal.

Des pays comme le Japon, la Chine, de nombreuses nations européennes et les États-Unis ont des déficits et des dettes croissants qui ne seront jamais remboursés. En 2007-2009, le système financier mondial est presque sous déduction de la dette. Depuis, la dette mondiale a augmenté d'au moins 70%. Aucun des problèmes qui ont causé la Grande crise financière n'a été résolu, ce qui signifie que le risque est maintenant exponentiellement supérieur par rapport à il y a 10 ans. La plupart des dirigeants savent qu'ils ne peuvent pas résoudre l'état désespéré de l'économie et restent au pouvoir. Par conséquent, pour une super puissance comme les États-Unis, il n'y a maintenant que la solution ultime. La solution la plus commode pour un leader qui échoue sur le front de l'économie est de trouver une raison et un bouc émissaire pour détourner l'attention de son pays. Ainsi, allant à l'encontre de tout ce qu'il a promis lors de la campagne électorale, Trump prend maintenant les premières mesures vers un conflit mondial majeur. Pour Egon Von Greyerz, cette guerre n'est pas contre la Syrie mais contre la Russie. Le résultat d'un éventuel conflit à ce niveau est impossible à prévoir; il est selon lui primordial d'être conscients que le risque est plus grand que jamais. (...) gazettefrancaise.com 12.05.2017

LVOG - Pendant qu'eux comptent désormais en millions de milliards de dollars, parce qu'ils savent compter, dans notre camp on en est encore à compter sur nos doigts !

Il y a trop d'opposants à une guerre pour qu'ils retiennent cette option. Et puis, cela heurterait trop violemment le petit confort auquel les populations occidentales se sont habituées pour qu'elles y soient directement confrontées, elles se retourneraient spontanément contre ceux qui se sont livrés à une propagande de guerre pendant trop longtemps, elles n'auraient aucune difficultés à les identifier, ce serait trop risqué pour eux.

Totalitarisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Malaise après un exercice pour CM2 sur les "bienfaits" de la colonisation - Lexpress.fr 01.03

Cet exercice portait sur "le colonialisme, une oeuvre civilisatrice". "Sans pour autant oublier les aspects négatifs de la colonisation, il ne faut pas oublier les bienfaits que cela a eu pour les populations colonisées", était-il mentionné en préambule de cet exercice à trous donné à des élèves d'une classe de primaire, diffusé sur les réseaux sociaux. Lexpress.fr 01.03

Ils formatent les cerveaux à leurs monstrueux mensonges dès la primaire, et il faudrait ménager ces salopards ?

- Poulet : les restes de l'industrie expédiés dans les DOM ! - Franceinfo 01.03

Le blanc de poulet, c'est le morceau préféré des Français. Que deviennent l'aile ou la cuisse, boudées dans l'Hexagone ? Les industriels les vendent congelées à bas prix, dans les départements d'outre mer, où ils concurrencent la production locale.

Mais alors, que vaut ce poulet congelé de métropole, une fois dans l'assiette ? Pascal Simar et Didier Gibraltar, restaurateurs à Saint-Denis de la Réunion, ont accepté de le cuisiner. A la cuisson, Didier Gibraltar note que le poulet "ne colore pas" et qu'il est "plein d'eau". A la dégustation, le poulet congelé de métropole ne convainc pas davantage Pascal Simar : "J'ai un petit morceau d'os, il se détache tout seul, c'est un signe de congélation. Ce poulet n'a pas de goût, il est fade, insipide" estime-t-il. Franceinfo 01.03

Au moins ils ne crèvent pas de faim dans les DOM, les bienfaits de la colonisation...insipides !

- Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont les pires pour les droits des femmes, selon la Banque mondiale - francetvinfo.fr 01.03

Certaines lois, encore en vigueur dans de nombreux pays, entravent l'égalité des sexes et la participation économique des femmes, souligne le rapport Femmes, entreprise et loi 2019.

"Si les femmes pouvaient, comme les hommes, exprimer tout leur potentiel, le monde serait à la fois plus équitable et plus prospère, Kristalina Georgieva", Directrice générale de la Banque mondiale.

Pour mesurer l'égalité des droits entre hommes et femmes, l'étude de la Banque mondiale s'est basée des indicateurs bien précis, comme l'obtention d'un emploi ou bien encore la protection des femmes contre la violence. francetvinfo.fr 01.03

Que ne feraient-ils pas pour envoyer les femmes au bagne du salariat ! Vous me direz qu'en France et ailleurs ils en redemandent...

- 23 millions de Chinois interdits de voyage - LePoint.fr 2 mars 2019

Les citoyens en infraction peuvent être empêchés d'acheter des billets de train ou d'avion.

Nouvelle étape dans la logique de crédit social mise en place en Chine : les coupables d'infraction sont désormais sanctionnés, selon « The Guardian ».

Gare à ceux qui commettront ce que le gouvernement chinois considère comme un « délit social ». 23 millions d'habitants ont fait face en 2018 à l'interdiction d'acheter un billet de train ou d'avion en raison de leur mauvaise note de crédit social, explique The Guardian.

La statistique révélée par le Centre national d'information sur le crédit public révèle que 17,5 millions de personnes ont ainsi été interdites d'acheter un billet d'avion en 2018 et 5,5 millions n'ont pas eu le droit d'accéder aux trains à grande vitesse. Une politique résumée dans le rapport par la sentence « une fois discrédité, limité partout ».

Mais quels sont donc ces comportements qui sont ainsi sanctionnés ? Ils correspondent en réalité à toute une gamme d'infractions pouvant aller du refus de payer une amende à promener un chien sans sa laisse ou encore consommer de la drogue. Le crédit social des citoyens chinois se voit affecté négativement selon l'importance aux yeux du régime de la faute commise. Dans la région de Shangdong, ceux qui souhaitent posséder un chien doivent ainsi avoir un crédit d'au moins 12 points. Le cas échéant, l'animal peut leur être retiré.

Un système amené à prendre de l'ampleur

La Chine a donné le coup d'envoi de ce projet en 2014 pour inciter les comportements positifs grâce à un système de récompenses et de punitions qui peut aussi affecter la scolarité ou encore l'accès au logement. À l'heure actuelle, le système est encore piloté par des gouvernements locaux et des agences gouvernementales. Mais l'objectif de Pékin est d'aboutir à une base de données centralisée qui permettra que chaque citoyen ait un score personnalisé. LePoint.fr 2 mars 2019

LVOG - Ah la Chine, quel pays progressiste, la Route de la soie n'est-elle pas merveilleuse, tout comme la Russie ou les travailleurs sont si heureux de vivre ! C'est ce que veulent nous faire croire, ceux pour qui dans ces pays-là les travailleurs se torchent le cul dans de la soie ou qui en oublient que la lutte de classes existe aussi ! Les médias dits alternatifs pour ne pas les nommer.

[Totalitarisme. Déni, sanction, censure, ils osent tout.](#)

- La France sanctionne le débat sur la réalité de la lutte contre Daesh - Réseau Voltaire 1er mars 2019

Le colonel François-Régis Legrier (photo), qui a commandé les artilleurs français engagés contre Daesh sur le territoire syrien (Task Force Wagram), en violation de la souveraineté de ce pays, a publié un article critique dans la Revue de la Défense nationale.

Il y expliquait que l'absence d'engagement au sol a rendu inefficace l'action de la Coalition sous commandement US et prolongé inutilement les destructions et les souffrances de la population civile.

Le directeur de la revue, le général Jérôme Pellistrandi, a regretté ne pas avoir vérifié que l'article avait été visé par la hiérarchie du colonel.

Lors d'une audition au Sénat, la ministre des Armées, Florence Parly, a indiqué qu'il serait sanctionné. Selon elle, il aurait lâchement accepté de commander ses soldats contre Daesh pour critiquer après coup l'action française.

Le Monde du 27 février 2019 a publié un long extrait de l'article ainsi qu'un commentaire du colonel Michel Goya soutenant le débat et d'un article du général Serge Cholley contestant le bien-fondé des analyses du colonel Legrier.

En réalité, la France a participé durant des années à une Coalition dont nous n'avons cessé de dire qu'elle ne combattait pas vraiment Daesh, mais détruisait la Syrie. Comme beaucoup d'autres, les soldats français présents sur le terrain l'ont constaté. Le colonel Legrier a eu tort de lever le voile, de manière technique, sur la duplicité de sa hiérarchie politique.

Ce même débat a eu lieu aux États-Unis. Lors du 2015 Intelligence & National Security Summit, de hauts responsables de l'administration avaient évoqué l'affaire. The Daily Beast avait révélé que 50 analystes du CentCom avaient porté plainte devant l'Inspecteur général du Pentagone après avoir été contraints de falsifier les rapports de la Coalition. La Commission de surveillance et de réforme du gouvernement de la Chambre des représentants avait lancé une enquête. En définitive, les différentes instances avaient étouffé le scandale. Elle avait blanchi le commandant de la Coalition, le général John Allen, ... tout en le priant de donner de sa démission. Tout avait pu continuer comme avant, jusqu'à l'élection de Donald Trump. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- La Justice australienne censure tout article sur l'affaire Pell - Réseau Voltaire 1er mars 2019

La Justice australienne a lancé une interdiction de publier quoi que ce soit (gag order) à propos de l'affaire George Pell.

Le cardinal Pell, ancien archevêque de Sidney puis préfet du secrétariat pour l'économie du Saint-Siège (c'est-à-dire ministre des Finances de l'État de la Cité du Vatican et de l'Église catholique), a été jugé à Melbourne en décembre 2018 et condamné pour pédophilie. Il devrait être incarcéré.

Une centaine de médias ont reçu une lettre de Kerri Judd, directeur des poursuites de l'État de Victoria, leur interdisant de diffuser la nouvelle.

La censure des médias est commune en Australie, aux États-Unis, en Israël et plus encore au Royaume-Uni. Elle peut être décidée par le Judiciaire pour protéger certaines victimes, mais aussi par l'Exécutif sans avoir à l'expliquer.

En l'espèce, dans un pays où les catholiques sont très minoritaires, on ignore les raisons de cette obligation de silence après le procès. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- Londres considère que des ministres libanais sont des terroristes - Réseau Voltaire 1er mars 2019

La Chambre des Lords a adopté un amendement à la loi antiterroriste de 2000 selon lequel le Hezbollah dans son ensemble serait une organisation terroriste. Ce texte entre en vigueur le 1er mars 2019 à minuit.

Le Hezbollah est un réseau de la Résistance libanaise à l'envahisseur israélien. Après avoir été armé par la Syrie, il l'est depuis 2005 par l'Iran.

Il dispose aujourd'hui d'un tiers des sièges au Parlement libanais et de trois ministres au gouvernement.

Une campagne israélienne vise à assimiler le Hezbollah à une organisation terroriste en lui imputant divers attentats au Liban (dont l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri) et à l'étranger : Ankara (1992) Buenos Aires (1992 et 1994), Istanbul (2011) et Bourgas (2012). Ce que le Hezbollah nie catégoriquement.

Sur la base de la campagne israélienne, plusieurs pays, dont les États-Unis, le considèrent comme terroriste. Coupant la poire en deux, l'Union européenne a établi une distinction entre la branche armée du mouvement, qu'il qualifié également de terroriste, et

sa branche civile avec laquelle elle entretient des relations. En sortant de l'Union européenne, le Royaume-Uni se désolidarise de la position de Bruxelles et adopte celle de Washington.

La motion de la Chambre des Lords a été élaborée par le nouveau ministre de l'Intérieur, l'anti-islam et pro-Israël Sajid Javid (photo). Il espère ainsi prendre le contrôle du Parti conservateur et devenir Premier ministre.

Refusant de tirer les conclusions de l'élection démocratique de 70 députés du Hezbollah, l'ambassadrice des États-Unis à Beyrouth, Elizabeth Richard, avait dénoncé sa présence au gouvernement il y a deux semaines. Elle avait fait part de l'opposition du département d'État au Premier ministre, Saad Hariri. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- Blanchiment: L'Arabie saoudite ne sera pas ajoutée à la liste noire de l'UE - Reuters 1er mars

Les Etats membres de l'Union européenne ont rejeté à l'unanimité vendredi la proposition d'ajouter l'Arabie saoudite et quatre territoires américains (Porto Rico, Guam, les Samoa américaines et les îles Vierges américaines) à la liste noire du blanchiment d'argent... Reuters 1er mars

Complément en titre.

- Venezuela: le retour de Guaido espéré mais redouté dans son pays - AFP

- Des dizaines de milliers d'Algériens manifestent contre un 5e mandat de Bouteflika - AFP

- Le Canada lance le processus d'extradition d'une dirigeante de Huawei - AFP

- Dans une Argentine en crise, Macri défend l'austérité et demande de la patience - AFP

- Estonie: l'extrême droite espère progresser aux législatives - AFP

C'est à croire que l'AFP le souhaite !

- Somalie: 19 morts dans une attaque des shebab à Mogadiscio - AFP

- 23 millions de Chinois interdits de voyage - LePoint.fr

[Qui sont des monstres de cruauté, des barbares ? Les Américains et leurs alliés.](#)

- L'OIAC n'a pas observé d'usage d'armes prohibées par la Syrie - Réseau Voltaire 3 mars 2019

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC/OPCW) a diligenté une mission d'enquête sur l'usage allégué d'arme chimique à Douma (Ghouta orientale, Syrie), le 7 avril 2018. Elle a rendu son rapport le 1er mars 2019.

L'attaque alléguée aurait été perpétrée par la République arabe syrienne « contre son propre peuple ». Elle aurait fait 48 morts selon les Casques blancs, ou 70 selon l'Observatoire syrien des Droits de l'homme, ou encore une centaine selon l'Armée de l'islam (Jaych al-Islam) qui occupe ce quartier de Damas.

La Syrie dément immédiatement avoir utilisé des armes chimiques. La Russie dépêche des experts militaires qui concluent également à l'absence d'armes chimiques et accusent le Royaume-Uni d'avoir organisé une provocation via les Casques blancs. Cependant, le président français Emmanuel Macron déclare disposer de preuves que « des armes chimiques ont été utilisées ». Le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Boris Johnson, qualifie les allégations russes de « grotesques, bizarres et de mensonge flagrant ». Le département d'État US affirme que la Syrie a utilisé du « gaz sarin ». En définitive, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni considèrent que le régime est « coupable » et bombardent en représailles la Syrie, le 14 avril. Ils détruisent trois sites, selon eux liés à un « programme chimique du régime », faisant seulement 3 blessés.

Selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques :

1. Aucune trace d'arme chimique interdite n'a été trouvée.

2. La mission n'a pas été autorisée par Jaych al-Islam à examiner les corps des défunts. On ignore donc quel fut leur nombre et même s'il y en a eu. Jaych al-Islam a tenu à l'écart la délégation de l'OIAC, le temps que tous les corps allégués soient brûlés.

3. La mission a, au contraire, pu examiner les lieux deux semaines après l'incident, ce qui ne pose aucun problème pour retrouver des traces d'armes chimiques prohibées. Elle a constatée, sous le regard d'une foule hostile, que deux obus avaient été tirés et qu'ils auraient pu contenir un toxique chloré. Lors de ses relevés, la mission a reçu une grenade, tuant deux personnes et en blessant une troisième.

Par conséquent, le bombardement de la Syrie en représailles par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni n'était pas seulement illégal, il était injustifié. Les Syriens attendent leurs excuses. Réseau Voltaire 3 mars 2019

- Des civils tués en Syrie lors des frappes au phosphore par la coalition US, selon la TV - sputniknews.com 04.03

Le village syrien d'Al-Baghouz, qui aurait déjà été samedi la cible de frappes au phosphore blanc menées par la coalition dirigée par les États-Unis, aurait de nouveau été bombardé, d'après la chaîne de télévision Ikhbariya, qui fait état de morts et de blessés parmi les civils.

Des habitants du village syrien d'Al-Baghouz, dans le sud-est du pays, ont trouvé la mort dans les frappes au phosphore blanc menées dans la nuit du 3 au 4 mars par la coalition internationale dirigée par les États-Unis, a annoncé la chaîne de télévision syrienne Ikhbariya se référant à des sources locales.

«Des civils dont des femmes et des enfants ont été tués ou blessés lors des frappes aériennes au phosphore blanc interdit par les conventions internationales que la coalition américaine a portées près des fermes d'Al-Baghouz», a indiqué la chaîne de télévision Ikhbariya.

Il s'agirait d'une nouvelle attaque en deux jours contre ce village situé dans le gouvernorat de Deir ez-Zor. Le 2 mars, la télévision syrienne a annoncé que des frappes au phosphore blanc avaient été effectuées par la coalition contre Al-Baghouz.

Les médias syriens ont plusieurs fois dénoncé l'utilisation de phosphore blanc par la coalition dirigée par Washington et ont fait état de victimes civiles. Damas a appelé l'Onu à prendre des mesures pour mettre fin à la présence illégale de la coalition sur le territoire syrien. Le Pentagone a indiqué que la coalition ne divulguerait pas la nature des munitions qu'elle utilisait en Syrie, mais qu'elles étaient conformes aux normes internationales. sputniknews.com 04.03

- L'Onu assiste des mercenaires en Colombie contre le Venezuela - Réseau Voltaire 4 mars 2019

Il y a plusieurs semaines, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, avait évoqué la constitution d'une unité de mercenaires pro-US dans la jungle colombienne. Selon lui, ils devaient être formés pour lancer une attaque sous faux-drapeau prétendument du Venezuela contre la Colombie et créer ainsi les conditions d'une guerre en Amérique latine.

Le 1er mars 2019, le Protecteur de l'État de Táchira et directeur national des CLAP (organisme de distribution des rations alimentaires), Freddy Bernal, a accusé le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés d'avoir pris en charge 435 mercenaires étrangers et déserteurs vénézuéliens. Il a indiqué qu'ils étaient logés dans les hôtels Bolívar, Caravana et Cavalier de Cúcuta (en Colombie, au nord de Santander) et sont commandés par le général-traître vénézuélien Clíver Alcalá Cordones. Ils prépareraient l'action sous faux drapeau révélée par le président Maduro.

Rappelons qu'en novembre 2011, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Ian Martin (ancien directeur mondial d'Amnesty International) organisa le transfert par bateau de 1 500 membres d'Al-Qaïda en Libye. Ils étaient placés sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj (ancien numéro 3 d'Al-Qaïda) et de Mehdi el-Harati. Débarqués en Turquie, ils avaient d'abord été stationnés dans un camp du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (alors dirigé par l'actuel secrétaire général António Guterres). Les parlementaires turcs, qui avaient demandé à visiter ce camp de réfugiés n'hébergeant que des hommes, ne purent y pénétrer. Puis, les Libyens furent transportés en autocar par les services secrets turc (MIT) à Jabal Al-Zouïa, en Syrie. Ils y constituèrent la première unité de la soi-disant Armée « syrienne » libre et y réalisèrent les séquences vidéo sur la « révolution syrienne » qui furent utilisées par les médias occidentaux et du Golfe.

L'affaire avait été révélée au Conseil de sécurité par l'ambassadeur russe Vitali Tchourkine. Réseau Voltaire 4 mars 2019

- Juan Guaidó est accompagné par la sous-secrétaire d'État US - Réseau Voltaire 4 mars 2019

Le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, Juan Guaidó, a quitté son pays en violation de son contrôle judiciaire. Il a réalisé, en sa qualité de président autoproclamé du Venezuela, une tournée latino-américaine.

Il a notamment été reçu comme un chef d'État au Paraguay et en Argentine, et plus discrètement au Brésil.

Durant tout ce voyage, il était accompagné de la sous-secrétaire d'État US, Kimberly Breier, qui ne le quittait pas d'une semelle et lui indiquait tout ce qu'il devait dire et faire.

Kimberly Breier est réputée avoir été recrutée par la CIA lors de ses études à l'université George Washington. Réseau Voltaire 4 mars 2019

LVOG - Ah ben ça alors, l'AFP l'a fait disparaître de toutes les articles que j'ai lus sur le Venezuela !

En complément. Le fascisme avance.

- Estonie: les libéraux remportent les législatives, nette percée de l'extrême droite - AFP 4 mars 2019

La Réforme, le principal parti libéral estonien, actuellement dans l'opposition, a remporté les législatives de dimanche, marquées par une nette percée de l'extrême droite, selon des résultats complets rendus publics par la commission électorale.

La formation d'extrême droite eurosceptique EKRE parvient à presque tripler son score d'il y a quatre ans, surfant sur le mécontentement des zones rurales. Mais son entrée dans une coalition gouvernementale paraît improbable, faute de partenaires.

D'après la commission électorale, la Réforme, conduite par l'ancienne députée européenne Kaja Kallas et créditée de près de 29% des voix, devrait occuper 34 des 101 sièges que compte le parlement, soit quatre de plus que dans la chambre sortante.

Le Centre du Premier ministre sortant Juri Ratas, arrivé deuxième avec 23%, en aurait 26 (-1) et EKRE 19 (+12), avec 17,8% des suffrages.

Les conservateurs de Pro Patria (Isamaa) devraient avoir 12 députés (-2) et le Parti social-démocrate 10 (-5). Ces deux formations font partie de la coalition sortante. Ils pourraient s'allier avec l'un ou l'autre grand parti.

D'après les résultats définitifs, les autres partis ne franchissent pas le seuil d'éligibilité de 5% des voix.

Le Centre et la Réforme, des adversaires traditionnels, ont alterné au pouvoir et même gouverné parfois ensemble depuis que l'Estonie s'est affranchie de l'emprise soviétique, il y a plus d'un quart de siècle.

Tous deux soutiennent l'Union européenne et l'Otan et ont bien maîtrisé la dépense publique, donnant à l'Estonie le plus bas ratio dette/PIB de la zone euro. (Vaut mieux "*l'emprise*" de l'Union européenne et de l'Otan, l'Estonie est l'un des pays les plus pauvres de la région, l'AFP s'en félicite, normal, c'est la voix de l'UE et de l'Otan. Et puis quelle hypocrisie, à bien des égards l'UE emploie les mêmes méthodes totalitaires que les staliniens... - LVOG)

Le Centre s'est engagé à augmenter les retraites de 8,4% et à remplacer le taux unique d'impôt sur le revenu, qui est de 20%, par un système progressif par tranches pour augmenter les recettes de l'Etat.

La Réforme, plus proche des milieux d'affaires, voudrait augmenter la part du revenu mensuel exemptée d'impôt et réduire la cotisation d'assurance chômage.

Le taux de chômage évolue au-dessous de 5%, tandis que la croissance devrait atteindre 2,7% cette année, après 3,9% en 2018. AFP 4 mars 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

● [Au format pdf \(31 pages\)](#)

La devise du régime ploutocratique de Macron.

La guerre, c'est la paix
La liberté, c'est l'esclavage.
L'ignorance, c'est la force.

La nôtre.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.
Prolétaires du monde entier, unissez-vous !
Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

PREMIERE PARTIE

Pour éviter le désert sentimental... et politique.

- On naît seul, on vit seul, on meurt seul. C'est seulement à travers notre amour et l'amitié que l'on peut créer l'illusion momentanée que nous ne sommes pas seuls. Orson Welles

Cela dit, il existe certaines illusions dont on ne peut pas se passer dans la vie ou qui présentent des avantages, toutes ne sont pas nuisibles. Malheur à ceux qui n'en ont pas conscience ! En politique, elles sont criminelles ou mortelles, pour l'avoir ignoré voyez le prix qu'on en paie aujourd'hui et on est loin d'avoir réglé l'addition.

Pourquoi nous ne sommes pas de gauche : Sans révolution politique et sociale, pas de changement de régime.

« Le mot de gauche a donc un contenu certain. Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire. » - Dionys Mascolo

J'ignore qui est Dionys Mascolo.

Qui refuse de recourir aux moyens existant pour atteindre un objectif ne partage pas cet objectif ou combat pour un autre objectif, et quand cet objectif est invouable, il recourt à un subterfuge pour le camoufler et se faire passer pour ce qu'il n'est pas. Il en va ainsi des gens qui se disent de gauche, républicain, démocrate, libre penseur, en réalité ils sont de droite et réactionnaire.

Au lieu d'attendre que les événements se précipitent pour qu'ils se démasquent eux-mêmes, vaut mieux sans attendre les caractériser pour ce qu'ils sont ou savoir à qui on a affaire, cela évitera de leur ressembler plus tard ou de tomber dans les pièges qu'ils vous tendront pour vous corrompre. Les faux amis sont plus dangereux que nos ennemis, vaut mieux le savoir que de l'apprendre à nos dépens.

Si un comédien peut faire l'affaire, pourquoi pas les travailleurs ?

Rompus aux spectacles humoristiques et aux réseaux sociaux, un comédien, Volodymyr Zelensky, favori inattendu des sondages pour la présidentielle en Ukraine.

Alors que beaucoup s'interrogent sur sa capacité à diriger une ex-république soviétique de 45 millions d'habitants confrontée à un conflit armé et à une situation économique très difficile, M. Zelensky assure se préparer.

"Oui, je n'ai pas d'expérience" mais "j'ai suffisamment de forces et d'énergie. Bien sûr que je n'ai pas toutes les connaissances, mais je suis en train d'apprendre (...) Je ne veux pas avoir l'air d'un imbécile", martèle-t-il. "Il y a des gens qui souhaitent m'aider et je pense qu'on y arrivera", estime l'acteur, qui a consulté ses dernières semaines de nombreux experts ukrainiens dont des militants anticorruption et plusieurs ex-ministres réformateurs. (Source : AFP 6 mars 2019)

A bas la transition écologique, vive la transition socialiste !

Ne serait-ce pas le dominé qui subit "*la fin de mois*" difficile qui menacerait le dominant qui craint "*la fin du monde*" ou de ses privilèges ?

Le pire est à venir et annoncé :

- Macron veut aller « *plus fort, plus vite et plus loin* » dans la transition écologique. - franceinfo 07.03

Révéléateur.

Le retour de l'ISF, comment, taxer les plus riches, mais mon cher monsieur vous n'y pensez pas, c'est "*démagogique*", "*contre-productif*", "*inefficace*", bref, quelle horreur ! L'Assemblée nationale s'y est opposée, ouf !

* LREM.

Le déni permanent en guise de réalité.

- "Gilets jaunes": Macron réfute le terme de "répression" - AFP 07.03

Abattons-le !

- Davantage de loups pourront être abattus, promet Macron - AFP 07.03

[Voilà où ces cinglés en sont rendus.](#)

- Qu'est-ce que c'est un golden shower?

Réponse : L'acte sexuel consistant à uriner sur son partenaire homosexuel. (franceinfo 07.03)

Les médias ont cru bon d'attaquer le président brésilien Jair Bolsonaro, non pas parce qu'il est d'extrême droite, non pas pour avoir osé diffuser sur Twitter une vidéo du carnaval de Rio où une telle scène s'était produite, mais parce qu'elle portait atteinte à cette "gigantesque fête populaire". Comprenez que, pour que le peuple puisse supporter son triste sort, il faut qu'il se distraie...

- Arlèn, première Chilienne transgenre dans une école de filles - AFP 06.03

Comme la plupart des élèves au Chili, Arlèn Aliaga reprend le chemin de l'école ce mardi à Santiago. Mais pour elle, cette journée marque la fin d'une longue lutte. Elle est la première élève transgenre à obtenir la permission d'étudier dans un lycée de filles. AFP 06.03

Il est bon que l'on sache que le régime chilien est progressiste envers 0,01% des Chiliens... pour oublier qu'il est réactionnaire envers le reste du peuple.

[Mais pas les LBD, les licenciements, les expulsions, les missiles...](#)

- Après l'Assemblée, le Sénat veut lui aussi bannir la fessée - AFP 06.03

On peut élever les enfants sans les frapper ni les humilier: c'est le message qu'a voulu faire passer le Sénat en adoptant mercredi, au terme d'un débat nourri, en première lecture, une proposition de loi visant à "lutter contre les violences éducatives ordinaires". AFP 06.03

[Totalitarisme. La force, c'est le droit, la démocratie, la liberté.](#)

- Epinglée par l'Onu, la France réplique sur l'usage de la force - Reuters 7 mars 2019

"J'ai beaucoup de respect pour l'Onu mais je voudrais rappeler à tout le monde que nous sommes un Etat de droit, que quand il y a une plainte, elle est instruite", a déclaré le Premier ministre sur BFM TV. "Qu'il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence qui s'est déchaînée sur les forces de l'ordre, ou sur des biens privés, parfois sur des symboles de la République".

"On n'a pas attendu le Haut commissaire de l'Onu pour faire toute la lumière sur l'ensemble des faits dès lors qu'il y a des plaintes", a-t-il ajouté. "J'aime beaucoup entendre les conseils du Haut commissaire mais je rappelle qu'en France on est dans un Etat de droit et que la République à la fin elle est la plus forte".

...le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux qui a assuré à la mi-journée que la France suivrait les recommandations de l'Onu tout en s'"étonnant" de se retrouver sur la même liste que le Venezuela ou Haïti. Reuters 7 mars 2019

LVOG - Traduire : Nous ne sommes pas un Etat de droit, et quand il y a une plainte, elle n'est pas instruite ou elle est classée sans suite ; Il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence que les forces de l'ordre ont déchaînée sur les manifestants ; En France la République ploutocratique à la fin est la plus forte.

Macron : Quelles «violences policières», quelle «répression» ?

- Les tirs de LBD face aux gilets jaunes ont littéralement explosé - Le HuffPost 11.03

On savait que le nombre de tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) avait explosé en réponse à la contestation inédite des gilets jaunes. On sait désormais avec précision dans quelles proportions et elles sont éloquents.

Le Sénat, qui examinait une proposition de loi communiste réclamant l'interdiction des LBD, a publié ce lundi 11 mars le rapport de la sénatrice LR, Jacqueline Eustache-Brinio, censé éclairer la commission des Lois de la Chambre haute. Or, ce rapport dévoile pour la première fois des statistiques précises, obtenues auprès du ministère de l'Intérieur et de l'IGPN, sur l'évolution de l'usage très controversé des LBD tant par les forces de police (tous services confondus) que par la gendarmerie.

On y découvre notamment que le LBD, présenté par le gouvernement comme une arme non-létale classique destinée au maintien de l'ordre, n'avait jamais été employé à une telle fréquence par le passé. Déployés à grande échelle dans le cadre des manifestations de 2016 contre la loi Travail de la ministre de l'époque Myriam El Khomri, les tirs de LBD ont connu une accélération impressionnante en 2018, essentiellement lors du dernier trimestre de l'année, marqué par la crise des gilets jaunes.

Le nombre de tirs effectué par les seuls services de police est passé de 3814 en 2014 à 6604 en 2016. Un chiffre multiplié par trois en 2018 avec pas moins de 19.071 tirs effectués par les différents services de police.

S'appuyant sur des données de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), qui enquête sur les cas de violences policières liées notamment à l'usage des LBD, la sénatrice pointe que, sur la seule période de crise des gilets jaunes, allant du 17 novembre 2018 au 5 février 2018, la police a effectué 13.460 tirs tandis que la gendarmerie en réalisait près d'un millier. Soit plus des deux tiers du volume constaté pour la seule année 2018 en l'espace de trois mois.

Jeudi dernier, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez avait évoqué devant le Sénat "13.095 tirs de LBD depuis le début du mouvement", et 83 enquêtes en cours concernant des tirs de cette arme controversée.

Autre confirmation apportée par le rapport sénatorial, ce sont bien les services de police et non les gendarmes qui ont eu le plus recours à cette arme non-létale pendant les trois mois de crise. Deux explications sont mises en avant. La première concerne la géolocalisation des manifestations des gilets jaunes, qui ont eu lieu essentiellement en milieu urbain, terrain de prédilection des compagnies républicaines de sécurité.

Autre facteur décisif, l'immense majorité de ces tirs ont été le fait d'unités de police non spécialisées dans le maintien de l'ordre qui ont été déployées sur le terrain "à des fins judiciaires ou de renseignement". Selon le rapport, ces unités seraient à l'origine de 85% des tirs effectués sur les trois derniers mois.

La présence sur le terrain de ces unités avait été pointée du doigt par les détracteurs du LBD pour expliquer le caractère alarmant des blessures graves subies par certains manifestants après des tirs au visage, pourtant expressément bannis par le protocole officiel de la police nationale.

Le rapport sénatorial n'établit pas toutefois de lien de causalité direct entre la nature des unités de police à l'origine des tirs et les blessures infligées. Il précise en revanche que ce recours "massif" aux LBD s'est accompagné d'une "augmentation du nombre de plaintes pour blessures", affichant le nombre de 56 plaintes déposées contre les seules forces de police, contre une seule pour la gendarmerie. En séance, la présidente du groupe CRCE, Eliane Assassi, avait avancé la semaine dernière les chiffres de "206 blessures à la tête dont plusieurs dizaines liées à des tirs de LBD", et "22 personnes éborgnées par ces tirs". Le HuffPost 11.03

- Passants matraqués, femmes frappées... - Sputnik 11.03

Lors de l'acte 17 du mouvement des Gilets jaunes, des policiers (BAC) ont violenté à Lille des manifestants, y compris des femmes, en les frappant à coups de pied et de matraques ainsi qu'en les aspergeant de gaz lacrymogènes au visage. L'une des victimes a expliqué ce qu'il s'était passé sur Facebook.

«À la fin de la manif on se retrouve dans le vieux Lille direction la voiture, des manifestants sur notre route, la BAC charge, il frappe un copain qui est devant nous, on s'approche, le copain a réussi à partir!», a raconté sur Facebook l'un des manifestants frappés avant d'expliquer ce qu'il s'était passé ensuite.

«On trouve une dame avec son fils plaqués au sol, menottes aux poignets et choqués!», poursuit-il. On voit sur la vidéo que la BAC a gazé cet internaute racontant la scène, ainsi que sa femme qui était venue prendre sa défense.

La scène étant filmée, il a décidé d'aller déposer une plainte au commissariat. Néanmoins, celle-ci a été refusée car elle relevait de la compétence de l'inspection générale de la Police nationale (IGPN), a expliqué le manifestant.

Il a ajouté qu'à la sortie du commissariat, le couple a été apostrophé par des policiers de la BAC puis insulté, aspergé de gaz lacrymogène au visage et matraqué «juste devant la porte du commissariat».

Il a été blessé à la jambe par des coups de matraque et a publié une photo de ses blessures.

Le couple est ensuite allé à l'hôpital pour passer des examens. Il indique que sept jours d'ITT ont été prescrits à sa femme suite aux coups reçus dans les genoux. Sputnik 11.03

- Gilets jaunes: une vidéo montre un manifestant matraqué à terre - Le HuffPost 10.03

Une vidéo tournée samedi 9 mars lors de la manifestation régionale des gilets jaunes organisée à Quimper, montre un manifestant à terre, frappé à de multiples reprises à coups de matraque par un gendarme mobile.

Visionnée plus de 640.000 fois sur les réseaux sociaux, cette vidéo montre les forces de l'ordre qui semblent vouloir évacuer d'un pont un gilet jaune au moment où des heurts éclatent en fin de manifestation, le frappant à deux reprises à la tête, puis sur les doigts, avec des jets de grenades lacrymogènes en arrière plan.

Mais le jeune homme, prénommé Max, se plaque sur la rambarde du pont et s'y accroche. Un gendarme le frappe alors avec une matraque sur le dos à au moins 9 reprises, entouré de deux autres gendarmes dont un maintient sa tête, avant de s'en aller.

Selon Lionel Botorel, le "street médic" qui a filmé la scène, le gilet jaune, qui n'a pas été interpellé, avait déjà reçu une balle de LBD (lanceur de balle de défense) dans le visage lors de la manifestation quimpéroise du 17 novembre.

"Ce n'était pas lui qui était visé par la charge des gendarmes, mais des personnes qui se sont enfuies en courant. Max s'est fait attraper par la deuxième charge, les gendarmes l'ont matraqué assez violemment, ça a duré au moins 45 secondes", raconte le "street medic" de 37 ans, qui était sur place depuis une vingtaine de minutes avant de filmer la scène. La charge a probablement été provoquée, selon lui, par une bouteille jetée sur les forces de l'ordre de ce côté de la rivière "qui ne venait pas de Max".

"Je lui ai soigné un énorme hématome au niveau du mollet, du côté droit de la tête, des saignements au nez et au niveau du cuir chevelu. Ils lui ont aussi mis le doigt dans les yeux", poursuit le vidéaste, ajoutant qu'un gendarme avait également "craché dans la chaussure du 'gilet jaune' avant de la jeter à l'eau". Le HuffPost 10.03

- Un policier à un reporter visé par des grenades: «Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?» - Sputnik 11.02

Lors de l'acte 13 à Toulouse, un policier en civil a été filmé en train de donner une réponse inattendue à trois journalistes qui se plaignaient d'avoir été ciblés par des grenades de désencerclement lorsqu'ils étaient accroupis, loin des manifestants. Il leur a proposé d'aller en Corée du Nord. L'un des photographes affirme avoir été blessé.

Les trois journalistes, Valentin Belleville, Ulrich Lebeuf qui travaille pour Libération et Eric Lerbret, affirment avoir été visés «délibérément» par les forces de l'ordre lors de l'acte 13 des Gilets jaunes à Toulouse. Selon les photo-reporters, en dépit du fait qu'ils étaient isolés et facilement identifiables, la police a toutefois jeté deux grenades dans leur direction blessant M.Belleville. Ce dernier a par la suite fait une publication sur Facebook avec les détails de l'incident.

Peu après le déroulement des faits, l'un des reporters s'est approché d'un policier de la brigade anti-criminalité (BAC) pour lui demander des explications. La réponse qu'il avait entendue s'avérait pourtant peu commune. Filmée par NFCA média, ce dialogue a été ensuite diffusé sur Facebook.

?«Tu crois que c'est normal, on est trois journalistes isolés» pendant la manifestation des Gilets jaunes, dit un journaliste au policier de la BAC.

«Fallait pas s'isoler», répond ce dernier.

Et d'ajouter:

«Et quand on est avec les manifestants, on se fait taper dessus c'est pareil.»

«Ça fait 20 ans que je fais ce métier, je fais de la zone de conflit», lui rétorque le journaliste.

«Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?», finit par dire le fonctionnaire.

«Je parle pas de ça. On est trois isolés, identifiés, on prend deux grenades de désencerclement. Et j'ai un mec qui est blessé», souligne le reporter.

Selon les médias français se référant aux trois journalistes, ces derniers ne comprennent toujours pas pourquoi les policiers s'en sont pris à eux. Ils ont déjà fait une déclaration à l'IGPN et vont déposer une plainte. Sputnik 11.02

- «Ça a été terrible à Rennes»: une Gilet jaune matraquée par un policier - Sputnik 22.01

La manifestation des Gilets jaunes, samedi dernier à Rennes en présence de quelque 2.000 personnes, a été marquée par des heurts violents. Selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, une Gilet jaune a été frappée «gratuitement» en pleine tête par un policier.

Une des nombreuses vidéos postées le week-end dernier, au lendemain de l'acte 10 des Gilets jaunes, serait révélatrice des violences policières dénoncées à plusieurs reprises par de nombreux manifestants lors des mobilisations.

La vidéo, devenue virale, montre une femme en gilet jaune frappée au casque d'un coup de matraque par un policier. La scène est authentique, ont confirmé à 20 Minutes la manifestante en question et le vidéaste.

«Un policier qui met un coup de matraque gratuitement en pleine tête à un Gilet jaune déjà maîtrisé et qui n'opposait aucune violence», informe la vidéo.

Contactée par la rédaction de 20 Minutes, la femme en question, Soizic, a découvert la vidéo sur les réseaux sociaux quand elle est rentrée chez elle.

«J'ai un peu mal au crâne mais je n'ai rien eu heureusement, c'est le casque qui a tout pris. En revanche, j'ai des hématomes un peu partout. [...] Ça a été terrible à Rennes, ce n'est pas la première fois que je manifeste mais en décembre ce n'était pas du tout violent comme ça l'était là», a-t-elle indiqué.

Le 19 janvier, toujours à Rennes, un autre manifestant a reçu derrière la tête un coup de matraque asséné par un policier. Selon lui, au moment de l'agression, il «souhaitait récupérer quelqu'un par terre». Sputnik 22.01

Totalitarisme. Intimidation. Ils ont privatisé la liberté d'expression et la justice.

- Castaner porte plainte contre une affiche d'un syndicat CGT - Le Parisien 06 mars 2019

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a porté plainte contre le syndicat Info'Com-CGT en raison d'une affiche diffusée par ce dernier après l'interpellation en décembre de lycéens à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Les images de cette interpellation montrant des rangées de dizaines d'élèves à genoux, les mains sur la tête, placés sous la surveillance de policiers casqués, armés de matraques et de boucliers, avaient suscité de vives réactions.

Branche de la CGT dédiée aux salariés de l'information et de la communication, Info'Com-CGT avait publié trois jours plus tard, le 9 décembre, une affiche montrant une personne en tenue de policier foulant aux pieds un ours en peluche ensanglanté avec pour légende : « Touchez pas à nos enfants ! »

L'affiche, ajoute le syndicat, constitue « bien plus un appel à la prudence dans le traitement des manifestants, jeunes en particulier, qu'une diffamation à l'égard d'une institution dont ils voient la violence condamnée de manière la plus large, ce à l'échelle européenne ». Info'ComCGT appelle par ailleurs à un rassemblement de soutien le 18 mars devant le nouveau Palais de justice de Paris et a lancé une pétition sur Internet « pour défendre la liberté d'expression ». Le Parisien 06 mars 2019

9 décembre - 6 mars, il lui a fallu 3 mois pour réagir ! Ils ont la hargne, la haine tenace ces ordures !

Le totalitarisme En Marche.

- Tribune de Mélenchon: Bergé déplore une "escalade verbale", Poirson "un délire" - AFP 11 mars 2019

Rendez-vous compte, oser "*attaquer les traités européens*", quel "*délire*", une prétention, que dis-je un crime intolérable dénoncé par les néofascistes de LREM, Aurore Bergé (porte-parole) et Brune Poirson (secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire), parce que dans ce pays ou ailleurs dans le monde chacun est désormais prié d'adopter sans broncher l'idéologie néolibérale totalitaire de l'oligarchie financière mondialiste sous peine d'être traîné aux gémonies ou traité de pestiféré, de dangereux traître portant atteinte au bien commun, rien que cela ou pas moins, autant dire voué à la potence !

Quand on sait à quel point Mélenchon est inoffensif pour le régime ou l'UE, on peut imaginer quel sort ces tyrans nous réserveraient s'il nous était offert une tribune pour nous exprimer librement, fatal !

L'outrance chez ces néofascistes n'est pas seulement dans leur vocifération enragée, mais bien plutôt dans leur comportement dictatorial qui ne peut souffrir la moindre opposition, la moindre contradiction, le moindre doute, même les plus inoffensifs qui soient ou quand bien même ils ne dépasseraient pas le stade du verbiage ou du vœux platonique.

Qu'il nous soit permis de le dénoncer et de le caractériser comme il convient, sans se soucier de ce que peuvent penser ceux qui sont effrayés par la tournure que prend la situation, et qui en se réfugiant dans un déni permanent ménagent les tenants du régime. Qu'ils ne se fassent absolument aucune illusion, rien ne leur sera épargné et le pire est à venir comme s'est parti.

Dans le même registre.

- Au Venezuela, Maduro fait croire que le black-out vient des Etats-Unis, c'est faux - Le HuffPost 11 mars 2019

LVOG - Il est à noter que dans cet article absolument aucun élément ne fut apporté qui aurait pu confirmer cette thèse ou mettre en doute la version fournie par Maduro, un sabotage informatique.

Ils croient qu'il leur suffit de substituer à la réalité celle qu'ils ont fabriquée pour que tout le monde y adhère sans se poser de questions. Ils sont atteints par cette "*forme de déséquilibre psychique, caractérisée par une tendance à la fabulation plus ou moins volontaire et consciente, au mensonge, à la simulation*" qu'on nomme mythomanie.

L'affabulation, la représentation imaginaire ou déformée des faits tient lieu de réalité chez ces dangereux psychopathes. C'est en recourant à ce genre de mécanismes qu'ils fabriquent leur propagande de guerre ou mènent leur guerre idéologique et psychologique contre les peuples.

- Sabotage du réseau électrique du Venezuela - Réseau Voltaire 9 mars 2019

Depuis plus de 30 heures, 18 des 23 provinces vénézuéliennes sont privées d'électricité. La panne, qui a débuté à Caracas, s'est propagée dans tout le pays.

Au moins 79 personnes seraient décédées du fait de cette panne, dont des nouveaux-nés dans des hôpitaux.

Immédiatement, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, a accusé le pouvoir d'avoir laissé le système électrique dépérir et d'avoir volé les fonds publics alloués à sa maintenance. Puis, il a accusé le président Nicolas Maduro d'assassiner les bébés.

De leur côté, les autorités sont parvenues après de longues heures à déterminer la cause de la panne : une attaque informatique. Le ministre de l'Information, Jorge Rodríguez a accusé le sénateur états-unien Marco Rubio de le savoir depuis le début, comme le prouverait une de ses déclarations.

Marco Rubio a établi un parallèle entre ce ministre et son homologue iraquien sous le président Saddam Hussein, Muhammad Saeed al-Sahhaf (le « Bagdad Boy »), qui parlait fièrement à la télévision quelques minutes encore avant la destruction de la capitale sous les bombes US et la chute du régime.

Le sabotage est traditionnellement une des fonctions de la CIA, d'abord contre l'URSS, puis aujourd'hui dans tous les théâtres d'opération (Libye, Syrie, Venezuela, Yémen). La destruction des réseaux électriques est réputée atteindre profondément le moral des populations. Réseau Voltaire 9 mars 2019

- Venezuela : soumis à de nouvelles sanctions le régime contre-attaque - AFP 06.03

Le régime de Nicolas Maduro, soumis à la pression de la communauté internationale en faveur de l'opposant Juan Guaido, a

contre-attaqué mercredi en expulsant l'ambassadeur d'Allemagne à Caracas pour "ingérence".

La crispation du gouvernement vénézuélien accompagne de nouvelles sanctions annoncées par Washington, qui a révoqué les visas de 77 responsables du régime et de leurs proches, en plus des dizaines d'annulations déjà annoncées, et menacé les "institutions financières étrangères impliquées (dans l'aide) à Nicolas Maduro et à son réseau corrompu".

"Nous allons continuer à demander des comptes à l'ensemble du régime Maduro jusqu'à ce que la "libertad" soit rétablie au Venezuela", a prévenu le vice-président Mike Pence.

Accusé "d'ingérence dans les affaires intérieures" du pays, l'ambassadeur allemand Daniel Kriener a été déclaré persona non grata et prié de quitter le pays "dans les 48 heures", a annoncé la vice-présidence vénézuélienne.

Le diplomate allemand s'était rendu lundi à l'aéroport international de Caracas en compagnie d'une douzaine de diplomates occidentaux et latino-américains pour y accueillir Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale et président par intérim autoproclamé, que soutiennent une cinquantaine de pays.

M. Guaido, qui avait bravé une interdiction de quitter le pays pour se rendre en Colombie et dans quatre pays du continent, avait annoncé son retour "malgré les menaces", M. Maduro ayant averti qu'il devrait s'expliquer devant la justice pour avoir bravé une interdiction de sortie du territoire.

L'opposant et président du Parlement, qui s'est proclamé président par intérim du Venezuela le 23 janvier, fait depuis l'objet d'une enquête pour "usurpation".

"Le Venezuela juge inacceptable qu'un diplomate étranger exerce un rôle public proche de celui d'un responsable politique aligné sur le complot de secteurs extrémistes de l'opposition vénézuélienne", a dénoncé la vice-présidence dans un communiqué.

Douze autres représentants occidentaux et latino-américains étaient venus lundi accueillir M. Guaido à l'aéroport "comme témoins de la démocratie et de la liberté, afin que le président Guaido puisse rentrer", selon les mots de l'ambassadeur de France à Caracas, Romain Nadal.

Les Etats-Unis avaient également menacé de représailles en cas d'atteintes portées à l'opposant.

Dans un message le soir même sur Twitter, M. Guaido avait "remercié" les diplomates "qui ont accompagné notre retour au Venezuela" citant outre l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, la Roumanie, le Canada, le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Pérou, l'Equateur et les Etats-unis. AFP 06.03

[Ils osent tout ou novlangue. Instrumentalisation, imposture, machination...](#)

- Le combat de ces enfants qui veulent changer le monde - Franceinfo 07.03
- Ils militent contre la pauvreté, les armes ou haussent la voix pour l'écologie. - Franceinfo 07.03
- Amélie de Montchalin (LREM) : "Il faut que, sur le terrain, la politique sociale fonctionne" - Franceinfo
- Jean-Michel Blanquer annonce des débats sur le climat dans tous les lycées vendredi - Le HuffPost
- Gilles Le Gendre : "Le grand débat fonctionne, apaise et donne des résultats" - Franceinfo
- Réforme des retraites: Buzyn promet de "maintenir un haut niveau de solidarité" - AFP 11 mars 2019

[La fabrication du consentement ou mystification.](#)

- Stanislas Guerini (LREM) : «Faire contribuer les citoyens à la fabrique de la loi» - Le Parisien

La machination dévoilée.

- Grand débat : l'exécutif réfléchit à la suite - leparisien.fr 09 mars 2019

Et si l'important n'était pas tant le débat, que son atterrissage ?

Emmanuel Macron juge nécessaire, confie son entourage, « d'avoir une phase de partage du diagnostic ».

Environ 160 000 internautes ont répondu à un ou plusieurs des quatre formulaires, mélangeant questions ouvertes et fermées.

La crise des Gilets jaunes, auquel Macron tente justement de répondre à travers cette initiative inédite, est née d'un ras-le-bol fiscal. Et c'est sans surprise qu'on retrouve cette problématique liée au pouvoir d'achat en tête des préoccupations (34 %).

Juste derrière, on retrouve les enjeux écologiques (26 %), avec un fort intérêt pour l'accès aux transports en commun et la gestion des déchets. Autrement dit, ce sur quoi les citoyens ont la main au quotidien. 90 % des participants affirment en effet « pouvoir contribuer à protéger l'environnement », mais seule la moitié indique avoir à disposition des alternatives à la voiture individuelle. L'historien des classes populaires Gérard Noiriel se réjouit de cette mobilisation face à l'urgence climatique. « L'articulation entre la justice sociale et les enjeux écologiques devient un nouvel axe politique, c'est indéniable », prophétise-t-il. leparisien.fr 09 mars 2019

LVOG - L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. Gérard Noiriel fait partie des élites corrompus et malfaisantes acquises au néolibéralisme. Il appelle à se mobiliser avec la classe qui détient actuellement le pouvoir et ses représentants pour régler les questions de la "justice sociale" et des "enjeux écologiques", c'est donc une opération de récupération destinée uniquement à cautionner ou permettre à Macron d'appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire.

Et comme cet objectif invouable est camouflé, on est en droit de parler de machination ou de complot contre les travailleurs et la jeunesse.

[Totalitarisme en famille : Brésil, Etats-Unis, Italie et Israël \(liste non exhaustive à compléter\).](#)

- Brésil: propos ambigus de Bolsonaro sur l'armée et la démocratie - AFP 07.03

Le président brésilien Jair Bolsonaro a affirmé que "la démocratie et la liberté n'existent que si les forces armées le veulent", des propos rapidement nuancés par son vice-président, un général de la réserve.

"Les forces armées sont par disposition constitutionnelle et légale celle qui détiennent l'emploi légal de la violence. Cela peut en choquer certains, mais c'est ce qui est écrit", a ajouté le ministre, souvent considéré comme l'éminence grise du nouveau pouvoir.

Le gouvernement Bolsonaro s'efforce de nouer des liens plus étroits avec des pays qu'il considère avoir une "idéologie semblable", comme les Etats-Unis, l'Italie et Israël, rompant avec la tradition de multilatéralisme de la diplomatie brésilienne. AFP 07.03

Il faudrait qu'on nous explique comment l'armée pourrait incarner au Brésil la démocratie... qui n'existe pas !

Il arrive que l'armée occupe une place si importante dans les institutions et la structure économique de certains pays, que pour conserver ce privilège que la bourgeoisie lui a octroyé et lui envie - mais trop faible pour jouer directement un rôle politique ou gouverner, l'armée n'a pas d'autre alternative que s'appuyer sur les classes moyennes et la classe ouvrière sous peine de voir le pays basculer dans le chaos, la guerre civile ou devenir ingouvernable, ce à quoi elle n'a pas intérêt... C'est ce deal qui leur donne une allure trompeuse de régime démocratique ou progressiste, de gauche, qui peut se transformer en dictature militaire en cas de crise ou sur ordre de Washington.

De gré ou de force tu aimeras l'Etat fétide d'Israël.

- Débat sur l'antisémitisme: la Chambre américaine condamne "la haine" - AFP 07.03

La chambre basse américaine a approuvé jeudi à une très large majorité une résolution condamnant les discours de "haine", après des débats houleux au sein du parti démocrate sur l'antisémitisme, provoqués par les propos d'une élue musulmane concernant le soutien des Etats-Unis à Israël. AFP 07.03

Le sionisme est intégré au néolibéralisme, donc gare à celui qui ose y porter atteinte ! Le sionisme est au néolibéralisme, ce que le pétrole est au dollar ou à l'oligarchie, qu'on se le dise.

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 9 mars 2019

Un Palestinien a été tué et 42 autres ont été blessés vendredi par des tirs de l'armée israélienne en bordure de la bande de Gaza, rapporte le ministère palestinien de la Santé.

Selon Tsahal, 8.000 manifestants, dont certains ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des militaires, s'étaient rassemblés près de la clôture qui sépare l'enclave du territoire israélien.

Les Gazaouis manifestent tous les vendredi depuis le 30 mars le long de la frontière pour faire valoir le droit au retour des réfugiés de 1948 et réclamer la levée du blocus israélien.

Depuis le début du mouvement, les tirs israéliens ont fait environ 200 morts parmi les manifestants, selon le ministère palestinien de la Santé.

Une commission d'enquête des Nations unies a estimé la semaine dernière que la réaction israélienne à ces manifestations pouvait constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Reuters 9 mars 2019

Tout le monde se fout de ce que pense ou fait les Nations unies, l'Etat criminel sioniste d'apartheid en premier lieu !

Totalitarisme. Aucun pays n'est épargné.

- Russie : la loi contre les fausses informations adoptée - euronews 8 mars 2019

En Russie la publication de fausses informations sera désormais sévèrement encadrée par la loi. Jeudi, les députés de la douma (322 voix pour 78 contre) ont entériné l'adoption de mesures controversées qui permettront aussi au gendarme des médias de bloquer les contenus jugés irrespectueux envers les autorités.

L'ONG Reporter sans frontière a aussitôt dénoncé une censure déguisée ce que réfute ce député russe de la majorité présidentielle qui intervenait en séance plénière.

Sergey Boyarsky, député, Russie Unie : "Cette loi n'interdit pas de critiquer les fonctionnaires, d'exprimer des opinions, des jugements ou des points de vue différents de ceux du fonctionnaire. Seuls les faits et non les opinions ou les jugements peuvent être vrais ou faux, et peuvent donc être couverts par la présente loi".

Aleksei Kuriny, député Parti communiste : "Les informations seront soumises à un institut spécialement créé, quelque chose entre le bureau du Procureur et le gendarme des télécommunications. Ils détermineront si l'information est décente ou indécente, si elle insulte ou non la "moralité publique" (il existe un terme dans le texte qui n'est pas très clair). C'est l'une des options pour introduire la censure dans la Fédération de Russie qui est contraire à la Constitution de la Russie".

"Concrètement, explique notre correspondante à Moscou Galina Polonskaya, la propagation de fausses informations concernera des appels à des émeutes ou des actes extrémistes. D'autre part les blogs des internautes qui auront participé à la divulgation de fake news seront bloqués immédiatement, sans avertissement, et leurs auteurs seront passibles de lourdes amendes."

La loi des amendes maximales pour la publication de "fausses nouvelles" de 100.000 roubles (plus de 1.500 dollars) pour les particuliers, 200.000 roubles (plus de 3.000 dollars) pour les fonctionnaires, et 500.000 roubles (environ 7.600 dollars) pour les entreprises. euronews 8 mars 2019

Prostitution en famille. Un hommage bien mérité ! La gauche comme vous l'aimez.

- Royal compare Macron à Mitterrand, la gauche rit jaune - Le HuffPost 06.03

- Tribune européenne de Macron: Royal salue "un texte bienvenu et rassembleur" - AFP 06.03

- Pascal Durand candidat aux européennes sur la liste LaRem - Reuters 06.03

L'ancien leader d'Europe Ecologie-Les Verts Pascal Durand figurera sur la liste de La République en marche (LaRem) aux élections européennes... Reuters 06.03

Le pacte du diable et la jaunisse au secours de Macron.

- Pacte social et écologique : Hulot et Berger, comme un air de revanche - Le Parisien 6 mars 2019

Ils étaient 19 patrons de syndicats, d'ONG, de mutuelles, au siège parisien de la CFDT ce mardi à présenter leur « petit livret bleu ». L'objectif affiché de ce texte : « réconcilier fin du monde et fin du mois ».

Cette fois, les deux hommes, qui figurent parmi les personnalités les plus populaires à gauche, cosignent le « pacte social et écologique ». Derrière ces têtes d'affiche, on retrouve dans la coalition la Fondation Abbé Pierre, le Réseau Action Climat, la Fage (organisation étudiante), le Secours catholique, ATD-Quart monde...

Bousculés par le mouvement des Gilets jaunes et boudés par le pouvoir, les corps intermédiaires – syndicats, ONG... – veulent compter dans le grand débat. Le Parisien 6 mars 2019

Commentaire d'un internaute.

- "N. Hulot a voté pour B. Hamon au premier tour de la présidentielle, puis pour E. Macron au second tour ; L. Berger a voté pour E. Macron aux deux tours. Donc ces deux compères ont signé un chèque en blanc à E. Macron pour cinq ans. Ils n'ont donc qu'un seul droit : Celui de se taire durant tout le mandat de leur champion. Car faire preuve de tant d'aveuglement de la part de personnes supposées responsables et matures les rend inaudibles et leur ôte toute crédibilité."

Une ONG... paramilitaire !

- Le WWF accusé de financer des groupes paramilitaires "tuant et torturant des gens" en Afrique et en Asie franceinfo 06.03

Torture, viols, décapitations... Dans une enquête fleuve, le site Buzzfeed (en anglais) accuse l'ONG WWF de "financer des forces paramilitaires brutales" qui ont "torturé et tué des gens" en Asie et en Afrique. Le média d'information américain révèle plusieurs exactions commises ces dernières années lors d'opérations antibraconnage menées par des gardes forestiers équipés et payés par l'organisation, notamment en Inde, au Népal, au Cameroun et en République centrafricaine.

Buzzfeed explique avoir enquêté pendant un an et réalisé une centaine d'entretiens avant de publier cet article. Documents à l'appui, le site internet affirme que l'ONG écologiste a fourni aux "forces paramilitaires des salaires, une formation et des équipements – y compris des couteaux, des jumelles de vision nocturne, du matériel antiémeute et des matraques".

Toujours selon cette enquête, "le personnel de terrain de l'association en Asie et en Afrique a organisé des missions de lutte contre le braconnage avec des troupes de choc connues pour leur brutalité, et a approuvé une proposition visant à tuer des intrus rédigée par un directeur de parc qui a présidé à l'assassinat de dizaines de personnes".

Peu après la publication de l'article de Buzzfeed, le WWF (Fonds mondial pour la nature) a indiqué qu'il allait ordonner une enquête "indépendante" chargée d'examiner ces allégations.

Ce n'est pas la première fois que le WWF est accusé de soutenir de telles pratiques. En 2017, l'ONG Survival International avait accusé des gardes forestiers financés par l'organisation de violations des droits humains "systématiques et généralisés" envers les Pygmées au Cameroun, en République démocratique du Congo et en Centrafrique. franceinfo 06.03

L'idéologue du totalitarisme est renversante d'hypocrisie et de cynisme.

- Pour l'Europe : renverser la table par J. Attali - L'Express.fr 06.03

Nous, Européens, ne pourrions bientôt plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face aux menaces et aux concurrences qui s'amplifient.

LVOG - Première partie, l'appât pour vous mettre en confiance.

Les élections européennes semblent aujourd'hui à beaucoup une figure imposée de la politique, où on demande à intervalles réguliers aux citoyens du continent d'aller voter pour des députés qu'ils ne connaissent pas, dont ils ne savent rien de l'action, et qui ne sont, pour la plupart, que des gloires du passé ou des faux espoirs de l'avenir. Difficile d'être plus vide de sens.

Cela l'est d'autant plus quand on sait qu'un tel parlement sert surtout à participer d'une façon fictive au choix des membres de la Commission et à l'établissement de lois qui sont en fait, à la fin, des décisions des gouvernements nationaux, prises dans d'interminables et obscurs sommets. Et plus encore quand on comprend que ces instances européennes, une fois en place, ne s'occupent que de sujets économiques limités, dans une optique ultralibérale, qui encourage la compétition entre Européens, à tous les niveaux, poussant au moins-disant fiscal et social et ne faisant rien, ou presque rien, pour construire des projets communs. (...)

LVOG - Deuxième partie, face à tant de menaces, le consentement est la seule issue possible.

Il est temps de renverser la table, et de faire beaucoup plus face aux principaux enjeux du monde. Dans les dix ans qui viennent, les États-Unis et la Chine vont se renforcer dans les secteurs clefs de l'avenir ; les Africains, les Indiens, les Russes, les Indonésiens vont commencer à apparaître comme des concurrents et non plus seulement comme des clients. D'innombrables menaces écologiques vont croître. De très nombreuses migrations vont se déclencher, dans un monde de plus en plus nomade. Et nous, Européens, ne pourrons plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face à ces menaces et à ces concurrences. Nous sommes devenus une proie et non plus un partenaire. Condamnés, si nous ne faisons rien, à être dépecés, saignés, assassinés. Sans que nul ne vienne à notre secours.

Alors, pourrions-nous en nous divisant nous défendre mieux ? Une France - ou une Allemagne, une Italie, une Espagne, une Hongrie - seule pourrait-elle affronter ces périls ? Non, évidemment. Il nous faut mettre en commun nos moyens de défense, notre police des frontières, nos moyens de recherche fondamentale et appliquée. Il nous faut changer notre politique de la concurrence pour favoriser la constitution de géants européens. L'Express.fr 06.03

Il appelle donc à une plus grande concentration du capital ou des richesses entre les mains de quelques oligarques.

Le monde entier vous menace, un grand péril vous guette, c'est somme toute logique de la part de ce psychopathe. Vous aurez noté que parmi les moyens qu'il cite la défense et la police sont privilégiées, parce qu'il s'agit d'imposer aux peuples un modèle de société totalitaire à l'échelle européenne et mondiale.

DEUXIEME PARTIE

Quelques réflexions d'internautes.

1- "LREM (La Répression En Marche)"

2- *"Le salariat en France représentait 30% de la population active en 1881, 40% en 1906, 50% en 1934 et plus de 80% en 1996, auquel il faut ajouter les chômeurs. (chiffres pris dans le livre "le nouvel esprit du capitalisme" de Boltanski et Chiapello) le communisme a donc été au top quand le nombre de salariés était plutôt faible par rapport à aujourd'hui. Alors la masse critique, c'est quand ?"*

LVOG - Confusion entre différentes époques et moment de la lutte des classes... La composition de la classe ouvrière a changé, sa condition aussi, mais fondamentalement les classes n'ont pas changé.

Cela dit, en 1996 ou depuis les années 60-70 la condition ouvrière n'était plus tout à fait la même qu'en 1934, et elle avait encore moins à voir avec celle de 1906 ou de 1881, elle avait connu d'immenses améliorations, mais qui, sans même parler de leur remise en cause continue jusqu'à nos jours allaient être supplantées par la nécessité quasi obligatoire et obsessionnelle de devoir s'adapter aux nouveaux besoins que le capitalisme allait créer et qui allaient se transformer en autant de charges nouvelles à assumer, ce qui aujourd'hui est devenu un fardeau insupportable pour un grand nombre de travailleurs.

Quand on observe cette évolution, on s'aperçoit qu'au fur et à mesure que les salaires ont augmenté, ces charges devenues quasiment incompressibles ont augmenté également, conduisant à une situation où la totalité de votre salaire est englouti ou récupéré par les capitalistes, de sorte que vous vous retrouvez précarisé sans même vous en rendre compte et à leur merci, et cela de plus en plus avant la fin du mois.

Vous ne travaillez pas pour vivre, mais uniquement pour assurer la pérennité du système capitaliste, dans ces conditions, autant dire qu'il est impensable de donner un (autre) sens à sa vie, même en cherchant bien il n'en existe pas ou ils sont illusoire et éphémères. A moins bien sûr qu'on ose passer outre et qu'on remette en cause l'existence du capitalisme, mais apparemment on a énormément de mal à l'envisager, et pourtant c'est la seule issue possible, au prix certes de quelques sacrifices, mais qui à l'arrivée valent franchement la peine, car avoir un idéal sans tache, en être digne, fier, cela n'a pas de prix, dans le cas contraire c'est qu'on continuerait de subir les contraintes du marché et nous ne serions pas libres.

En guise d'épilogue, tordons le cou à quelques idées reçues qui ont fait la gloire (usurpée) du capitalisme.

- La télévision fut conçue pour diffuser leur propagande dans chaque foyer, le seul instrument capable de réaliser cet exploit avec la radio, avec laquelle aucun parti ouvrier ne pouvait rivaliser. Et non pas pour informer ou instruire la plèbe, la distraire, là sans aucun doute. Ce fut aussi un excellent moyen pour isoler chaque ouvrier, chaque famille ouvrière, qui jusque là se retrouvait dans des cafés ou dans la rue pour discuter ou même chanter, danser ensemble, ce qui n'existe plus depuis très longtemps.

- La machine à laver le linge n'a pas été conçue et rendue accessible au plus grand nombre de femmes ou de ménages pour

leur faciliter la vie ou leur épargner cette corvée, pas du tout, mais pour qu'elles disposent de temps libre pour aller se faire exploiter à leur tour. Le réfrigérateur n'a pas été conçu dans un autre but, épargner à la femme ou au ménage d'avoir des courses à faire et de devoir cuisiner quotidiennement, donc gain de temps considérable. Les conserves et les surgelés ont été conçus dans le même objectif, qui plus est en constituant une avance en capital puisqu'on ne les consomme pas forcément immédiatement.

- Avant l'avènement des supermarchés, les ménages ouvriers allaient faire toutes leurs courses chez les commerçants de leur quartier ou de leur commune, ils s'y rencontraient, se saluaient et échangeaient quelques mots, parfois liaient des relations ou des amitiés, depuis cela a complètement disparu aussi. Au supermarché on croise des inconnus qui viennent de différentes communes avoisinantes et on ne s'adresse pas la parole.

- Avant ce qu'ils ont appelé la démocratisation de l'automobile, les ouvriers se rendaient à leur travail en vélo ou empruntaient les transports en commun. Là aussi, ils croisaient des voisins, des connaissances avec lesquels ils faisaient un brin de conversation. Et comme ils travaillaient plutôt proche de leur domicile, il leur arrivait de croiser des collègues de travail avec lesquels ils pouvaient bavarder de ce qui se passait dans l'usine... Cette époque est révolue.

- Le machinisme, le travail à la chaîne n'aurait pas pu se développer normalement ou fonctionner correctement si quotidiennement des dizaines d'ouvriers dans chaque usine étaient absents pour cause de maladie, par manque d'hygiène ou intoxication alimentaire, il fallut donc mettre à leur disposition un service public de santé et leur octroyer des conditions de logement plus décentes, et pour qu'ils s'adaptent à des machines de plus en plus perfectionnées il fallait qu'ils reçoivent un minimum d'instruction, donc ils n'ont pas été scolarisés pour devenir des hommes libres comme certains l'affirment, mais uniquement pour être davantage exploités.

Bref, absolument rien n'a été conçu sous le capitalisme qu'on nomme le progrès pour rendre la vie de l'ouvrier ou de sa famille plus agréable ou supportable, bien au contraire. Tout a été fait pour l'isoler de sa classe, pour l'atomiser et pour qu'il développe un mode de penser individualiste ou soit indifférent au sort de ses semblables. C'est le mode de vie que le capitalisme leur a imposé parce qu'il fait son affaire dans tous les sens du terme, et c'est le mode de vie que génération après génération les travailleurs adoptent ou reproduisent sans se poser de questions en abandonnant les aspirations à vivre autrement qui avaient jailli spontanément chez eux au cours de leur adolescence, et avec lesquelles la plupart ne renoueront jamais plus malheureusement.

C'est le problème politique que nous avons été incapables de résoudre avec eux jusqu'à présent : Leur insuffler à nouveaux ses aspirations légitimes à vivre autrement dans une société meilleure ou plus juste, ce qui sous-entend une plus grande fraternité ou solidarité entre eux, qui ne peut être portée que par des objectifs collectifs et réalisée que par des moyens collectifs, leur mobilisation révolutionnaire de masse pour en finir avec le capitalisme, de manière à ce qu'ils puissent enfin pleinement profiter de tout ce que les hommes ont pu inventer pour s'épanouir individuellement, au lieu de contribuer à leur propre asservissement.

C'est marrant, pendant que j'écrivais ces lignes, je me suis remis à penser à ma jeunesse, en me disant que finalement ce n'est pas étonnant si j'ai eu un parcours aussi atypique, car j'ai toujours refusé d'abandonner mes aspirations à la liberté, pour rien au monde je ne voulais reproduire le mode de vie et de pensée de mes parents, ils représentaient tout ce que je détestais, un cauchemar. Je suis issu du milieu ouvrier pauvre et très arriéré.

La philosophie a alimenté mes aspirations au début, tardivement en fait, j'avais déjà 19 ans quand je l'ai découverte, jusque là j'étais un crétin fini et j'étais voué à le rester toute ma vie comme mes parents. C'est la fréquentation de jeunes plus évolués que moi qui me permit de sortir de l'effroyable arriération dans laquelle j'étais enfermé, avec l'aide inestimable du cannabis je dois l'avouer ou le préciser puisque c'est la stricte vérité. Il agit sur mon cerveau comme une révélation. Sans comprendre ni comment ni pourquoi, en un clin d'oeil toutes les portes qui étaient jusque là verrouillées, dont en fait j'ignorais même jusqu'à l'existence s'ouvrirent, et je découvris l'étendue incommensurable de ma bêtise ou de mon ignorance qu'on m'avait soigneusement caché. J'en fus stupéfié de honte, humilié au plus profond de moi-même, traumatisé, j'allais dire à vie mais cela n'aurait pas été exact, car en réalité j'eus un réflexe salutaire, non seulement en me jurant que jamais ces portes ne se refermeraient plus jusqu'à mon dernier souffle, je m'engageai à tout faire pour réaliser mes aspirations, en ignorant à ce moment-là comment j'allais m'y prendre.

C'est là que le marxisme vola à mon secours. Mais l'affaire se compliqua plus tard, parce que le militantisme auquel je fus confronté n'était pas conçu comme un moyen d'épanouissement personnel, il reproduisait les rapports qui étaient présents à tous les niveaux de la société et que j'exécrais. Du coup quand je cessai de militer du jour au lendemain, je ne vécus pas cette expérience comme une rupture ou un traumatisme, mais plutôt une libération, c'est bien plus tard que j'en pris conscience. Cela ne m'avait rien apporté ou si peu, donc je ne perdais rien, tout du moins c'est ce que je me figurais à ce moment-là, vingt ans plus tard je réaliserai que je n'avais pas tiré tous les enseignements de cette expérience, ce qui m'amènera à renouer avec le militantisme, mais pas celui que j'avais connu autrefois. Pas plus tard qu'hier soir, sans savoir pourquoi je repensais à cette période de ma vie, et je me suis souvenu que lorsqu'avec ma première épouse nous quittâmes l'OCI, alors que j'étais responsable de cellule et de rayon, de secteur par intérim, il y avait une quarantaine de militants sur la ville (Clichy-sur-Seine), pas un militant ou une militante n'est venu sonner à notre porte pour s'enquérir des raisons de notre démission ou pour avoir nos explications, absolument plus personne ne donna jamais signe de vie par la suite, c'était comme si nous étions morts tous les deux, extraordinaire, n'est-ce pas ? Une telle indifférence en dit long sur les rapports détestables qui existaient dans cette organisation. Dans ces conditions, qu'est-ce que voudriez qu'elle m'ait apporté, rien, par contre, moi je lui ai énormément donné, en pure perte, mais cela m'a servi de leçon, et je m'en souviendrai vingt ans plus tard, car après avoir repris contact avec ce courant politique, je

ne tarderai pas à rompre avec lui en 2005, définitivement et sur des bases politiques cette fois.

J'ai sauté une étape dans mon récit, celui de mon départ en Inde. Après avoir cessé de militer, j'avais tout reporté sur mon épouse et notre fille, elles étaient devenues le centre de mon existence. Mais sept ans plus tard nous divorcions. Ma vie n'avait dès lors plus aucun sens, je me retrouvais à la case départ, celle que j'avais quittée en partant de chez mes parents douze ans plus tôt, pour un peu il ne restait plus qu'à les imiter, quelle horreur, bien que c'était un peu cela à quoi j'étais condamné si je n'avais pas divorcé, à ceci près qu'on n'avait pas vraiment le même mode de penser que mes parents, mais notre mode de vie était comparable, il était impossible de le nier, on avait aspiré à autre chose, mais nous n'étions pas parvenus à le concrétiser.

Seul, mais tout à fait, cela allait s'avérer plus facile à réaliser. Il suffisait que je suive l'idée qui m'était venue, et j'avais toutes les chances de changer radicalement de vie, à défaut de pouvoir changer la société, c'était une compensation bien méritée après tous les déboires que j'avais connus, on aspire tous à profiter de la vie au lieu du destin épouvantable qui nous était réservé, métro, boulot, dodo, personne ne pourrait me le reprocher puisque mon entreprise était parfaitement honnête et ne remettait pas en cause mes principes.

Voilà comment au lieu de prendre ma retraite officiellement à 62 ans je l'ai prise 25 ans plus tôt, en comptant les deux ans que j'avais passé en Inde entre 1990 et 1992. En Inde j'ai travaillé trois ans comme professeur de français, mais ce n'était pas pareil, car c'était moi qui avait décidé de travailler, pour me faire plaisir, pour vivre une autre expérience, avec un salaire mensuel de 25 euros, ce n'était pas par nécessité vous en conviendrez!

En conclusion à cette tranche de vie, si je suis resté fidèle aux aspirations qui ont jailli au cours de ma jeunesse, j'en ai tiré aussi des enseignements, et en observant la situation politique en apparence inextricable en France, le décalage et les contradictions qui existent entre les réponses que les uns et les autres proposent et la seule issue qui permettrait d'y mettre un terme, je m'aperçois que ces aspirations sont quasi inexistantes de leur littérature, puisque pour qu'elles se réalisent il faut briser net, rompre radicalement, trancher le cordon ombilical qui nous relie au capitalisme, à tous ces rapports de domination qui nous pourrissent la vie et aboutissent au nihilisme et au totalitarisme.

Absolument personne parmi nos dirigeants n'ose proposer de changer radicalement de rythme de vie, de mode de vie, de mode de penser, c'est à croire que l'organisation de la société telle qu'elle existe devrait perdurer, alors qu'il faut la bouleverser de fond en comble, je crois que c'est l'aspect le plus choquant de la situation, cette absence totale d'imagination pour entrevoir une autre société, ils se sont tellement éloignés du socialisme et de la réalité qu'elle s'est tarie apparemment. Ils sont clairement sous l'influence de l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas du tout la même conception de la société qu'il faudrait bâtir.

Moi je trouve que c'est monstrueux de devoir réveiller un enfant qui dort le matin pour l'envoyer à l'école. Je trouve monstrueux qu'une femme soit obligée de placer son bébé dans une crèche. Je trouve monstrueux que ni le père ni la mère n'aient de temps à consacrer à leurs enfants. Je trouve monstrueux que des hommes et des femmes consacrent toute leur vie au travail et partent à la retraite quand ils sont usés, diminués physiquement. Je trouve monstrueux qu'un salarié doive se taper deux heures de transport pour se rendre à son lieu de travail, alors que le même emploi existe à dix minutes de son domicile. Je trouve monstrueux qu'on entasse des hommes dans des tours d'habitation. Je trouve monstrueux qu'on enferme des animaux dans des appartements, dans des cages, sous prétexte qu'ils nous tiennent compagnie. Je trouve monstrueux les élevages industriels. Je trouve monstrueux la surpopulation. Vous voyez, je n'ai même pas eu besoin d'évoquer les inégalités ou les injustices, tout dans cette société est à balayer.

Vous me direz que tout cela relève de l'utopie, la journée de travail de 8 heures, la Sécurité sociale, la retraite aussi autrefois. Sauf qu'on n'en est plus là de nos jours, on est parvenu à la fin du cycle du capitalisme, ce qu'on peine à concevoir également ou on n'en tire pas toutes les conséquences visiblement. On ne peut donc plus raisonner dans les mêmes termes qu'autrefois, il ne s'agit plus de lui soutirer des miettes en attendant des jours meilleurs, mais d'envisager de refonder la société sur d'autres bases. La question n'est pas de savoir si telle ou telle mesure serait compatible ou non avec le capitalisme, puisque nous savons d'ores et déjà que la réponse serait négative. Il faut donc passer outre ou à l'étape suivante et lui signifier qu'il appartient à un passé définitivement révolu en gérant les conséquences qui en découleront. Il faut absolument refuser de se laisser enfermer dans la discussion qui consiste à savoir si telle ou telle mesure sociale serait financable ou non, combien elle coûterait, etc, sinon on est foutu. On se moque de savoir quel coût elle aura dès lors qu'elle est socialement indispensable et qu'on peut la gérer. Et où trouverez-vous l'argent ? On le prendra là où il est ou au besoin on le fabriquera, comment font-ils pour maintenir à flot leur système économique en faillite, pas autrement, et dans des proportions monstrueuses...

Mais pour développer une telle politique, il faut une détermination sans faille à affronter le capitalisme.

Nous en sommes loin, quand on voit nos dirigeants saluer comme une grande victoire une augmentation de salaire de 2%, sur la base d'un salaire net mensuel de 1.000 euros cela ne fait même pas 1 euro par jour, quelle misère, ils en sont là ! C'est vrai qu'à ce niveau-là n'importe qui peut se faire passer pour un grand révolutionnaire, un socialiste, un trotskyste ! Ils vous diront aussi que la retraite à 60 ans c'est génial. Tu parles, j'ai 63 ans et bien que j'aie moins bossé que la moyenne et soigné mon alimentation je

suis fatigué, je me sens vieux, alors j'imagine dans quel état de délabrement doivent être la plupart ou tous les travailleurs parvenus à cet âge, et qui ont vécu des conditions beaucoup plus dures que les miennes, la retraite à 60 ans, c'est monstrueux ! En fait, il faudrait revoir tous les rapports à la société tout au long de la vie, car on pourrait imaginer continuer de servir d'une manière ou d'une autre la collectivité au-delà de 45 ou 50 ans autrement qu'en étant astreint à se rendre obligatoirement à un lieu de travail quotidiennement. Mais cela on ne veut même pas en entendre parler, non, il faudrait continuer à penser notre existence dans le cadre de la société telle qu'elle a été conçue sous le capitalisme et pas autrement. Et bien dans ces conditions ce sera sans moi. D'ailleurs c'est bien simple, c'est le fondement de mon programme politique.

Cela fait près de 40 ans qu'aucun gouvernement n'a octroyé aucune réforme sociale collective aux travailleurs, quand il leur est arrivé de reculer sur une mesure, ils ont compensé autrement, par exemple le CPE a été abandonné, tandis qu'il existait encore 21 types de contrats précaires, quelle énorme victoire ! Et le reste fut à l'avenant. Il faut faire reculer le gouvernement, on a entendu cela pendant des décennies sans que leurs auteurs ne se soucient le moins du monde du résultat ou n'envisagent de changer de discours aussi incroyable que cela puisse être. Et pendant que la société se décompose à une vitesse fulgurante et pose directement la question de faire table rase une fois pour toute, tout ce qu'ils trouvent à nous sortir, c'est l'unité ou la nécessité de créer un rapport de force pour faire reculer Macron, ils se foutent de nous. Des centaines de milliers, des millions de travailleurs n'en peuvent plus, et on leur propose de revenir finalement cinquante ans en arrière comme si cela avait été la panacée. Nos dirigeants sont des démagogues qui se figurent que les générations passant, aujourd'hui plus personne ne se souviendrait que cinquante ans en arrière il existait déjà des millions de travailleurs et leurs familles pauvres en France, j'en faisais partie, c'est un truc qu'on ne peut pas oublier quand on l'a vécu. On peut faire le même constat à propos des guerres impérialistes, du colonialisme qui n'ont jamais réellement cessé, mais avec lesquelles ils se sont accommodés.

Si l'immense majorité des travailleurs refusent de s'organiser ou ne se reconnaissent pas dans les syndicats et partis du mouvement ouvrier, c'est qu'il existe une bonne raison à cela que nos dirigeants nient obstinément. Peu importe, ils veulent absolument que ce soit ces organisations corrompues qui les appellent à se mobiliser et contrôlent leur mobilisation dont l'issue est connue d'avance, et comme ils s'y refusent aucune mobilisation ne peut prendre une ampleur de masse suffisante susceptible de menacer le régime et à terme de le renverser.

Lisez attentivement dans cette causerie l'analyse que l'économiste Henri Sterdyniak a fournie à Sputnik France (11 mars 2019), elle confirme et complète ma propre analyse.

On pourrait la résumer ainsi : Faites tourner à plein régime la planche à billets, fabriquez autant de fausse monnaie que nécessaire pour éviter l'effondrement du capitalisme mondial en faillite, car jamais il ne pourra rembourser les dettes monstrueuses qu'il a accumulées. En toute impunité ou sans que personne ne puisse s'y opposer, c'est déterminant de le noter pour comprendre la situation.

Bien des lecteurs ou militants me prennent pour un pauvre type, un charlot ou un abruti qui passe sa vie à se la raconter, à remâcher de vieilles rancunes, aveuglé par sa propre impuissance ou qui manque de discernement, déconnecté de la réalité dans son trou en Inde, soit, je ne leur ferai pas l'affront de leur demander de tenter de le démontrer, car ce serait une expérience trop cruelle qui mettrait en évidence leur propre vacuité.

Vous pensiez peut-être que j'allais finir par pourrir sur place à cause de mon isolement, et bien il faudra vous faire une raison, l'adversité me stimule au plus haut point, la défaite me galvanise, et je ne crains pas d'affronter les plus grands défis, j'y ai été confronté ou préparé tout au long de ma vie. C'est peut-être cela le secret de ma durée, cette formidable expérience que j'ai accumulée en prenant parfois des risques énormes, et qui m'a permis de m'en sortir grâce aux enseignements que j'en avais tirés, dont celui de ne jamais fuir la réalité et demeurer dignes de mes principes.

Parole d'internaute.

1- Espagne : Démocratie "avancée".

Les indépendantistes catalans sont en tôle et jugés pour avoir organisé un référendum (sans un mot de Macron)

Venezuela : Dictature.

Tu te proclames président, tu demandes à bombarder ton pays, tu demandes à ce que l'on vole son argent, tu organises et participes à la violence...tu te ballades librement.

2- Le grand art de la politique. Atténuer ou dire le contraire de ce que l'on fait, vous savez: "la pédagogie".

LVOG - La démagogie en guise de pédagogie...

(A propos d'un article publié par Les Crises.fr *La sombre voie du néolibéralisme vers le fascisme*)

3- Ce qui se passe actuellement en France avec la répression pure et dure du mouvement des Gilets jaunes est une bonne illustration de cet article : un mode de gouvernement fasciste dans un contexte libéral, dissimulé derrière une façade démocratique avec des discours lénifiants... Pour le moment, lâcheté et paresse intellectuelle font que ça marche pour une majorité de citoyens...

4- Si l'on admet comme définition que le fascisme est une façon de gouverner de façon autoritaire dans l'intérêt de corporations, nous y sommes en plein et depuis quelques décennies...

5- Goebbels avait dit : "le but n'est pas de vous faire penser nos idées, mais de réduire assez le vocabulaire pour que les seules idées que vous puissiez avoir soient les nôtres".

6- Totalitarisme est assez large pour englober plusieurs concepts dont fascisme et néolibéralisme.

7- La manière dont les tenants du néolibéralisme ont infiltré toutes les instances des universités aux écoles de commerce, les agences gouvernementales les organisations internationales puis délégué des "experts" dans tous les débats nationaux et internationaux avant d'inspirer le traité constitutionnel européen, est assez totalitaire.

8- Nous avons longtemps été induits en erreur par des œuvres de penseurs néo-libéraux (Hayek au premier chef) opposant leur libéralisme au «collectivisme » qu'ils identifiaient au totalitarisme. Cette opposition qui a tout du syllogisme (notamment parce que le neo-liberalisme produit lui aussi de l'uniformisation) a été une arme idéologique puissante lors de la montée en force des idées néo-libérales dans les années 70. Nous payons aujourd'hui le prix de notre aveuglement.

9- Ce qui prouve que, en 2017, au deuxième tour, on avait le choix entre la peste ou la peste !

10- Et que penser de la quasi totalité des syndicats et associations qui ont appelé à voter Macron sans sourciller ? Je crois que ça explique le manque de véritable soutien aux gilets jaunes. La société civile organisée s'est compromise.

11- Les syndicats ont été noyautés par l'État depuis des décennies. Ils sont sous perfusion de subventions et d'avantages (missions confiées par l'État), et leur visibilité, seule garante de leurs voix, est entièrement dépendante de l'administration et des médias.

Ils sont les vassaux d'un système féodal, au sens péjoratif d'une absence de bien commun. Ils obéissent consciemment ou inconsciemment à l'État (qui, historiquement, a toujours soutenu le gouvernement) et aux grands médias (surtout depuis qu'ils sont concentrés dans les mains de quelques oligarques).

12- Le néofascisme n'est pas le fascisme lequel relève d'une période de l'histoire, il en partage néanmoins plusieurs caractéristiques. Notamment de mettre à part des individus par des classifications, surhomme, dieux, sous-homme, sans dents, ceux qui ne sont rien, inutiles.

Le néo sera pire, parce planétaire et disposant des moyens technologiques sans précédent.

13- Pour résumer le néolibéralisme :

1- La liberté évoquée par les théoriciens dogmatiques du néolibéralisme est la liberté du renard dans le poulailler.

2- La vraie théorie du ruissellement est celle qui fait transiter la richesse des pauvres vers les ultra riches.

3- Le néolibéralisme et ses tenants, en particulier l'UE, nous mènent directement vers des formes de dictature.

14- « La planification et le contrôle sont attaqués comme un déni de liberté » les modèles de la France des "30 Glorieuses", de la Chine des "Nouvelles Routes de la Soie" et des USA du New Deal ont en commun la planification et une direction de l'économie : la création monétaire est orienté vers le physique.

La question clé est l'usage de la monnaie.

– Dans ces 3 modèles, la monnaie (ou crédit publique) est créé par l'Etat et irrigue l'économie physique ce qui tend à améliorer les conditions de vie des gens et aujourd'hui de la Terre (ex de l'écologie planifiée en Chine).

– Alors que dans le modèle néolibéralisme, la monnaie est créée par la BCE, la réserve fédérale et par extension par les

Banques privées et la finalité de l'argent est de s'évaporer dans les spéculations, ce qui détériore les conditions de vie des gens.

Dans un Etat on ne peut pas sauver les gens ET les banques, il y a un choix à faire. Macron a fait son choix de sauver les banques, les Gilets Jaunes veulent sauver les gens !

15- Il y a toujours eu un antagonisme sédentaire/nomade depuis les débuts de l'agriculture.

Le mélange capitalisme néolibéral mondialiste, version moderne d'un nomadisme de riche, reste pour moi, sédentaire, l'équivalent d'un nuage de sauterelle qui s'abat sur une région, bouffe tout puis s'en va autre part répéter l'opération.

16- Le néolibéralisme, n'est pas le libéralisme. Le néolibéralisme, c'est la main mise du capital sur l'Etat, afin de faire fonctionner l'Etat au profit des intérêts privés. C'est pour cela que la manipulation de l'électorat lors de chaque campagne électorale est fondamentale. Il faut quoiqu'il arrive que ce soit un fondé de pouvoir du capital qui remporte l'élection. La possession des médias de masse est donc décisive, et c'est effectivement ce que l'on observe.

Le néolibéralisme n'est donc pas une doctrine libérale au sens classique du terme, en tout cas l'on observe souvent qu'il conduit à des régressions majeures sur le plan des libertés individuelles. Et qu'il développe des moyens de contrôle de la société, qui n'ont rien à envier au système de contrôle des anciens pays de la sphère soviétique, et sont sans aucun doute plus performants vu l'évolution des technologies. En ce sens le néolibéralisme met en place toute une infrastructure d'Etat qui si les populations deviennent une menace pour l'ordre établi (car ce mode de gestion de la société fait exploser les inégalités, et les injustices), permet en dernière extrémité de garder la main, en fermant les yeux sur les dérives fascistes d'un pouvoir acculé, ou en se compromettant avec un pouvoir de nature fasciste, ou encore en le propulsant carrément à la tête d'un Etat. Le Chili de Pinochet est un exemple emblématique de cette compatibilité entre néolibéralisme et fascisme. Le néolibéralisme n'est donc pas le fascisme, mais il peut très naturellement conduire au fascisme.

17- Les "gilets jaunes" existent sur toute la planète avec des niveaux de pauvreté différents selon les pays dont ils sont les ressortissants : ce sont les laissés pour compte de la "mondialisation heureuse". Heureuse pour une minorité de gens nomades, sautant d'un aéroport à l'autre pour vaquer à leurs affaires ou à leurs loisirs. La majorité est sédentarisée dans des territoires qui se désertifient au profit des mégapoles où vivent les "nomades" et leurs serviteurs.

Aux USA l'on parle de "red necks", ceux qui ont voté pour le milliardaire Trump. Un milliardaire qui a su leur parler...

18- Voici un autre article très éclairant sur le néo-libéralisme. Il a été écrit par Wendy Brown, professeur de sciences politiques de l'université de Californie à Berkeley :

- On peut le résumer ainsi :

La rationalité néo-libérale étendue à l'État indexe le succès de l'État sur sa capacité à soutenir et à nourrir le marché, et attache sa légitimité à son succès en ce domaine. L'État ne doit pas seulement s'intéresser au marché, il doit penser et se conduire comme un acteur du marché. Dans ce contexte, son retrait de certains domaines et la privatisation de certaines de ses fonctions ne sont pas un démantèlement, mais consistent plutôt en une technique de gouvernance.

La gouvernance néo-libérale mine l'autonomie relative de certaines institutions (la loi, les élections, la police, la sphère publique) les unes par rapport aux autres, et l'autonomie de chacune d'entre elles par rapport au marché. Elle s'évertue à faire en sorte que chaque aspect de la vie politique et sociale soit ramené à un calcul économique. Tout doit être optimisée, rationalisée pour la bonne santé du marché. Hors du marché pas de moralité, pas de foi, pas d'héroïsme, voire pas de sens du tout.

L'État doit aussi contribuer d'une manière volontariste à la fabrication du sujet néo-libéral. Dans une société néo-libérale, tout doit être géré comme une entreprise. Chaque individu est responsable de sa vie et l'Etat n'a pas de responsabilité envers lui. Il doit sans cesse calculer ses coûts et ses bénéfices. La citoyenneté politique est réduite à un degré sans précédent de passivité béate. Le citoyen néo-libéral type est celui qui choisit stratégiquement, pour lui-même, entre les différentes options sociales, politiques et économiques. Dans un contexte néo-libéral pleinement réalisé, les citoyens sont tout sauf préoccupés par le bien commun. Ils forment à peine un peuple. La société est atomisée. Le corps politique n'est plus un corps, mais bien plutôt une collection d'entrepreneurs et de consommateurs individuels. Le néo-libéralisme entraîne l'érosion des oppositions politiques et la fin de la démocratie libérale, voire de la démocratie tout court.

On voit bien qu'Emmanuel Macron est un parfait adepte du néo-libéralisme. L'Etat de droit, il s'en fout. La République, il s'en fout. La Constitution, il s'en fout. La démocratie, il s'en fout. Par contre, la matraque il aime bien, car il faut contenir le peuple et ses opposants politiques afin que l'État soutienne et nourrisse le marché à tout prix.

Le néo-libéralisme pleinement réalisé n'est pas un fascisme, c'est une sorte de nihilisme autoritaire et mortifère.

19- Sans scrupule, nihiliste et mortifère, le néo-libéralisme est en cela comparable au nazisme décrit par Hermann Rauschning (La révolution du nihilisme, Gallimard, 1939).

20- Le nazisme exterme les "non conforme au système".

Le néo libéralisme conduit les "non conforme" à disparaître. C'est beaucoup plus discret à tel point que ça ne choque pas grand monde, pour un résultat identique. Avec un risque de révolte toutefois dès lors que les "non conforme" atteignent une population critique... (problème auquel se trouve confronté Macron)

21- Nihilisme effectivement dans le sens de détruire tout ce qui fait du lien social et qui pourrait entraver le Marché.

Mais ce Marché est une arène où les renards sont libres de croquer les poules. En effet, ce Marché est organisé par les renards, donc pour que les renards prospèrent au dépend des poules et autres volatiles. Moins les poules sont solidaires, isolées les unes des autres, et plus elles sont faciles à attraper et à croquer.

"Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres" G.Orwell (La Ferme des animaux)

22- Qu'est-ce que le néolibéralisme ? Un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur par Pierre Bourdieu est en accès libre sur <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>

23- « ... et mises au service du Marché organisé par les renards, pour les renards, et pour leur plus grand profit. »

Tout à fait juste. Dans son article, Wendy Brown a écrit ceci :

« Le fait que « démocratie » soit le terme dont on affuble tant de mesures de politique intérieure ou d'entreprises impériales anti-démocratiques suggère que nous sommes dans un interrègne – ou, plus précisément, que le néo-libéralisme emprunte considérablement à l'ancien régime à des fins de légitimation, même s'il développe et promeut en même temps de nouveaux codes de légitimité. »

Chez nous, il emprunte aussi au régime que l'on doit au centre gauche d'Adolphe Thiers (l'alter ego d'Emmanuel Macron). Ecoutez ce que disait Henri Guillemin à ce sujet :

<https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=415>

« A partir de 1879, ce sont ces affairistes là, ces libéraux là, qui vont être au pouvoir en France et ils vont l'être pour des décennies. Ce sont des gens qui sont costumés en républicains et qui ne pensent en réalité qu'à la protection des grands intérêts. Leur république, c'est la république des riches dirigée par les riches et au bénéfice des riches. »

- Autre extrait éclairant de l'émission d'Henri Guillemin :

<https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=869>

« Le slogan de ces messieurs [Thiers et Gambetta], réconciliés maintenant, c'est "ni réaction, ni révolution" [...] Ca veut dire vigilance absolue quant à l'immobilisme social. On peut faire quelques réformes politiques, des réformes de vocabulaire, bien entendu, mais l'essentiel, c'est-à-dire le gouvernement des riches par les riches, c'est ça l'essentiel. Alors immobilisme social. [...] [Thiers] avait quelques inquiétudes tout de même, parce qu'il était intelligent Thiers, il savait ouvrir les yeux sur la réalité, et il avait dit, toujours en 1877, "Je n'admets pas que l'on distingue entre les classes. Celui qui ne s'attache qu'à une classe est un factieux". Vous ne trouvez pas que c'est assez pimpant de la part de Thiers qui travaillait uniquement pour sa classe, c'est-à-dire pour les riches, et qui disait que ceux qui s'occupent des intérêts des pauvres sont des factieux. »

24- Il est vrai que les socialistes lorsqu'ils font naître des espoirs qu'ils sont incapables de tenir, contribuent à faire le lit de la droite extrême. Mais pire encore, lorsqu'ils n'ont plus de socialiste que le nom et qu'en fait ils se sont convertis à la loi du marché. Première étape cela accouche du macronisme, deuxième étape ?

25- Le PS et LREM sont le centre gauche de l'époque d'Adolphe Thiers.

Petite anecdote amusante racontée par Henri Guillemin :

<https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=740>

« Ces gens du centre gauche gouvernement, non seulement la France, ils la tiennent entre leurs mains, c'est des républicains pour rire, mais ils gouvernent aussi les hautes sphères intellectuelles. Ils entrent à l'Académie. L'Académie se recrute principalement dans le centre gauche et ils ont leur académie à eux. On a créé une académie, un institut comme on dit, des sciences morales et politiques et ils ont leur école. Aujourd'hui elle a un peu changé, mais à cette époque l'école qu'ils avaient créé à Paris, une école libre, qui s'appelle l'Ecole des Sciences Politiques, ce que l'on appellera plus vulgairement l'Ecole des Sciences Po, c'est une création du centre gauche. C'est pour une préparation de jeunes bourgeois intelligents et qui se destinent en particulier à la diplomatie, et qui sont formés selon ses bons principes. »

TROISIEME PARTIE

- "anti-partis, anti-syndicats et anti-représentants"

LVOG - Face à un pouvoir (une classe) puissamment organisé, fortement hiérarchisé, très discipliné, possédant une conscience de classe déterminée et infailible, vous prétendez convaincre qui, vaincre qui en vous détournant des enseignements de la lutte de classe du prolétariat mondial des siècles précédents jusqu'à nos jours? Vous commettez la grave erreur politique de les confondre avec ce qu'est devenu le mouvement ouvrier parce qu'il s'en est détourné ou qui les a trahis, et cette ignorance ne peut que contribuer à notre propre perte.

Vous signifiez par là votre manque total de discernement et de logique, vous être aveuglé par votre propre individualisme qui est le produit à la fois de votre condition devenue insupportable et de l'influence qu'exerce sur vous l'idéologie de la classe dominante qui a formaté et maintenant dicte inconsciemment votre mode de penser, votre comportement, à l'instar de nos ennemis vous vous réfugiez dans un déni suicidaire...

Encore la fabrique du consentement, c'est une obsession chez eux.

- « Ce qui relie "gilets jaunes" et lycéens qui manifestaient, c'est que les réformes, d'un côté la hausse des taxes, de l'autre les changements éducatifs avec Parcoursup ont été imposés sans concertation et sans communication », analyse Johnson, un Mantais de 22 ans. Un déficit de consultation que le pouvoir entend désormais corriger. LeParisien.fr

LVOG - Ce qu'il s'agit de "corriger", c'est uniquement le "déficit de consultation" en se livrant à davantage de "concertation" et de "communication" on devrait pouvoir vous imposer toutes ces mesures... réactionnaires, dixit Le Parisien porte-parole de l'oligarchie.

C'était "**un conte de fées**."

- Selon Inequality.org, par exemple, ceux qui possédaient au moins 30 millions de dollars de richesse à l'échelle mondiale ont connu le taux de croissance le plus rapide de tous les groupes entre 2016 et 2017. La taille de ce club a augmenté de plus de 25 % au cours de ces années-là, pour atteindre 174 800 membres. Ou si vous voulez vraiment comprendre ce qui s'est passé, considérez qu'entre 2009 et 2017, le nombre de milliardaires dont la richesse cumulée était supérieure à celle des 50 % les plus pauvres du monde est passé de 380 à seulement huit.

Après 2008, les gens ont été témoins des milliards de dollars investis dans le sauvetage des banques et autres subventions financières, non seulement par les gouvernements, mais aussi par les grandes banques centrales du monde entier. Théoriquement, les banques privées, par conséquent, auraient plus d'argent et paieraient moins d'intérêts pour l'obtenir. Ils prêteraient ensuite cet argent à l'économie réelle à un meilleur taux. Les entreprises, grandes et petites, puiseraient dans ces fonds et, à leur tour, produiraient une véritable croissance économique grâce à l'expansion, à des embauches massives et à des hausses des salaires. Les gens auraient alors plus d'argent dans leurs poches et, se sentant plus en sécurité financièrement, dépenseraient cet argent pour propulser l'économie vers de nouveaux sommets – et tout, bien sûr, irait alors pour le mieux.

Ce conte de fées a été vendu dans le monde entier. En fait, l'argent bon marché a également poussé la dette à des niveaux historiques et le cours des actions des banques et de nombreuses autres entreprises cotées en bourse ont atteint des sommets.

...la dette mondiale totale a atteint 247 mille milliards de dollars au premier trimestre 2018. Comme l'a constaté l'Institut des finances internationales, les pays empruntaient, en moyenne, environ trois dollars pour chaque dollar de biens ou de services créés. (La bourse, les banques et les citoyens en colère. Source : Consortium News, Nomi Prins, 31-12-2018)

Casino. Faites chauffer la planche à billets !

- (Un internaute) Si ma mémoire est bonne, la BCE a créé en deux ans 2 600 milliards d'euros dont seulement 11% sont allés dans l'économie réelle, le reste dans la spéculation et la finance.

En ce mois de mars 2019, tous les "grands sachants", la BRI – la banque centrale des banques centrales – le FMI, l'OCDE...etc... ont alerté sur un net et inattendu ralentissement de l'économie mondiale. Non sans blague !?

Du coup, au niveau de l'UE, la BCE annonce une nouvelle création de trillions d'euros pour...les banques. Un dernier tour de manège pour l'oligarchie qui va se gaver encore plus avant l'effondrement inévitable.

- Économie proche du bad trip: la BCE redonne un shoot de prêts géants aux banques - Sputnik 11.03

Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, a annoncé que des prêts à très long terme seraient octroyés aux banques européennes à partir de septembre 2019. Une décision qui ne va pas dans le sens d'une normalisation de la politique monétaire. L'économiste Henri Sterdyniak analyse la situation pour Sputnik France.

«La BCE prend acte du contexte économique, avec une croissance qui ne se porte pas bien dans la zone euro. Beaucoup d'indicateurs sont défavorables en Allemagne ou en Italie, sans parler des menaces du Brexit et des crises commerciales impliquant les États-Unis. La BCE a donc décidé de maintenir une politique monétaire extrêmement accommodante.»

L'économiste Henri Sterdyniak n'est pas surpris par les dernières annonces de la Banque centrale européenne (BCE). Le 7 mars, elle publiait son communiqué de politique monétaire. Un document riche d'enseignements où l'on apprenait que, finalement, les taux directeurs resteraient à des niveaux historiquement bas jusqu'à la fin 2019, au moins.

Des renoncements en série

L'institution dirigée par Mario Draghi amorce donc un nouveau virage vers plus de souplesse. Auparavant, la BCE avait annoncé une possible remontée des taux après l'été 2019. Elle a depuis abaissé ses prévisions de croissance à 1,1% en 2019 et 1,6% en 2020, contre une précédente projection à 1,7% pour les deux années. Un ralentissement économique qui l'oblige à changer son fusil d'épaule.

«Plusieurs phénomènes sont à l'action. La BCE est inquiète des conséquences qu'aurait une remontée des taux sur un certain nombre de banques, d'assurances ou d'entreprises. Elles ont pris l'habitude d'être très endettées et une hausse de taux pourrait les mettre en péril. Il faut être clair. Aujourd'hui, les économies capitalistes développées ne sont pas en situation équilibrées. Soit elles ont besoin de déficit public important comme aux États-Unis ou au Japon, soit elles ont besoin de taux d'intérêt extrêmement bas», explique Henri Sterdyniak.

Les tensions commerciales qui font baisser les échanges internationaux frappent le Vieux continent. Le 11 mars, la Banque de France a abaissé sa prévision de croissance pour le premier trimestre 2019, à 0,3%. Pas mieux du côté de la première économie de la zone euro, où l'inquiétude bat son plein. Selon le quotidien Handelsblatt, des responsables du ministère allemand des Finances s'inquiètent d'une possible détérioration de la performance économique en 2019, juste après que le pays ait évité de peu une récession au dernier trimestre de l'année dernière. «Sur le plan interne, le gouvernement fédéral n'attend qu'une croissance de 0,8% en 2019», mentionnerait un document confidentiel du ministère des Finances, selon Handelsblatt.

L'Italie est d'ores et déjà en récession, avec une chute de 0,2% de son PIB au quatrième trimestre 2018. Concernant l'inflation en Europe, la BCE ne table plus que sur 1,2% d'augmentation cette année, 1,5% l'an prochain et 1,6% en 2021, contre respectivement 1,6%, 1,7% et 1,8% annoncés en décembre 2018.

Afin de contrecarrer cette morosité ambiante qui commence à faire tanguer les marchés, la BCE a sorti l'artillerie lourde. Plus précisément, des TLTRO, pour «targeted longer term refinancing operations» (opérations ciblées de refinancement de long terme), vont être octroyés aux banques européennes de septembre 2019 à mars 2021. Ces prêts à très long terme (deux ans) et à taux zéro auront pour objectif de garder des «conditions de crédit favorables».

«Quand vous êtes dans le noir, vous faites de petits pas. Vous ne courez pas, mais vous bougez», a lâché Mario Draghi devant la presse.

Comme le rappelle l'AFP, «en 2016 et 2017, les banques, en premier lieu les plus fragiles d'entre elles, en Italie, s'étaient précipitées sur ce programme baptisé TLTRO».

Une situation insoluble?

Ce retour vers plus de souplesse après quelques velléités de resserrement monétaire ne concerne pas que l'Europe. Fin janvier,

la Réserve fédérale américaine (FED) annonçait dans un communiqué mettre fin au cycle de hausse de ses taux directeurs. Entre décembre 2015 et décembre 2018, la FED avait procédé à pas moins de neuf remontées des taux, pour les faire grimper à une fourchette comprise entre 2,25 et 2,5%.

Sa décision de mettre le holà pourrait s'expliquer par quelques mauvaises nouvelles concernant une économie américaine qui est pourtant censée plutôt bien se porter. En plus d'une dette des ménages qui ne cesse de se creuser et qui dépasse désormais les 13.500 milliards de dollars, le déficit commercial des États unis a atteint un record décennal en 2018: 621 milliards de dollars. De plus, le mois de février a vu les créations d'emplois s'effondrer outre-Atlantique. «On peut blâmer le mauvais temps, le contrecoup du "shutdown" [fermeture partielle des administrations américaines, ndlr], mais il n'en reste pas moins que c'est un chiffre très bas», a souligné Tom Cahill de Ventura Wealth Management.

La Chine n'est pas en reste. L'Empire du Milieu a enregistré sa progression de croissance la plus faible en 28 ans. Le PIB a augmenté de 6,6% en 2018 et Pékin envisage déjà de lancer un nouveau plan de relance, avec son lot de baisses d'impôts et de subventions hypothécaires, comme le note le site Express Business.

Dans le même site, Steen Jakobsen, l'économiste en chef de la banque danoise Saxo Bank, annonçait en décembre dernier: «La hausse du prix de l'argent et la diminution du montant d'argent disponible, le renversement de la mondialisation et la récente flambée des prix de l'énergie ont mis nos décideurs en échec.» Avant de poursuivre: «Après que la Chine, la Banque d'Angleterre et la FED aient déjà fait marche arrière, c'est maintenant au tour de la BCE —comme c'est prévisible.»

«C'est la logique du capitalisme financier actuel. Il se caractérise par un déficit de demande. Un peu partout, une pression est exercée sur les salaires, les dépenses publiques ou la protection sociale. Des entreprises dégagent beaucoup de profits, mais n'investissent pas en conséquence. Tout ceci produit un déséquilibre de demande que, jusqu'à présent, nous avons réglé par des taux d'intérêt très bas, qui ont eux-mêmes généré des accumulations de dettes. Et l'on ne sait pas très bien comment sortir de cette situation en restant dans le cadre du capitalisme financier actuel», analyse pour sa part Henri Sterdyniak.

D'après Steen Jakobsen, toujours cité par Express Business, «après la crise financière de 2008, le cycle économique a été remplacé par un cycle de crédit, ce qui a eu pour effet de gonfler le cours des actions, sans avoir un impact réel sur l'économie elle-même, tout en engendrant la plus grande inégalité des revenus depuis des générations».

«Après la crise financière de 2008, personne n'a réussi à se faire entendre pour changer de voie. L'importance de la finance n'a pas été limitée. Mais elle est, par essence, foncièrement instable. Il y a des déséquilibres très difficiles à résorber. Un monde où il y a trop d'actifs financiers est un monde fragile, nous le voyons aujourd'hui. Les banques centrales n'arrivent pas à revenir à la normale, c'est-à-dire proposer des taux d'intérêt de l'ordre de 3 à 4%, sans mettre en péril beaucoup d'acteurs économiques comme des entreprises ou des banques. Personne, actuellement, n'a la capacité de rétablir la situation en proposant un plan cohérent qui supposerait d'agir à la fois sur les politiques monétaire, budgétaire et salariale. Cela remettrait en cause le niveau de rentabilité exigé par les actionnaires ce qui n'est, bien sûr, pas envisageable», explique Henri Sterdyniak.

«Bienvenue dans la grande finale de l'"extend and pretend" ("continuez et faites comme si de rien n'était"), la plus misérable expérience monétaire de l'histoire», lance de son côté Steen Jakobsen à Express Business.

Les principales économies de la planète seraient-elles condamnées à rester droguées à l'argent pas cher et aux injections de liquidité? Henri Sterdyniak n'est pas très optimiste. Il appelle à un vrai changement de paradigme économique:

«Je pense que l'on maintiendra des taux d'intérêt extrêmement bas. Cette situation risque de perdurer très longtemps et avec elle le très fort endettement de certains États et entreprises. Ce n'est pas satisfaisant, mais l'on voit mal qui aurait la volonté et les moyens de proposer autre chose. Par exemple, on pourrait tenter d'impulser le crédit autrement et de manière utile pour la transition énergétique, les besoins sociaux et l'emploi. Mais ce n'est pas au sein des banques centrales ou privées qu'une telle idée fera son chemin. Le problème, aujourd'hui, c'est que même avec des taux bas, les banques ne fournissent pas assez de crédit et surtout de crédit utile. Il faut remettre en cause la rentabilité trop élevée accordée aux actionnaires et aux marchés ainsi que la distribution de crédit uniquement sur des critères purement financiers et non pas sociaux.» Sputnik 11.03

Commentaire d'un internaute.

- "Une fois admis que l'objectif de l'oligarchie est de soutenir la bulle le temps qu'il faudra pour se débarrasser du bas peuple (tous au régime grec), on comprend immédiatement le sens de ces injections de liquidité. Lorsque les peuples seront à terre et dans l'incapacité de se révolter, ils pourront cesser leurs injections, et laisser éclater la bulle. Les spéculateurs non avertis vont dégringoler, seuls ceux qui auront placé dans des biens tangibles s'en sortiront. Et les ultra riches disposeront de la quasi totalité des ressources. Pour eux seuls."

Mon analyse (LVOG).

On peut dire les choses de cette manière-là, la crise du capitalisme constituait une réelle menace pour eux parce qu'elle alimentait la lutte de classe du prolétariat, mais une fois cette dernière suffisamment dévoyée ou neutralisée, il leur sera possible d'instaurer leur nouvel ordre mondial totalitaire.

Marx et Engels n'ont pas pêché par excès d'optimisme en estimant qu'il serait possible d'en finir avec le capitalisme au détour du XXe siècle, le développement du mouvement ouvrier permettait de l'envisager sérieusement, cependant ils négligèrent au moins deux facteurs qui allaient s'avérer décisif pour contrecarrer cette prévision, le faible niveau de conscience des exploités, et la capacité du capitalisme à poursuivre son expansion à l'échelle mondiale.

Les faiblesses du prolétariat mondial allaient se traduire de différentes manières que l'on peut résumer ainsi, chaque thème nécessitant d'être développé par ailleurs :

- Seule une minorité d'ouvriers étaient organisés, les couches supérieures ou les plus privilégiés, donc les plus enclines à être manipulées ou à subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante, d'autant plus qu'ils n'avaient acquis qu'une conscience de classe élémentaire ;
- Il suffira de satisfaire certaines de leurs revendications sociales pour les diviser et briser leur mobilisation, la majorité s'en contentant ;
- Leurs dirigeants étant issus de la petite-bourgeoisie, ils étaient encore plus vulnérables et corruptibles ;
- Pour favoriser le développement du capitalisme, l'Etat se dotera d'un puissant secteur public auquel il attribuera des privilèges, en contrepartie, les fonctionnaires détachés du reste du prolétariat seront amenés à se comporter en sujets dociles de leur maître, en piliers du régime destinés à en assurer le bon fonctionnement autant que la stabilité ;
- Le développement du mouvement ouvrier ayant perdu de vue l'objectif de l'émancipation du salariat, il exploitera l'hétérogénéité du prolétariat pour contribuer à renforcer les inégalités existant entre les travailleurs au lieu de les combattre. Il favorisera le corporatisme au détriment de la fraternité ou de la solidarité entre toutes les couches de travailleurs ;
- Les dirigeants du mouvement ouvrier se servira de la mobilisation de la classe ouvrière pour lui imposer la collaboration de classes, qui caractérisera les rapports entre les capitalistes et le mouvement ouvrier, et servira à faire passer des mesures ou des lois, qui au lieu d'atténuer la division entre exploités la renforcera, on peut même affirmer que sans cette condition ses dirigeants vendus n'auraient pas pu maintenir très longtemps leur contrôle sur le mouvement ouvrier ;
- Le développement des sciences et des technologies associées au développement des forces productives facilitera la production industrielle à grande échelle de biens d'équipement, qui combinée à l'accès au crédit les rendra accessibles à la plupart des ouvriers, de telle sorte que leur condition de vie leur apparaîtra plus supportable par rapport à celle des générations précédentes, miracle qu'ils attribueront au capitalisme, et qui contribuera un peu plus à individualiser leur condition et leur mode de penser, ainsi qu'à renforcer les inégalités qui existaient entre eux.
- Les faiblesses de la nature humaine associées au fardeau de l'inertie de l'histoire correspondant à des milliers d'années d'exploitation de l'homme par l'homme les porteront à se satisfaire d'améliorations partielles de leur condition, l'homme ayant la faculté de s'adapter aux rudes ou imprévisibles conditions que la nature peut lui imposer, s'accommodera du destin que le capitalisme lui a réservé ;
- D'un pays à un autre le mouvement ouvrier n'avait pas atteint le même degré de développement ou il demeurait quasiment inexistant ou à l'état embryonnaire dans les trois quarts des pays du monde ;
- Selon Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, la victoire du réformisme au sein du mouvement ouvrier sera de brève durée... Or, il ne cessa d'accentuer son emprise sur le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, le stalinisme prenant le relais de la social-démocratie. En tant qu'idéologie du capital destinée à s'opposer à l'idéologie du travail, le socialisme, de nos jours le réformisme survit dans les esprits même s'il n'a plus aucune base objective, ce qui s'explique par le fait qu'en l'absence d'une représentation politique ou d'un parti qui incarnerait le socialisme et serait reconnu comme telle par les militants du mouvement ouvrier ou à défaut de toute issue politique crédible à la crise du capitalisme, il incarne les illusions ou la résistance de manière déformée de la classe ouvrière à la régression sociale sans fin à laquelle la survie du capitalisme la destine. C'est ainsi que depuis près de 40 ans, le mouvement ouvrier n'est parvenu à arracher aucune réforme sociale collective, et chaque fois qu'il se mobilisa, soit il obtint des miettes pour les travailleurs en échange d'importantes concessions aux capitalistes, soit il s'agit de victoires partielles sans véritable portée ou annulées peu de temps après.

Quant aux facultés du capitalisme de s'en sortir, on notera :

- Les forces productives ne cessèrent pas de croître du début du XXe siècle à nos jours, contrairement à ce que certains prétendirent en déformant les analyses de Lénine ou de Trotsky, qui avaient observé qu'elles connaissaient des périodes

de stagnation et de croissance.

- Contrairement à ce qu'affirmèrent par la suite leurs disciples autoproclamés, suite à l'exportation massive de capitaux de nouveaux marchés se développèrent, la mondialisation du capitalisme ne s'étant pas achevée au début du XXe siècle. Que le marché mondial soit limité ou qu'il est atteint ses limites à un moment donné est une chose, mais cela ne signifiait nullement qu'il était condamné à ne pas connaître de nouvelles périodes d'expansions.

- En remettant en cause la convertibilité du dollar en or en 1971, l'oligarchie anglo-saxonne s'octroyait le pouvoir d'inonder le monde de dollars ou de recourir à la planche à billets sans limite, ce qui devait lui assurer la suprématie financière sur tous les marchés dans un premier temps, et politique plus tard. Autrement dit, la fabrication de la monnaie ainsi désindexée de l'économie réelle ou productive, produite sans aucune contrepartie matérielle, rompait avec les lois de fonctionnement du capitalisme qui continuaient malgré tout de régir l'ensemble de l'économie mondiale, introduisant dans l'économie un facteur de type mafieux, parasite, déstabilisateur et destructeur du capitalisme totalement hors de contrôle, ce qui leur permettrait d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique dans des proportions monstrueuses.

- Une fois devenus les maîtres incontestables de l'économie mondiale, ils allaient vampiriser, piller l'économie de pays ou continents entiers, en prendre le contrôle, y déclencher des crises sociales et politiques (et au besoin le chaos, des guerres, guerres civiles, génocides, famines, épidémies, etc.), planifier la dérégulation financière, en imposant à l'ensemble des acteurs économiques mondiaux des règles, des principes, des lois contraignantes assorties de lourdes amendes ou bannissement du marché, qu'ils ne respecteraient pas eux-mêmes cela allant de soi, en passant par la création d'institutions ou d'instruments financiers sophistiqués et opaques destinés à la spéculation effrénée, ce qui leur permettrait de manipuler chaque crise du capitalisme et d'en tirer un gigantesque profit, au point qu'une poignée d'oligarques possèdent dorénavant l'équivalent des richesses de plus de la moitié de la population mondiale, un pouvoir sans équivalent dans le passé.

- Tout au long du XXe siècle à nos jours, à aucun moment le capitalisme ne fut réellement menacé par une crise économique ou financière, y compris en 1929 aux Etats-Unis, encore moins en 2008, l'heure et la date, le lieu, les conditions dans lesquelles ces crises devaient éclater, quels devaient en être les principaux acteurs et bénéficiaires, quelles devaient en être les victimes, quelles en seraient les conséquences sociales et politiques fut programmé par l'oligarchie anglo-saxonne, chacun peut le vérifier sur Internet ou se référer aux documents que j'ai mis en ligne dans le portail qui le prouvent. Et chaque crise (et guerre) leur permirent d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique sur les Etats et l'ensemble des acteurs économiques, de la société.

Ceux qui espèrent encore un effondrement du capitalisme tel que l'avait envisagé les marxistes peuvent attendre indéfiniment. Ils ont un siècle de retard et détournent le marxisme. Ils sont incapables ou refusent d'intégrer dans leurs analyses les facteurs que nous avons énumérés et qui n'existaient pas au XIXe siècle ou durant le premier quart du XXe siècle.

L'oligarchie est lancée dans une course de vitesse avec le prolétariat mondial qu'elle veut asservir définitivement.

Cela dit, l'oligarchie ne peut pas liquider le capitalisme du jour au lendemain à l'échelle mondiale, elle peine même à en prendre le contrôle total parce qu'il s'est développé à des rythmes et des niveaux différents selon les pays, d'où notamment la guerre permanente qu'elle mène à la Russie et à la Chine qui sont de grandes puissances pour les intégrer totalement dans leur stratégie, mais aussi aux pays de l'UE les plus développés dont la France et l'Allemagne, pour lui substituer un système économique qui ne soit plus basé sur la dialectique des rapports entre valeur d'usage et valeur d'échange dont les contradictions conduisent le capitalisme à la faillite et constituent une menace pour son existence, mais doit reposer uniquement sur sa volonté d'imposer sans partage son hégémonie ou son régime totalitaire à l'ensemble des classes et de l'humanité sur la base du pouvoir économique et politique qu'elle a acquis et que personne ne peut concurrencer, lui assurant une légitimité qu'elle estime incontestable et qu'elle refuse à quiconque de critiquer ou de contester.

On aura compris que pour y parvenir, elle doit au préalable neutraliser, briser la résistance du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des classes moyennes, d'où la guerre incessante qu'elle leur livre en parasitant leur combat en les détournant de leurs aspirations ou besoins sociaux collectifs ou démocratiques pour mieux les diviser et les affaiblir, afin qu'elles ne parviennent pas à s'unir et à poser la question de l'Etat ou du pouvoir politique ou ne trouvent pas la voix du socialisme.

La liste des arguments que j'ai fournis ici à l'appui de ma théorie est très incomplète, mais elle est suffisante pour en démontrer la cohérence ou le sérieux, je n'ai pas le temps de m'y attarder plus longtemps.

Macron est très pressé d'appliquer la suite de son programme, l'oligarchie l'exige. De notre côté, si nous ne réagissons pas immédiatement ou si nous continuons comme par le passé à nous traîner à la traîne des événements, à perdre notre temps en polémiques ou en palabres inutiles, nous perdrons définitivement la guerre de classes. Et si vous n'en êtes pas convaincus, dites-vous bien que de nombreuses générations avant nous avaient déjà dû en faire le constat pour l'avoir vécu durant toute leur existence. Si ma contribution politique ne devait servir à rien, ce que je pense, elle aura au moins le mérite d'avoir exprimé mon refus à titre personnel de cautionner un tel destin, d'en partager la moindre responsabilité.

[Acte XVII](#)

- Gilets jaunes: la mobilisation au plus bas pour l'acte XVII - Le HuffPost 09.03

Ce samedi 9 mars, moins de 30.000 manifestants sont descendus dans les rues du pays, à une semaine d'une date cruciale pour le mouvement.

Programme avorté à Paris, éclatement des revendications et des cortèges, mais des manifestants qui ne "lâchent rien": le mouvement des gilets jaunes peinait à trouver un nouveau souffle samedi 9 mars pour son acte XVII, une semaine avant sa mobilisation cruciale pour la fin du grand débat.

Après presque quatre mois de manifestations hebdomadaires, le mouvement semble déjà tourné sur sa grande journée nationale du 16 mars. "On se prépare pour samedi prochain, ça va être gros", promet Christian, 67 ans, près des Champs-Élysées. L'acte 18 du mouvement aura lieu le lendemain de la fin officielle du grand débat et espère rassembler "la France entière à Paris" pour lancer un "ultimatum" au gouvernement.

À une semaine de cette date cruciale, les gilets jaunes espèrent retrouver l'esprit des débuts du mouvement, lorsqu'ils avaient rassemblé 282.000 personnes sur les ronds-points et dans la rue le 17 novembre. Ils n'ont toutefois pas réussi à imposer leur tempo samedi à Paris.

Ils promettaient d'occuper le Champ de Mars tout le week-end, mais le projet a tourné court : les forces de l'ordre ont empêché toute installation près de la Tour Eiffel dès vendredi soir. A défaut, une poignée de gilets jaunes, dont Priscillia Ludosky, se sont rassemblés avec des militants écologistes sous le monument dans la matinée .

Quant à la manifestation qui promettait de faire "converger toutes les mobilisations" dans les rues de la capitale samedi, elle a finalement provoqué une scission des manifestants. Au lendemain de la journée internationale des droits des femmes, un cortège emmené par des assistantes maternelles, vêtues de gilets roses, de femmes mobilisées contre les violences sexistes et arborant du violet, et de syndicats, ont fait plusieurs kilomètres dans Paris sur un parcours autorisé, avant de se disperser vers 16H00 sans incident. Des Teletubbies et un flashmob raté

Pendant ce temps, plusieurs centaines de gilets jaunes ont préféré rester massés en haut des Champs-Élysées. Après quelques tensions sporadiques -des grenades lacrymogènes répondant à des projectiles- les forces de l'ordre commençaient à utiliser des canons à eau en fin d'après-midi pour disperser progressivement les manifestants.

"C'est une manif de Teletubbies aujourd'hui", soupirait Toufik à Paris. Ce trentenaire n'avait pas l'intention de rester mobilisé tout le week-end, sans pour autant vouloir jeter l'éponge. "Si on s'arrête, on va retourner dans l'anonymat". Globalement calme, la mobilisation parisienne a donné lieu à des incidents sporadiques, entraînant des jets de gaz lacrymogènes et 13 interpellations selon la préfecture de police. A l'aéroport de Roissy, des "gilets jaunes" ont protesté en dansant contre le projet de privatisation d'Aéroports de Paris, sous le regard amusé des touristes.

En régions, le mot d'ordre restait le même : "on lâche rien", comme le chantaient des manifestants à Bordeaux, selon un journaliste de l'AFP. A Toulouse, autre foyer de la contestation, plusieurs dizaines de femmes ont pris la tête du cortège de plus d'un millier de "gilets jaunes", en scandant des slogans féministes en début d'après-midi. Ambiance tendue à Nantes, Montpellier et au Puy-en-Velay

Ratée à Paris, la convergence s'est en revanche opérée à Nice, où des assistantes maternelles et leurs gilets roses ont rejoint la foule en jaune. "On n'est pas entendus donc on continue", a expliqué Anne à Quimper, dans un cortège d'un millier de personnes. Pour cette ambulancière bretonne de 55 ans, le pouvoir d'achat reste la revendication numéro un. "Aujourd'hui tout le monde devrait pouvoir vivre de son salaire, de sa retraite ou d'une pension adulte handicapée".

D'autres manifestations se déroulaient sans incident majeur à Lyon, Saint-Brieuc, Caen, Rouen, Dijon, Lille, Strasbourg ou Nancy. L'ambiance était plus tendue à Nantes, Montpellier ou encore au Puy-en-Velay, selon plusieurs journalistes de l'AFP. Environ 2.000 personnes ont défilé dans les rues du chef-lieu de la Haute-Loire, avec parfois des projectiles lancés sur les forces de l'ordre. Le HuffPost 09.03

[Sur la situation au Venezuela.](#)

- Dans un Venezuela toujours sans électricité, Guaido promet de "marcher sur Caracas" huffingtonpost. fr 10.03

"Attaque cybernétique" Les autorités vénézuéliennes ne fournissent jamais de chiffres concernant les manifestations. Simultanément, des milliers de partisans du régime, en rouge, écoutaient le président Nicolas Maduro, qui a dénoncé une nouvelle "attaque cybernétique" qui aurait empêché de rétablir l'électricité à travers le pays.

"Aujourd'hui, 9 mars, nous avons avancé à près de 70% (dans le rétablissement de l'électricité) lorsque nous avons reçu à la mi-journée une autre attaque cybernétique visant une des sources d'énergie qui fonctionnait parfaitement. Cela a annulé tout ce que nous avons réalisé", a expliqué Nicolas Maduro, juché sur une estrade. La quasi-totalité du pays est affectée et le courant revenu samedi matin dans la capitale Caracas avait de nouveau disparu dans l'après-midi.

Selon le ministre de la Communication Jorge Rodriguez, la panne d'électricité a été déclenchée jeudi par une première "attaque cybernétique contre le système de contrôle automatisé" de la centrale hydroélectrique de Guri, dans le sud-est du pays, qui fournit au Venezuela 80% de son électricité.

Le gouvernement, sous pression depuis des semaines, a affirmé qu'il fournirait à l'ONU "des preuves" d'une responsabilité de Washington dans cette panne géante, la pire jamais connue par le pays. Ces informations seront remises à une délégation du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui est attendue dans quelques jours à Caracas, a déclaré le ministre de la Communication.

LVOG - Et la fausse information devenue classique en provenance "d'experts"

Nombre d'experts attribuent la panne à un manque d'investissements du gouvernement dans l'entretien des infrastructures.

- Venezuela: rassemblements pro et anti-gouvernement après la panne géante - AFP 10.03

- Juan Guaido a répété qu'il était prêt à autoriser une intervention militaire étrangère, se référant à la Constitution - "L'article 187, lorsque viendra le moment", qui autorise "des missions militaires vénézuéliennes à l'extérieur ou étrangères dans le pays". huffingtonpost.fr 10.03

Après les oligarques philanthropes, le fascisme "**charismatique**".

- "charismatique leader, Juan Guaido." - euronews 10 mars 2019

QUATRIEME PARTIE

- Zola contre la Commune - revue-ballast.fr 09.03.2019

Les éditions Nouveau monde ont publié en juillet 2018 les articles d'Émile Zola, alors journaliste et jeune romancier, sur la Commune de Paris. Si la haine que vouèrent Flaubert, George Sand, Anatole France ou Edmond de Goncourt à cette séquence essentielle du socialisme européen est bien connue¹, celle de Zola, figure incontournable du panthéon progressiste, l'est assurément moins. En bon républicain de la gauche libérale, Zola a pourtant opposé le « majestueux Paris » à « l'ordure révolutionnaire » et passé les 72 jours qu'a duré cette révolution — ennemie, selon les propres mots de son Conseil, « de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges » — à trépigner : que l'armée fasse place nette, vite ! Par Émile Carme

« Le mot de gauche a donc un contenu certain. Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire². » Dionys Mascolo

Émile Zola vient de fêter ses 31 ans. Il publie, sous forme de feuilleton dans la presse, les chapitres qui constitueront, dans quelques mois, le volume inaugural des Rougon-Macquart. Le jeune écrivain connaîtra son premier succès de librairie dans six ans, avec L'Assommoir — pour l'heure, il multiplie les contes, les nouvelles, les chroniques et les articles, entre un premier roman et une étude sur le peintre Manet. Nous sommes au mois de mars 1871 et la France sort vaincue d'une guerre contre la Prusse. L'Empire, second du nom, a rendu l'âme à Sedan et Napoléon, troisième du nom, s'en est allé en exil ; la République a été proclamée voilà six mois et les dernières élections ont vu les bancs de l'Assemblée se remplir de monarchistes — le groupe parlementaire situé le plus à gauche, l'Union républicaine, n'a remporté que 6 % des suffrages. Zola œuvre alors comme journaliste pour deux périodiques : La Cloche et Le Sémaphore de Marseille. Du 22 mars au 18 avril, il se trouve à Versailles, siège de l'Assemblée depuis qu'elle a quitté la toute républicaine capitale ; du 19 avril au 7 juin, il séjourne dans cette dernière, en plein écrasement des communards par l'armée du régime.

D'aucun côté, sinon celui de l'ordre

« Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. »

Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. Des armes

et des munitions ont été volées. Le pouvoir a annoncé de nouvelles lois, vécues par l'humble peuple de Paris comme autant de provocations : la solde journalière des gardes nationaux a été supprimée et le moratoire sur les loyers impayés et les échéances des petits commerces, instauré durant le siège de la ville par les forces allemandes, n'a pas été prolongé. Adolphe Thiers, chef de l'État et du gouvernement, a exigé des Parisiens qu'ils rendissent les canons et envoyé ses soldats pour ce faire ; les travailleurs ont refusé, les tenant pour leurs, et sont parvenus à les repousser hors de Montmartre. Et voilà que des barricades s'érigent ! Blanqui se voit sitôt embastillé, de crainte, par trop légendaire qu'il est déjà, qu'il ne prenne la tête de la révolte ; la troupe investit Paris ; des soldats refusent d'obéir et baissent les armes ; deux généraux sont fusillés ; la troupe se replie à Versailles et Jules Vallès, de sept ans l'aîné de Zola, se félicite dans *Le Cri du peuple*, son journal, que Paris se soit ainsi « reconquis ».

Thiers s'enfuit dans l'ancienne ville royale, emportant dans sa traîne son lot de bourgeois ; les faubourgs se dépaivent ; l'Hôtel de Ville — lieu central du pouvoir parisien — tombe entre les mains des insurgés : le drapeau rouge est hissé le 18 mars. Le Comité central annonce que la cité accomplit là une révolution. Le 21, il fait savoir que les propriétaires ne peuvent plus expulser leurs locataires jusqu'à nouvel ordre, proroge d'un mois les échéances des petits commerces et suspend la vente des objets engagés au mont-de-piété. Le 26, il organise des élections : les Parisiens choisissent ainsi les membres du Conseil de la Commune. Trois jours plus tard sont formées neuf commissions, chapeautées par la Commission exécutive : Jules Vallès et Gustave Courbet (dont Zola tourne en ridicule sa peinture grasse de paysan et promet que « dans cent ans, les ateliers en riront encore³ ») y siègent. Le 2 avril, la Commune actera la séparation de l'Église et de l'État.

Zola revendique sans délai sa position : il ne soutient ni « les factieux », ni « les intolérants aveugles de l'Assemblée ». La situation relève à ses yeux « de la folie pure ». Versailles, déplore-t-il, considère Paris comme un repaire de bandits, un ensemble homogène juste bon à passer par les armes — et Zola ne se prive pas de dénoncer « la folie furieuse de la droite » et la « joie délirante » qui est sienne à l'idée d'écraser la capitale. L'Assemblée, à laquelle il se rend en vue de restituer les débats, ressemble, estime-t-il, à une bête qui ne raisonne pas et qu'il conviendrait de dompter. Instinctivement, il avoue se montrer plus favorable à « cette grande et noble ville » qu'est la capitale et confie même qu'il « ne [lui] déplaît pas que Paris ait affirmé par une insurrection ses volontés ». Mais le projet révolutionnaire porté par la Commune le révolte, et c'est à grand renfort d'injures qu'il en fait le portrait de jour en jour. Une sottise, une ordure, une immondice, un « rêve malsain », « grotesque et odieux, ridicule et terrifiant », qui n'a qu'un mérite : être voué à la malédiction future. L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que « l'ordre [soit] rétabli ». Et cela, seule l'Assemblée nationale, fusse-t-elle largement de droite, le peut.

Folie contre bon sens

« L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que "l'ordre [soit] rétabli". »

La folie : motif de cette série d'articles. Celle des protestataires parisiens, abondamment décrits sous sa plume comme autant de « misérables fous », « têtes folles », « têtes mal construites », cerveaux « détraqués », « pauvres fous » ou « pauvres hallucinés » (quand ils ne sont pas des « dictateurs », des « nains imitateurs », des « pygmées », des « brutes », des « bouffons », des « bandits », des « moralistes de doctrine nuageuse » ou des « intrigants éhontés »). Face à cette horde, le peuple anonyme, silencieux, otage des « mensonges » et des « mesures odieuses » du nouveau pouvoir révolutionnaire. Une « population saine », composée de « gens de bon sens », en proie au règne de terreur de la Commune. Celle-ci, accuse Zola, viole la propriété, outrage la conscience et la liberté individuelle. Épaulés par des « mercenaires cosmopolites », les révolutionnaires répandent leurs « doctrines fausses » : parodie de 1793 que voici, « anarchie sépulcrale », « révolution mélancolique et funèbre ». Zola ne se prive pas d'ironiser sur les passions humanitaires du soulèvement : à quand la proclamation de l'abolition du bague ?

Thiers : « le génie français »

Adolphe Thiers va sur ses 74 ans. Avocat, journaliste et historien, l'ancien ministre de l'Intérieur occupe le siège 38 de l'Académie française (l'Immortel n'avait pas démerité, écrasant les canuts révoltés, à Lyon, en 1834). L'homme, surnommé « Foutriquet » par Paris, a troqué ses vues monarchistes de jeunesse pour celles de la gauche dite « modérée ». Si Vallès le dépeint en « vautour à tête de perroquet, taupe à lunettes, polichinelle tricolore », Zola loue, à longueur de feuillets, son « influence conciliatrice » et sa « calme et froide figure ». Plus encore : « Je n'ai plus d'espérance qu'en lui. Pour ma part, je crois que M. Thiers se contentera de se montrer tolérant et pratique, et qu'il prendra tout simplement Paris d'assaut par son bon sens et son esprit de liberté. » Le 16 mai, soit cinq jours avant que ne débute la Semaine sanglante — entendre le massacre de 7 à 30 000 communards, selon les sources historiques —, Zola informe son lecteur des émotions qui le submergent : la Commune a annoncé par décret la démolition de la demeure de Thiers, et c'est là « une grande désolation ». Pour cause : elle venait d'être réparée et les déblais s'entassaient à présent sur les gazons et perturbent les feuillages en cette « fraîcheur printanière ». Un émoi confirmé dans son dernier article, en date du 3 juin : « Je me suis inquiété de la maison de M. Thiers. »

« Un coup d'audace, pour l'amour de Dieu ! et pas tant de prudence ! », supplie Zola, qui n'en peut mais. « Dieu veuille que demain je puisse vous écrire : tout est fini, on n'a plus qu'à laver le sang des pavés », ajoute-t-il encore. Bien sûr, il en appellera jusqu'au bout à la conciliation et déplorera le sang inutilement versé. S'il espère la bataille finale, s'il la désire, écrit-il même, ce n'est pas sans un frisson d'effroi — son cœur ne se serrera-t-il pas lorsqu'il marchera dans les rues de Paris, au son déplaisant des balles au loin, toutes sanguinolentes de cadavres troués ? Il faut que l'armée intervienne sans plus tarder pour délivrer Paris et

sauver l'humanité autant que le salut de la France. Rien moins. Son seul réconfort, face à celle qu'il raille sous le nom de « dame Commune », est que cette expérience tragique sauvera la nation des révolutions futures et « fera maudire » la mémoire des insurgés « dans les siècles ». Zola peste contre les communistes, les « socialistes modernes », le « parti rouge » et l'Association internationale des travailleurs, daube Marx, ce « grand pontife de l'Internationale », dénonce les étrangers désireux de tester sur le corps de la France leurs idéologies égalitaires. « Ce qu'ils laisseront dans l'histoire, eh ! ne le voient-ils pas ? ce sera une tache de sang et de boue », croit prophétiser le romancier — la Commune « ne laissera rien qui marque son passage ». Et l'armée d'entrer par la Porte de Saint-Cloud le 21 mai — la dernière barricade tombera le 28. Zola se félicite de sa « remarquable habileté » et de son « élan admirable ». Pendant que les combats font rage, il note : « L'armée a bien mérité de la patrie » ; puis, bon professeur, se félicite de ce « résultat excellent ». Le massacre achevé, l'ordre rétabli, Zola peut enfin s'enorgueillir que « notre armée a[it] retrouvé sa gloire militaire ». Et, croyant à tort Vallès fusillé, notre homme ne cache pas sa joie : justice a été faite !

« Entre républicains et monarchistes il n'existe de sérieuse dissidence que sur les moyens de tondre le troupeau4... », notera le communard Gustave Lefrançais, réfugié en Suisse et condamné à mort par contumace. Fils de la moyenne bourgeoisie et futur propriétaire d'une villa en bord de Seine, Zola restera ce républicain bon teint, libéral et progressiste : « un bourgeois de gauche5 », résumera la Revue française de science politique au mitan des années 1950. 14 ans après l'écrasement de la Commune par la Troisième République paraîtra Germinal ; Zola, qui appellera toutefois à l'amnistie des insurgés, prendra sitôt soin de rassurer les esprits inquiets : ce roman est « une œuvre de pitié, et non une œuvre de révolution6 ». Cinq ans plus tard, encore, soit huit avant « J'accuse ! », l'écrivain, bientôt chevalier de la Légion d'honneur, confiera à quelque journaliste du New York Herald Tribune que « la spéculation est une bonne chose, sans laquelle les grandes industries du monde s'éteindraient7 ». Puis de s'en prendre aux « grognements et [aux] grommellements émanant des centres socialistes », pour mieux conclure : « Alors arrêtez de parler de l'égalité ! La liberté, oui ; la fraternité, oui ; mais l'égalité, jamais ! »

NOTES

1. On lira notamment Les Écrivains contre la Commune de Paul Lidsky (La Découverte, 2010).
2. Sur le sens et l'usage du mot « gauche », Éditions Lignes, 2011.
3. Toutes les citations de Zola, sauf mention, sont extraites du recueil d'articles La Commune, Éditions Nouveau monde, 2018.
4. Gustave Lefrançais, Souvenirs d'un révolutionnaire, tome 2, Éditions Ressouvenance, 2009.
5. Marcel Girard, « Positions politiques d'Émile Zola jusqu'à l'affaire Dreyfus », Revue française de science politique, n° 5, 1955, pp. 503-528.
6. Cité par Marcel Girard, Ibid.
7. Entretien conduit le 20 avril 1890, cité par Jean-François Revel, La Grande parade — Essai sur la survie de l'utopie socialiste, Plon, 2000.

LVOG - Je n'ai jamais été fan de Zola. Voilà qui me le rend encore moins sympathique...

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Les derniers documents publiés n'étaient pas accessibles à cause d'une erreur d'adresse que j'ai corrigée, mes excuses. Personne ne m'en a informé, merci !

Les dernières infos présentes dans cette causerie datent de mercredi, vendredi je ne me suis pas connecté à Internet, et j'ai actualisé le portail samedi matin. Finalement on en est rendu à consacrer davantage de temps à combattre la démagogie qui sévit dans notre camp. Vous me direz que c'est toujours combattre pour la bonne cause, certes, mais on peut se demander à quoi cela sert, comme le reste d'ailleurs, il vaut mieux rester lucide que se raconter des histoires auxquelles on ne croira jamais.

Les bonimenteurs et les beaux parleurs ont plus de succès que moi. Je ferais peut-être mieux de sacrifier mon temps et mon argent à mon entourage qui m'apprécie à ma juste valeur. J'ai exactement le même comportement dans la vie que dans ces causeries, je ne sais pas tricher et je suis réfractaire à tout masque. Je leur apporte quelque chose et ils m'en sont gré. Ils sont peut-être intéressés, nous le sommes tous dans des catégories diverses, assez d'hypocrisie, sinon nous n'aurions aucun rapport avec personne, car il n'existe pas de relations qui ne soient pas sans intention, ce serait contraire à la nature de la matière.

Il n'existe qu'une seule contradiction dans mon comportement, c'est le fait d'être resté inorganisé, et si j'accepte cette critique, c'est parce que j'en ai conscience et je l'assume. Je ne peux pas rejoindre une formation politique dont le programme ou les dirigeants ne me conviennent pas ou les deux à la fois, je ne peux pas m'y résoudre bien que la tentation soit grande, car j'aurais l'impression de trahir mes convictions et mes principes, ce serait suicidaire et je n'y tiens pas, c'est la seule chose qu'il

me reste.

Ma tolérance au renoncement à ses limites, et j'en sais quelque chose puisqu'elles sont mises à contribution quotidiennement en vivant parmi la classe ouvrière indienne. Ce que je supporte, bien peu pourraient le tolérer sans juger les gens que je côtoie ou sans arrière-pensées peu flatteuses. Je m'en abstiens parce que leur condition me meurtrit ou me peine profondément, et je ne tiens pas à gâcher la joie qu'ils se font de me témoigner leur reconnaissance ou leur attachement, leur tendresse aussi. Ce n'est pas parce qu'ils souffrent énormément qu'ils seraient insensibles, bien au contraire, même si cela ne se manifeste pas comme on s'y attendrait. Le fardeau de l'existence est comme un masque poisseux qui vous colle à la peau, dont il faut se défaire ou faire abstraction pour que la vraie nature de vos sentiments puissent s'exprimer ou pour renouer avec elle, et si je n'en connais pas de plus grands, je ne connais pas de plus grande satisfaction que les partager avec eux.

Avec ce portail ou par le biais d'un écran, c'est impossible d'espérer aboutir à quelque chose de comparable. Vous me direz que ce n'était pas fait pour cela. Certes, mais il faut tout de même convenir que sans cela toute tentative de créer un réseau ou un cadre organisationnel quelconque, même informel, était condamné d'avance. Et je peux vous dire que je ne ménage pas les Indiens ou la peine que je prends à me rendre désagréable à leurs yeux sans qu'ils m'en tiennent rigueur ou me le reprochent puisqu'ils savent que c'est justifié ou jamais malintentionné de ma part, peut-être ont-ils atteint un degré de souffrance et de frustration qui les met à l'abri de toute méprise sur mes intentions, que mes lecteurs n'ont pas atteint ou ne connaissent pas, et comme je ne leur souhaite pas et je n'ai pas l'intention d'attendre qu'ils en soient arrivés-là, je ferais sans doute mieux de consacrer plus de temps aux gens avec lesquels j'ai de véritables relations.

Je sais que dans la vie il existe des obstacles infranchissables et que personne n'y peut rien, donc je n'en veux à personne. Donc si un jour je cessai d'actualiser le portail, au moins vous sauriez pourquoi. J'ai évoqué cette éventualité à de nombreuses reprises, et vous savez ce qu'on dit, cela arrivera bien un jour, non mais là encore c'est dialectique, c'est merveilleux ! On dit aussi que la plupart des gens ne méritent pas d'être connus, mais c'est toujours mieux que l'indifférence ou le mépris. Et puis ce n'est pas parce qu'on croit les connaître qu'on les connaîtrait vraiment, j'ai envie de dire, sinon cela se saurait ou se verrait, le monde se porterait mieux, or ce n'est pas le cas d'après mes observations. A défaut d'avoir pu passer la soirée à discuter avec quelqu'un, j'ai livré ce que j'avais sur la conscience et cela a soulagé ma solitude.

● Au format pdf (21 pages)

[Une analyse sur la situation en Algérie.](#)

- Algérie: Du prétexte conjoncturel aux causes systémiques. Promesses et dangers d'une révolte de la dignité par Saïd Bouamama (Investig'Action) - Mondialisation.ca, 11 mars 2019

Les manifestations populaires du 22 février 2019 qui se déroulent de manière simultanée dans la plupart des grandes villes algériennes mais aussi dans de très nombreuses villes moyennes constituent indéniablement l'ouverture d'une nouvelle séquence historique dans l'histoire politique algérienne. Elles marquent l'entrée sur la scène politique d'une nouvelle génération socialisée au cours des deux dernières décennies c'est-à-dire après le traumatisme qu'a constitué la décennie noire[i]. Celles-ci se caractérisent en effet sur le plan économique par la polarisation croissante entre une minorité sociale cliente de l'Etat rentier en enrichissement scandaleux et une grande majorité en paupérisation continue du fait des politiques libérales de désindustrialisation, de privatisation et de casse du service public[ii]. Elles se caractérisent sur le plan politique par l'absence d'alternative crédible du fait de la tentative d'imposition par l'Etat algérien et les classes qu'il représente d'un jeu binaire que n'ont pas remis en cause les partis « d'opposition » en raison de leur adhésion à la libéralisation économique engagée par l'Etat à marche forcée : le chaos ou la résignation[iii]. Elles se caractérisent sur le plan « identitaire » par l'intégration du courant de « l'islam politique » au sein de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie compradore[iv]. Elles se caractérisent sur le plan sociologique par une urbanisation croissante, une pyramide des âges gardant une base très large, un taux de scolarisation élevé et une ouverture sur le monde par le biais des réseaux sociaux[v]. Elles se caractérisent enfin sur le plan des expériences de vie de cette jeunesse par la restriction du champ des possibles à la débrouille et la « haraga[vi] ». C'est ce cocktail explosif qui arrive à maturité avec l'annonce du cinquième mandat faisant de celui-ci le prétexte conjoncturel qui exprime une causalité systémique à l'image d'une digue qui explose après l'accumulation continue et invisible d'une pression au cours des deux dernières décennies.

Le règne des charognards

L'excellent ouvrage de l'économiste Abdelatif Rebah, Le développement national contrarié[vii], restitue l'histoire du vaste processus de « réformes économiques » qui conduira à la situation économique actuelle. Ce processus inauguré par le président Chadli Bendjedid et poursuivi par ses successeurs est conduit avec la bénédiction des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Il conduit à l'émergence d'une classe de charognards[viii] sous l'action de trois procédés.

Le premier est appelé officiellement la « cession des biens de l'Etat » mais est dans les faits une véritable opération de vol à grande échelle des biens de la nation. Les dignitaires du régime s'accaparent des milliers de villas de maîtres et autres résidences à des prix ridicules au regard de la valeur de ces biens. « Le différentiel entre le prix de cession par l'Etat et le prix de revente sur le marché est de 1 à 10, selon des évaluations. Dans le contexte du monopole immobilier de l'Etat, des plus-values de l'ordre

de plusieurs dizaines de milliers de dinars vont être réalisées par des particuliers les projetant à la tête de fortunes appréciables sans aucun effort productif[ix] » résume l'économiste Abdelatif Rebah. « Le problème majeur de cette décision historique réside dans le fait que le parc de villas de maître, parfois classifiables comme monuments historiques, a été bradé à vil prix à des dignitaires du régime et à leurs proches[x] » confirme le politologue Rachid Tlemçani.

Le second procédé est celui de la privatisation du secteur public qui selon les chiffres publiés en 2003 par le ministère de la Participation et de l'Investissement a touché 1200 entreprises. A l'image des villas et maisons de maître les entreprises publiques sont bradées à une bourgeoisie parasitaire souligne Rachid Tlemçani :

L'opération de dissolution-privatisation ne vise pas à se débarrasser des canards boiteux, souligne le ministre Mourad Benachenhou, pour ne conserver que les entreprises performantes. Mêmes les entreprises rentables et solvables seront vendues dans le futur. [...] La bourgeoisie algérienne, de nature rentière et spéculative, ne sera pas intéressée à acheter des entreprises au prix du marché. D'ailleurs, le législateur a prévu cette éventualité. Au terme de deux appels à la concurrence requis par la loi, le gouvernement est autorisé à les céder de gré à gré, ouvrant ainsi la voie du bradage, tant redoutée par l'opinion publique[xi].

Le troisième procédé fut la destruction progressive du monopole d'Etat sur le commerce extérieur avant d'être tout simplement aboli en 1989 dans le cadre des accords dit de « Stand-by » négociés et signés avec le FMI (mai 1989 et juin 1990). La loi des finances complémentaire de 1990 autorise ainsi « les concessionnaires et grossistes agréés à importer des produits de consommation, de biens d'équipement et des biens de consommation industriels pour les revendre en l'état » rappelle l'économiste Mehdi Abbas en soulignant que « cette loi est à l'origine de l'émergence d'un nouveau groupe socio-économique concentré autour des activités d'import et d'export, que nous qualifions de commercialiste[xii]. » Malgré des périodes de ré-étatisation partielle du commerce extérieur (sous le gouvernement Belaïd Abdesslam de juillet 1992 à octobre 1993 par exemple) le modèle ne changera plus et même sera renforcé par l'accord signé avec l'Union Européenne en 2002. De nombreux acheteurs d'entreprises publiques cessent toute activité productive et se transforment en importateurs et en spéculateurs.

Ce vaste mouvement de redistribution des richesses nationales en faveur d'une minorité spéculative s'accélère au cours de la décennie noire pendant que le peuple algérien est entré sur des préoccupations de survie. Les éléments constitutifs du « système » comme disent les manifestants algériens sont réunis et peuvent se résumer comme suit :

Les positions de monopole sur les centres de décision se sont mues en sources de « rentes régaliennes » impulsant par le haut un mécanisme à la fois incitatif et sélectif d'accumulation de fortunes dispensées de contrôle et de réglementation. Ce qu'on ne désigne plus désormais que par l'appellation de « système » va ainsi abriter un vaste mécanisme irrigué par les revenus pétroliers, de transfert de valeur du secteur étatique vers le secteur privé, des activités productives vers celles du commerce et la spéculation, des salariés vers les spéculateurs, du travail productif vers la contrebande et l'informel[xiii].

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la lutte acharnée des différentes fractions de la bourgeoisie pour le contrôle de l'Etat et en conséquence les difficultés à trouver un successeur à Bouteflika. La guerre féroce qu'elles se livrent pour mettre chacune leur homme à la tête de l'Etat est à la hauteur des sommes faramineuses que redistribue cet Etat en faveur « des grands gagnants de l'accaparement des rentes régaliennes, de la nomenclatura civile et militaire reconvertie dans les affaires d'importation, dans l'immobilier de rente et de luxe, des patrons du secteur privé, des petits entrepreneurs de l'économie souterraine grise ou noire et des élites mondialisées dites de transition-basculement qui ont travaillé à la légitimation des nouveaux rapports sociaux[xiv] ».

C'est également ce contexte qui explique que la fraction de la bourgeoisie, encore plus libérale que le pouvoir actuel, tente d'instrumentaliser l'inédit mouvement populaire de contestation pour accéder au pouvoir. Elle compte pour ce faire sur l'absence de débouché politique à court terme pour se présenter comme une alternative face à un pouvoir détesté et à sa clientèle tout aussi honnie. C'est ce que résumait les syndicalistes du bastion ouvrier de Rouïba, apportant leur soutien total au mouvement populaire contre le cinquième mandat tout en alertant sur les manœuvres des ultralibéraux, et en précisant l'orientation à donner à la rupture avec le système pour que celle-ci ne se limite pas à un changement de propriétaire pour le mieux et à une aggravation du pillage pour le pire :

Sur insistance des travailleurs et des sections syndicales, l'Union locale UGTA de la zone Industrielle Rouïba/Reghain, s'est réunie en date du 06 Mars 2019 pour débattre de la situation actuelle que traverse l'Algérie et du mouvement populaire en cours. Ne pouvant rester en marge des aspirations populaires profondes qui s'expriment, nous joignons nos voix pour dire oui à un changement de système. Un système qui préserve la propriété inaliénable du peuple sur les richesses naturelles de la nation, réhabilite le rôle de l'Etat dans le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Un système qui se démarque des oligarchies et revalorise la valeur du travail et qui place l'homme au centre du développement. Un système qui garantit les libertés individuelles, collectives et le libre exercice du droit syndical[xv].

Les slogans criés lors des manifestations populaires indiquent une réelle conscience politique du contexte qui s'approfondit avec l'inscription dans la durée du mouvement. Au slogan initial de « non au cinquième mandat » s'ajoute désormais celui de « système dégage ». D'autres slogans dénoncent les « sérakin » (voleurs) du pouvoir. D'autres enfin répondent au chantage au chaos en clamant que « l'Algérie n'est pas la Syrie ». Ces slogans indiquent que derrière le déclencheur qu'a été le refus du cinquième mandat, c'est bien une causalité systémique qui est visée par la colère populaire.

L'absence d'alternative à court terme

Le caractère inédit du mouvement social actuel ne doit cependant pas occulter les difficultés auxquelles les aspirations populaires sont confrontées. Les partis d'opposition ne sont pas en mesure de constituer un débouché politique à la contestation populaire. Pour les plus importants, ils partagent les choix libéraux du pouvoir et ne jurent que par l'économie de marché qu'ils promettent de réguler.

En ne prenant pas en compte le combat contre les orientations économiques et sociales du pouvoir, ils se sont progressivement mis en décalage avec l'immense majorité des classes populaires. Composés essentiellement de membres des couches moyennes et Algérie: intermédiaires, ils n'apparaissent pas comme une alternative crédible aux yeux de ceux qui foulent les pavés des villes algériennes.

Par ailleurs l'ampleur du pillage de ces trois dernières décennies ne pouvait se réaliser qu'en corsetant par la répression toute tentative d'émergence de nouvelles forces politiques populaires autonomes du pouvoir. Les conditions drastiques pour la création d'un parti, l'interdiction des manifestations avec la mise en avant de prétextes sécuritaires, l'instrumentalisation et la récupération de leaders de luttes sociales, la répression des mouvements sociaux, le contrôle de l'information, etc., sont autant de facteurs qui ont contribué à la production d'une carence d'expression politique en dépit d'une colère sociale populaire massive.

Le multipartisme de façade masque la monopolisation du champ politique par les partisans du libéralisme économique qui est la véritable cause de la situation actuelle. Le rejet massif des forces politiques soutenant le pouvoir comme de celles prétendant s'y opposer se traduit dès lors dans l'abstention massive. Cette dernière ne doit pas s'interpréter comme un signe de dépolitisation mais au contraire comme un mode de contestation politique souligne pertinemment la politologue Louïsa Dris-Aït Amadouche :

L'expérience du multipartisme et des élections plurielles en Algérie est récente. Or, l'abstention qui marque de façon de plus en plus frappante les scrutins constitue un comportement électoral révélateur d'une profonde crise de confiance. L'abstention est d'abord liée à un système qui a réformé ses procédures sans changer ses logiques de fonctionnement. Il en résulte un code électoral dissuasif, des résultats officiels suspects et une présomption de culpabilité en matière de fraude électorale. L'abstention est, ensuite, directement liée à l'offre politique. Son personnel, ses propositions et ses résultats conduisent les électeurs à se désintéresser sinon de la chose politique, tout au moins de la chose électorale. L'abstention est, enfin, la conséquence d'un électorat échaudé, démobilisé, suspicieux et exigeant. En 1990, les Algériens ont massivement voté contre les symboles du régime FLN. En 1995, ils se sont massivement rendus aux urnes pour rejeter le terrorisme. Dans les deux cas, le vote était accompagné d'un espoir de changement. Depuis, les électeurs ne votent plus « contre » des idées ou « contre » des personnes, ils s'abstiennent[xvi].

Le constat est encore renforcé par la jeunesse de la population algérienne. Si toutes les générations sont présentes dans les manifestations, la part de la jeunesse y est prépondérante. Ces jeunes qui sont pour les 16-24 ans à près de 30 % au chômage n'ont connu que le pouvoir de Bouteflika et de sa clientèle. Ils ont été les témoins de retournements, de négociations de ralliements, de créations artificielles de partis, d'instrumentalisations de leaders et de luttes, les tentatives d'achat de la paix sociale par la distribution d'aides et de subventions quand les recettes pétrolières sont à la hausse, etc., les conduisant à un rapport sceptique à l'offre politique quand ce n'est pas à un rejet radical.

Le vide politique voisine donc avec une maturation et une prise de position politique résultant à la fois d'un long héritage et de l'expérience concrète des deux dernières décennies. L'aspiration à l'égalité sociale investit par la paysannerie et les travailleurs algériens dans la lutte de libération nationale s'est transmis en dépit de l'instrumentalisation de celle-ci par les tenants du pouvoir afin de se légitimer. En témoigne la place de l'hymne national dans les manifestations. En témoigne également l'accueil fait à l'héroïne de la résistance qu'est Djamilia Bouhired lorsqu'elle est venue apporter son soutien aux manifestants. La maturation est également issue de l'expérience récente marquée par la mise en évidence de l'impasse que constituent les forces se revendiquant de « l'islam politique » mais aussi par le spectacle des soubresauts des dites « révolutions arabes ». Comme le souligne la sociologue Fatma Oussedik :

Les personnes de référence ne sont donc plus Ali Benhadj et Abassi Madani, vêtus de djellabas, se revendiquant du seul texte religieux. Depuis les années 1990, ce courant a donné naissance à une « bourgeoisie pieuse », voire une petite bourgeoisie qui a voyagé, qui n'a pas que l'Arabie Saoudite comme horizon. Avec les dérives syrienne et libyenne, les voyages en Turquie, les islamistes algériens ont connu un relooking. Ils ont des intérêts matériels sur les marchés informels d'El Eulma, de Jolie-Vue. Ils craignent des ruptures trop brutales. Certes, il demeure des courants plus plébéiens, mais les directions des partis islamistes sont tenues par ces islamistes New look. Cette évolution a signé la fin de la mosquée comme seul centre de formation à la contestation[xvii].

Cette expérience récente a trouvé ses lieux de socialisation dans la rue, dans les associations et collectifs informels, au café mais aussi dans les stades de foot comme en témoigne la reprise des airs des chants de supporters comme support des slogans des dernières manifestations. En témoigne également la présence des femmes, portant le voile ou non, jeunes ou plus âgées dans

les cortèges. Cette maturation politique ne change cependant rien au fait qu'il n'existe pas de forces politiques crédibles susceptibles de servir de relais au mouvement social. Le manque d'une force politique populaire est une donnée essentielle de la situation actuelle. Comme le souligne l'économiste Omar Benderra avant le déclenchement du mouvement populaire : « Face au libéralisme mafieux imposé par la dictature, la population oppose une tradition d'égalitarisme et de justice très ancrée, fort éloignée des dogmes et des idéologies. En attendant l'inévitable recomposition du champ politique, il ne reste donc « de gauche » que ce que le peuple, dans ses profondeurs, a conservé en termes de refus de l'injustice et de l'arbitraire, de résistance au diktat impérialiste en Palestine et d'opposition à l'alignement sur l'Occident[xviii]. »

Le paradoxe d'une conscientisation politique en progrès voisinant avec un vide d'offre politique crédible caractérise la situation algérienne actuelle. Si la rupture avec le système est le mot d'ordre commun de tous les manifestants, ceux-ci appartenant à des classes sociales différentes (des chômeurs à certains chefs d'entreprise en passant par la petite bourgeoisie), un des enjeux clef réside dans le contenu mis à cette rupture. Comme le souligne le journaliste Hocine Bellaloufi en se référant à la définition de Lénine[xix] sur les conditions d'une situation révolutionnaire : « Il est clair désormais que ceux d'en bas ne veulent plus. Ils l'on exprimé clairement et massivement de toutes les façons possibles, en particulier dans la rue. Mais en dépit des défections qui se multiplient et s'accroissent à mesure que le mouvement populaire se développe, ceux d'en haut peuvent encore[xx]. »

Un contexte géostratégique à haut risque

L'enjeu algérien est également à resituer également dans son contexte international qui est celui d'une séquence historique mondiale marquée par une exacerbation sans précédent dans l'histoire récente des contradictions entre grandes puissances impérialistes pour la maîtrise des sources d'énergies et des matières premières stratégiques, pour le contrôle des zones géostratégiques et pour entraver l'accès des concurrents (et en particulier des économies émergentes) à ces ressources et zones. La fin des équilibres issus de la Seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS a ouvert cette séquence qui est loin d'avoir encore montré toutes ses conséquences.

Une des conséquences les plus dramatiques pour les peuples est la multiplication des guerres entre ces puissances par pays interposés ou par intervention directe. Comme pour comprendre la situation algérienne, il convient désormais de prendre le réflexe analytique consistant à rechercher systématiquement la cause réelle qui se cache derrière le prétexte apparent. Pour les besoins de légitimation de ces guerres tous les prétextes possibles sont et seront mobilisés : défense d'une minorité opprimées, droits des femmes, lutte contre un dictateur, lutte contre le terrorisme, etc. Si nécessaire la logique du « pompier pyromane » peut même être mobilisée comme en témoigne la situation au Mali où après avoir freiné les capacités d'intervention de l'armée malienne, la France s'est présentée en sauveur face à la menace des rebelles sur la capitale. En témoigne également la situation au Venezuela où les sanctions économiques des USA tentent d'instaurer la pénurie pour pouvoir arguer de la nécessité d'une intervention militaire pour aider un peuple en danger. Des luttes et des revendications justes et légitimes peuvent ainsi faire l'objet de stratégie de récupération et d'instrumentalisation à des fins prédatrices.

L'Algérie et les richesses qu'elle représente n'échappaient pas à ce contexte dans le passé et n'y échappent pas plus aujourd'hui. Ce fut le cas lors de la décennie noire au cours de laquelle les USA comme l'Union européenne ont conforté certaines forces rebelles à certains moments puis les ont lâchées à d'autres en fonction des concessions du pouvoir et des accords avec lui. De même les puissances occidentales tentent depuis des années d'amener l'armée algérienne (la seconde armée en Afrique du Nord après l'Egypte) à participer à ses interventions en Afrique subsaharienne. Si jusqu'à présent la réponse fut négative, la tentation d'utilisation de la crise politique actuelle pour imposer un changement de cap soit en soutenant un pouvoir plus conciliant, soit en épaulant les tenants actuels n'est pas à exclure. Nul doute que les chancelleries des grandes puissances élaborent (et modifient ceux-ci en fonction de l'évolution de la situation) les différents scénarios leur permettant de sauvegarder leurs intérêts ou de les développer en marginalisant le concurrent en place.

Sur cet aspect également la maturité des manifestants est notable comme en témoigne l'insistance des manifestants sur le caractère pacifique de leur mouvement. Sur cet aspect également ils ont appris des guerres qui ont endeuillées le monde ces dernières années. Cela étant dit personne ne peut, en l'état de la situation prédire l'avenir et la vigilance doit rester de mise.

Notes :

[i] Si les évaluations des victimes de cette décennies ne font l'objet d'aucun consensus, le caractère massif des dégâts humains est indéniable : des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de traumatisés et d'handicapés, des milliers de femmes violées, des milliers d'exilés, des milliers de disparus, des millions de déplacés. Ne pas prendre en compte le traumatisme collectif que constitue une telle expérience de vie et de mort s'est condamner aux conclusions erronées sur les réactions populaires algériennes qui fleurissent dans la presse française : pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas connue de « printemps arabe » ?, la soi-disant dépolitisation de la société algérienne, la pseudo absence de contestations sociales signant une toute aussi illusoire atonie des classes populaires, etc.

[ii] Pour ne citer qu'un indicateur rappelons que 14 millions d'algérien vivent sous le seuil de pauvreté c'est-à-dire 35 % de la population et que 10 % des algériens détiennent 80 % des ressources du pays. Ces données sont fournies par une enquête de la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) datant de 2015 : <https://www.algerie-focus.com/2015/10/14-millions-de-pauvres-en-algerie10-dalgeriens-detiennent-80-des-ressources-du-pays/>. Si les chiffres officiels

indiquent un écart considérablement moindre, ils convergent néanmoins pour souligner une augmentation importante incontestable de l'écart des richesses : les données de l'Office National des Statistiques indiquent ainsi que 20 % des ménages s'accaparent 40 % des dépenses globales du peuple algérien en 2013 : <https://algeriawatch.org/?p=13682>.

[iii] La dernière déclaration du président Bouteflika du jeudi 7 mars indique que le pouvoir tente toujours d'imposer cette logique binaire en dépit de l'ampleur des manifestations : « Nous nous devons d'appeler à la vigilance et à la prudence quant à une éventuelle infiltration de cette expression pacifique par une quelconque partie insidieuse, de l'intérieur ou de l'extérieur, qui pourrait (...) susciter la Fitna (discorde) et provoquer le chaos avec tout ce qu'ils peuvent entraîner comme crises et malheurs. », <https://www.rtl.fr/actu/international/algerie-abdelazizbouteflika-met-en-garde-contre-un-risque-de-chaos-7797151460>.

[iv] Le compromis qui a mis fin à la décennie noire s'est développé par l'intégration au sein du clientélisme d'Etat d'une partie des leaders « religieux » et par l'émergence d'une petite bourgeoisie et d'une bourgeoisie commerciale issues de cette origine en échange de la fameuse « réconciliation ».

[v] Dans un excellent article en date du 7 mars, la sociologue Fatma Oussedik résume comme suit les principales données caractérisant la population algérienne : 70 % de la population est urbaine, le taux de croissance de cette population reste élevé avec un taux de croissance de 2.89 % par an, les moins de 15 ans représentent 29.7 % de la population et les moins de 30 ans comptent pour 54 %. Ramenant le nombre de manifestants à la population active, elle souligne : « Les 3 millions qui ont manifesté représentent, selon nous, environ 25% de la population en âge de manifester, quelles que soient les corrections apportées en comptant les enfants et les retraités présents. », <https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019>.

[vi] Le terme « haraga » signifie littéralement « ceux qui brûlent ». Il désigne l'acte de risquer sa vie en tentant la traversée de la méditerranée sur des embarcations de fortune. Le président de la région de Sardaigne en Italie évaluait ainsi à 1106 le nombre d'algériens débarqués sur la seule côte sud-ouest de l'île en 2016, <https://www.algeriepatriotique.com/2017/09/27/recrudescence-inquietante-de-migration-algeriens-vers-litalie/>.

[vii] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, Alger, INAS, 2011.

[viii] Nous empruntons ce terme au politologue Rachid Tlemçani : Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infatih en Algérie, El Hikma, Alger, 1999.

[ix] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, op.cit., pp. 65-66.

[x] Rachid Tlemçani, : Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infatih en Algérie, op. cit., p. 96.

[xi] Ibid, p. 95.

[xii] Mehdi Abbas, L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme, Revue Tiers-Monde, n° 210, avril-juin 2012, p. 60.

[xiii] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, op.cit., p. 66.

[xiv] Abdelatif Rebah, Un élan populaire pour une alternative de progrès social, El Watan du 6 mars 2019, <https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-elan-populaire-pour-une-alternative-de-progres-social-06-03-2019>.

[xv] Déclaration de l'Union Locale UGTA de la zone industrielle de Rouiba/Reghaïa du 6 mars 2019, <https://www.algerie-eco.com/2019/03/06/ugta-zone-industrielle-rouiba-reghaia-soutiennent-marches-contre-5e-mandat/>.

[xvi] Louïsa Dris-Aït Hamadouche, L'abstention en Algérie : un autre mode de contestation politique, L'année du Maghreb, 2009, p. 263. [xvii] Fatma Oussedik, Un peuple de trois millions dans les rues des villes du pays : qui sommes nous ?, El Watan du 7 mars 2019, <https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019>.

[xviii] Omar Benderra, Que reste-t-il de la gauche en Algérie, Assafirarabi du 27 novembre 2018, <http://assafirarabi.com/fr/23427/2018/11/27/que-reste-t-il-de-la-gauche-en-algerie/>.

[xix] Lénine, La maladie infantile du communisme (le "gauchisme") : « La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX^e siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois.

C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. »

[xx] Hocine Belalloufi, Algérie : d'une crise de régime à une crise politique, Contretemps, 7 mars 2019, <https://www.contretemps.eu/algeriecrise-regime/>.

En complément. Quand tout change et rien ne change.

- Algérie: Lakhdar Brahimi présidera la conférence nationale - Reuters 12 mars 2019

Un diplomate chevronné, Lakhdar Brahimi, présidera la conférence chargée de faire des propositions sur l'avenir politique de l'Algérie après la décision du président Abdelaziz Bouteflika de ne pas briguer un cinquième mandat, a dit une source gouvernementale mardi.

La conférence nationale doit réunir des représentants des manifestants qui défilent depuis trois semaines dans les grandes villes ainsi que des vétérans de la guerre d'indépendance.

Elle sera chargée de superviser la transition, de rédiger une nouvelle Constitution et de fixer la date des élections.

Lundi soir, Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, cédant à la pression de la rue, a annoncé qu'il renonçait à être candidat à l'élection présidentielle. Le scrutin qui devait avoir lieu le 18 avril a été reporté à une date non précisée pour l'instant.

Une nouvelle Constitution sera soumise à référendum.

Ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi, 85 ans, a aussi été jusqu'en 2014 l'envoyé spécial de l'Onu sur le conflit syrien. Reuters 12 mars 2019

LVOG - Quand ils veulent nous faire croire que "le système" va disparaître.

- "Tout le système doit disparaître. Notre combat continue", déclarait l'un des manifestants, Noureddine Habi, 25 ans. Reuters 12 mars 2019

- Des messages relayés durant la nuit sur les réseaux sociaux appellent les étudiants à manifester mardi pour «la fin du système»

Abdelaziz Bouteflika renonce à briguer un 5e mandat. Dans un message à la nation publié par l'agence officielle APS, il précise que la présidentielle prévue le 18 avril est reportée. Elle aura lieu «dans le prolongement» d'une «conférence nationale» chargée de réformer le système politique et d'élaborer un projet de Constitution d'ici fin 2019. cnews.fr 12 mars 2019

LVOG - On pourrait presque en rire.

- Les opposants veulent avoir des représentants fiables et crédibles face à un pouvoir opaque et dominé par les militaires, très habile à diviser ses adversaires. Reuters 13 mars 2019

"Notre principal objectif est maintenant de rassembler le plus possible et de protéger le mouvement contre les infiltrations des partisans du système", a poursuivi l'un des dirigeants de la contestation, Fodil Boumala, un professeur d'université de 48 ans.

Pour lui, une période de transition de 18 à 24 mois sera nécessaire pour permettre la mise en place d'institutions nouvelles et légitimes. Entre-temps, un gouvernement intérimaire composé de technocrates devrait être formé, a-t-il suggéré.

Parmi les autres personnalités qui devraient porter la parole des manifestants figurent l'ancien Premier ministre Ahmed Benbitour, 73 ans, qui a démissionné en 1999 pour dénoncer la politique économique de Bouteflika, et Zoubida Assoul, 63 ans, avocate et dirigeante d'un parti politique, l'Union pour le changement et le progrès (UCP).

L'avocat et militant des droits de l'homme Mustapha Bouchachi, 67 ans, devrait également jouer un rôle de premier plan dans les discussions, dit-on dans les milieux d'opposition. Reuters 13 mars 2019

[Un peu court, un peu léger.](#)

Il y aurait une crise de la démocratie représentative nous dit-on. Qu'est-ce que cela signifie ?

La représentation directe serait préférable, mais comme en pratique elle est irréalisable, ses partisans se rabattent sur la représentation participative, qui n'est rien d'autre qu'une somme de positions individualistes où la conscience de classe est absente, qui consiste à l'arrivée à adopter des mesures compatibles avec l'existence du régime en place au lieu de le combattre pour l'abattre et reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales.

La crise de représentativité expriment la crise du mouvement ouvrier, trop corrompu par le capitalisme pour être en mesure d'incarner les intérêts collectifs des exploités et des opprimés.

C'est de ce constat dont on devrait partir, au lieu de parer le mouvement ouvrier de vertus qu'il a abandonnées ou exiger qu'il réalise l'unité. Il n'y a que les sourds et les aveugles de nos jours pour refuser de l'admettre ou il faut être d'une mauvaise foi sans fond. On ne pourra rien construire ou reconstruire pour aller de l'avant sur des bases pourries, sur la base de mensonges ou de dénis.

Lu dans un article.

- "L'autre camp ne se bat pas avec les faits, c'est ce qui fait notre force. Ils disposent d'argent, de larges audiences, mais nous, nous disposons des faits. Il nous faut juste les divulguer."

LVOG - Et après ? Rien ! Quand la révélation des faits ne s'inscrit pas dans une perspective politique, une stratégie politique, cela ne sert strictement à rien ou tout reste à faire. Les faits, tout le monde les connaît amplement, et pourtant cela ne se traduit pas en terme de mobilisation contre le régime. La question est de savoir pourquoi, qu'est-ce que cela signifie.

Encore une réflexion sur la situation.

Tant que le régime s'efforçait de maintenir les apparences trompeuses d'une démocratie en partageant le pouvoir avec ses opposants institutionnels ou parlementaires, en accordant des mesures à la marge pour certaines catégories de travailleurs ou en perpétuant leurs statuts privilégiés, tout en ménageant les classes moyennes à coup de niches fiscales ou autres avantages en nature en échange de leur soutien, chacun jouait le jeu et y trouvait son compte et les moutons étaient bien gardés.

La banalisation de la démagogie ordinaire faisait office de gouvernance et remplissait parfaitement sa fonction. Le consensus légendaire ou la collaboration de classes normalisée et le rôle interchangeable établis entre les différents acteurs de cette comédie fonctionnait à merveille. Bien peu d'entre eux s'attendent à ce que cette partition si bien réglée soit remise en cause, jusqu'au jour où l'oligarchie financière anglo-saxonne décida de siffler la fin de la récréation pour passer à l'offensive tout azimut contre le prolétariat mondial sur fond de crise du capitalisme devenue permanente, et pratiquement sans expédient ou privé de la possibilité de recourir au plus classique et extrême d'entre eux devenu trop dangereux, la guerre mondiale, pour éviter que l'ensemble du système économique ne s'effondre et en profiter pour se refaire temporairement une santé, relancer ensuite un nouveau cycle du capital, démarche devenue illusoire ou sans effet durable, si bref ou éphémère, bien en-deça de ce qui serait nécessaire pour satisfaire les besoins colossaux des capitalistes et de la population mondiale toujours exponentielle...

Bref, il était indispensable de saisir l'occasion qu'ils détenaient dorénavant pratiquement la totalité des leviers du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale, et que le mouvement ouvrier ne s'était jamais remis de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme pour frapper un grand coup et mettre un terme à cette mascarade nommée représentation démocratique au profit de régimes autoritaires, pendant que la planche à billets suppléerait à tous les avantages qu'ils auraient pu tirer d'une guerre mondiale.

Dorénavant, ils entendaient gouverner sans partage sur les plans politique et économique en plaçant à la tête des Etats ou des Parlements des partis qu'ils auraient créés et formaté pour appliquer à la lettre leur stratégie, étouffant, censurant ou réprimant violemment toute contestation à leur régime tyrannique. Mais en procédant de la sorte n'allaient-ils pas prendre le risque qu'elle se radicalise et se cristallise pour ouvrir la voie à une révolution prolétarienne et socialiste ? C'est ce qu'on peut effectivement imaginer théoriquement, mais en pratique cette menace n'existe pas à l'heure actuelle, puisqu'aucun parti ouvrier reposant sur le marxisme n'inspire confiance aux masses, pas même aux éléments les plus évoluées ou déterminées d'entre elles.

L'avant-garde du mouvement ouvrier demeure disloquée pour n'avoir pas su apprécier le tournant de la situation mondiale et l'évolution du capitalisme à partir du début des années 70, où figurait déjà les prémices des développements économiques et politiques à venir ou qui allaient conduire à la situation actuelle. A aucun moment ses dirigeants ne furent capables de prendre la mesure des profondes transformations qu'allaient connaître les classes, le capitalisme, la société en général. On en veut pour preuve qu'ils ont continué invariablement à tenir les mêmes discours, ce qui a contribué à les couper encore plus des masses. Ils n'ont pas compris ou ils ne veulent pas comprendre, qu'on ne s'adresse pas de la même manière ou qu'on ne peut pas avoir les mêmes rapports avec des ventres vides et des ventres pleins, des têtes vides et des têtes pleines et mal remplies, autrement dit qu'on n'est plus au début du XXe siècle !

Si les classes et les rapports entre les classes n'ont pas changé fondamentalement, ils ont évolué, ils ne se présentent plus de la même manière, et la manière dont les exploités les perçoivent ou perçoivent leur condition ne sont plus les mêmes. C'est cela qu'ils refusent obstinément d'admettre en s'accrochant désespérément à une conception de la lutte de classe devenue par bien des aspects obsolètes ou impuissantes pour gagner des travailleurs au socialisme, les organiser, en faire des travailleurs et des militants conscients du processus dialectique matérialiste et historique.

Si le capitalisme a évolué et est plus exigeant que jamais, il en est de même de son pendant, les travailleurs, dont la plupart se sont adaptés finalement au capitalisme et à leur condition, tant qu'ils arrivent à s'en sortir ou en tirent certaines satisfactions, que l'on peut juger désuètes, éphémères ou ridicules, à raison dans bien des cas. Mais la question n'est pas la manière dont nous les percevons, mais celle dont eux les perçoivent. On commet trop souvent l'erreur de considérer leur condition en faisant abstraction de la manière dont ils l'interprètent ou vice versa, en devisant à l'infini sur l'idée qu'ils en ont en s'écartant de la réalité, ce qui se traduit par une incompréhension réciproque, alors qu'il faut les aborder et les traiter ensemble pour que leur niveau de conscience progresse. Pourquoi les travailleurs réagissent-ils ainsi, quelle est leur condition, ces deux questions sont inséparables. Dans les discours qu'on leur propose l'un ou l'autre de ces facteurs est systématiquement absent, sous-estimé ou surestimé quand il n'a pas lieu de l'être ; car on doit évidemment concevoir que selon les circonstances l'un ou l'autre l'emporte ou demeure en retrait et doit être traité en conséquence.

N'allez pas commettre la terrible méprise de croire que je serais en train de faire du Mélenchon, car en réalité tout nous oppose.

Effectivement, je me souviens que durant sa campagne électorale de 2016-2017, il martela qu'il était indispensable que le niveau de conscience des masses progresse pour pouvoir changer de politique, ce qui est exact, à ceci près qu'il allait lui donner un contenu purement électoraliste ou parlementariste, réformiste, bourré d'illusions, en faisant croire qu'il serait possible d'adopter des réformes sociales sans toucher aux fondements du capitalisme dans le cadre des institutions en place, ce qui serait évidemment impossible, niant au passage la crise du capitalisme et la crise politique qui en découlerait, puisque la réaction se mobiliserait pour s'y opposer, ce qui le conduisit à la fin de sa campagne électorale à modérer son discours, à se renier même, et à ne plus proposer que des mesures compatibles avec le capitalisme et l'Union européenne de manière à brasser le maximum d'électeurs précédemment acquis au PS, il dut estimer que pour rassembler le maximum de voix sur son nom et son programme, il valait mieux pencher à droite qu'à gauche, perdre des voix à l'extrême gauche serait largement car compensées par celles qu'ils récupéreraient du côté des classes moyennes et des couches de la classe ouvrière les moins enclines à remettre en cause l'existence du régime.

En conclusion, nous étions en présence d'un bonimenteur, qui, constatant que le réformisme avait fait son temps ou épuisé toutes ses cartouches, à blanc, car n'ayant jamais menacé l'existence du capitalisme, et que par conséquent les partis dont c'était l'unique capital étaient désormais rejetés ou laminés, le PS et le PCF, refusant de se situer sur le plan du socialisme, il ne lui restait plus qu'à tenir un discours aux apparences radicales conforme à celui que voulaient entendre ses électeurs potentiels en parant le réformisme de vertus qu'il n'a jamais eu, ni vu ni connu je t'embrouille et le tour était joué. Autrement dit, chacun aura compris que son intention du départ de contribuer à l'élévation du niveau de conscience des masses n'avait pas d'autres objectifs.

Il expliquera que pour avoir une chance d'être élu, il ne pouvait pas procéder autrement, parce que les électeurs ou les masses n'étaient pas en mesure d'adopter le socialisme ou n'étaient pas préparés pour rompre avec le capitalisme, les institutions et l'UE, ce qui signifiait ou constituait l'aveu qu'il était prêt à gouverner pour le compte des capitalistes ou qu'une fois élu il aurait totalement capitulé ou n'aurait jamais appliqué la moindre mesure contenue dans son programme, hormis peut-être celles qui étaient compatibles avec le capitalisme pour peu que les tenants du régime lui permettaient. Qu'il ait été élu ou non, cela n'aurait absolument rien changé pour les masses.

Cela signifie que son alignement sur les illusions des masses aurait été totalement inutile, quelles que soient les explications qu'il aurait fournies, la preuve aurait été apportée que rien ne pouvait justifier l'argument selon lequel il fallait ménager les masses et leur tenir un discours modéré pour ne pas les effrayer, sinon pour les tromper et faire gagner du temps au capitalisme dont il était un des représentants. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je n'ai pas appelé à voter pour lui.

Tout cela peut paraître bien compliqué ou plutôt très tordu, ces gens-là sont ainsi faits, mais en fait c'est très simple à comprendre. C'est un peu comme les salariés qu'on aura conduit à accepter de voir baisser ou bloquer leurs salaires, soi-disant pour sauver l'entreprise qui les emploie ou leurs emplois, pour finalement un ou deux ans plus tard être tous licenciés. Qu'auront-ils obtenu ? Rien. Quel enseignement tireront-ils de cette expérience ? Aucun. Ils auront accepté des sacrifices pour au bout du compte voir leur vie brisée dans certains cas ou se retrouver face à des difficultés matérielles extrêmes. On nous rétorquera peut-être que cela ne signifiait pas pour autant que ces travailleurs auraient accepté le sort qui leur avait été réservé, où aurais-je affirmé le contraire, nulle part, j'ai seulement voulu montrer à quoi conduisait cette conception de la lutte de classes. En revanche pour le capitalisme, la vie continuera comme avant.

Où se situe le problème politique ? Dans le renoncement à affronter le capitalisme, à ne rien lui céder et au contraire à capituler sans cesse et sans cesse, ce ne sont pas les prétextes qui manquent.

A défaut d'élever le niveau de conscience de classe des masses en la situant exclusivement sur leur terrain de classe, je ne parle pas de l'amener au niveau du socialisme, Mélenchon se destinait à la manipuler pour le compte des capitalistes.

Qu'est-ce que la novlangue ?

La rhétorique des imposteurs, des despotes aux intentions inavouables qui avancent masqués, des psychopathes enragés qui ont pour ennemi la civilisation humaine.

La novlangue ou nouvelle langue est celle pratiquée par Macron et les médias. Elle a été décrite par G. Orwell dans 1984. Elle est destinée en priorité aux classes moyennes et aux intellectuels, pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de s'allier avec le prolétariat pour renverser le régime en place.

La destruction des mots doit servir à empêcher la pensée de pouvoir se structurer, donc d'acquérir une certaine liberté d'interprétation de la réalité, ou pire, un esprit critique. Et dès lors que cette connaissance ou cette faculté vous fait défaut, vous ne pouvez plus agir librement, vous ne pouvez pas discerner le vrai du faux, le bon du mauvais, le bien du mal, l'utile du nuisible, le meilleur du pire, du coup vous vous retrouvez totalement à la merci de ceux qui le savent et vous gouvernent.

L'appauvrissement du langage entraîne une régression de la civilisation humaine qui est souhaitable, puisqu'elle coïncide avec la désagrégation de la société qui caractérise le stade ultime de l'exploitation de l'homme : le néolibéralisme ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

En voici quelques applications.

- « Celui qui a le contrôle du passé, disait le slogan du Parti, a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé. »

Cela s'appelait « Contrôle de la Réalité ». On disait en novlangue, double pensée.

Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Il existait toute une suite de départements spéciaux qui s'occupaient, pour les prolétaires, de littérature, de musique, de théâtre et, en général, de délassement. Là, on produisait des journaux stupides qui ne traitaient presque entièrement que de sport, de crime et d'astrologie, de petits romans à cinq francs, des films juteux de sexualité, des chansons sentimentales composées par des moyens entièrement mécaniques sur un genre de kaléidoscope spécial appelé versificateur. Il y avait même une sous-section entière – appelée, en novlangue, Pornosex – occupée à produire le genre le plus bas de pornographie.

– Comment va le dictionnaire ? demanda Winston en élevant la voix pour dominer le bruit.

– Lentement, répondit Syme. J'en suis aux adjectifs. C'est fascinant.

Le visage de Syme s'était immédiatement éclairé au seul mot de dictionnaire.

– La onzième édition est l'édition définitive, dit-il. Nous donnons au novlangue sa forme finale, celle qu'il aura quand personne ne parlera plus une autre langue. Quand nous aurons terminé, les gens comme vous devront le réapprendre entièrement. Vous croyez, n'est-ce pas, que notre travail principal est d'inventer des mots nouveaux ? Pas du tout ! Nous détruisons chaque jour des mots, des vingtaines de mots, des centaines de mots. Nous taillons le langage jusqu'à l'os. La onzième édition ne renfermera pas un seul mot qui puisse vieillir avant l'année 2050.

LVOG - En France de nos jours le dictionnaire comporte toujours plus de mots, mais les Français en emploient et en comprennent de moins en moins.

– C'est une belle chose, la destruction des mots. Naturellement, c'est dans les verbes et les adjectifs qu'il y a le plus de déchets, mais il y a des centaines de noms dont on peut aussi se débarrasser. Pas seulement les synonymes, il y a aussi les antonymes. Après tout, quelle raison d'exister y a-t-il pour un mot qui n'est que le contraire d'un autre ? Les mots portent en eux-mêmes leur contraire.

En résumé, la notion complète du bon et du mauvais sera couverte par six mots seulement, en réalité un seul mot.

Vous ne saisissez pas la beauté qu'il y a dans la destruction des mots. Savez-vous que le novlangue est la seule langue dont le vocabulaire diminue chaque année ?

– Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. Déjà, dans la onzième édition, nous ne sommes pas loin de ce résultat. Mais le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. Le novlangue est l'angsoc et l'angsoc est le novlangue, ajouta-t-il avec une sorte de satisfaction mystique. Vous est-il jamais arrivé de penser, Winston, qu'en l'année 2050, au plus tard, il n'y aura pas un seul être humain vivant capable de comprendre une conversation comme celle que nous tenons maintenant ?

LVOG - Je crois qu'on y est déjà si j'en juge par la difficulté à se faire comprendre. Je ne sais pas, j'ai l'impression que les gens se foutent de ce qu'ils lisent ou cela ne les intéresse pas d'en savoir davantage, du coup cela ne leur servira à strictement rien. Je me demande s'ils sont encore capables ou non de se concentrer sur un sujet pour être continuellement en train de passer d'un truc à un autre ou tellement ils sont sollicités, à quel moment prennent-ils le temps de prendre du recul pour réfléchir.

Hier, je n'ai pas ouvert l'ordinateur de la journée et je ne me suis pas connecté à Internet, mais quel bonheur, quel moment de détente ! Du coup ce matin je me suis levé à 3h30, les idées se bousculaient dans ma petite tête et je ne voulais rien en perdre, deux jours auparavant j'étais littéralement épuisé, vidé, j'avais tout donné dans la dernière causerie. Ah la vieillesse ! Il va falloir que je m'y habitue, tous les jours vers 21h je tombe de fatigue, il faut dire que je n'arrête pas une seconde de la journée et avec 40°C à l'ombre cela n'arrange rien. Quand je lis un article, si cela ne déclenche pas chez moi une réflexion, c'est que le cerveau ne répond plus et vaut mieux que je fasse autre chose ou que j'aie dormi. Et puis cela m'énerve, ce n'est pas normal, mais bon devenir compte c'était inévitable !

– Sauf..., commença Winston avec un accent dubitatif, mais il s'interrompit. Il avait sur le bout de la langue les mots : « Sauf les prolétaires », mais il se maîtrisa. Il n'était pas absolument certain que cette remarque fût tout à fait orthodoxe. Syme, cependant, avait deviné ce qu'il allait dire. – Les prolétaires ne sont pas des êtres humains, dit-il négligemment. Vers 2050, plus tôt probablement, toute connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en versions novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience.

LVOG - La liberté aura été abolie mais pas l'esclavage comme on est parti.

Etonnante prévision ou prophétie en train de se réaliser à grande vitesse.

Aujourd'hui beaucoup de gens font la chasse aux sorcières aux gros mots, tenez, prophétie, voilà que cet abruti de Tardieu (l'auteur de ce portail) se prend pour un prophète vont penser certains ! Et c'est vrai que j'en suis arrivé à éviter certains mots, si j'ai employé celui-ci, c'est par ce qu'Engels l'a utilisé à cinq reprises dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* : Je ne me suis pas avisé de supprimer dans le texte les nombreuses prophéties, en particulier celle d'une révolution sociale imminente en Angleterre, que m'inspirait alors mon ardeur juvénile (page 162 version électronique). Là il était synonyme d'imaginer et non de voeu ou d'un exercice de divination ou mystique.

L'universalisation de l'anglais s'inscrit dans cette perspective, avec un millier de mots ou à peine plus vous devenez anglophone. Au passage, je ne m'exprime pratiquement plus jamais oralement en français, je n'emploie que le tamoul et l'anglais, sauf avec mon épouse au téléphone.

Exercice de novlangue par Christophe Castaner

- «Il ne faut pas inverser la charge de la preuve. Je ne connais pas de policiers ou de gendarmes qui attaquent les manifestants».

LVOG - 392 gilets jaunes sont en prison, 22 ont perdu un œil et 5 une main. legrandsoir 15.02

En balade mercredi à Besançon, il n'a pas résisté à l'occasion d'exprimer une nouvelle fois sa haine des Gilets Jaunes après qu'une poignée eurent tenté de s'approcher du ministre : J'ai « croisé quelques abrutis sur le chemin, qui pensent que mettre en

cause la police est un geste militant ». Cinq personnes ont été interpellées pour des faits d'outrage et de rébellion, selon la préfecture. sputniknews.com 13.03

Le régime de Macron est une démocratie et non une dictature que voulez, gare à ceux qui s'aviseraient de le contester, par Attali évidemment.

Exercice de novlangue par Jacques Attali, idéologue sioniste de l'extrême-centre néolibéral et fasciste.

- On manifeste ? Bien ! Et après ? - Lexpress.fr 13.03.2019

Les citoyens sont dans la rue en France, en Algérie, au Venezuela (Pas en France ! - LVOG). Comment répondre à leurs revendications en démocratie comme en dictature. (D'emblée il commence par un amalgame. - LVOG)

Dans ce monde chaotique, fou, violent, où un nombre incroyable de paramètres interfèrent pour former une situation sans cesse fluide, incertaine, la plupart des gens ont renoncé à prévoir quoi que ce soit (C'est bien le but de la stratégie du chaos néolibérale. - LVOG). Et, en particulier, il est difficile de prévoir le résultat final des manifestations en cours dans des pays aussi différents que la France, l'Algérie ou le Venezuela. (Tiens, il se souvient qu'il y a des manifestations en France, pour mieux cautionner Macron plus loin, normal. - LVOG)

D'abord, évidemment, la première est une démocratie, avec bien des lacunes, certes, mais une démocratie (A force d'accumuler des "lacunes", la quantité se transforme en qualité et la France est devenue ouvertement une dictature. - LVOG) ; alors que les deux autres ne le sont pas (Bien que les chefs d'Etat algérien et vénézuélien aient été élus avec un pourcentage en voix supérieur à sa créature immonde, Macron. - LVOG). Ce qui devrait conduire à des résultats radicalement différents : dans une démocratie, il n'appartient pas à une manifestation de renverser un gouvernement. (Donc, si c'est l'objectif des manifestants, c'est que ce n'est pas une démocratie ! - LVOG)

Donc, en France, la réponse aux manifestations est d'abord dans les urnes, aux dates prévues pour cela (Peu importe que Macron soit le produit d'une supercherie. - LVOG). Et il appartient au gouvernement français de créer les conditions pour que la sortie du "grand débat" y prépare (Merci, on l'avait compris! - LVOG). Sans craindre de décevoir, car on connaît à l'avance, quelles que soient les décisions qui seront annoncées, les réactions des uns et des autres : certains applaudiront, d'autres crieront que ce n'est pas assez, d'autres encore répéteront que seules de nouvelles élections présidentielles, ou un changement de Constitution, satisferont leur appétit de pouvoir. Tout cela est déjà écrit et ne doit pas influencer sur la volonté d'un gouvernement légitime d'appliquer le programme pour lequel il a été élu. (Au moins cela a le mérite d'être clair et net. - LVOG)

Qu'on m'entende bien : bien des aspects du programme de ce gouvernement ne me conviennent pas. Il y manque à mon avis de très nombreux éléments de justice sociale et environnementale. (Pure hypocrisie. - LVOG) Mais, il n'empêche, ce gouvernement a été élu légitimement (Macron a été élu par une minorité, donc il est illégitime. - LVOG) ; il est en droit d'appliquer son programme. (Même s'il est rejeté par l'immense majorité. - LVOG) Et s'il peut l'amender pour entendre les colères justes qui se sont exprimées ces derniers mois, ce serait encore mieux. (Au conditionnel, cela n'a aucune valeur ou cela n'a jamais été dans l'intention de Macron et d'Attali. - LVOG)

Dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature (Non, c'est une dictature encore plus puissante ou extérieure [américaine, britannique, française, européenne] ou une nécessité économique, suite aux conséquences désastreuses de sa politique après que l'opposition ait été féroce réprimée ou physiquement liquidée [Espagne, Chili, Argentine, etc.]. - LVOG)

Tandis que, dans une dictature, la rue peut, doit renverser le régime et imposer la démocratie. (En Israël par exemple. - LVOG) Elle doit, mais elle y réussit très rarement. (En revanche, il arrive assez souvent que des fascistes soutenus par Attali et l'oligarchie anglo-saxonne manipulent "la rue" pour renverser le régime en place, au Brésil par exemple. - LVOG)

D'abord, il faut se souvenir que, dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature. Ce n'est pas la rue qui a mis fin à l'Union soviétique, mais les décisions de Gorbatchev ; ce n'est pas la rue qui a mis fin à la dictature hitlérienne, mais les armées alliées d'alors. (Toutes les bonnes choses ont une fin ou il faut passer à autre chose vous diront les banquiers, cela tombe bien, Attali en est justement un ! En Ukraine, ce n'est pas "la rue" qui a renversé le régime en place corrompu, mais un coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis patronnés par vos amis de l'UE et Soros, pour instaurer la démocratie, cela va de soi ! - LVOG)

Ensuite, il faut se souvenir que, quand la rue ou des armées étrangères terrassent une dictature, cela peut produire le pire, comme ce fut le cas en Egypte, en Irak et en Libye. (Armées étrangères qu'il a soutenues, personne ne l'a oublié. - LVOG) Et, antérieurement, en Europe de l'Est, quand Staline y a remplacé Hitler. (Hitler dont l'entreprise fut financée par vos amis banquiers ou oligarques, là aussi impossible de le nier. Quant à Staline, vous avez été bien content de le trouver pour faire le sale boulot à votre place au nom du communisme. - LVOG)

Au total, qu'il s'agisse de manifestations dans une démocratie ou dans une dictature, le résultat est d'autant plus heureux que ceux qui ont le pouvoir, ou le prennent, ont une idée claire, réaliste, démocratique, de ce qu'il convient de faire pour répondre à la colère de leur peuple, en respectant les points de vue minoritaires. (Nous y voilà, l'essentiel c'est que la minorité des exploités soit servie, sa conception de la démocratie, tout est dit ici. - LVOG)

Et bien des révolutions ont avorté pour n'avoir eu comme seule ambition que le départ d'un tyran. (Heureusement, imaginez un peu qu'elles s'en soient prises à la minorité qui détenait le pouvoir économique ! - LVOG) Il est donc urgent, partout où la colère gronde en ce moment (et peu de pays en sont exempts), de préparer une réponse démocratique, cohérente et complète à ces colères, sans pour autant oublier les enjeux du long terme, qui ne sont que trop rarement les sujets des manifestations : on ne s'occupera sérieusement du climat que quand des manifestations monstres mettront en accusation les entreprises qui polluent, les syndicats qui s'en désintéressent, les gouvernements qui s'en moquent. Et quand ceux qui aspireront à gouverner le feront au nom des générations futures. On en est encore loin. (Pure mystification. La question climatique est instrumentalisée tout comme les "générations futures" dont les uns et les autres se moquent éperdument au profit de l'hégémonie de l'oligarchie, leur unique préoccupation et celle d'Attali, son porte-parole. - LVOG) Lexpress.fr 13.03.2019

Quelques réflexions politiques

1- Avec l'ex-ministre de la police Sarkozy devenu président, on a assisté au début d'une révolution de type nationale socialiste que Macron LBD est chargé d'achever...

2- Ni en Tunisie ni en Egypte il n'y a eu de révolution parce que les régimes et les institutions sont demeurés en place...

3- En Algérie, les commentateurs et les différents acteurs politiques ont salué la "responsabilité" des manifestants qui ne s'en sont pas pris aux institutions, ouf !

4- Au Venezuela, Maduro a le choix entre finir comme Lula ou Allende ou avancer résolument vers le socialisme en appelant les masses à se soulever avec le soutien de l'armée pour exproprier et neutraliser l'oligarchie... Improbable.

Un Parlement à la solde de Washington contre un Président élu au suffrage universelle, un précédent existait en Macédoine.

Réseau Voltaire - Extrait. Le président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Gjorge Ivanov, a refusé de signer la dernière loi votée par son Parlement. En effet, celle-ci en application du Traité de Prespa porte, pour la première fois, l'en-tête « République de Macédoine du Nord » ; un traité qu'il rejette.

Le Traité de Prespa étant rejeté par les deux tiers de la population, les États-Unis l'ont fait ratifier par le Parlement dont ils ont, pour le besoin, manipulé la composition [1]. Il a alors été adopté et publié au Journal officiel, non pas sous la signature du président de la République, mais sous celle du président du Parlement, Talat Xhaferi, qui est albanophone et pro-US. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] « Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE », « La Macédoine devient une « démocratie » à l'états-unienne », Réseau Voltaire, 9 et 23 octobre 2018.

Etats-Unis : Un empire mafieux. Comment, vous en doutez ?

Réseau Voltaire - Extrait. Les États-Unis entendent ne plus considérer leurs alliés comme des protectorats. Par conséquent, ils leur demandent de payer le coût de leur protection, faute de quoi, ils se retireront. C'est ce qu'a annoncé le président Trump, le 17 janvier au Pentagone, qui a été présenté en février à l'Otan, mais n'a été rendu public que cette semaine. Une décision qui s'applique à tous les alliés, du Japon à l'Allemagne. Le problème, c'est que Washington demande également à ses alliés de s'aligner sur ses positions... comme ils le faisaient en tant que protectorats.

Il n'y a pas que la mafia qui demande une rançon en échange de sa « protection ». « Les pays riches que nous protégeons — a prévenu le président Donald Trump de façon menaçante dans un discours au Pentagone— sont tous avertis : ils devront payer notre protection ».

Le président Trump —révèle Bloomberg [1]— va présenter le plan « Cost Plus 50 » qui prévoit le critère suivant : les pays alliés qui hébergent des forces US sur leur territoire devront en couvrir entièrement le coût et payer aux USA un supplément de 50 % en échange du « privilège » de les héberger et d'être ainsi « protégés » par eux.

Il est en tous cas certain —prévoit un chercheur de la Rand Corp.— qu'avec le plan « Cost Plus 50 », les coûts pour les alliés « vont grimper en flèche ». On parle d'une augmentation de 600 %. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

Ils osent tout. En plein jour, en Europe, en Espagne, la CIA attaque une ambassade.

- Attaque mystérieuse d'une ambassade à Madrid : un lien avec la CIA ? - euronews 13 mars 2019

Les services secrets américains ont-ils un lien avec la mystérieuse attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid le 22 février dernier ? C'est ce qu'affirme le quotidien espagnol El Pais ce mercredi. Selon le journal, au moins deux des dix assaillants qui ont frappé et interrogé le personnel présent ce jour-là ont été identifiés et ont des liens avec la CIA.

Cette attaque est intervenue quelques jours avant un sommet à Hanoï entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Selon les sources citées par El Pais, l'objectif de cet assaut, "était d'obtenir des informations sur Kim Hyok Chol", le dernier ambassadeur de Corée du Nord en Espagne, devenu depuis l'une des personnes de confiance de Kim Jong Un et son émissaire pour les Etats-Unis.

Toujours selon El Pais, les dix hommes sont entrés dans l'ambassade avec des armes factices. Ils ont bâillonné et ligoté ses occupants et auraient ensuite dérobé des documents, ordinateurs et téléphones avant de quitter les lieux avec des véhicules de l'ambassade.

Les autorités espagnoles ont demandé des explications à la CIA, qui a répondu par la négative mais de façon "peu convaincante", conclut le quotidien selon qui les services secrets américains auraient agi "probablement en coopération" avec ceux de la Corée du Sud. euronews 13 mars 2019

Vous vous êtes enflammés pour le Brexit, et bien consommez-vous maintenant !

- La City face au Brexit : même pas peur ! - LePoint.fr 12 mars 2019

On annonçait un big bang, il n'en est (pour l'instant) rien. Londres compte bien profiter de la sortie de l'UE pour rester incontournable.

Si les arrogantes tours dédiées à l'argent et au pouvoir de la City pouvaient courber le dos et rentrer les épaules, elles feraient profil bas. À l'approche du 29 mars, la première place financière européenne, voire mondiale, ressemble à un cortège funèbre. Chaque semaine, les départs d'opérateurs prennent des proportions de plus en plus inquiétantes.

Le déménagement, le 6 mars, de Londres à Paris de l'Autorité bancaire européenne (ABE), dernier épisode en date, aurait pu inquiéter la City. Il n'en a rien été. « C'est une petite organisation liée à la zone euro, pas connue, dont l'unique mission sont les tests de résistance des banques. S'ils sont soumis à ces critères, au bout du compte, les établissements londoniens sont contrôlés par le régulateur local, la Banque d'Angleterre », souligne un observateur à propos de l'absence de réaction à la perte de quelque 200 emplois au profit de la rivale parisienne. En réalité, le « square mile » est un personnage à deux têtes qu'il ne montre jamais simultanément.

D'un côté, il y a le notable qui exprime publiquement sa frustration devant le blocage parlementaire, les divisions au sein de la majorité, la possibilité d'un divorce sans accord ou l'intransigeance de Bruxelles. En privé toutefois, quel que soit l'interlocuteur à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul, le discours est optimiste : Londres saura profiter à bon escient de la nouvelle course étincelante et orgueilleuse au grand large pour garder son leadership, non seulement européen mais global. Le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne permettra à la City de décupler ses atouts traditionnels que sont l'avantage des fuseaux horaires, la langue anglaise, le droit coutumier, la souplesse de sa réglementation...(vous ne lirez pas la suite, elle était réservée aux abonnés du Point, et je n'en fais pas partie) LePoint.fr 12 mars 2019

Mystification. Leur humanisme est la politesse des salauds...

En famille. Ils ne savent plus quoi inventer pour cautionner les institutions de la Ve République.

- Conflit au Yémen: les députés Insoumis réclament une commission d'enquête - AFP 14 mars 2019

Le groupe des députés Insoumis plaide pour une commission d'enquête parlementaire sur "l'implication de la France"... AFP 14 mars 2019

- Grand débat: Un "stage de pauvreté obligatoire pour les élus" proposé - Le HuffPost 12 mars 2019

Quelle ignominie !

- Accord européen pour protéger les lanceurs d'alerte - Reuters 12 mars 2019

Traduire: Pour dénoncer les lanceurs d'alerte !

- Droits humains: Washington épingle ses adversaires mais ménage certains alliés - AFP 14 mars 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a choisi d'épingler la Chine et l'Iran en présentant mercredi son rapport annuel sur les droits humains dans le monde, tout en se montrant conciliant avec d'autres mauvais élèves au nom des "intérêts des Etats-Unis".

Cette année, un petit glissement sémantique a sauté aux yeux des observateurs: le Golan syrien n'est plus présenté comme un territoire "occupé par Israël" mais uniquement "contrôlé" par l'Etat hébreu. L'an dernier déjà, la section consacrée auparavant à "Israël et les Territoires occupés" avait été renommée "Israël, Golan, Cisjordanie et Gaza". AFP 14 mars 2019

Droits humains : Cela existe aux Etats-Unis ?

Macron démission sans «délai raisonnable» : Tout de suite !

Algérie : Macron appelle à une transition «dans un délai raisonnable» - Le Parisien 13 mars 2019

Élection présidentielle en Algérie : "La rue a fait reculer tout le monde" - Franceinfo 13 mars 2019

LVOG - C'est bizarre, en Algérie ils sont des millions à descendre dans la rue mais pas en France. En France la majorité doit avoir de bonnes raisons de vouloir conserver le régime en place... ou de mauvaises, chut, c'est un sujet tabou ! Se rendent-ils compte qu'ils ont les mêmes tics qu'à LREM ou BFMTV ?

[Manipulation des consciences. Comment ça marche ?](#)

Si la Syrie est en ruine, c'est de la faute d'Assad, et si c'est le chaos au Venezuela, c'est de la faute de Maduro.

- Après huit ans de guerre, Assad s'estime sauvé, mais la Syrie reste en ruines - AFP13 mars 2019

- Après la panne : le Venezuela sort de l'ombre, pas du chaos - AFP 14 mars 2019

[Totalitarisme. Fabrication du consentement. Engagez-vous ! OÙ, dans la légion ? Non, avec LREM. Vous jouez sur les mots !](#)

Quand ils se servent de l'école pour propager leur propagande.

Ces débats doivent permettre "de travailler à des propositions concrètes pour que les lycéens s'engagent", selon le Ministre de l'Education - Franceinfo 11 mars 2019

LVOG - Autre bizarrerie, il y en a qui n'arrêtent pas de nous bassiner avec l'intention de Macron (et avant lui Hollande, Sarkozy, etc.) de lier les organisations du mouvement ouvrier à la mise en oeuvre de sa politique, voire de participer à sa rédaction, mais quand ce sont plus largement les masses qui sont appelées à y collaborer, là ils sont muets comme des carpes !

Pacte scélérat ou corporatisme.

- Grand débat: le Cese préconise l'instauration d'un "pacte démocratique" - AFP 12 mars 2019

Le Comité économique, social et environnemental (Cese) a préconisé mardi l'instauration d'un "pacte démocratique", estimant que c'est "le processus d'élaboration des décisions qui est déterminant pour rétablir la confiance, autant que les décisions elles-mêmes", dans un avis destiné à dégager des réponses dans le cadre du grand débat national.

Cet avis rapporté par Dominique Gillier (CFDT) et Michel Badré (ancien président de l'Autorité environnementale) a été adopté en séance plénière en présence du Premier ministre Édouard Philippe et de plusieurs membres du gouvernement.

Le rapport préconise en particulier l'amélioration de la participation aux décisions. "La recherche d'un meilleur équilibre entre la démocratie représentative (...), la représentation des corps intermédiaires et l'avis de citoyens choisis au hasard en fait partie". Le Cese propose un débat institutionnel sur ce point après la fin du grand débat. AFP 12 mars 2019

Quand les syndicats participent aux opérations d'intoxication du régime. En faisant du zèle, s'il vous plaît !

- Un syndicat enseignant organise un nouveau "stage antiraciste" sur le "traitement des populations non-blanches" - Franceinfo 14 mars 2019

En 2017, des ateliers du même type organisés par Sud Education 93, dont certains "en non-mixité", avaient provoqué un tollé et une plainte du ministre de l'Education. Franceinfo 14 mars 2019

Blanquier à ces "syndicalistes" : Mes chers amis, vous en faites trop, calmez-vous sinon vous allez faire tout foirer...

Faites tomber les masques... du totalitarisme.

- Loi Anticasseurs: adoptée, au Conseil constitutionnel de se prononcer - AFP13 mars 2019

Interdictions préventives de manifester - mesure qui a cristallisé les critiques -, fouilles, délit de dissimulation du visage...

"le coeur du texte est le délit de dissimulation du visage" a souligné Bruno Retailleau, chef de file des sénateurs LR.

"Ce texte ne comporte pas le début d'une once d'arbitraire", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, soulignant que "la justice reste l'ultime garant des libertés". AFP13 mars 2019

Pour te poursuivre plus tard, t'inculper, te sanctionner, voire t'envoyer en tôle, briser ta vie, il faut au moins qu'on ait ta belle gueule en photo ou en image.

La "justice", les tribunaux d'exception qui ont jugé arbitrairement et de façon expéditive des centaines de manifestants depuis le 17 novembre 2018. Nous exigeons l'annulation des poursuites et la libération de ceux qui ont été embastillés. La prison vous protège contre vous-même, vous y êtes en sécurité !

Les mains sales.

- Climat : le gouvernement veut montrer patte verte face à la contestation - Le HuffPost

- Européennes : le parti allié à LREM financé par le fabricant du glyphosate - Franceinfo

En complément.

- Pesticides : la justice reconnaît l'origine professionnelle de la maladie de Parkinson d'un ex-employé agricole - Franceinfo

Domage, trop tard !

- Marseille : le cannabis bientôt testé chez des malades de Parkinson - Le Parisien 11 mars 2019

C'est une première mondiale, annonce le professeur en charge de l'étude. Les effets du cannabis seront bientôt testés sur des malades de Parkinson, à l'hôpital de la Timone à Marseille (Bouches-du-Rhône). Une vingtaine de patients doivent participer à cet essai clinique qui visera à tester les effets du cannabis thérapeutique sur leurs symptômes, ceux de maladies neurodégénératives.

Cette étude est rendue possible par une récente annonce de l'Agence du médicament (ANSM) qui a indiqué en décembre souhaiter la mise en place d'une expérimentation du cannabis thérapeutique avant la fin 2019. Et le 13 février, le Parlement européen a voté une résolution sur la légalisation du cannabis thérapeutique. Autorisé dans une trentaine de pays dans le monde, le cannabis thérapeutique n'a cependant « jamais été étudié sérieusement pour Parkinson », selon le professeur Olivier Blin, directeur de Dhune, un programme de recherche sur les maladies neurodégénératives.

« La demande est venue directement des patients qui ont observé des améliorations de leurs symptômes en consommant du cannabis », a expliqué le professeur Blin qui est également chef du service pharmacologie de l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM). Le Parisien 11 mars 2019

Commentaire d'un internaute

- "C'est un médicament sur lequel il n'y aura jamais de rupture de stock à Marseille, surtout pour les génériques."

LVOG - Et c'est moins dangereux ou nocif que la pollution en tous genres, la cigarette, l'alcool, les médias, les réseaux sociaux, la publicité, les instituts de sondages, les jeux vidéos, les ONG, les OGM, les somnifères, les antidépresseurs, les opiacés, les produits de l'agriculture et de l'élevage intensif ou issus des trusts agro-alimentaires bourrés de produits chimiques, de sel ou de sucre, etc.

Sans addiction et en le consommant modérément, il a pour vertu de favoriser la mémoire et la concentration, le développement intellectuel, de briser temporairement certains complexes ou blocages psychologiques, de combattre efficacement l'anorexie, d'apaiser les tensions, de mettre de bonne humeur ou de remonter le moral, de constituer un somnifère naturel sans accoutumance ou effets secondaires, c'est aussi un puissant aphrodisiaque. Cependant chez certains sujets il peut provoquer des crises de paranoïa ou d'hystérie qui disparaissent au bout de quelques minutes.

Il a comme inconvénient majeur de favoriser inconsciemment le narcissisme ou l'individualisme dans des proportions démesurées, qui peut conduire à faire abstraction de tout un pan de la réalité, celui qui présente des aspects négatifs ou désagréables, de telle sorte qu'il contribue à s'en accommoder au lieu de les combattre. Il pousse donc à la passivité ou à l'indifférence de l'orientation de la société. On comprend mieux ici pourquoi certains Etats le légalisent, et à mon avis d'ici quelques années il sera en vente libre dans de très nombreux pays, cette mesure étant destinée principalement à neutraliser la combativité de la jeunesse, sachant que la plupart des jeunes n'auront ni la sagesse de ne pas en abuser ni conscience du danger qui les menace, la principale menace étant évidemment la survie du capitalisme ou du système économique mafieux mis en place par l'oligarchie financière.

Bref, il n'a rien d'obligatoire et on peut très bien s'en passer. Sinon, il est fortement conseillé d'éviter de le consommer avec l'alcool, des psychotropes ou d'autres drogues. Son usage doit demeurer pour ainsi dire thérapeutique ou homéopathique, par exemple pour se détendre un peu quand on ne supporte plus le vieux monde pourri dans lequel on nous impose de vivre à défaut de pouvoir le liquider, tout en sachant qu'il ne disparaîtra pas de lui-même si on ne s'organise pas pour l'abattre.

Les paradis artificiels demeureront toujours des exutoires illusoire pour se débarrasser des maux qui nous accablent. Ils peuvent être utiles ou nuisibles selon l'usage qu'on en fait, tout est une question de mesure, de discernement, de maîtrise de ses actes et de leurs conséquences. En toutes circonstances on doit demeurer logique, lucide, c'est notre conscience politique, notre conscience de classe qui doit nous guider et rien d'autre. Je me souviens avoir lu quelque part que Marx et Engels ne rechignaient pas à lever le coude pour se détendre un peu, qui oserait leur reprocher, personne, n'est-ce pas ?

Du consentement au "renoncement".

- Grand débat: l'exécutif se donne un mois pour trancher - AFP 13 mars 2019

Emmanuel Macron devrait clore le grand débat à partir de la mi-avril, "en donnant les grands axes de réponse et le sens de la direction à suivre", selon Sébastien Lecornu, ministre coanimateur du grand débat.

Mais "il ne faut pas imaginer qu'un beau soir à 20H00, il y aurait une grande déclaration du président qui dirait devant le drapeau: "voilà, je vous ai compris, voilà les 4-5 choses qu'on va faire, fermez le banc, on passe à autre chose". Ca ne peut pas être ça", a prévenu mercredi le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand (LREM).

Le début d'année a vu s'effriter la mobilisation des "gilets jaunes", tombée à 28.600 personnes selon l'Intérieur le 9 mars. Mais sans faire cesser les manifestations des samedi, ni la crainte que les décisions post-grand débat ne déçoivent et réveillent la vague jaune.

"Imaginer qu'il serait possible de sortir du grand débat par une série d'annonces, de vérités révélées, c'est se tromper sur la nature même de l'exercice et sur la volonté même de ceux qui y ont participé", a averti mardi Edouard Philippe. Pour qui il faudra aboutir à un "compromis démocratique" avec "des choix, y compris sur des renoncements, y compris sur des choix difficiles".

Autre complexité: articuler la "sortie" du grand débat avec la campagne des élections européennes du 26 mai, source supplémentaire de tensions et d'attaques. AFP 13 mars 2019

A noter : Comment, mais c'est insupportable toutes ces "attaques"...

Soros vous informe.

- Les "fake news" massivement partagées par les gilets jaunes sur Facebook - euronews 3 mars 2019

On peut les voir dans les rues le samedi mais surtout sur les réseaux sociaux, tous les jours. Les gilets jaunes en font même leur principale source d'information et ne s'en cachent pas. Pourtant, les "fake news" s'y accumulent. L'ONG Havaaz a étudié le nombre de vues et de partage des 100 fausses nouvelles les plus virales sur des groupes et comptes Facebook liés aux gilets jaunes entre le premier novembre et le 6 mars.

Selon un sondage Yougov réalisé pour Avaaz, 87% des citoyens Français, Allemands, Italien et espagnols voudraient que les réseaux sociaux collaborent avec des vérificateurs de faits (Factuel, le Fact-Checking de l'AFP ou le Checknews de libération)

LVOG - Mais où voulaient-ils en venir ? Réponse à la fin de cet article.

Euronews - Russia Today tire profit du mouvement.

Si les gilets jaunes rejettent ce qu'ils appellent les médias "mainstream", Russia Today remporte tous les suffrages grâce aux vidéos des manifestations qu'elle diffuse. La chaîne d'information, financée par la Russie, accumule plus double des vues récoltées par le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde réunis. euronews 3 mars 2019

Le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde, en fait tous les médias pratiquent la censure ou l'autocensure et cela commence à se savoir !

[Le IVE Reich sera-t-il \(américano\)-franco-allemand ou Hitler et Pétain en avaient rêvé, et avant eux Thiers et Bismarck !](#)

- Les députés donnent leur feu vert à la création d'une assemblée parlementaire franco-allemande - Franceinfo

Le titre est une provocation... mais ne manque pas de sens, historique, non ?

[Venezuela](#)

LVOG - Depuis l'électricité a été rétablie dans tout le pays.

- Le gouvernement de Maduro s'efforce de rétablir le courant dans l'Ouest - Reuters 14 mars 2019

Le gouvernement du président vénézuélien en exercice, Nicolas Maduro, s'efforçait mercredi de rétablir le courant dans l'ouest du pays alors que les pillages s'y intensifient.

Après une longue panne d'électricité la semaine dernière, le courant a été peu à peu rétabli dans plusieurs parties du pays, ce qui a permis de rouvrir le port de Jose, crucial pour les exportations pétrolières du Venezuela.

Le gouvernement Maduro accuse les Etats-Unis d'être à l'origine de cette panne, ce que Washington dément.

La Chine a proposé mercredi son aide au gouvernement de Nicolas Maduro et a estimé à son tour que la panne de courant était le résultat d'actes de sabotage.

Dans l'ouest du pays, où le courant n'a pas été partout rétabli, la population est confrontée à un regain de violences et à la multiplication des pillages, dans l'Etat de Zulia notamment.

Plus de 300 entreprises ont été saccagées dans l'Etat situé à la frontière colombienne, ont annoncé les autorités locales.

Dans la foulée de la série de pillages signalés dimanche, plusieurs entreprises ont décidé de solder leur stock de marchandises de peur d'être à leur tour victimes de violences. Reuters 14 mars 2019

LVOG - L'AFP s'est faite plus circonspecte, car l'accusation de sabotage a été prise au sérieux par plusieurs Etats.

AFP - La Chine a proposé son aide pour faire la lumière sur les raisons de cette panne, dont l'ampleur et la durée restent inédites dans ce pays pétrolier. Le président Nicolas Maduro y voit une attaque "cybernétique" fomentée par le ministère américain de la Défense et l'opposition.

Une thèse techniquement possible, selon les experts, qui la jugent cependant improbable et rappellent le manque d'entretien des infrastructures du pays.

Maduro a annoncé la création d'une "commission d'enquête présidentielle" pour laquelle il entend solliciter "l'aide de l'ONU, de la Chine, de la Russie, de l'Iran, et de Cuba, pays qui ont une grande expérience des cyber-attaques". AFP 14 mars 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

En fin de journée j'ajouterai des articles à télécharger.

- Au format pdf (18 pages)

PREMIERE PARTIE

Au crépuscule du capitalisme.

L'illusion selon laquelle le capitalisme rimerait avec progrès social indéfini s'est envolée, il serait compatible avec la démocratie s'est désintégrée, il réaliserait progressivement le socialisme a été pulvérisée, ses représentations politique aussi, la droite et la gauche. Du coup qu'est-ce qu'il reste en lice à défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire ou l'extrême gauche qui n'existe pas sauf dégénérée ? L'extrême droite, l'extrême droite nationale et l'extrême droite dite de l'extrême-centre ou oligarchique internationale, RN et LREM.

Lu. Où Cela ?

- "Européennes : inscrivez-vous sur les listes électorales !"

Réponse : Dans la news letter reçue de la Caf par Internet !

Défense du marxisme.

La leçon que le mouvement ouvrier et les Gilets Jaunes ont ignoré.

- Nous savons évidemment que chaque peuple, chaque classe et même chaque parti s'instruisent principalement par leur propre expérience, mais cela ne signifie nullement que l'expérience des autres pays, classes et partis soit de peu d'importance. Sans l'étude de la grande Révolution française, de la Révolution de 1848 et de la Commune de Paris, nous n'aurions jamais accompli la révolution d'Octobre, même avec l'expérience de 1905 : en effet nous avons fait cette expérience en nous appuyant sur les enseignements des révolutions antérieures et en continuant leur ligne historique. Toute la période de la contre-révolution fut remplie par l'étude des leçons de 1905. (...)

Certes, la seule étude de la révolution d'Octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays; mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la révolution, sauf une direction clairvoyante et résolue du Parti basée sur la compréhension des lois et de méthodes de la révolution. (...)

Les dirigeants des Partis communistes européens qui n'étudieraient pas d'une façon critique et dans tous les détails l'histoire du coup de force d'Octobre ressembleraient à un chef qui, se préparant actuellement à de nouvelles guerres, n'étudierait pas l'expérience stratégique, tactique et technique de la dernière guerre impérialiste. Un tel chef vouerait ses armées à la défaite. (...)

Le Parti est l'instrument essentiel de la Révolution prolétarienne. (Extrait. Les leçons d'Octobre - L. Trotsky 1924)

Méthode scientifique ou sorcellerie. Avis aux aventuriers et autres dirigeants autoproclamés.

- Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements

épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "la révolution d'Octobre a été un échec". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes. (Extrait. Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ? - L. Trotsky mai 1940)

Arguments pour contrer la propagande officielle.

En France, les « violences policières » cela n'existe pas.

- Par Me Régis de Castelnu - Vue du Droit 13 mars 2019

Extraits.

Multiplication des procédures illégales, peines hors de proportion, incriminations fantaisistes ont été la norme pendant quelques semaines. En France on s'en est ému, à l'étranger aussi où la presse américaine a été jusqu'à dire qu'Emmanuel Macron allait faire oublier Poutine.

Et c'est comme cela que cette répression judiciaire de masse a été précédée d'une répression policière de masse elle aussi, émaillée d'un nombre invraisemblable et avéré de violences indignes d'un pays démocratique. L'utilisation de techniques policières, de matériels dangereux et de comportements ouvertement violents revendiqués comme tels ont abouti à un bilan humain catastrophique. Partout sur les réseaux on trouve des images qui en témoignent et provoquent l'inquiétude sur l'état des libertés publiques dans notre pays.

Et c'est comme cela, qu'un président de la république, perdant tout bon sens profère des phrases qui illustrent les dérives de ce pouvoir allant jusqu'à dire « il est inacceptable dans un État de droit de parler de violences policières ». Pardon ?

Lorsque l'on voit sur des vidéos des violences incontestables et illégales, commises par des policiers en uniforme dans l'exercice de leurs fonctions, il est inacceptable de parler de « violences policières » ? Lorsque l'IGPN, organe républicain de contrôle de la police, enquête sur ce qu'elle qualifie elle-même de « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque le parquet poursuit des policiers pour des faits commis en violation du code pénal français, qui qualifie spécifiquement les « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque des juges d'instruction mettent en examen des policiers pour des violences commises en violation de l'article 223-13 du Code pénal, c'est inacceptable ? Lorsqu'un tribunal condamne des policiers en application de cet article, c'est inacceptable ? Lorsque la presse ou n'importe quel citoyen utilisent la liberté d'expression garantie par la constitution et la déclaration des droits de l'homme pour qualifier de « violences policières », les comportements violents et illégaux de policiers dans l'exercice de leurs fonctions, c'est inacceptable ? Vue du Droit 13 mars 2019

- Un policier fait le coup de poing avec Gilets jaunes et street medic à Paris - sputniknews.com 16.03

Alors que des membres des forces de l'ordre essayaient de disperser des Gilets jaunes rassemblés aux Champs-Élysées à Paris dans le cadre de l'acte 18 de leur mobilisation, un policier a commencé à donner des coups de poing aux manifestants, comme en témoigne une vidéo diffusée ce samedi sur les réseaux sociaux.

Celle-ci montre également cet agent attaquant un street medic qui tente de se protéger le visage en le couvrant de ses mains.

On voit en outre d'autres policiers matraquer des Gilets jaunes et les street medics qui tentent d'accéder aux personnes gisant à terre. sputniknews.com 16.03

- Castaner qualifie d'« assassins » les auteurs de l'incendie de la Banque Paribas - sputniknews.com 16.03

L'idéologie politique du sionisme est colonialiste et raciste.

- La France de Macron, avant-garde de l'odieux amalgame entre antisionisme et antisémitisme par Jonathan Cook Mondialisation. ca 14 mars 2019

Extraits.

On peut mesurer à quel point l'attitude de la communauté internationale à l'égard d'Israël s'est complètement inversée au cours des cinquante dernières années en étudiant le sort d'un simple mot : « sionisme ».

En 1975, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le monde entier se dissociait de la position des États-Unis et de l'Europe pour déclarer que le sionisme, l'idéologie fondatrice d'Israël, « est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

Aux yeux des pays du Sud, les grandes purges de Palestiniens indigènes menées par les Juifs européens en 1948 et en 1967 ne faisaient que rappeler la purification ethnique menée par des Européens blancs contre des peuples autochtones aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud.

Sur une grande partie du globe, ces colons juifs ressemblaient à un anachronisme, une réminiscence des « pionniers » blancs se dirigeant vers l'ouest à travers les terres prétendument vides des États-Unis ; des fermiers blancs qui accaparèrent de vastes étendues de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie comme leur propriété privée ; et des nouveaux venus blancs qui ont parqué les résidus des peuples autochtones de l'Australie dans des réserves ou les ont transformés en un spectacle de foire dans leurs sites touristiques.

La résolution de l'ONU affirmant que « Le sionisme est une forme de racisme » a duré 16 ans – jusqu'à la chute de l'Union soviétique et l'émergence des États-Unis en tant que seule superpuissance mondiale. Après de nombreuses intimidations et pressions diplomatiques de la part de Washington, comprenant la promesse qu'Israël s'engagerait dans un processus de paix avec les Palestiniens, la résolution 3379 a finalement été révoquée en 1991.

Des décennies plus tard, le pendule a basculé de manière décisive dans l'autre sens.

Les élites américaines et européennes ont quitté leur position défensive d'autrefois qui affirmait que le sionisme n'est pas du racisme. Maintenant, elles sont passées à l'offensive. Elles présument que l'antisémitisme – la position de la majorité de la communauté internationale il y a 44 ans – est synonyme de racisme.

Ou plus précisément, il est de plus en plus admis que l'antisémitisme et l'antisémitisme sont les deux faces d'une même pièce.

Système de type Apartheid

Cette tendance s'est consolidée la semaine dernière lorsque Emmanuel Macron, le Président français centriste, est allé plus loin que la simple réitération de sa confusion entre l'antisionisme et l'antisémitisme. Cette fois, il a menacé d'interdire l'antisionisme en le pénalisant.

L'amalgame de Macron entre antisionisme et antisémitisme est manifestement absurde.

L'antisémitisme fait référence à la haine des Juifs. C'est de la bigoterie et de l'intolérance, purement et simplement.

L'antisionisme, en revanche, est une opposition à l'idéologie politique du sionisme, un mouvement qui a insisté sous toutes ses formes politiques pour donner la priorité aux droits des Juifs à une patrie par rapport à ceux, les Palestiniens, qui y vivaient déjà.

L'antisionisme n'est pas un racisme contre les Juifs ; c'est une opposition au racisme des Juifs sionistes.

Bien sûr, un antisioniste peut aussi être antisémite, mais il est plus probable qu'un antisioniste professe sa position pour des raisons pleinement rationnelles et éthiques.

Cela a été rendu encore plus clair l'été dernier lorsque le Parlement israélien a adopté une loi fondamentale définissant Israël comme l'État-nation du peuple juif (PDF). La loi affirme que tous les Juifs, même ceux qui n'ont aucun lien avec Israël, y jouissent d'un droit à l'autodétermination dont tous les Palestiniens sont privés, y compris le cinquième de la population israélienne qui est palestinienne et détient la citoyenneté israélienne.

En d'autres termes, la loi crée deux statuts en Israël – et, de manière implicite, dans les territoires occupés également – sur la base d'un système de classification ethno-religieux imposé qui octroie à tous les Juifs des droits supérieurs à tous les Palestiniens.

Sur le plan constitutionnel, Israël applique explicitement un système juridique et politique assimilable à celui de l'Apartheid, un système encore plus complet que celui de l'Afrique du Sud. Après tout, les dirigeants sud-africains de l'Apartheid n'ont jamais prétendu que leur pays était la patrie de tous les blancs.

Criminaliser le BDS

La menace de Macron d'interdire l'antisionisme est le prolongement logique des mesures existantes en Europe et aux États-Unis visant à pénaliser ceux qui soutiennent BDS, le mouvement croissant de solidarité internationale avec les Palestiniens qui appelle au boycott, au désinvestissement et à des sanctions contre Israël. (BDS).

De nombreux membres du mouvement BDS, mais pas tous, sont antisionistes. Une proportion d'entre eux est constituée de Juifs antisionistes.

Le mouvement non seulement saute par-dessus les décennies de complicité des élites politiques occidentales à l'oppression des Palestiniens par Israël, mais souligne l'ampleur de cette complicité. C'est une des raisons pour lesquelles il est tellement honni par ces élites.

La France est allée plus loin que tous les autres dans cette direction en criminalisant le BDS en tant que forme de discrimination économique. Elle assimile ainsi un État, Israël, à un groupe ethnique, les Juifs, exactement comme les antisémites.

Une telle législation a autant de sens que la France interdisant, dans les années 80, le boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid au motif qu'elle constituerait une discrimination à l'égard des blancs.

Les lobbyistes israéliens en action

La France, cependant, est simplement en tête de ce mouvement. Aux États-Unis, quelques 26 États ont promulgué des lois punissant ou sanctionnant les individus et les organisations favorables au boycott d'Israël. Une législation similaire est en cours de promulgation dans 13 autres États.

Aucun d'entre eux ne semble préoccupé par le fait de violer les droits Américains si précieux garantis par le Premier amendement, et de faire une exception au droit à la liberté d'expression dans un cas seulement – celui d'Israël.

Ce mois-ci, le Sénat américain s'est joint à la mêlée en adoptant un projet de loi incitant les États à infliger des sanctions économiques aux personnes qui soutiennent le boycott d'Israël.

Ces victoires contre le mouvement non-violent BDS sont le résultat des efforts vigoureux et malveillants déployés dans les

coulisses par les lobbyistes israéliens pour assimiler l'antisionisme et l'antisémitisme.

Alors que la position d'Israël aux yeux des publics occidentaux s'est effondrée avec l'avènement des réseaux sociaux, avec la diffusion d'innombrables vidéos de la violence perpétrée par l'armée israélienne et les colons filmées par les caméras des téléphones portables, et la famine imposée à Gaza par Israël, les lobbyistes pro-israéliens ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour qu'il soit de plus en plus difficile de dénoncer Israël.

Redéfinition de l'antisémitisme

Leur coup d'État a été la récente acceptation généralisée en Occident d'une redéfinition de l'antisémitisme qui le confond volontairement avec l'antisionisme.

Les empreintes digitales d'Israël maculent les travaux de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Il n'est donc guère surprenant que la définition longue et vague de l'antisémitisme élaborée par l'IHRA ait été complétée par 11 exemples, dont 7 se rapportent à Israël.

Un exemple, affirmant qu'Israël est une « entreprise raciste », suggère que les 72 États membres de l'ONU qui ont voté pour la résolution de 1975 intitulée « Le sionisme est une forme de racisme », de même que les 32 États qui se sont abstenus, ont eux-mêmes épousé – ou fermé les yeux sur – l'antisémitisme.

Les gouvernements occidentaux, les autorités locales, les partis politiques et les organismes publics s'empressent maintenant d'adopter la définition de l'IHRA.

Le résultat a été une peur croissante au sein des publics occidentaux à propos de ce que l'on peut encore dire sur Israël sans susciter des accusations d'antisémitisme.

C'est bien là le but. Si les gens ont peur que d'autres pensent qu'ils sont antisémites parce qu'ils ont critiqué Israël, ils se tairont, laissant à Israël une plus grande marge de manœuvre pour commettre des crimes contre les Palestiniens. Le trope de la « haine de soi juive »

Si Macron et l'IHRA avaient raison – à savoir que l'antisionisme et l'antisémitisme seraient indistincts – nous aurions alors à accepter des conclusions très gênantes.

L'une serait que les Palestiniens sont systématiquement condamnés comme antisémites car ils revendiquent leur propre droit à l'autodétermination. Autrement dit, il serait impossible pour les Palestiniens de revendiquer les mêmes droits que les Juifs dans leur propre pays sans que cela soit déclaré raciste. Bienvenue à Alice de l'autre côté du miroir.

Une autre conclusion serait qu'une proportion importante de Juifs à travers le monde, ceux qui s'opposent à l'auto-définition d'Israël comme « État juif », sont également des antisémites, contaminés par une haine irrationnelle de leurs semblables Juifs. C'est le trope du « Juif qui se hait lui-même » sur lequel Israël s'appuie depuis longtemps pour discréditer les critiques émises par des Juifs [Noam Chomsky, Norman Finkelstein, Shlomo Sand, etc.].

De ce point de vue, les Juifs qui veulent que les Palestiniens jouissent des mêmes droits que ceux que les Juifs revendiquent pour eux-mêmes au Moyen-Orient sont racistes – et pas seulement cela, mais racistes contre eux-mêmes.

Et si les efforts de Macron pour criminaliser l'antisionisme s'avéraient fructueux, cela signifierait que Palestiniens et Juifs pourraient être punis – voire même emprisonnés – pour avoir exigé l'égalité entre Palestiniens et Juifs en Israël.

Aussi grotesque que ce raisonnement puisse sembler lorsqu'on l'exprime en des termes si explicites, des acteurs en l'Europe et aux États-Unis acceptent facilement de telles approches pour lutter contre l'antisémitisme.

L'ampleur de cette folie est évidente dans la décision de la banque allemande Bank für Sozialwirtschaft, ou Banque pour l'économie sociale, de clore le compte d'un groupe juif antisioniste, La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient, à cause de son soutien au boycott d'Israël. C'était la première fois qu'une banque allemande fermait le compte d'une organisation juive depuis les Nazis.

La banque a pris cette mesure après avoir reçu des plaintes selon lesquelles La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient était antisémite de la part du centre Simon Wiesenthal, un groupe qui dissimule son soutien fervent à Israël par sa campagne en faveur des droits des Juifs. Amalgamer la gauche et l'extrême droite

L'antipathie de Macron à l'égard de l'antisionisme – partagée par beaucoup d'autres qui cherchent à le confondre avec

l'antisémitisme – a une cause explicite et une cause plus voilée. Les deux sont liées à la crise politique à laquelle il est confronté. Après deux ans au pouvoir, il est le président le plus impopulaire de l'histoire de la République.

Selon Macron, la montée de l'antisionisme, ou plus généralement l'opposition croissante à Israël, grossit les rangs de ceux qui veulent faire du mal aux Juifs en France, que ce soit par des attaques, par la griffonnage de croix gammées sur des tombes juives ou par la pollution du discours public, en particulier sur les réseaux sociaux.

Deux groupes que lui et les groupes de pression juifs français ont identifiés comme étant au cœur du problème sont les musulmans français, souvent considérés comme des immigrants récents qui importeraient avec eux des attitudes supposément racistes à l'égard des Juifs propres au Moyen-Orient, et des gauchistes laïques qui sont à l'avant-garde du soutien pour BDS.

Bien qu'un tout petit nombre de musulmans français ait adopté des positions extrémistes, la grande majorité ressent une hostilité envers Israël en raison de son rôle dans le déplacement et l'oppression des Palestiniens. Ce sentiment est également dominant chez les activistes de BDS.

Mais Macron et le lobby laissent entendre que ces deux groupes antisionistes sont en réalité étroitement alignés sur les groupes antisémites d'extrême droite et néonazis, quelles que soient leurs différences évidentes quant à l'idéologie et à l'attitude vis-à-vis de la violence.

Le flou entretenu par Macron entre l'antisionisme et l'antisémitisme vise à semer le doute sur ce qui devrait constituer une distinction évidente entre ces trois circonscriptions idéologiques très différentes. Macron le prestidigitateur

Le tour de passe-passe de Macron s'inscrit toutefois dans un ordre du jour connexe et intéressé, comme le montre clairement l'abus plus général – ou usage comme une arme – des insultes antisémites en Europe et aux États-Unis.

Macron est confronté à une révolte populaire connue sous le nom des « Gilets jaunes », qui envahit les rues principales depuis de nombreux mois. Les manifestations ébranlent son gouvernement.

À l'instar d'autres insurrections populaires récentes, telles que le mouvement Occupy Wall Street, les Gilets Jaunes n'ont pas de dirigeants et leurs revendications ne sont pas univoques. Ce mouvement représente davantage une humeur, un mécontentement généralisé à l'égard d'un système politique déconnecté du quotidien des habitants, et qui, depuis la crise financière survenue il y a dix ans, est apparu chroniquement défaillant et irréformable.

Les Gilets Jaunes incarnent un grief qui recherche désespérément à se frayer un chemin vers une nouvelle étoile politique, une vision différente et plus juste de la manière dont nos sociétés pourraient être organisées.

Le manque d'articulation même du mouvement a été son pouvoir et sa menace. Ceux qui sont frustrés par les politiques d'austérité, ceux qui sont en colère contre une élite politique et financière arrogante et qui ne réagit pas à leurs demandes, ceux qui aspirent à un retour à un sens plus clair de la Francité peuvent tous chercher refuge sous sa bannière.

Mais cela a également permis à Macron et à l'élite française de projeter sur les Gilets jaunes toutes sortes de motivations malveillantes qui servaient au mieux leurs efforts de diabolisation du mouvement. Des accusations que les porte-parole du mouvement rejettent en bloc.

Et compte tenu de la marée montante des mouvements nativistes et d'extrême droite à travers l'Europe, il a été difficile pour le Président français, dans son grand désarroi, de résister à la tentation de lancer l'accusation d'antisémitisme contre les Gilets jaunes.

De même que Macron a présenté les militants de gauche et antiracistes soutenant BDS comme étant de mèche avec les néonazis, il a mis les Gilets jaunes et les nationalistes blancs d'extrême droite dans le même sac. La plupart des médias français ont recyclé cette calomnie avec joie.

L'industrie de la calomnie et de la diffamation ne veut pas une protection contre l'antisémitisme, elle veut un retour à une culture politique dans laquelle son pouvoir restait sans rival et n'était jamais soumis à l'examen.

Pour le lobby israélien, cela signifie la renaissance d'un climat politique qui existait avant le discrédit du processus d'Oslo, lorsque les critiques d'Israël étaient publiquement rejetées et les Palestiniens traités principalement comme des terroristes.

Pour les centristes, cela nécessite l'enracinement d'une politique managériale et néolibérale dans laquelle les grandes entreprises et industries et la finance ont toute liberté pour dicter leurs politiques économiques et sociales, et où leurs échecs sont compensés sans aucune question par le public par le biais de programmes d'austérité.

Il s'agit d'un pacte impossible et dans lequel les Juifs sont utilisés pour huiler les roues des politiques défailtantes, impuissantes et de plus en plus autoritaires du centre.

Venezuela : Les masques sont tombés.

- Le Venezuela démasque le sénateur étasunien Marco Rubio suite au sabotage électrique (Prensa Latina) - legrandsoir.info 10.03

Extrait.

Caracas, 8 mars (Prensa Latina) Le gouvernement du Venezuela a aujourd'hui démasqué le sénateur étasunien Marco Rubio, étant démontrée, par un message publié sur le réseau social Twitter, sa complicité concernant le sabotage effectué contre le système électrique national du pays.

Jorge Rodriguez, vice-président des secteurs de la Communication, la Culture et du Tourisme du Venezuela, a manifesté en conférence de presse que Rubio devait rendre des comptes devant le monde pour expliquer comment il a eu connaissance du fait que le système de contrôle automatisé d'urgence de la centrale hydro-électrique de Guri avait été endommagé.

« Cet homme a des dons de devin, moins de trois minutes après le sabotage technique et criminel, Rubio apparaît en annonçant l'action », a ironiquement estimé Rodriguez en référence au Twitt de Marco Rubio commentant la coupure quasi-totale d'électricité dans le pays sud-américain moins de trois minutes après les faits.

« Nous savons déjà d'où a été perpétré l'attentat criminel, et le Twitt de Marco Rubio est en ce sens très révélateur, puisqu'ils ont attaqué de manière cybernétique le système de contrôle automatisé de la centrale hydro-électrique de Guri. En attaquant ce système, les machines de Guri se sont arrêtées pour s'auto-protéger, et ne pouvaient plus générer d'électricité. Comment Marco Rubio savaient cela en moins de trois minutes ? Car il savait ce qui allait se passer ! », a expliqué Rodriguez.

« Ceux qui sont derrière ce sabotage n'ont aucune considération envers les 30 millions de vénézuéliens ; peu leur importent les patients dans les hôpitaux, les enfants ou autres personnes », a déploré Rodriguez.

« Ce sabotage démontre qu'il ne s'agit pas d'une agression uniquement à l'encontre des chavistes (personnes soutenant le gouvernement actuel, du nom de l'ancien président Hugo Chavez), mais à l'encontre de toutes les personnes vivant au Venezuela. Et qui met en lumière ces faits et y fait face ? Une fois de plus le président du Venezuela, Nicolas Maduro », a manifesté le vice-ministre. legrandsoir.info 10.03

LVOG - Cet épisode a permis de montrer au monde entier que l'immense majorité du peuple vénézuélien soutenait Maduro et rejetait la tentative de coup d'Etat des Etats-Unis.

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1- Cette nuit trois des plus beaux fleurons du pays viennent d'être privatisés : la française des jeux, ADP et Engie. Une illustration supplémentaire de ce qui nous attend si nous tardons trop : le pays est en train d'être vendu à la découpe. Macron fait le job en toute urgence.

Également une preuve que ce qu'avance Juan Branco, tout au long de l'entretien, est fondé...

Car oui, cet entretien m'a juste fait froid dans le dos : la situation est bien, bien plus grave que je ne le pensais.

Juan branco démontre, preuves à l'appui, que la caste qui dirige notre pays est inféodée à une "méta caste" (les 0,1%), et qu'ils n'ont absolument aucune empathie pour les souffrances du peuple. Au contraire, le mépris est la règle, la corruption est quasi généralisée. Leur seul but est leur carrière, et leur seule volonté est de s'enrichir de plus en plus à nos dépens. J'ai fini d'écouter cet entretien en étant extrêmement mal à l'aise : comment en effet, dans notre pays qui se dit démocratique, un homme aussi talentueux que lui est aujourd'hui au RSA, ostracisé, et dans l'impossibilité d'éditer son livre en France ? C'est une preuve de plus de ce qu'il avance tout au long de l'entretien : l'état est totalement corrompu, et ceux qui résistent à cela sont écartés. Il est vraiment urgent de ne faire aucun compromis avec ce pouvoir, et de reconquérir notre souveraineté pleine et entière. Cela passe forcément par un mouvement révolutionnaire.

Macron doit partir, l'assemblée nationale doit être dissoute, et une nouvelle Constituante élaborée, ou alors nous sommes perdus.

LVOG - Depuis le 17 novembre 2017, cela fait 4 mois que les 25 à 30 millions de travailleurs et retraités ont eu l'occasion de descendre dans la rue contre Macron et sa politique, et malgré tout ils s'en sont abstenus. Et demain quand ce sera au tour du régime de retraite d'être liquidé, croyez-vous qu'ils réagiront différemment ?

Ne serait-ce pas là la question politique prioritaire que tous évitent de poser ? Pourquoi ? Que craignent-ils ?

Ce constat ou les faits confirment mon analyse que personne ne partage. Il en serait autrement que cela ne changerait rien à la situation dans l'immédiat ou même avant un certain temps, mais au moins cela permettrait de disposer d'une base saine de discussion et pour se regrouper, ce qui est impensable sur des positions identitaires ou quand on cautionne la propagande de l'oligarchie ou encore, quand on fait miroiter aux militants des objectifs irréalisables ou bien, quand on leur sert des analyses que les faits démentent presque immédiatement ou qui ont déjà été invalidés, personne ne peut prendre au sérieux ces formations politiques...

2- Les 0,1% dirigent le monde et bien entendu, la France; l'objectif ? pouvoir ? argent ? destruction ? à nous de reprendre le pouvoir !

LVOG - Que nous n'avons jamais détenu, à moins de s'identifier à des partis aujourd'hui totalement discrédités et de leur attribuer des vertus passées qu'ils n'ont jamais eu en réalité... C'est à croire que les expériences passées n'ont servi à rien.

3- Un bémol cependant sur son analyse de la situation : il dit que la caste au pouvoir n'a pas d'idéologie, que la seule chose qui la motive c'est la défense de ses intérêts : mais ça justement c'est leur idéologie – ils mettent en application l'idéologie néolibérale.

Intéressant serait de comprendre comment et à partir de quand les élites française se sont converties à cette idéologie (c'est peut-être beaucoup plus ancien que ce que l'on pense car quand écoute les analyses de Lacroix-Riz sur l'entre-deux-guerres, on se dit qu'il y a comme qui dirait des échos...)

LVOG - Il n'y a pas eu à proprement parler de conversion idéologique des "élites française", mais un tournant idéologique correspondant à un tournant économique à l'échelle mondiale... Une vieille illusion qui a la peau dure...

4- Le néolibéralisme n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment – absence de règle donc. Ce n'est donc pas une idéologie au sens système réglant les rapports sociaux, ceux-ci sont absents. C'est donc un champ de forces sans lois (sinon ad hoc, ce qui revient à pas de lois) qui mène à tout et n'importe quoi, guerres, dictatures, dévastations de la planète, crises graves à répétition, instabilité systémique...

LVOG - Vous vous méprenez, c'est le capitalisme en général qui "n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment". C'est marrant à quel point s'est difficile d'admettre que le capitalisme n'a jamais eu aucune vertu progressiste ou sociale, autres que celles correspondant à ses besoins ou sous la contrainte de la lutte de classe des exploités. C'est à cela qu'on reconnaît tous ceux qui ne sont pas encore prêts de rompre avec le capitalisme...

[Glucksmann ou la Prostitution publique.](#)

Les Crises. fr - Fin 2006, il avait rejoint le parti politique Alternative Libérale, hyper libéral donc, mais surtout, il avait annoncé qu'il en serait candidat pour les législatives 2007 !

Finalement, il n'a pas été candidat in extremis – étant allé avec son père promouvoir Nicolas Sarkozy.

Je rappelle enfin, par honnêteté et pour vous tenir au courant, que nous avons porté plainte contre Raphaël Glucksmann pour diffamation. Comme il a reconnu être l'auteur des propos incriminés, il a été mis en examen automatiquement, ce qui ne préjuge en rien de sa culpabilité.

- Un autre Macron est possible par Pierre Rimbart - Le Monde diplomatique - décembre 2018

Il a 39 ans, des diplômes clinquants, un regard habité et des envies de changement. Entouré de jeunes chefs d'entreprise et de « porteurs de causes » issus de la « société civile », il lance un « mouvement politique » destiné à « sauver les démocraties libérales » menacées par l'« insurrection populiste ». Parce que c'est notre projet, exhorte-t-il, « à nous, désormais, de marcher ».

Après la formation de M. Emmanuel Macron, voici Place publique, fondée en novembre par l'essayiste Raphaël Glucksmann. L'un domine le centre droit ; l'autre investit le centre gauche, où la désintégration du Parti socialiste laisse un vide et des classes moyennes cultivées désespérées. D'où va-t-on désormais proclamer que rien ne va plus et qu'il faut tout changer — sauf l'essentiel : les structures économiques et sociales ? Avec Les Enfants du vide (Allary Éditions), livre-manifeste publié

cet automne, Glucksmann a d'un coup comblé la béance. De L'Obs à L'Humanité en passant par Mediapart, on s'arrache l'homme providentiel. Il est chez lui sur France Inter, louangé permanent au Monde, en « une » de Libération, en couverture de Politis. Des personnalités socialistes, écologistes ou communistes projettent sur son visage souriant leurs aspirations ravalées. Glucksmann a compris que son public cible n'aimait rien tant que battre sa coulpe, triturer sa mauvaise conscience, ruminer ses échecs et y remédier au moyen de recettes toujours identiques, mais ripolinées aux couleurs du jour — le vert, en l'occurrence. Cela tombe bien : Raphaël, qui s'est souvent trompé, met en scène confessions et conversion. À L'Obs(4 octobre 2018), il confie : « Je dois réapprendre à m'oublier. »Ambitieux programme.

Lui qui fut tour à tour admirateur de M. Nicolas Sarkozy en 2008, animateur de la revue néoconservatrice Le Meilleur des mondes,conseiller du président géorgien néolibéral et atlantiste Mikheil Saakachvili, lui qui admettait volontiers : « Ça ne m'a jamais fait vibrer de manifester pour les retraites » (M Le magazine du Monde,22 mars 2014) et se déclarait au printemps 2017 « fier » de l'élection de M. Macron, revendique à présent Occupy Wall Street et dit « nous » quand il parle de la gauche. « On a zappé complètement la question sociale », admet-il. « Mon logiciel de pensée a contribué à former l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui » (Mediapart, 14 novembre 2018). La mise à jour dudit « logiciel » copie-colle les constats effectués depuis des lustres par ceux que combattait hier Raphaël : « On voit les entreprises multinationales refuser les lois des nations et chercher à leur imposer les leurs. On voit les banques sauvées par l'argent public maquiller leurs comptes et cacher leurs fonds dans des paradis fiscaux. » À tout cela s'ajoute la menace d'un anéantissement de la planète par le réchauffement climatique.

Alors, que faire ? Contre « les anciennes idéologies, les vieux partis, les antiques structures », contre les inégalités et le gaz carbonique, Glucksmann propose plus de participation citoyenne, plus d'écologie, plus d'Europe. « Nous assumons l'horizon d'une République européenne », écrit-il. Des « porteurs de causes » aussi frétilants que MM. Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou, Daniel Cohn-Bendit et Bernard-Henri Lévy annoncent les éléments de ce credo depuis bientôt quatre décennies. Les papy du vide ont trouvé leur héritier. Le Monde diplomatique - décembre 2018

Commentaire d'un internaute

- Il faut à tous prix sauver le parti socialiste, vous savez ce parti qui parle à gauche dans l'opposition et à droite (voir à l'extrême droite...Valls...) au gouvernement. Mais là on a passé le mur du con...les recruteurs de la CIA et du CAC 40 semblent en manque de cheptel....et de mémoire....Parce que celui-là ...Il va être très difficile de nous le vendre.

[En famille. L'EuroMaïdan néozani a son candidat.](#)

Européennes: le PS désigne Raphaël Glucksmann comme tête de liste - AFP 17 mars 2019

Le Parti socialiste a désigné samedi l'essayiste Raphaël Glucksmann comme tête de liste pour les Européennes, faisant pour la première fois de son histoire le choix critiqué de s'effacer derrière un candidat de la société civile pour ce scrutin.AFP 17 mars 2019

Européennes : Glucksmann candidat pour prendre la tête d'une liste d'union de la gauche - Lexpress.fr 15.03

LVOG - En réalité cette "*union de la gauche*" se résume à Glucksmann et une partie du PS, tous les autres partis de la pseudo-gauche ont refusé de la rejoindre.

Glucksmann - "Je ne rejoins pas le Parti socialiste, j'appelle toutes les forces qui défendent les mêmes principes à se rassembler et à s'unir" (Qui se ressemblent s'assemblent. - LVOG)

LVOG- Et les langues se délient : Opération sauvetage improbable du PS englouti.

- Voilà donc le pari de la direction socialiste: assumer de ne pas être actuellement une force de premier plan pour reconquérir peu à peu la confiance des électeurs. Le tout étant de ne pas se faire absorber par celui derrière qui l'on se range; surtout si cette personne est -pour citer un Hollandais- "un bobo parisien que personne ne connaît hors de la capitale".

Rémi Lefebvre (PS) ne croit pas une seconde à un scénario semblable au parti communiste qui a accepté de s'effacer derrière Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle de 2012, plantant le dernier clou sur son cercueil : "Raphaël Glucksmann n'a pas la même ambition que Jean-Luc Mélenchon". huffingtonpost.fr 16.03

LVOG - Le scénario du face à face fictif RN - LREM ne va pas durer indéfiniment, LR et le PS étant hors jeu, il va bien falloir qu'ils trouvent ou fabriquent un autre partenaire à LREM...

Thomas Porcher quitte Place publique après l'union avec le PS pour les européennes - Le HuffPost 17 mars 2019

Censée être celle du rassemblement, la candidature de l'essayiste Raphaël Glucksmann aux élections européennes divise autant au Parti socialiste, pourtant officiellement rangé derrière lui, que dans son propre mouvement, Place publique.

L'un des principaux cofondateurs de ce parti, l'économiste Thomas Porcher, annonce son départ ce 17 mars dans une interview au Journal du dimanche, expliquant refuser de "servir de caution de gauche au PS".

"Aujourd'hui, on se retrouve cornérisé avec le PS, quelques petites chapelles, comme l'Union des démocrates et des écologistes [UDE], et un mouvement de centre droit, Cap21, qui a fait campagne pour Emmanuel Macron!", regrette-t-il. "Je n'ai pas envie de servir de caution de gauche au PS, ni que Place publique soit le nouvel emballage d'un produit périmé", ajoute-t-il.

- Pour les européennes 2019, le PS a le choix entre s'effacer ou disparaître - Le HuffPost 16 mars 2019

C'est selon Olivier Faure la meilleure option pour réaliser un bon score le 26 mai. Alors qu'une liste PS est créditée de 5 à 6% dans les sondages, le risque de faire moins que 5% et donc de n'avoir aucun élu est dans toutes les têtes. "Je pense qu'avec cette solution, on peut viser les 10%", lance, très optimiste, le député sortant Eric Andrieu, favorable à cette union. Le HuffPost 16 mars 2019

- Européennes: Glucksmann, une candidature de rassemblement... qui divise au PS - AFP 16 mars 2019

- PS: Le Foll quitte le Bureau national, en désaccord avec le soutien à la candidature Glucksmann - AFP 16 mars 2019

"Les écologistes restent écologistes, Benoît Hamon reste Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon reste Jean-Luc Mélenchon et nous, les socialistes, nous devrions nous effacer derrière Raphaël Glucksmann sans débat interne, sans aucune base idéologique et politique, sans ligne stratégique?", développe Stéphane Le Foll. "Olivier Faure a fait ce qu'il voulait faire, seul, de son côté et il devra l'assumer. Nous sommes loin, en tout cas, de cette renaissance du PS vendue aux socialistes lors du congrès".

Quant à Place publique, "ce mouvement inconnu de tous n'a ni ligne, ni portée, ni consistance!", juge l'ancien ministre de l'Agriculture. Place publique est le parti fondé par M. Glucksmann en novembre, autour des thématiques écologique, démocratique, sociale et européenne.

Le doute travaille cependant d'autres courants du PS. Réunie vendredi soir, la gauche du PS a décidé de "soutenir la démarche de rassemblement avec Raphaël Glucksmann" mais sous conditions, a indiqué Laurent Baumel à l'AFP.

Les médias en chœur, ne tarissent pas d'éloges pour, je cite Le Parisien : "**le philosophe, chouchouté par les médias**".

Jovial, séducteur, malin, un peu moralisateur, convaincant... nouveau, surtout !

Voilà Glucksmann, apôtre d'une démarche généreuse, renvoyé aux vieilles habitudes de la politique. Maintenant, il va lui falloir parler boutique avec ses partenaires en priant que les autres, jusque-là têtus, se rallient miraculeusement à son panache. Ce matin, sur France Inter, son ton avait déjà changé, sans élan, presque langue de bois.... désespérément familier. Le Parisien 15 mars 2019

Acte XVIII

LVOG - En désespoir de cause ils ont ressorti les black blocs du placard.

Au total, 32.300 personnes se sont mobilisées dans toute la France selon l'Intérieur, mais 230.766 selon le décompte des gilets jaunes posté sur Facebook. Le syndicat France Police-Policiers en colère parle, pour sa part, de 290.000 manifestants à travers toute la France à 19h30. Dans la soirée, le bilan des interpellations est monté à 237 personnes dont 144 se trouvaient en garde à vue à 21 heures.

Au soir de ce 18e samedi consécutif de manifestation, on peut légitimement se demander s'il ne s'agissait pas du dernier, comme Éric Drouet l'avait annoncé le concernant dans la semaine. Il était au demeurant impossible d'entendre la moindre revendication politique -si ce n'est le mot d'ordre "révolution"- dans les quelques cortèges non déclarés.

Ceux que l'on a vu et entendu, ce sont surtout les centaines de casseurs. Ils étaient même environ 1500 selon la préfecture de police. huffingtonpost.fr 17.03

À Bordeaux, la mobilisation des gilets jaunes en baisse et marquée par des heurts - Le HuffPost et sputniknews.com 17 mars 2019

En famille RN-LREM-LR-PS appellent à la vengeance.

- Gilets jaunes : «La France n'en peut plus !», estime Benjamin Griveaux - Le Parisien 17 mars 2019

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "Tous ceux qui étaient là se sont rendus complices " déclare Emmanuel Macron

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" à Paris : "Ça ne peut plus durer !", s'exclame Anne Hidalgo

- Emmanuel Macron veut "des décisions fortes" après les violences de l'acte 18 - Le HuffPost 17 mars 2019

"Il est inacceptable de voir que le gouvernement n'arrive pas à maintenir l'ordre dans notre pays", pour François-Xavier Bellamy, tête de liste LR pour les élections européennes, qui a appelé à "mettre fin à l'impuissance de l'État".

"Personne ne peut croire que les moyens nécessaires à la sécurité ont été mis. Si la loi anticasseurs, votée au Parlement, n'était pas bloquée par Emmanuel Macron on serait plus efficace!", a fait valoir le centriste (UDI) Christophe Lagarde.

- Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "La loi anti-casseurs ne sert à rien, il faut des moyens" affirme Sébastien Chenu (RN) - Franceinfo 17 mars 2019 LVOG - Les balles réelles !

- Gilets jaunes: Marine le Pen dénonce les "cagoules noires"... avec une photo vieille de 10 mois - Le HuffPost 17 mars 2019

[Le "grand débat" : La mystification permanente en guise de gouvernance.](#)

- La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres - Le HuffPost 16 mars 2019

Après le grand débat, des Français sont tirés au sort pour les "conférences citoyennes régionales" - Franceinfo 15 mars 2019

Dans le cadre de la grande consultation nationale, initiée après le début du mouvement des "gilets jaunes", les "conférences citoyennes régionales" commencent vendredi 15 mars. Des Français tirés au sort et représentatifs de la diversité sociologique du pays vont y participer. L'objectif est de formuler des propositions par rapport aux quatre grandes questions posées par le gouvernement : transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, organisation de l'État et des services publics, démocratie et citoyenneté. À Paris, la conférence se tient à partir de vendredi, à 16 heures au Grand Palais.

...l'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre. L'institut avait pour mission de constituer un panel représentatif sur un certain nombre de critères comme l'âge, le genre, la catégorie socioprofessionnelle, explique Gaëtane Ricard-Nihoul, responsable du pôle "conférence citoyenne" de la mission "grand débat". "Du point de vue logistique, c'est un vrai défi, poursuit-elle. On leur propose de prendre leur billet de train, un hôtel s'ils en ont besoin et lorsqu'ils souhaitent prendre leur véhicule, on leur propose de rembourser a posteriori les frais."

"On s'attendait à un taux de réponse autour de 10% et il était un petit peu en dessous. Ce n'est extrêmement surprenant." Gaëtane Ricard-Nihoul à franceinfo. Harris Interactive a sollicité plus de 75 000 Français pour être sûr que les conférences citoyennes se tiennent avec un nombre suffisant de participants. Franceinfo 15 mars 2019

LVOG – « *L'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre* », ah ben voilà qu'ils recourent au RIC !

Macron le bouffon ridiculisé. Non merci monseigneur!

- L'Élysée a invité le philosophe anti-Macron Frédéric Lordon pour le grand débat - Le HuffPost 15 mars 2019

L'Élysée pouvait difficilement inviter plus farouche opposant aux idées d'Emmanuel Macron... Jeudi 14 mars, environ 500 personnes se sont réunies à la Bourse du Travail à Paris, autour de figures des gilets jaunes, militants des quartiers populaires, étudiants en lutte pour le climat et personnalités de gauche. Une occasion de fédérer différentes sphères militantes et d'appeler à un regain de mobilisation pour l'acte XVIII des gilets jaunes, samedi 16 mars, et alors que le Grand débat national tire à sa fin.

"Tout le monde est bienvenu dans ce mouvement s'il se sent concerné par les revendications et idées émises", a soutenu le gilet jaune Jérôme Rodrigues, rappelant l'inaltérable volonté de "convergence des luttes". À ses côtés, la gilet jaune Priscillia Ludosky, le journaliste Hervé Kempf ou encore l'avocat Juan Branco avaient fait le déplacement pour cette soirée proclamée "Début du

grand débarras".

Mais comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, l'un des intervenants de la soirée a aussi fait une surprenante révélation. Frédéric Lordon, économiste et philosophe de la gauche radicale, a annoncé, lettre en main, avoir été invité par l'Élysée pour participer à un "débat prospectif" avec d'autres intellectuels le 18 mars prochain.

"Ces mecs nagent en pleine béatitude ou alors ils sont au comble du désarroi", s'est d'abord moqué l'intellectuel, devant une salle hilare, avant de lire sa réponse, sans surprise négative, à l'invitation du président.

"Savez-vous qu'à part des éditorialistes qui vous servent de laquais et répètent en boucle que la démocratie c'est le débat, votre grand débat, personne n'y croit", a raillé ce membre des Économistes atterrés, collectif d'universitaires et de chercheurs qui fustige "l'orthodoxie néo-libérale" et promeut une analyse économique aux antipodes de celle d'Emmanuel Macron.

"Vous détruisez le travail, vous détruisez les territoires, vous détruisez les vies, vous détruisez la planète." Frédéric Lordon à Emmanuel Macron.

Depuis le mouvement Nuit Debout, dont il fut l'une des têtes pensantes, Frédéric Lordon est devenue l'une des figures intellectuelles incontournables de la gauche radicale, jamais bien loin pour appeler au soulèvement contre le pouvoir en pleine mobilisation sociale. Le HuffPost 15 mars 2019

TROISIEME PARTIE

Confirmation.

- Algérie : vers un changement de clan, pas de système - L'Express.fr 16.03

Leurs institutions internationales aussi en crise.

- Les Philippines quittent la CPI, qui enquête sur leur président - AFP 17 mars 2019

Les Philippines doivent se retirer officiellement dimanche de la Cour pénale internationale (CPI), qui enquête sur les violences commises dans le cadre de la répression féroce du trafic de drogue lancée par leur président, Rodrigo Duterte. AFP 17 mars 2019

- La CPI s'apprête à violer la décision du Conseil de sécurité et à inculper Bachar el-Assad par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 mars 2019

On croyait impossible que la Cour pénale internationale (CPI) juge des Syriens depuis que la Chine et la Russie ont opposé leur veto à une proposition de résolution occidentale en ce sens. Mais non : une astuce juridique devrait permettre de contourner la décision du Conseil de sécurité. La Cour espère condamner le président Bachar el-Assad, non pas pour l'assassinat de Rafic Hariri (cette imposture a fait long feu), mais pour « crime contre l'humanité ».

Les Nations Unies convoquèrent, en 1998, la Conférence de Rome qui créa la Cour pénale internationale (CPI). Bien sûr, il ne s'agissait pas de créer un supra-Tribunal qui juge à la place des États-membres, au nom de l'humanité, mais de disposer d'un outil capable de juger des criminels à la fin d'une guerre, lorsque les institutions de son pays sont diminuées, voire détruites.

Ainsi, les statuts de la Cour soulignent qu'elle ne peut se saisir d'un cas qu'avec l'assentiment de la Justice locale. Or, ces mêmes statuts prévoient aussi

- qu'elle puisse se saisir d'un crime commis par un ressortissant d'un pays non-adhérent à la Cour, dans un pays adhérent, à la place de ce pays ;

- ainsi que d'un crime commis par n'importe qui, n'importe où, lorsqu'elle est saisie par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans ces deux cas, le Statut de Rome, élaboré au sein de l'Onu et signé par quelques États, peut s'appliquer à tous les États, même aux non-adhérents.

C'est la raison pour laquelle, les trois premières puissances mondiales —la Chine, les États-Unis et la Russie— ont refusé de

le ratifier. Elles y voient, à juste titre, une violation du principe de souveraineté, formulé au XVIII^e siècle par le juriste Emer de Vattel et consacré par la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 [1].

En septembre dernier, la CPI a déclaré recevable une plainte contre les autorités du Myanmar, qui n'est pourtant pas adhérent, parce qu'ils auraient commis des atrocités qui ont provoqué l'exode des Rohingyas. Elle estime être compétente car les victimes ont fui au Bangladesh, qui est signataire du Statut de Rome [2].

Sur ce modèle, une famille de Frères musulmans vient de porter plainte contre le président Bachar el-Assad et des responsables syriens, alors que la République arabe syrienne n'est pas adhérente. Elle argue avoir assisté à diverses atrocités et avoir été contrainte de fuir en Jordanie. La Cour devrait ignorer que les Frères musulmans sont la matrice du terrorisme islamique et que la Confrérie est classée organisation terroriste dans de nombreux pays. Logiquement, elle devrait se déclarer compétente, car la Jordanie est signataire du Statut de Rome.

Pourtant, le 22 mai 2014, lorsque les Occidentaux et leurs alliés du Golfe voulurent faire saisir la CPI par le Conseil de sécurité à propos des événements syriens, la Chine et la Russie y opposèrent leur veto [3].

Peu importe, la Cour acquiert une autonomie. Elle ne prétends plus aider les États à rendre la Justice, mais s'autoproclame défenderesse de l'humanité contre les États.

Il faut bien comprendre ce qui est en train de se passer : au cours des dernières années, la CPI a principalement été financée par l'Union européenne et a rédigé elle-même son propre Code. Jusqu'en 2016, elle n'a jugé que des prévenus africains, en fonction de ses propres lois, et les a tous condamnés [4]. Le Burundi, après un vote de son Parlement, a alors décidé de se retirer du Statut de Rome, au motif que la CPI était devenue « un instrument de pression sur les gouvernements des pays pauvres ou un moyen de les déstabiliser sous l'impulsion des grandes puissances ». Trois autres États l'ont suivi : la Gambie, les Philippines et l'Afrique du Sud. Cependant, l'Afrique du Sud et la Gambie se ravisèrent après qu'eut été nommée comme nouvelle procureure générale de la Cour, la Gambienne Fatou Bensouda.

Il n'en reste pas moins que, jusqu'à la nomination de Madame Bensouda, la CPI n'offrait aucune des garanties attendues d'une juridiction impartiale. Ainsi, lors de l'attaque de la Libye par l'Otan, en violation du mandat du Conseil de sécurité, les « preuves » réunies par le procureur général —l'Argentin Luis Moreno Ocampo— contre Mouamar Kadhafi, son fils Saïf el Islam et son beau-frère Abdallah Al-Senoussi, se limitaient en tout et pour tout à des coupures de presse des États agresseurs. Pire : lorsque l'Otan bombardait Tripoli, le procureur déclara que Saïf el-Islam Kadhafi avait été arrêté par les Occidentaux et que son bureau organisait son défèrement à La Haye. Ce faisant, il mentait effrontément et démoralisait les Libyens pour qu'ils ne résistent pas à l'agression de l'Otan. En réalité, Saïf el-Islam était sain et sauf, dans les sous-sols de l'hôtel Rixos où je me trouvais.

Le même Luis Moreno Ocampo, dans son bureau à la Cour, viola une journaliste. Il n'échappa à la Justice qu'en raison de son immunité de procureur international [5]. Corrompu, il se fit secrètement payer pour mettre en cause des individus à éliminer [6]. Les comptes bancaires secrets du procureur furent ultérieurement révélés par des enquêtes journalistiques au Panama et aux îles Vierges [7]. Luis Moreno Ocampo n'a jamais été inquéié.

Certes, son successeur, Fatou Bensouda, est plus présentable. Mais la structure n'a pas changé. Les magistrats du siège en sont si conscients que, le 15 janvier 2019, ils se sont révoltés et ont acquitté Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé ; deux accusés dont les supposés « crimes contre l'humanité » avaient servi à justifier le « changement de régime » imposé par la France en Côte d'Ivoire. C'était la première fois que la CPI s'écartait du rôle politique que les Européens lui ont assigné.

Le 29 juillet 2015, les Occidentaux tentèrent de faire passer une résolution au Conseil de sécurité dessaisissant la Justice ukrainienne de la destruction du vol MH17 et transférant l'affaire à la CPI. Il s'agissait en fait de préparer l'inculpation du président Vladimir Poutine, alors que la Russie n'est pas signataire du Statut de Rome. La question n'est pas ici de savoir qui a détruit cet avion, mais d'observer la manipulation politique de la Justice pénale internationale. La Russie opposa son veto au projet de résolution occidentale.

Le président syrien, Bachar el-Assad, devrait donc être jugé par contumace par la CPI. Il comparaitra in abstentia avec d'autres responsables syriens dont les noms ne sont pas encore connus. Il en a l'habitude. En 2005, il avait été accusé d'avoir commandité l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, cette fois avec la complicité du président libanais Émile Lahoud. Une enquête internationale avait été conduite par une équipe germano-israélienne [8]. Puis un pseudo-tribunal avait été créé à l'initiative de l'ambassadeur US à Beyrouth, Jeffrey Feltman. Un traité avait alors été signé par le secrétaire général de l'Onu —avec l'approbation du Conseil de sécurité— et par le nouveau Premier ministre libanais — sans autorisation ni du gouvernement, ni du Parlement—. À l'époque, l'Occident s'était persuadé de la culpabilité du prévenu. Las ! après un an d'accusations fracassantes, le procureur Detlev Mehlis démissionnait dans un ahurissant scandale : les témoins sur lesquels il s'appuyait étaient des imposteurs payés par ses amis. Le Tribunal spécial pour le Liban poursuit son œuvre malfaisante en accusant cette fois le Hezbollah, alors que celui-ci a publié des enregistrements d'un drone israélien sur les lieux de l'assassinat. Le Tribunal persiste à prétendre que Rafic Hariri a été tué par l'explosion d'une camionnette alors que les relevés médico-légaux sont formels : c'est impossible [9]. Il a dépensé des millions de dollars pour reconstituer la scène et valider

sa théorie, en vain. Il travaille donc sur une thèse que tout le monde sait fausse.

La République arabe syrienne a combattu durant 8 ans pour préserver sa souveraineté. Elle ne devrait donc pas autoriser ses dirigeants à se rendre à La Haye. Mais elle peut toujours contester la validité de la procédure.

Celle-ci a été initiée par l'avocat britannique des plaignants, Rodney Dixon, connu pour être aussi celui du Qatar contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Il a une longue expérience de la « Justice internationale » puisqu'il fut un des conseillers de la Canadienne Louise Arbour, la procureure générale du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et de celui pour le Rwanda ; deux institutions qui ont échoué à faire la lumière sur les crimes qui leur étaient soumis.

Me Dixon a déjà fait savoir qu'il comptait poursuivre les dirigeants syriens pour des « crimes contre l'humanité ». Il s'appuiera sur le Rapport César [10] ; un document rendu public par le Qatar, via le cabinet londonien Carter-Ruck, le 20 janvier 2014, deux jours avant les négociations de paix de Genève 2. Il s'agit de 55 000 photographies de suppliciés prises par un photographe de l'Armée arabe syrienne. Selon, l'accusation, elles représentent les victimes du « régime », selon le gouvernement syrien, ce sont au contraire des clichés des victimes des jihadistes. Ce rapport a été authentifié contre la Syrie par trois procureurs internationaux au passé honteux, ayant travaillé à la Cour spéciale pour le Sierra Leone ou au Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie.

- Sir Desmond Lorenz de Silva est l'auteur d'un rapport commandité, par le Premier ministre britannique sur la mort d'un avocat irlandais, qualifié de « honte » par la famille de la victime. Il y reconnaissait la responsabilité des autorités, que l'on ne pouvait plus cacher, mais escamotait les preuves contre la Couronne.

- Sir Geoffrey Nice s'est illustré en poursuivant durant deux ans Slobodan Milošević sans jamais parvenir à apporter la moindre preuve de crimes contre l'humanité. Le procès a pris fin avec la mort du détenu, assassiné dans sa prison selon la Russie.

- David M. Crane est un ancien responsable de la CIA et de la DIA qui dirige depuis le début de la guerre contre la Syrie un programme en vue de traduire Bachar el-Assad devant n'importe quelle cour spéciale internationale et sous n'importe quelle accusation.

En septembre 2012, le département d'État US, sur une idée de l'ambassadeur Jeffrey Feltman devenu assistant de la secrétaire d'État, avait créé une association, le Syria Justice and Accountability Centre (SJAC), chargée de collecter des preuves des crimes du gouvernement syrien. Il la finançait à hauteur de 5 millions de dollars annuels, le reste étant à la charge des « Amis de la Syrie », notamment du Maroc. Deux ans plus tard, Washington renonçait à cet outil. Pourtant, l'ambassadeur Jeffrey Feltman, devenu directeur des affaires politiques de l'Onu, relançait le SJAC, cette fois avec des fonds européens.

Il n'existe aucun contrôle de la CPI, même lorsque son procureur général est un criminel corrompu. La Cour est exclusivement au service de ceux qui la payent : l'Union européenne.

Par le passé, on considérait la guerre comme un moyen de conquérir ou de se défendre. Aujourd'hui, au contraire, on feint de penser que c'est une action illégale en soi, même en légitime défense. Ainsi, celui qui la décide ne doit pas la déclarer, mais établir la preuve a posteriori qu'en commettant ce crime, il défendait le Bien. Ce que le vainqueur pourra toujours prétendre.

Notes

[1] *Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society*, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

[2] « Examen préliminaire : Bangladesh/Myanmar », ICC/CPI.

[3] Bien que non signataires du Statut de Rome, les États-Unis ont co-signé le projet de résolution franco-britannique. « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient (vétos) », Réseau Voltaire, 22 mai 2014.

[4] *Africa and the International Criminal Court*, Gerhard Werle, Lovell Fernandez, Moritz Vormbaum, T.M.C. Asser Press (2014). *The International Criminal Court at the Mercy of Powerful States. An Assessment of the Neo-Colonialism Claim Made by African Stakehold*, Res Schuerch, T.M.C. Asser Press (2017).

[5] « Luis Moreno-Ocampo, pourfendeur du mal épris de lumière », Angélique Mounier-Kuhn, Le Temps, 29 juin 2011.

[6] « Les Secrets de la Cour : Dossiers manipulés, comptes offshore, conflits d'intérêts... : 40 000 documents confidentiels dévoilent les dessous de la CPI », Fabrice Arfi et Stéphanie Maupas, Médiapart, 29 septembre 2017.

[7] « CPI : Luis Moreno Ocampo, l'accusateur accusé », Damien Glez, Jeune Afrique, 4 octobre 2017.

[8] L'Effroyable imposture 2, Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune, 2018.

[9] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

[10] A Report into the credibility of certain evidence with regard to Torture and Execution of Persons Incarcerated by the current Syrian regime, Carter-Ruck, January 20, 2014

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ce portail est peut-être merdique et son animateur un pauvre type infréquentable, mais au moins ils permettent de vérifier en temps réel en s'appuyant sur les faits le bien-fondé des idées ou théories qu'ils proposent, cela évite d'avalier des conneries ou des couleuvres comme disent certains militants ou encore de se faire manipuler à leur insu, ce dont nous avons tous en horreur, n'est-ce pas ? . Cela nous fait au moins un point commun ! J'en ai trouvé un, vous voyez qu'avec un peu de bonne volonté on arrive à progresser ! Il faut bien se marrer un peu, la situation est si triste ou abominable, cela soulage, non ?

Quant à ceux à qui cela ne suffit, les éternels insatisfaits qui sont habitués à ce qu'on les flatte ou les ménage, ils peuvent attendre longtemps ou aller voir ailleurs ! Ici on affronte la réalité en face, on tranche dans le vif, on ampute, on extrait le mal à la racine : le capitalisme. En face ils sont enragés, alors pourquoi ne le serions-nous pas aussi ? A la réaction sur toute la ligne, une seule réponse possible, vous la connaissez : La révolution !

Vous verrez que c'est aussi un des thèmes de cette causerie, et je vous ferai observer que ce n'est pas moi qui l'aie mis sur le tapis, vous admettrez enfin que je me devais de l'assumer puisque je me situe au côté de notre classe, merci pour votre compréhension. Bonne lecture... et réflexion.

● [Au format pdf \(26 pages\)](#)

PREMIERE PARTIE

[Quelques réflexions sur la situation ou l'actualité politique.](#)

1 - Un internaute : Le mouvement La France en Marche (mot d'ordre vichyssois)...

2 - Les Champs-Élysées font quoi, 500, 700 mètres de long, et avec 89.000 forces de police mobilisées ils ne sont pas capables de flanquer une rangée de CRS de chaque côté et de protéger les établissements se situant de part et d'autre, ils nous prennent vraiment pour des demeurés !

Ceci doit expliquer cela et confirme ma version.

- Que s'est-il vraiment passé ce week-end à Paris lors de l'acte XVIII des Gilets jaunes ? Alors que 80 enseignes ont été saccagées sur les Champs-Élysées, certains policiers montent au créneau pour dénoncer un manque d'instruction, d'autorisation pour intervenir face aux casseurs. LePoint.fr 20 mars 2019

3 - On a pris l'habitude de ne pas faire d'amalgame entre les dirigeants et les militants des syndicats. Question : Jusqu'à quel point est-ce justifié ? On est en droit de se poser la question, non ? Non, on ne doit pas se poser ce genre de questions, vous entendez, c'est un ordre !

4 - Pour expliquer où nous en sommes, on a pris l'habitude qu'on nous sorte la fatalité... Vous ne trouvez pas que c'est un peu court comme explication ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas très dialectique !

[La gauche ? Celle honnie par les travailleurs ? Et il s'en trouve encore pour s'étonner qu'on en soit arrivé là ! Quel délire !](#)

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein le 20 mars 2019

Titre - Division et soumission ne doivent pas l'emporter !

- Bref, à gauche, la division bat son plein.

- Le PS est fier de présenter aux élections européennes une tête de liste qui n'appartient pas à ses rangs...

- Le PCF, lui, dénonce un PS trop pro-européen...

LVOG - blablabla, cause toujours il en restera quelque chose...

Gluckstein - Décidément, avec de tels « adversaires », Macron n'a pas à s'inquiéter...

LVOG - On ne pouvait pas mieux dire et cela s'adresse également à vous !

Ce qui distingue les syndicats des partis dits ouvriers, c'est que dans les syndicats, bien que leurs dirigeants soient des agents du capital, il y a encore des militants qui se battent au côté des travailleurs en étant restés fidèles aux principes et objectifs fondateurs des syndicats, à savoir qu'ils luttent dans la perspective de l'émancipation du salariat, donc du capitalisme. Tout du moins théoriquement, car en réalité la plupart ont été corrompus par l'idéologie du capitalisme, ce qu'on peut vérifier quotidiennement à travers une multitude d'exemples qui le confirment, seuls une minorité (d'une minorité !) parviennent à demeurer indépendant du capitalisme et contournent la politique des dirigeants syndicaux vendus.

Mais ce n'est pas le cas au PCF et encore moins à Générations ou au PS, où contrairement aux syndicats dans aucune instance vous ne trouverez de militants (ou d'élus de ces partis) opposés au capitalisme ou demeurés fidèles au socialisme, ce qui signifie que quoi qu'ils fassent leurs militants seront instrumentalisés et serviront la cause de nos ennemis.

Maintenant compte tenu de leur faiblesse et de la crise qui les ravagent aussi (le pendant de la crise du capitalisme et de ses institutions), parce qu'ils sont en but à des contradictions qu'ils ne peuvent totalement contrôler et assumer, on peut concevoir que certains de leurs militants de base ayant des illusions dans ces partis, si, si, cela existe et c'est inévitable, puissent être disposés à entendre un autre discours, qui, s'ils l'adoptaient constitueraient un facteur destiné à alimenter la crise au sein de ces partis, dont l'unique réponse de leurs dirigeants serait de virer encore plus à droite tout en se dotant à nouveau du masque trompeur qui a servi pendant un siècle à camoufler leur collusion avec le régime capitaliste.

Autrement dit, sans que ces militants n'aient les moyens de réformer ces partis pourris jusqu'à la moelle, ils fourniraient à leurs dirigeants un prétexte pour se livrer à une nouvelle imposture destinée à tromper les naïfs ou les amnésiques et dieu seul sait combien nos rangs en comptent, pour le compte de Macron ou du régime. Et c'est cela le pire, en apparaissant un jour au côté des travailleurs, et le reste du temps au côté de Macron ou des représentants du régime, de telle sorte qu'à la fois des illusions dans ces partis sont réactivées et par leur soumission au régime ils indiquent aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique, aucune alternative à la politique du gouvernement, ce qui ne peut que produire un effet dévastateur sur leur moral ou les pousser au désarroi, au désespoir, à se détourner de la politique ou pire encore en remettant leur destin entre les mains du premier bonimenteur venu.

Vous me direz que c'est inévitable, certes, en partie, mais personne n'est obligé de participer à cette imposture, non ? Il faut être clair, dans tous les cas de figure quelles que soient les positions adoptées par ces partis, elles servent des intérêts contraires à ceux des travailleurs, soit sur le court terme par pur opportunisme sachant que cela ne leur coûte rien ou ne changera rien, c'est le cas le plus fréquent et le plus néfaste parce qu'ils interviendront uniquement pour pourrir une mobilisation engagée contre le gouvernement ou la conduire dans une impasse, soit sur le long terme où fondamentalement leur supercherie a été démasquée ou l'illusion selon laquelle ils s'opposeraient au capitalisme s'est dissipée depuis longtemps ou ne convainc plus personne de nos jours ; franchement, quel travailleur aurait l'idée de placer son destin dans le PS ou le PCF, il faudrait être fou ou ne pas avoir toute sa tête, aucun à part quelques illuminés, paumés ou farfelus qui ignorent pratiquement tout sur ces partis, et qui un jour ou l'autre en sauront davantage et leur tourneront le dos.

Notre rôle ne consiste pas à manoeuvrer en fonction des prises de positions des appareils de ces partis, pas plus ici qu'ailleurs, il ne consiste pas non plus à flatter les illusions des travailleurs ou des militants, mais à les combattre en partant de leur condition, qui inclut ce qu'ils vivent au quotidien et comment ils le vivent, sans oublier leurs profondes et légitimes aspirations qui n'y figurent pas et qu'on a beaucoup trop tendance à oublier pour cette raison, ce qui constitue une grave lacune politique, puisque ce sont elles qui coïncident avec la société que nous devons concevoir et bâtir ensemble sur les cendres du capitalisme et de la Ve République, de l'UE, etc.

[La démocratie : Mort-né. "Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment"...l'existence du capitalisme.](#)

Prenons un exemple très concret, le « Vous n'avez pas le choix » martelé par le dernier clip de campagne de La République en marche, pour les Européennes. Imaginait-on, il y a encore vingt ans, qu'un régime démocratique pourrait un jour expliquer à ses citoyens qu'il n'avait « pas le choix » dans son vote ?

Nos sociétés contemporaines sont le lieu d'une cohabitation hautement explosive entre des idéologies foncièrement totalisantes (néo-libéralisme, transhumanisme, islamisme...), d'une part, et des individus foncièrement incapables de penser les dangers de ces idéologies, occupés qu'ils sont à admirer leurs propres particularismes individuels ou communautaires, d'autre part.

Le dilemme se posant à nous, et à nos descendants, est donc le suivant : combien de temps pourrions-nous faire cohabiter le progressisme scientifico-économique, en tant qu'idéologie par essence infinie, avec l'objectif, jusqu'ici prioritaire, d'augmentation du niveau de dignité que nous accordons à l'espèce humaine ? La société dont a accouché le capitalisme mondialisé – il l'est, certes, par essence, nous disait Marx – pourra-t-elle longtemps faire cohabiter l'idéal démocratique de gouvernement par la majorité avec les individus profondément inaptes au compromis qu'elle a largement contribué à générer ?

Tout porte à croire que l'équation est insoluble, en l'état. Un jour se posera certainement la question du choix entre primat démocratique – c'est ce que veut la majorité qui, en tant que tel, est bon et souhaitable – et primat scientifico-économique – c'est ce qui contribue à la fluidification des relations économiques et à l'augmentation de notre contrôle technique sur le monde qui, en tant que tel, est bon et souhaitable. Tocqueville voyait la démocratie comme un mode d'organisation foncièrement égalitariste. Marx voyait dans le capitalisme un phénomène produisant inexorablement des mécanismes de concentration du capital entre des mains de moins en moins nombreuses. Depuis trente ans c'est le primat du fait économique sur le fait démocratique qui est devenu la pierre de touche guidant l'action de la plupart des gouvernements.

Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment une telle dépossession, dès lors que ce choix aura révélé, de crise en crise, ses vices cachés. (Néolibéralisme: la lente mort de la démocratie par Ambroise de Rancourt - Vu du Droit - Mondialisation.ca 17 mars 2019)

[La guerre psychologique est un des rouages déterminant de la guerre idéologique de nos ennemis.](#)

LVOG - Il arrive même que la guerre psychologique contre les masses se fasse au détriment de la productivité, c'est dire à quel point nos ennemis y accordent une attention privilégiée, que mes détracteurs estiment aux conséquences insignifiantes pour justifier de refuser de combattre le régime sur ce plan.

BFM Business - L'open space pourrait être une gigantesque erreur. Cette affirmation, ce n'est pas celle de Michel qui après avoir entendu 17 fois le récit du dîner de Noël de Florence envisage de monter lui-même des parois de verres pour ne plus l'entendre.

Non, c'est celle d'une étude réalisée par des professeurs d'Harvard, reprise par le site du World economic forum. Ces derniers ont analysé l'évolution des interactions entre les salariés de grandes entreprises américaines en plein passage à l'open space.

Voici leurs méthodes :

Premièrement, ils ont équipés certains salariés de capteurs. C'est tout simplement une sorte de gros boîtier posé sur leur torse qui enregistre notamment le nombre de discussions et leur intensité. Ils ont ensuite mesuré le nombre de messages et d'emails. Tout cela bien sûr avant et après le passage des entreprises à l'open space.

Le résultat est assez surprenant. On remarque une baisse des interactions entre les individus de l'ordre de 70%, alors que ces derniers sont en face à face. Les communications par voies numériques explosent. Les envois de mails augmentent de 56%, le nombre de fois où les individus sont seulement en copie bondit de plus de 40%. Quant à l'utilisation de la messagerie instantanée elle augmente de 40%.

Conclusion des auteurs de l'étude : c'est tout simplement raté. L'open space censé augmenter les interactions humaines et donc la productivité produit en réalité l'effet inverse. Plus les collaborateurs sont physiquement proches, plus ils passent leur temps à s'envoyer des mails. Si on prend en compte le fait que le bruit ambiant fait en plus baisser la productivité, l'échec est cuisant.

Malgré cela, aujourd'hui petits et gros groupes continuent de passer à l'open space comme un rite d'accession à la modernité. Groupama vient par exemple de le faire à la Défense. Plus de 3000 collaborateurs d'un coup qui vont donc, si on en croit l'étude, pouvoir s'envoyer des mails alors qu'ils sont en face.

Conclusion : l'open space est-il l'arnaque du siècle ? (Source : BFM Business 03-01-2019)

Commentaires d'internautes.

1 - "Je suis en open space... Aujourd'hui ça va mieux, les envies de suicides suivent une pente descendante, inversement proportionnelle à celle des envies de meurtre."

2 - "L'open space est un mot novlangue du néolibéralisme qui signifie exactement le contraire. Il signifie surveillance contrainte et pression professionnelle renforcé, bruit, pollution sonore et visuelle et souffrance augmentée.

Le salarié n'as plus droit à aucune intimité.

On lit ses courriers, on le voit, on voit avec qui il parle.

L'open space est une forme d'asservissement supplémentaire.

Il existe depuis les années cinquante dans sa forme bureau mais n'est la continuation que d'une immense ferme usine entrepôt du tertiaire ou l'être humain exploité et asservit l'être humain plus efficacement."

LVOG - Cela ressemble à un camp de concentration ou un quartier de haute sécurité dans une prison...

3 - "...la téléphonie mobile et l'internet, le fait de les avoir rendu très intrusifs, cela les a rendu mortel pour les relations sociales. Les promesses tant attendu n'ont pas été atteintes, on voit des gens qui ratent leur vie familiale à cause d'Internet, d'autres qui n'ont que des amis virtuels avec qui ils ne partagent que virtualité, d'autres s'enferment dans une application de smartphone qui les coupe du monde réel, parfois provoquant l'accident ou la mort."

[Vous allez encore adorer le Brexit... ou John Bolton !](#)

- Bolton brocarde l'échec de la classe politique britannique sur le Brexit - Reuters 20 mars 2019

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, a accusé mardi soir la classe politique britannique d'être incapable d'honorer les résultats du référendum de juin 2016 qui a tranché en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

"Le peuple britannique a voté en faveur du Brexit mais à quel moment la classe politique du Royaume-Uni va-t-elle mettre en oeuvre ce vote ?", s'est-il interrogé sur l'antenne de Sky News. Reuters 20 mars 2019

[Gilets Jaunes : Ils n'en reviennent toujours pas...](#)

- Qui sont les Gilets jaunes ? Portrait-robot de ces Français en colère - Le Parisien 20 mars 2019

L'institut Montaigne, think tank de tendance libérale, et le sondeur Elabe, ont mené une vaste enquête sur les acteurs de cette fronde sociale inédite. Plus de 10 000 Français ont été interrogés, au plus fort de la crise, entre décembre et janvier derniers.

Largement plus que la moyenne de nos concitoyens (à 65 %, contre 48 % chez les Français en général), les contestataires peinent à joindre les deux bouts. Beaucoup sont à découvert dès le 17 du mois... sinon en permanence. Ils traquent les prix les plus bas pour s'acheter de quoi manger, et plus encore pour s'habiller. Sept Gilets jaunes sur dix avouent même avoir différé ou renoncé à des soins médicaux ! Déjà sur la corde raide -bien que les actifs soient majoritaires dans le mouvement et les ouvriers surreprésentés par rapport à la moyenne nationale-, leur situation financière, affirment-ils, s'est en plus dégradée au cours de la dernière année.

Ces Français qui se revendiquent Gilets jaunes ressentent encore plus que les autres le choc des inégalités (à 87 %, contre 80 %... ce qui est déjà colossal). « Pas nécessairement les inégalités de revenus, précise Laurent Bigorgne, patron de l'institut Montaigne. Mais les inégalités de tous les jours, qui font se demander si son enfant est dans la bonne école, si on accède au bon médecin spécialiste à l'hôpital, si on va avoir la bonne formation professionnelle, les bons moyens de transport. Bref, ils se révoltent contre les inégalités d'accès, contre ceux qui ont tout parce qu'ils ont les bons réseaux. »

Au total, le sentiment qui domine est que la promesse d'un service public de qualité pour tous, n'est pas tenue. Pas étonnant, dès lors, qu'un « Gilet jaune sur deux considère que les impôts et les taxes qu'il paye sont inutiles (51 % contre 35 %) », révèle l'étude Elabe-Montaigne.

Reste que si beaucoup vivent dans des communes rurales et dans les villes de moins de 20 000 habitants, où ils ont tenu des ronds-points tout l'hiver se relayant autour des braseros, les gilets sont présents « partout sur le territoire », note Sananès. « Dans les banlieues, les agglomérations, même en Île-de-France, où 17 % des personnes sondées ont porté en étendard la chasuble fluo. » Phénomène très observé, cette solidarité, aussi soudaine et spontanée, qui a surgi autour des ronds-points. Pour 47 % des Gilets jaunes, le seul acteur en qui ils ont confiance, sont « les gens qui vivent autour d'eux ». « Des gens qui sont et qui

parlent comme nous », développe le patron d'Elabe. Côté politique, s'ils ont relativement confiance dans les maires -ainsi que dans les associations- ils rejettent en revanche les responsables nationaux. Laurent Bigorgne se dit frappé par « un phénomène de sécession politique : ils les jugent inefficaces dans tous les domaines, et n'attendent rien d'eux ». Pas plus du grand débat, d'ailleurs. Pour ces abstentionnistes, et pour ceux qui votent, proches des partis extrêmes -surtout le RN de Marine Le Pen-, le rejet de Macron est sans retour. L'Europe n'a pas plus la cote : 61 % d'entre eux jugent que l'UE apporte plus d'inconvénients que d'avantages, alors que ce sentiment est minoritaire dans l'ensemble de la population. Même si cette crise, exceptionnelle par sa durée, ne mobilise plus autant, l'enquête est, de ce point de vue, sans ambiguïté : les fractures, les blessures et l'exaspération qu'elle exprime ne sont pas près de se refermer. Le Parisien 20 mars 2019

[En direct du ministère de la Vérité ou la fabrique du consentement à l'oeuvre.](#)

- France: Le soutien aux "Gilets jaunes" en chute après le 16 mars, selon un sondage - Reuters 19.03

La part de Français disant approuver le mouvement des "Gilets jaunes" a subi une forte baisse après les violences qui ont émaillé le 18e samedi de mobilisation, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi. Reuters 19.03

LVOG - 53%. Combien pour Macron ? 5,10%?

En complément. Deux ans plus tôt : Dehors Macron !

- Quatre ans après son élection, Justin Trudeau ne fait plus rêver personne - Slate.fr 19.03

- Politique : 43% des Français pensent que la démocratie fonctionne bien dans notre pays, selon un sondage - Franceinfo 19.03

C'est ce que révèle une étude Viavoice, réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès et La Revue civique, publiée mercredi. Franceinfo 19.03

Quand les élites au service de l'oligarchie sont mises à contribution.

- En dépit des turbulences, Macron poursuit le grand débat avec des intellectuels - LeFigaro.fr 19.03

Le Figaro a noté, sans rire que : "Les gilets jaunes sont toujours au cœur des discussions, même s'ils sont observés avec un peu plus de distance que lors des précédents débats."

LVOG - Normal de la part des élites corrompues.

Le Figaro - Emmanuel Macron voulait prendre de la hauteur, il en prend. Devant les intellectuels, il s'explique d'ailleurs sur la raison de ce débat: il a besoin d'eux et de l'autorité naturelle que leur confère leur savoir à l'heure où «tout se vaut». «Les intellectuels ont un rôle à jouer, ils ont la responsabilité de structurer le débat. Je crois à cette forme de médiation», assure le chef de l'État. Comme pour déplorer que lui, les Français ne l'écoutait plus. LeFigaro.fr 19.03

La pauvre malheureuse, elle n'avait pas toute sa tête, en a-t-elle une au moins ?

- Grand débat: Dominique Méda regrette d'être tombée dans le "piège" de Macron - Le HuffPost 19.03

La normalienne, conseillère de Benoît Hamon lors de la dernière présidentielle, le dit d'emblée: "après celui avec les maires, c'était au tour des intellectuels de tomber dans le piège : car de débat il n'y en eut point". La chercheuse regrette autant la forme que le fond de ce rendez-vous organisé à l'Élysée, et auquel plusieurs personnalités ont refusé de participer. Le HuffPost 19.03

LVOG - Est-elle normale ? Elle est chercheuse, moi je suis balayeur, maçon, caissière, ouvrier agricole, employée de bureau, chauffeur- livreur, aide-soignante, etc. c'est marrant, j'ai l'impression d'en savoir plus qu'elle. Mais alors qui doit gouverner ? Nous, vous et personne d'autres !

L'exécutif qui, après avoir été pris de court le 17 novembre par l'éruption du mouvement des "Gilets jaunes", espère pouvoir tourner définitivement la page de la crise à la faveur du "grand débat national" qui a pris fin vendredi.

Multipliant les débats sur le terrain avec des élus, le chef de l'Etat a notamment repris des couleurs dans les sondages et s'apprête, après une dernière phase de conférences régionales citoyennes, à annoncer une série de mesures "disruptives" et "précises" à partir du mois d'avril . Reuters 19 mars 2019

Commentaires d'Internautes

1 - Des intellectuels au service du pouvoir réunis pour "structurer", quelle belle et finale illustration de la vaste pantalonnade que constitue cette opération de communication.

2 - Enfumage total que ce débat pour gagner du temps ! Personne n'est dupe d'un Macron en campagne d'une incompétence crasse, pas le costard du gouvernant, la fuite en avant et rien d'autre...pauvre France

3 - Pas mal d'intellectuels ont refusé l'invitation, mais d'autres voient leur intérêt à être présent! Macron veut savoir à qui se fier pour enfumer les Français!

4 - C'est tourné, encore une fois, le dos à une tranche de population simple, qui ne l'intéresse pas, autrement que pour justifier, devant les caméras, le démarrage de sa campagne !! Je trouve que c'est plus humiliant que louable que de vouloir sortir du Grand Débat de cette manière.

LFI est responsable de cet amalgame en refusant de rompre avec le régime et l'UE.

- Comparée à Marine Le Pen, Danielle Simonnet quitte BFMTV - Le HuffPost 19.03

Le député LREM Olivier Véran n'a pas hésité à comparer la responsable Insoumise Danielle Simonnet à la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen. Le HuffPost 19.03

Travail, famille, patrie ! Quand le "Grand Débat" tourne à guignol !

Ces scélérats vont jusqu'à instrumentaliser les enfants.

- On a demandé aux enfants du Grand Débat comment mettre fin à la crise des gilets jaunes - Le HuffPost 21 mars 2019

"Réduire le plastique", "ouvrir des locaux pour les SDF", "stopper le harcèlement": une centaine d'enfants âgés de 8 à 14 ans ont planché ce mercredi 20 mars pour le grand débat sous l'œil attentif de Brigitte Macron et du secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'Enfance Adrien Taquet.

Quatre ateliers ("être solidaire", "tous citoyens", "préserver la planète", "lutter contre les violences") ont préparé le débat proprement dit dans l'après-midi à la Cité des sciences et de l'industrie.

Avant tout, ils préconisent d'écouter les gilets jaunes et de "leur donner ce qu'ils veulent"

À 18h, il faut conclure car certains reprennent le train. Adrien Taquet promet que "les conclusions des ateliers seront transmises au grand débat" et propose la création d'une "chambre de l'avenir" qui associerait les enfants aux travaux du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Le HuffPost 21 mars 2019

LVOG - C'est beau la collaboration de classes, le formatage des esprits au néolibéralisme, au nihilisme dès l'âge de 8 ans, pour en faire des schizophrènes endurcis. L'apprentissage de l'idéologie capitaliste dès la plus tendre enfance, rien de tel pour en faire des esclaves lobotomisés et serviles ou tuer avant qu'elles n'apparaissent leurs aspirations à la justice sociale et à la liberté, à la paix.

En famille au chevet de Macron et du régime.

- "Gilets jaunes", ordre public et fiscalité: débat animé entre chefs de parti - AFP 21 mars 2019

De Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon en passant par Olivier Faure et Laurent Wauquiez, les oppositions se sont ligüées pour dénoncer la gestion de l'ordre public par l'exécutif, dans un débat télévisé entre chefs de parti qui a également fait la part belle aux questions de fiscalité.

A deux mois des élections européennes, François Bayrou (MoDem), Olivier Faure (PS), Stanislas Guerini (LREM), Marine Le Pen (RN), Jean-Luc Mélenchon (LFI) et Laurent Wauquiez pour Les Républicains (LR) ont débattu pendant environ deux heures et demie sur BFMTV sur les moyens de sortir de la crise des "gilets jaunes". AFP 21 mars 2019

Près de neuf Français sur dix (86%) pensent qu'il faudra "réorienter la politique économique et sociale", selon un sondage Viavoice. AFP 21 mars 2019

Quand Mélenchon le faussaire fait du Macron.

- Mélenchon sur les violences: "Pas ça les jeunes!" - AFP 21 mars 2019

"Pas ça les jeunes!": le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a conjuré mercredi les manifestants de ne pas s'engager "dans une escalade de l'affrontement" et privilégier "la voie politique du débat" pour sortir de la crise des "gilets jaunes".

"Avec toute l'expérience de ma vie politique, pas ça les jeunes, faites pas ça! Parce que ça ne nous mène nulle part, dans une escalade de l'affrontement, et à la fin c'est les meilleurs qui meurent!"

"Je crois à un changement révolutionnaire du pays, avec le bulletin de vote", a-t-il ajouté. AFP 21 mars 2019

LVOG - Autant dire que vous pourrez attendre indéfiniment tout "*changement révolutionnaire*", tout changement de politique, de régime. C'est tout le personnage, un serviteur du régime.

Dans quel camp se situe-t-il ? Qui protège-t-il ? Le régime, l'ordre établi.

- La France au seuil d'une révolution? Le sondage alarmant de l'Ifop - sputniknews.com 20.03

Pour 39% des Français, il faudrait une révolution pour changer la situation du pays, tandis que 50% considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes, selon un sondage Ifop pour Atlantico. Seuls 3% des Français estiment qu'il n'y a pas besoin de changements.

Pour David Nguyen, directeur conseil en communication au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop, «il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. [...] Même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot ["révolution"], c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société», souligne-t-il.

Qui plus est, ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que l'institution a analysés. Il témoigne aussi d'«un niveau de tension politique élevé», selon M. Nguyen. «On voit bien que, malgré un Grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé».

D'après les derniers sondages de l'Ifop, 54% des Français soutiennent les Gilets jaunes. Ce soutien global a peut-être baissé après un acte 18 particulièrement violent, mais ce mouvement gardera probablement encore la sympathie de plus de 40% de la population, et ce malgré la dramatisation des violences, avertit l'expert.

Les sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens, a fait ressortir David Nguyen, indiquant que les trois items qui y arrivent en tête sont «déception» (38% des sondés), «colère» (32%) et «dégoût» (28%).

«On voit une France au bord de l'implosion», a finalement constaté l'expert. En effet, 81% des Français estiment que l'opposition entre le peuple et les élites sera forte à court terme. sputniknews.com 20.03

LVOG - Au futur, pourquoi pas au conditionnel pendant qu'ils y sont ! Voilà qui nous fournit une marge assez large, non ? Tout dépend ce qu'on en fera, car pour le moment c'est plutôt mal barré !

Plus les masses se radicalisent, plus leurs représentants officiels ou autoproclamés penchent à droite.

- «On va vers la révolution»: des manifestants à Paris dénoncent la violence sociale. - sputniknews.com 19.03

Une autre manifestante, Michèle, qui portait un gilet jaune, a commencé par saluer la décision des syndicats d'organiser une action de protestation pour protéger le peuple alors qu'il n'y avait jusque-là «que les Gilets jaunes».

À son avis, «on va vers la révolution» et seul le départ du gouvernement et la tenue de nouvelles élections pourraient régler la situation qui pourrait encore s'aggraver après la décision annoncée par le Premier ministre Édouard Philippe de prendre des mesures exceptionnelles pendant les manifestations.

La grève nationale, qui s'est tenue ce mardi en France à l'initiative des syndicats CGT et FO, mais aussi d'organisations de jeunes, devrait montrer au gouvernement la nécessité d'écouter les revendications du peuple pour éviter la montée de violences et une révolution, ont estimé plusieurs manifestants interrogés par Sputnik.

Des participants à la journée de manifestations et de grèves organisée ce mardi à l'initiative de syndicats ont expliqué à Sputnik pourquoi ils étaient descendus dans la rue. Selon eux, les violences enregistrées pendant la mobilisation des Gilets jaunes ne sont rien par rapport à la violence sociale dont le gouvernement est responsable.

«S'il y a quelques vitrines cassées, tant pis. Mais la pire des violences, c'est de voir tous ces gens qui dorment dehors, qui n'ont pas de logement, qui n'ont pas de boulot. C'est une violence sociale dont on ne parle jamais. Et c'est la pire» dans un pays assez riche comme la France, a indiqué un retraité, Marc.

«La violence sociale qu'on vit depuis des années, cela, c'est une réelle violence: ne pas pouvoir nourrir ses enfants, d'être dans la galère [...]. C'est de la violence qu'on vit au quotidien. Le mettre en relation avec quelques vitrines, non [...]. On en est là, en France. Il y a tant de SDF, de gens qui vivent sous le seuil de pauvreté. C'est les émeutes de la faim et tout peut aller dans n'importe quel sens», a noté Michèle à Sputnik.

«Pourquoi les gens ont commencé à aller dans la rue? Parce que ce sont des gens qui n'ont pas de quoi vivre, qui ne peuvent élever correctement leurs enfants, qui vivent dans la misère, qui cherchent du travail et qui n'en trouveront jamais. C'est une vraie violence de la part du gouvernement de mettre les gens dans cette situation», a déclaré Annick. sputniknews.com 19.03

Totalitarisme. Etat policier. L'ordre des casseurs.

Leur humanisme est bien la politesse des salauds...

Christophe Castaner " Je voulais qu'il soit clair que nous ne devons avoir aucune pudeur à rétablir l'ordre."

- La «consigne de la plus grande fermeté» qu'il avait réclamée, a-t-il assuré, «n'a pas été exécutée convenablement» pour faire face à la «menace» de 1500 black blocs et de «8500 casseurs présents, prêts à tout, prêts à tuer». Le Figaro 20 mars 2019

Pudeur, valeurs, morale, dignité, honte, autant de choses qu'il ignorera toujours...

"Il faut qu'il reprenne de la respiration. La séquence est difficile. Mais il faut aussi que l'on réfléchisse dans le temps long. Rappelez-vous Cazeneuve après Sivens (la mort du manifestant Rémi Fraisse tué en 2014 par une grenade, ndlr), on disait qu'il était carbonisé, qu'il allait traverser le désert et six mois plus tard c'était le meilleur ministre de l'Intérieur. Le couple de l'Intérieur (avec son secrétaire d'Etat, Laurent Nuñez) fonctionne bien", veut croire un proche du chef de l'Etat. AFP 20 mars 2019

LVOG - Traduire : Castaner peut encore se permettre de tuer un manifestant...

Etat policier. L'engrenage de la répression policière et judiciaire. Le tout sur fond d'amalgame entre black blocs et manifestants

Ce mardi matin 19 mars j'ai lu huit articles d'agence de presse ou de médias aux ordres, aucun n'a mentionné les black blocs et tous à la suite de Macron, Philippe, Castaner ont imputé les violences de samedi dernier aux Gilets Jaunes et autres manifestants. Le lendemain Le Figaro les mentionna. Je n'avais lu que les titres des articles proposés par la page politique de Yahoo.news, je n'ai pas eu le temps de consulter tous les médias.

"Gilets jaunes": Philippe défend une "réponse ferme" mais plus risquée - AFP 19 mars 2019

Edouard Philippe a défendu lundi la "réponse ferme" de l'exécutif face aux graves violences commises samedi à Paris lors des manifestations des "gilets jaunes", tout en reconnaissant que la nouvelle stratégie représentait "plus de risque" de blessés entre forces de l'ordre et manifestants. AFP 19 mars 2019

- "Gilets jaunes": le préfet limogé, des manifestations interdites - AFP 19 mars 2019

Le Figaro - Une tête et un tour de vis. Ainsi peut-on résumer les mesures annoncées par le premier ministre. La tête, c'est celle du préfet de police, Michel Delpuech, remplacé par le préfet de Nouvelle-Aquitaine, Didier Lallement, qui, à Bordeaux, est confronté depuis des mois aux violences lors des manifestations de «gilets jaunes».

- Le tour de vis prend la forme d'une série de mesures tous azimuts. - Le Figaro 18.03

AFP - Limogeage du préfet de police de Paris, interdictions de manifester et augmentation des amendes : Édouard Philippe s'est voulu ferme, lundi, en annonçant plusieurs mesures après les violences et pillages survenus à l'occasion du 18e samedi de manifestations des "gilets jaunes".

Le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, régulièrement donné partant entre affaire Benalla et polémiques à répétition sur la gestion de l'ordre public dans la capitale, en a fait les frais.

Il est remplacé par Didier Lallement, jusqu'alors préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, dont le chef-lieu Bordeaux est l'un des épicentres de la crise des "gilets jaunes" et de ses débordements hebdomadaires.

M. Lallement, 62 ans, réputé pour avoir un caractère bien trempé, est une figure connue de l'exécutif, bien que n'ayant jamais exercé à la préfecture de police de Paris : influent secrétaire général du ministère de l'Intérieur de 2012 à 2014, il avait ensuite été nommé à la Cour des comptes.

Édouard Philippe a par ailleurs annoncé l'interdiction de manifester "chaque fois qu'il le faudra", dans les quartiers "les plus touchés", "dès lors que nous aurons connaissance d'éléments "ultras" et de leur volonté de casser", en citant les Champs-Élysées à Paris, les place du capitole à Toulouse et Pey-Berland à Bordeaux - des mesures qui vont "dans le bon sens", selon le nouveau maire de Bordeaux, Nicolas Florian (LR).

Le Premier ministre a encore indiqué avoir demandé à la Garde des Sceaux, Nicole Belloubet, de porter l'amende encourue en cas de participation à une manifestation interdite de 38 à 135 euros.

En déplorant que "des consignes inappropriées (aient) été passées pour réduire l'usage" des lanceurs de balle de défense (LBD) - selon lui non pas de la part du gouvernement, en visant implicitement la préfecture de police -, il a dit sa volonté de "renforcer la fermeté de notre doctrine de maintien de l'ordre".

Interrogé lundi soir sur les conséquences de nouvelles consignes d'aller davantage au contact, le Premier ministre a reconnu que "si nous avons une stratégie qui permet aux forces de l'ordre d'être plus mobiles, d'être plus dynamiques, d'être plus fermes, il y a plus de risques" de blessés.

Les détachements d'action rapide vont être transformés en unités anticasseurs "dotées d'une capacité de dispersion et d'interpellation" susceptible d'intervenir rapidement.

Afin de procéder à davantage d'interpellations, des officiers de police judiciaire vont être déployés "au plus près du terrain" et des "moyens supplémentaires de transport" vont être mis en place, a poursuivi Edouard Philippe, évoquant également le recours aux drones et aux produits marquants.

"On va utiliser tous les moyens de droit et toute la mobilité, tout le dynamisme dont nous pouvons faire preuve, pour répondre à ceux qui viennent mettre en cause les forces de l'ordre ou la propriété privée", a-t-il ajouté.

"Jusqu'à présent, nous avons voulu faire très attention et nous voulons toujours faire très attention aux débordements, aux accidents, à la sécurité des personnes, mais nous constatons que le déchaînement de violence justifie une réponse ferme. Je l'assume, je l'explique", a-t-il souligné.

Les violences font leur retour au premier plan alors que le gouvernement espérait sortir de la crise avec le grand débat national pour lequel le président n'a pas hésité à mouiller la chemise, enchaînant débats-marathons avec élus et citoyens.

L'exécutif s'est donné jusqu'à la mi-avril, avec une prise de parole prévue du président Macron à ce moment-là, pour décider ce qu'il compte faire des très nombreuses propositions qui ont émergé. AFP 19 mars 2019

- Castaner veut des poursuites contre Drouet et Nicolle - Le HuffPost 18.03

Le gouvernement, par la voix d'Edouard Philippe, a annoncé ce lundi son intention de saisir la justice à chaque fois que les actes de violences survenus lors de manifestation de gilets jaunes seront "glorifiés", en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale.

Le bras de fer se poursuit entre l'exécutif et les leaders de la contestation des gilets jaunes. Sur LCI ce lundi 18 mars, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a annoncé des poursuites contre les deux figures de proue de la mobilisation, Éric Drouet et Maxime Nicolle, après les violences observées samedi sur les Champs-Élysées.

"Vous vous rendez compte que ces deux personnages sont fiers -ils ont utilisé ce mot- que quelqu'un ait mis le feu à un immeuble d'habitation, au risque de voir périr des familles entières à l'intérieur?", s'est indigné le "premier flic de France", accusant les deux leaders officieux d'"alimenter cette violence". Et le ministre de poursuivre: "je souhaite non seulement qu'il y ait des poursuites pénales, mais il faut aussi qu'ils assument financièrement la casse (...) il faut qu'ils remboursent" Le HuffPost 18.03

- Christophe Castaner, tête de turc des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 19.03

"Mutilator", "assassin", "Castaner nasse ta mère", "mafieux"... Si tous les ministres de l'Intérieur ont eu droit à leur lot d'injures dans les manifestations, rarement "premier flic de France" n'aura été autant conspué dans la rue que ne l'est Christophe Castaner. Nommé place Beauvau en octobre 2018, un mois à peine avant le début de la crise des gilets jaunes, l'ancien maire socialiste de Forcalquier devenu le joker de la Macronie s'est rapidement imposé comme la principale tête de turc des contestataires en veste fluo, juste derrière leur bête noire, le président Emmanuel Macron.

Le ministre de l'Intérieur : "Il n'est pas normal qu'une stratégie définie par le ministre au nom du gouvernement puisse être aménagée" à son insu, a-t-il affirmé sur LCI, soupçonnant que "des consignes ont été données en dessous du préfet de police" pour lever le pied sur les tirs de longue portée des LBD.

Après le fiasco de samedi, le premier ministre Edouard Philippe a repris la main et a annoncé lui-même la nouvelle doctrine qui s'appliquera désormais: plus grande autonomie aux forces sur le terrain, unités anticasseurs pouvant disperser et interpeller dès les premiers troubles, nouveaux matériels déployés (recours aux drones, produits marquants, vidéosurveillance", officiers de police judiciaire sur le terrain pour procéder aux interpellations... Un acte d'autorité qui place une nouvelle fois le ministre de l'Intérieur sous tutelle, lui qui est déjà chaperonné par un secrétaire d'Etat expert ès-sécurité, Laurent Nuñez, ancien directeur général de la Sécurité intérieure. huffingtonpost.fr 19.03

- Gilets jaunes : les militaires de "Sentinelle" en renfort pour l'acte 19 - euronews 20 mars 2019

Les militaires de l'"Opération Sentinelle" seront déployés en renfort samedi à Paris lors de l'acte 19 des "gilets jaunes". L'annonce, faite ce mercredi par le gouvernement français, s'inscrit dans la série de mesures sécuritaires, décidées après un nouveau week-end de violences dans la capitale française. euronews 20 mars 2019

Dans la matinée, le porte-parole Benjamin Griveaux avait annoncé la couleur : « On va mettre le paquet. Paris devra avoir des allures de forteresse imprenable. » Le Parisien 21 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1 - Ah les querelles de cour pour distraire l'attention et essayer de nous faire croire que les journaux appartenant aux amis de manu sont indépendants....

90% de la presse appartient à des gens grâce à qui manu est devenu président, et certains de ces propriétaires sont devenus riches grâce -et uniquement -à la compromission de l'état. Branco nous l'a bien expliqué hier.

Donc pour moi, mises en scène, et cette lettre ne parle même pas d'agences qui ont été carrément interdites !

Bref, faut faire croire au peuple qu'il y a opposition de la presse alors que tout ce petit monde fait partie du même entre-soi parisien

Rien de nouveau sous le soleil,

2 - Peut-on encore parler de démocratie en France.

Ce pouvoir est proche d'un régime dictatorial mais surtout est incapable de gérer notre pays.

La liberté de la presse n'est qu'une illusion.

Nous sommes d'ailleurs très mal classé tant pour la liberté de la presse que pour le fonctionnement démocratique.

Un pays dans lequel, 20% des électeurs ne sont quasiment pas représentés ne peut pas être considéré comme un pays démocratique

Enfin continuer à parler de pays des droits de l'homme est presque risible et très éloigné de la vérité.

La répression à atteint une violence inouïe comparable à des pays dictatoriaux.

3 - Au niveau gouvernement, on souhaite qu'une chose ; pourrir les manifestations des GJ ; les portes sont grandes ouvertes aux casseurs, résultats beaucoup de dégâts, beaucoup d'arrestations ; mais surtout chez les GJ et pas chez les cagoulés pourtant bien reconnaissables, mais on ne les voit pas. Bizarre vous avez dit bizarre. Et pendant ce temps Jupiter fait du ski à la Mongie, et le voyou de Matignon se saoule et fricote dans une boîte de nuit. Vive la France.

Les pourris sont au pouvoir.

4 - Gilets jaunes = séditieux, haineux, anti...

Pravy Sektor = démocrates, résistants, sympa et cool

LVOG - Pravy Sektor, un parti ukrainien néonazi ayant participé à l'Euromaïdan cher à BHL et Glucksmann, au PS, Générations, EELV, etc.

5 - Les exemples se ramassent à la pelle....Les islamistes modérés qui deviennent daesh, les moudjahiddins afghans les talibans, l'opposition démocratique libyenne des marchands d'esclaves.....Mais dans le foutage de gueule et la couverture médiatique, le Venezuela est un cas d'école chimiquement pur.

6 - Relire les journaux ? Madame Pologne enfin, les journaux sont le copier-coller de la télévision et appartiennent aux mêmes, vous le savez bien ! Que vous affirmiez que cela est le signe de renouveau démocratique m'a fait bien rire ce matin, merci ! D'autant plus qu'ayant passé des semaines sur un rond-point, jamais je n'ai entendu ça, bien au contraire, les médias sont comme le gouvernement rejetés par les gens d'en bas.

Quand au premier intervenant, je n'ai rien compris à son exposé, mais rien du tout, c'est sans doute parce que je ne suis "rien" !

Ensuite, faire une conférence à SP (Sciences Po - LVOG) sur le sujet de la démocratie quand on sait que les élèves sont élevés dans l'entre-soi favorisé et hors-sol du vrai peuple, ouaiche...

C'est une farce ou quoi ?

7 - Oui de toute évidence Mme Polony aime les farces.

Étant elle-même directrice de Marianne.

Détenu bien évidemment par un oligarque.

Polony c'est l'opposition contrôlée.

L'opposition "Establishment" compatible.

8 - L'opposition "canada dry"... ça ressemble à de l'opposition, ça utilise les mots de l'opposition mais ça ne sert qu'à ratisser vers le système les brebis qui s'égareront.

Le système préfère une opposition contrôlée que pas d'opposition du tout. Sinon ça se verrait qu'on est dans un système unique.

9 - "Sur la reconquête démocratique" avec Natacha Polony !?

Bonjour la (mauvaise) plaisanterie.

Bien sûr, beaucoup de choses intéressantes de dites et ce débat .. à "Sciences po".

A "sciences po", justement, là où l'on forme (ou déforme) les esprits en fonction de besoin de l'ultralibéralisme; paradoxe.

Lorsque "Marianne" (Natacha Polony) fait un numéro sur la "quenellisation des esprits", plus besoin de "grands discours". "Ite missa est", la messe est dite : Contestation des gouvernements et des pratiques journalistiques; tout étant soumis et "chien de garde" du "système ultralibéral".

Un peu de réformisme; mais pas de révolution, pas de contestations réelles.

De la "poudre aux yeux" et tromperie du peuple... Comme toujours.

10 - Après, l'accès à l'école, parlons-en, qui peut déboursier plus de 13 000 euros par an pour s'inscrire à SP je précise, il y a obligation de faire un stage à l'étranger (les USA au pif !)? Si ce n'est les fils et filles de ? Qui sont d'ailleurs l'auditoire de cette conférence...

Peut-être qu'on pourrait récupérer un peu de démocratie en obligeant l'assemblée nationale à avoir 30% d'ouvriers comme députés ? Et interdire à des Attali l'accès aux plus hauts postes sans avoir au préalable travaillé en vrai au bien commun!

11 - J'étais abonné à Marianne qui restait le seul hebdo à peu près lisible mais j'ai fini par abandonner. Marianne est aux mains d'un oligarque étranger avec des éditorialistes insupportables genre Julliard ou Fourest.

12 - Madame Poliny voudrait encore nous faire croire que les décisions politiques des ultra-riches sont adoptées pour notre bien et que les Gilets Jaunes se révoltent uniquement contre le fait de ne pas avoir été consultés.

Non, la révolte a avant tout lieu contre le fait que ces décisions sont prises pour avantager les ultra-riches contre les intérêts des peuples.

A l'image des 80 km/h, qui n'a pas été décidée pour sauver des vies mais pour faire payer aux pauvres des travaux qui bénéficient aux propriétaires et actionnaires des entreprises qui vont mettre en place les infrastructures de ces 80 km/h (panneaux, taxes...). Ceux-là qui sont les amis de nos politiques.

Les Gilets Jaunes ne se battent pas seulement pour leur autonomie. Ils se révoltent contre la prédation, le vol structuré et organisé par une petite poignée de gens qui ont les rennes du pouvoir et qui les réduisent à l'esclavage voire à néant : des gens qui ne sont rien.

Sur le bloc Les Crises.fr. Après la dépublication de l'interview (thinkerview) de Juan Branco les lecteurs donnent leurs avis.

(<https://www.youtube.com/watch?v=yEtmZKE5jhw>)

1 - Mais késako ? Alors comme ça on publie, dépublie...

Cette vidéo montrait trop les dessous de la corruption ? il reste le livre en PDF même si il y a bcp de fautes d'orthographe et même des mots manquants !

Surtout, vu la dépublication de l'entretien, enregistrez tout ! Olivier (le patron de ce blog - LVOG) nous expliquera sans aucun doute pourquoi il a dépublié ce billet.

2 - Oui on aimerait bien savoir.

Mais bah on peut s'en douter...

M. Berruyer de toute évidence navigue entre, d'une part, la position de Natacha Polony. C'est à dire une opposition contrôlée "Establishment" compatible. Du type réformateur : tout changer pour surtout ne rien changer dans l'ordre des choses.

Et d'autre part la position de l'opposant radical comme Juan Branco qui est pour renverser la table.

La radicalité des positions de Juan Branco serait-elle trop dangereuse pour Les Crises ? L'oligarchie dirait un peu trop rouge brun ?

Liberté d'expression et d'opinion ? Faudrait pas trop abuser non plus !

3 - Juan Branco est jeune et impulsif ! Je l'aime bien et lui souhaite un brillant avenir public.

Simplement dans cette vidéo il tient des propos qui pourraient être qualifiés de diffamatoires s'ils n'étaient sources .

Que le site les Crises soient prudent à ce propos me semble et justifie et opportun !

4 - C'est sûr étant avocat de Assange. Il ne connaît pas les risques du métier et il n'a pas pris les précautions nécessaires.

Oui, oui, Marx aussi était jeune et impulsif...

Mais faudrait quand même pas abuser dans la radicalité.

Et Hop à Cayenne à casser des cailloux. Ça lui remettra un peu les idées en place au Juan.

5 - Y a pas censure de la part de Berruyer juste de la prudence, bien compréhensible.

6 - Juan Branco chatouille l'égo de beaucoup de monde dans cette vidéo. Peut-être que quelques passages (il en suffit d'un en fait) prêtent à diffamation ou tout autre chose du même genre. Des sites comme "Les crises" qui sont déjà dans le collimateur doivent être très prudents.

Déjà 300000 vues depuis mercredi dernier (le 13 mars).

LVOG - Ils se ménagent les uns les autres, c'est beau tout de même la fraternité des nantis et des bonnes consciences !

N'oubliez pas que monsieur Berruyer travaille pour des banquiers ou des institutions financières...

Le sionisme : "C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël."

- Le rabbin Gabriel Hagi : « Notre Torah est basée sur la justice, l'amour, l'humilité, l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. » - afrique-asie.fr 11 mars

Extraits. Suite à la polémique populaire récente autour de la définition du « sionisme » – et donc de la nature de l'opposition à cette idéologie –, je pense qu'il est important d'apporter ici quelques éclaircissements (en tant que juif orthodoxe séfarde franco-israélien).

Le sionisme est un projet politique séculaire d'origine européenne qui usurpe l'identité juive pour la transformer en nationalisme primaire. C'est donc par définition un mouvement raciste, exclusiviste et hégémoniste, de facto faiseur d'apartheid. C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël. Or, avant cela, les juifs n'ont jamais été nationalistes, ni par leur histoire, ni par leur religion.

L'amalgame entre « sionisme » et « judaïsme » est souvent dû au fait que ce premier est un mouvement nationaliste juif, s'adressant aux juifs, et dont le but est l'établissement d'un pays juif souverain (l'État d'Israël) parlant une langue juive (l'hébreu en l'occurrence). Du coup, le qualifier de « judaïsme » devient séduisant pour certains. Mais c'est complètement méconnaître l'idéologie même du sionisme dont le but est de remplacer la Torah (c'est-à-dire l'observance des préceptes bibliques mosaïques) par du nationalisme. Être juif, pour le sionisme, c'est être un citoyen de l'État sioniste, pour lequel toute pratique religieuse est superflue, voire à combattre.

Le sionisme est donc l'adversaire idéologique de la Torah (de la religion juive). Certes, il existe un mouvement sioniste religieux, centré autour de la pensée de R. Tsevi-Yehûda Kook (1891-1982), mais nombreuses y sont les incohérences, les réductions et les contradictions vis-à-vis des sources religieuses juives authentiques.

Il faut bien comprendre qu'il n'existe pas plus de lien entre le sionisme (l'État d'Israël) et la Torah – malgré la judaïté des sionistes – qu'entre le Ku Klux Klan et l'Église Catholique (bien que les klanistes soient chrétiens) ou qu'entre le FLN algérien et l'islam (bien que ses membres soient de culture arabo-musulmane). Donc, on ne peut pas plus affirmer que l'État israélien représenterait LES juifs (tous les juifs, et le judaïsme en plus), que le Gouvernement algérien représenterait les musulmans ou le Texas les chrétiens.

Malgré tout cela, l'État d'Israël utilise plusieurs sophismes afin de s'établir en représentant légitime et exclusif du Peuple d'Israël. La liste est longue et fallacieuse, et je n'en aborderai ici que quelques-uns de ses éléments.

Le point le plus important de la propagande sioniste est de « favoriser le "retour" du Peuple juif en Terre d'Israël » ! Or, à ma connaissance, des juifs ont de tout temps vécu en Terre Sainte. De quel « retour » parle-t-on alors, vu que les juifs n'ont jamais rompu leur lien à cette Terre ? Du pouvoir politique ?

De plus, ce « Peuple juif » cité ici, qui est-il ? Il me semble que la majorité du Peuple juif ne vit justement pas en Terre Sainte. Qui donc peut s'établir là-bas en représentant exclusif de ce peuple (et délégitimer ainsi les autres juifs vivant ailleurs) ? Et puis, « en Terre d'Israël » – selon quelles frontières ? La Terre d'Israël biblique comprend aussi l'autre rive du Jourdain (la Jordanie actuelle) jusqu'à Damas (en Syrie actuelle). Devrait-on entendre par là qu'il faudrait également que les juifs conquièrent ces territoires afin d'y asseoir leur gouvernance ?

Un autre élément de propagande est l'utilisation ad nauseam de l'argument sécuritaire. Exactement comme en Afrique du Sud lors de l'Apartheid – où les Blancs étaient convaincus par la propagande de maintenir cet état de fait, sinon les Noirs allaient tous les égorgés –, ainsi les Israéliens sont manipulés à croire que tous les Arabes veulent leur extermination.

Pour accentuer cette démagogie, le souvenir de la Shoah est agité sans vergogne afin de distiller la peur de l'anéantissement. L'État sioniste garantirait la sécurité des juifs dans le monde. Or, c'est tout le contraire qui se passe ! Le raccourci est aisé : identification entre l'État d'Israël et les citoyens israéliens, puis entre les Israéliens et tous les juifs. Comment empêcher cet amalgame toxique ? Les institutions juives françaises n'aident pas à calmer la situation, au contraire. Leur soutien inconditionnel à l'État d'Israël – et leur fait d'assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme –, ouvre le bal de tous les amalgames. La communauté juive se retrouve prise en otage par l'idéologie sioniste. Les discours s'enflamment de tous les côtés, et le sang juif coule de par le monde.

Il est important de souligner ici que l'identité juive ne s'établit pas vis-à-vis des aléas des persécutions (qui sont des épiphénomènes ne nous définissant pas), mais vis-à-vis de la Torah. C'est elle qui légitime notre histoire et notre identité en tant que peuple (ou plutôt en tant que famille) – du coup, selon moi, un juif sans Torah, même si cela existe de facto, n'a pas beaucoup de sens.

Car nous les juifs sommes une famille, pas une nation au sens politique du terme. Nous sommes la « Famille de Jacob (Bêt-Ya'aqov) », celle de ses descendants – à qui Dieu a donné Sa Torah par Moïse –, et à laquelle on peut appartenir par trois moyens : 1. la filiation, 2. l'adoption (ce qu'on appelle abusivement la « conversion ») et 3. le mariage. C'est pour cela qu'il existe des juifs de toutes les ethnies, fruits des mélanges entre nos populations originelles du Moyen-Orient et les peuples qui nous ont accueillis tout au long de notre histoire. Ainsi nos gènes sont communs avec nos sœurs et frères les Palestiniens, qui partagent la même origine que nous.

Notre Torah est justement basée sur la justice, l'amour, l'humilité et l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. Selon notre Torah, on ne saurait donc établir une société saine sur l'injustice envers ne fût-ce qu'une seule personne (fût-elle non-juive) – a fortiori envers un peuple tout entier.

Les juifs sont donc les premières victimes de l'arnaque sioniste (la liste est longue). Les seconds en sont les Palestiniens qui subissent une occupation violente et un apartheid en règle – quand ils ne sont pas purement et simplement massacrés.

L'expression « antisionisme » peut donc prêter à confusion, car elle est aussi utilisée par ceux qui veulent purifier la Terre Sainte de toute présence juive (par un massacre pur et simple de la population israélienne) – ce qui n'est évidemment pas mon cas, ni le cas de mes amis Palestiniens, ni celui de l'écrasante majorité des gens sains d'esprit. Surtout que je suis plutôt un partisan de la non-violence, un adepte de la paix et de la justice.

Une paix authentique en Terre Sainte ne sera possible que fondée sur la justice pour tous les protagonistes, et non sur la simple absence de violence ou sur le remplacement d'une injustice par une autre. La paix ne se fera pas au détriment des Israéliens et au bénéfice des Palestiniens, ou réciproquement, mais au bénéfice des deux, ensemble.

C'est pourquoi soutenir la paix c'est soutenir les deux camps – pas les discours politiques, bien sûr, ni les gouvernements, mais les habitants eux-mêmes –, et servir de médiateur afin qu'ils trouvent d'eux-mêmes leurs propres solutions à tous leurs problèmes. Je pense que dès la reconnaissance par le Gouvernement israélien de ses erreurs, l'abandon de l'occupation armée et l'octroi de leurs droits aux Palestiniens, qu'il n'y aura alors plus de problèmes (car plus de sionisme).

Pour conclure, en tant qu'opposant à l'idéologie sioniste pour toutes les raisons suscitées (1 à 7, entre autres), j'accepte d'être qualifié d'« antisioniste » par défaut d'un meilleur terme. africainfo.net 11 mars

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6977&lang=fr>

LVOG - Mais ne devrait-on pas être sioniste puisqu'il y a des juifs tout à fait ordinaires qui le sont ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans Pétain, Hitler, Mussolini, Salazar, etc. pourquoi ne serions-nous un peu fasciste ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans le PS ou le PCF, pourquoi ne serions-nous pas un peu social-démocrate ou stalinien, juste un tout petit peu ? NON !

Vous avez vu à quoi peut conduire le manque de rigueur théorique ou idéologique, toutes les compromissions auxquelles on nous a habitués, le fait de s'écarter d'un millimètre de notre terrain de classe, du socialisme, c'est terrible !

En complément.

- Rassemblement pro-Israël face à l'ONU: les USA donnent de la voix - AFP 18 mars 2019

L'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne a manifesté lundi devant l'ONU à Genève pour dénoncer le "sectarisme" dont souffre Israël au Conseil des droits de l'Homme, qui examinait lundi les conclusions d'une enquête sur les violences à Gaza.

Plusieurs centaines de personnes sont venues assister à ce rassemblement, dont la principale revendication était de demander l'abolition dans l'ordre du jour du Conseil des droits de l'Homme du point fixe dédié au traitement des Palestiniens par Israël (le point 7).

Israël est en effet le seul pays avec un point fixe à l'ordre du jour de chaque session du Conseil (trois fois par an), une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont décidé l'an dernier de quitter cet organe onusien.

"Ce n'est pas seulement une forme de sectarisme. C'est un signe de décadence intellectuelle et morale", a déclaré à la foule l'ambassadeur américain, Richard Grenell.

Il a également comparé l'antisémitisme à la "toxicomanie": "Comme la toxicomanie, l'antisémitisme est à la fois une maladie et une source de réconfort" pour les Etats qui condamnent habituellement Israël à l'ONU.

Au même moment, les pays membres du Conseil des droits de l'Homme débattaient de divers rapports présentés dans le cadre du point 7. Ils ont également entendu les conclusions d'une enquête de l'ONU qui accuse des soldats israéliens de possibles crimes de guerre à Gaza.

Dans ce rapport, présenté le mois dernier aux médias, la Commission d'enquête indépendante de l'ONU a accusé l'armée d'avoir intentionnellement tiré sur des enfants, des journalistes, du personnel de santé et d'autres civils au cours des manifestations de Palestiniens dans la bande de Gaza entre le 30 mars et le 31 décembre 2018. Les enquêteurs ont affirmé que les manifestations étaient essentiellement de "nature civile".

Israël a dénoncé ce rapport "partial" et rejeté ses conclusions.

Le président de la Commission de l'ONU, Santiago Canton, a indiqué lundi aux médias qu'il était "personnellement en désaccord" avec le point 7 de l'agenda du Conseil. Mais le fait que l'enquête a été créée par le Conseil des droits de l'Homme "ne signifie pas que le travail de la commission indépendante ne peut pas être objectif".

La semaine dernière, de hauts responsables israéliens venus à Genève ont critiqué point par point l'enquête de l'ONU en reprochant aux enquêteurs d'avoir ignoré des preuves essentielles, comme le rôle du Hamas. AFP 18 mars 2019

LVOG - Peu importe ici qui est le Hamas et ce qu'il fait par ailleurs, ce rapport vise des assassinats commis par l'armée israélienne qui visent des Palestiniens inoffensifs, puisqu'ils sont séparés par un grillage infranchissable.

[Barbouzerie. Gladio, la CIA et ses mercenaires sous-traitants.](#)

- Par Moon of Alabama et publié par le Saker Francophone le 15 mars 2019.

Extraits. La CIA est le principal suspect du raid militaire contre l'ambassade de Corée du Nord à Madrid. Elle fait maintenant un effort quelque peu malheureux pour s'en détourner. Le rapport dans lequel des sources du gouvernement espagnol accusent la CIA déclare :

Au moins deux des dix assaillants qui ont pénétré dans l'ambassade et interrogé le personnel diplomatique ont été identifiés et ont des liens avec les services de renseignement américains. La CIA a nié toute implication, mais des sources gouvernementales ont déclaré que la réponse était « peu convaincante ».

Une histoire a été imaginée et publiée dans l'organe préféré de la CIA, le Washington Post. Ce n'est pas la CIA qui a fait cela, écrit le journaliste chargé de la rubrique sur la sécurité nationale au journal, il s'agit d'une organisation spécialisée dans les « changements de régime », contrôlée par la CIA.

Un extrait sous le titre « Un groupe fantôme qui tente de renverser Kim Jong Un a fait irruption en plein jour dans une ambassade de Corée du Nord » :

« En plein jour, des assaillants masqués se sont infiltrés dans l'ambassade de Corée du Nord à Madrid, ont ligoté le personnel, volé des ordinateurs et des téléphones portables, et se sont enfuis à bord de deux véhicules de luxe.

Le groupe responsable de l'opération de fin février est connu sous le nom de Cheollima Civil Defence, une organisation dissidente secrète engagée pour renverser la dynastie Kim», ont déclaré au Washington Post des personnes bien informées de

la planification et de l'exécution de la mission. ...

Les personnes au courant de l'incident disent que le groupe n'a agi en coordination avec aucun gouvernement. Les agences de renseignement américaines auraient été particulièrement réticentes pour le faire étant donné le calendrier délicat et le caractère effronté de la mission. Mais le raid représente l'opération la plus ambitieuse à ce jour pour une organisation obscure qui cherche à saper le régime nord-coréen et à encourager les défections massives, disent-ils. Moon of Alabama 15 mars 2019.

La grande mystification de la "transition écologique".

- Les ODD, symboles d'un développement par et pour les multinationales ? - - multinationales.org 7 mars 2019

Adoptés par les Nations unies en 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) occupent désormais une place centrale dans la communication de certaines multinationales. Comment en est-on arrivé à ce que Veolia par exemple, légitime la privatisation de l'eau en Inde en s'appuyant les objectifs de développement des Nations Unies ou que Total puisse demander un partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) autour d'un projet d'oléoduc ?

En 2015, les Nations Unies adoptaient solennellement 17 « objectifs de développement durable » (ODD) déclinés en 169 cibles, ainsi que la feuille de route pour les atteindre : l'« Agenda 2030 ». Succédant aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD, 2000-2015), les ODD visent à orienter les flux d'aide au développement et les politiques publiques dans le but d'en finir avec la pauvreté, la faim, les discriminations, les inégalités et les dégradations environnementales. La même année, deux accords internationaux majeurs sont également signés par les gouvernements du monde : le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'Accord de Paris sur le climat. Point commun de ces trois accords : ils confient explicitement un rôle majeur aux multinationales dans l'atteinte de leurs objectifs. Et non plus aux seuls États, dont sont ainsi actés les moyens budgétaires limités, l'absence de volonté ou de capacité politique, mais aussi l'utilisation parfois hasardeuse de l'aide au développement.

Les trois grands accords de 2015 sont l'aboutissement d'une dynamique plus ancienne. En 1998, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan consacrait déjà un rapport à « L'esprit d'entreprise et la privatisation au service de la croissance économique et du développement ». Deux ans plus tard, il créait le « Pacte mondial » des Nations unies (aussi connu sous son nom anglais de Global Compact), un programme rassemblant des dizaines de multinationales - y compris des marchands d'armes comme Dassault, Thales ou encore Safran - autour de grands engagements volontaires sur les « droits de l'Homme ». Les ODD représentent pourtant bien une nouvelle étape dans cette logique de privatisation du développement, comme l'illustre le fait que les icônes « officielles » des ODD appartiennent elles-mêmes à une structure privée basée à Londres, liée à un consortium de multinationales, parmi lesquelles Standard Chartered ou Unilever (lire notre article). En l'absence de garde-fous quant à l'utilisation de la référence onusienne, et dans un contexte de confusion des rôles entre public et privé, les risques de dérive sont énormes.

Stratégie de confusion

Les multinationales, en tout cas, ont sauté sur l'occasion. Les ODD ont rapidement été repris par les entreprises françaises dans leur communication et leurs politiques de « responsabilité sociale » (RSE). Parfois jusqu'à l'absurde. Le Crédit agricole par exemple, explique ainsi contribuer à l'objectif 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces » en étant « utile » à ses clients... La firme para-pétrolière Vallourec, de son côté, n'hésitait pas à affirmer qu'elle « a l'intention de formaliser ses engagements en faveur des ODD » et notamment de l'objectif 7 « en vue de faciliter l'accès aux énergies propres, dont les énergies fossiles peu polluantes » [1]. Des « énergies fossiles peu polluantes » dont on ne trouve pas trace dans le texte adopté par les Nations Unies.

Dans la même veine, en septembre 2017, Patrick Pouyanné, PDG de Total, a été désigné comme l'un des 10 « pionniers » des ODD par le « Pacte mondial » en raison de son ambition de porter à 20% le taux d'énergies bas carbone dans le portefeuille de Total à l'horizon 2035 en prenant en compte le scénario 2°C de l'Agence Internationale de l'énergie. Pour compenser l'abandon du charbon et la diminution de 5% du pétrole dans sa production, la stratégie climat de Total repose sur une augmentation de la part des énergies vertes dans sa production de 15 à 20%, mais aussi sur celle du gaz de 45 à 50% (lire notre analyse détaillée)... Le Pacte mondial n'est pas lui-même une agence intergouvernementale mais une « initiative » des Nations unies rassemblant des grandes entreprises, et bénéficiant cependant du label onusien... Une confusion savamment entretenue.

Les ODD contre les normes contraignantes ?

En ce qui concerne les grandes entreprises françaises, pour l'instant, les ODD sont plus rattachés à des projets préexistants de « RSE » qu'ils ne servent de base à la mise en place de nouveaux projets, explique Sylvain Boucherand, du Bureau d'étude en développement durable, B&L [2]. D'autant que ces objectifs du développement durable sont si généraux qu'ils peuvent être interprétés de différentes manières. Et chaque entreprise peut choisir « son objectif » et détourner les yeux de l'impact général de ses activités. Veolia, par exemple, légitime ses privatisations, dont celle de l'eau de Nagpur en Inde, par l'objectif de garantir l'accès de tous à l'eau (Objectif 6) alors que toutes les expériences passées suggèrent qu'il ne s'agit pas d'une

réponse adaptée pour étendre l'accès à l'eau de populations par définition incapables de la payer, renforçant ainsi la pauvreté et les inégalités, deux autres cibles majeurs des ODD. Même constat pour Danone qui se targue de lutter contre la faim (objectif 2), alors que le développement de l'élevage laitier intensif ou de l'eau en bouteille vont à l'encontre de la préservation des ressources et d'une agriculture vivrière soutenable qui ne mette pas en danger la sécurité alimentaire des populations paysannes du Sud de la planète.

Ce détournement des ODD, facilité par leur caractère non contraignant et consensuel, contraste avec la difficulté à mettre des multinationales aux centaines de filiales et sous-traitants face à leurs responsabilités quand elles sont impliquées dans des crimes et délits économiques. « Depuis les années 1990, l'attitude des Nations unies à l'égard des firmes multinationales ne s'est plus caractérisée par une volonté d'encadrement, mais de partenariat ; or ce partenariat, tel qu'il est mis en œuvre, apparaît bien plus favorable à ces firmes qu'aux valeurs de l'ONU », explique Chloé Maurel, historienne spécialiste des Nations unies. Une volonté d'encadrement, qui avait émergé dans les années 1970 jusqu'à la disparition de la Commission des Nations unies sur les firmes transnationales (UNCTC) et à l'abandon du projet de code de conduite de l'ONU sur les firmes transnationales (FTN) dans les années 1990, sous la pression des États-Unis.

Aujourd'hui à nouveau, alors que le Comité des droits de l'homme de l'ONU envisage, à l'initiative de l'Équateur, d'adopter un traité international sur les entreprises multinationales et les droits humains, assorti d'obligations contraignantes et de réelles sanctions, les lobbys du secteur privé et les gouvernements occidentaux, en particulier européens, font bloc pour s'opposer à une telle perspective (lire notre article rendant compte d'une enquête menée par l'Observatoire des multinationales avec ses partenaires européens du réseau ENCO). Leur argument clé ? Les mécanismes actuels de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE), et surtout les programmes liés à l'atteinte des Objectifs de développement durable, seraient largement suffisants, et devraient rester prioritaires par rapport à toute tentative de « stigmatiser » le secteur privé.

Ce n'est en effet pas l'un des moindre des avantages des ODD, du point de vue des multinationales, que de déplacer l'attention vers leur « rôle sociétal » et sur leur « contribution positive », et éviter les questions trop dérangeantes quant à leurs impacts sociaux et environnementaux négatifs – ou pire encore pour elles, l'obligation de rendre des comptes. Des positions qu'on retrouve actuellement en France avec les discussions autour de la loi Pacte. Pour Emmanuel Faber, PDG de Danone, qui se dit favorable à une meilleure intégration des impacts environnementaux et sociaux par les entreprises, en revanche « il faudrait retirer un certain nombre de dispositifs de contrôle qui sont imposés aujourd'hui et sont une surcharge considérable » comme la loi Sapin 2 ou celle sur le devoir de vigilance (lire notre article). Et donc fermer les yeux et faire confiance aux entreprises pour qu'elles deviennent des « entreprises à mission sociale », sans obligations ni contrôle public.

Privatisation du développement

Au-delà des effets de communication et de leur instrumentalisation pour éviter des régulations contraignantes, le place de choix accordée aux multinationales par les ODD, à côté et parfois à la place des États et des agences onusiennes, est aussi souvent un moyen de légitimer la privatisation de services publics, ainsi que les partenariats public-privé. Le CNCD, coordination d'associations belges de solidarité internationale, rappelle ainsi que le Plan d'action d'Addis Abeba, « programme de financement des ODD », consacre la priorité donnée aux partenariats public-privé : « Un chapitre entier est dédié au rôle important du secteur des affaires et de la finance : 11 paragraphes cherchent à promouvoir ou à encourager les partenariats qui réunissent plusieurs parties prenantes et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé. »

Le réseau international Social Watch, dans son rapport « Spotlight on sustainable development » montre pourtant comment les privatisations, les partenariats public-privé et la montée en puissance de certaines grandes entreprises peuvent avoir des effets négatifs sur l'ensemble des ODD et son Agenda 2030. Comme lorsque des écoles privées payantes et à but lucratif émergent en Asie et en Afrique sous couvert de l'objectif d'une éducation de qualité pour tous (Objectif 4). Dans le dernier rapport sur la protection sociale dans le monde 2017-2019 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Directrice du Département de la protection sociale, Isabel Ortiz, prévient : « Les politiques d'austérité à court terme continuent de saper les efforts de développement à long terme. Les ajustements d'assainissement budgétaire ont des impacts sociaux négatifs considérables et compromettent la réalisation des ODD. » En rappelant au passage que certains pays comme l'Argentine, la Hongrie ou encore la Pologne sont en train de revenir vers des systèmes publics de retraite, après l'échec de leurs privatisations.

Démocratie : la grande absente

Si un objectif (17) est entièrement consacré au « développement de partenariats pour la réalisation des objectifs » pour « mobiliser, rediriger et débloquer le pouvoir des milliers de milliards de dollars de ressources privées », des mots tels que « démocratie », « liberté de la presse », « indépendance de la justice », « liberté civile » « liberté d'expression » « élections libres », eux ne sont jamais cités, rappellent Jeffrey Smith et Alex Gladstein pour Quartz Africa. L'absence de vision politique expliquerait selon eux la popularité des ODD auprès des présidents à vie, des despotes et des États à parti unique qui cherchent à soigner leur image, souvent avec l'aide de cabinets de relations publiques et de lobbyistes occidentaux, en disant lutter pour atteindre ces objectifs de développement. Un « oubli volontaire » des engagements démocratiques qui bénéficie également aux multinationales qui peuvent se revendiquer d'une démarche de développement durable tout en travaillant avec des régimes autoritaires...

Les ODD semblent ainsi en quelque sorte la consécration d'une logique de privatisation du développement et de la recomposition des forces au sein de l'ONU. Pour Barbara Adams du Global Policy Forum (GPF), un observatoire indépendant qui analyse le travail des Nations unies et l'élaboration des politiques mondiales, « le fait que la phase d'action des 'trois grands' accords soit dominée par l'attraction de financements privés démontre à quel point le discours du marché a capturé l'agenda ». Par idéologie mais aussi par contrainte, puisqu'elle rappelle aussi que « le financement inadéquat de l'ONU et de ses mandats par les États membres a provoqué des modes de financement différents, notamment par le biais de philanthropes et de grandes entreprises ».

Les partenariats douteux du PNUD

Derrière la complaisance des agences onusiennes avec les multinationales, il y a effectivement des facteurs financiers, que la mise en avant des ODD permet de recouvrir d'un voile pudique. Exemple avec Total. Selon des documents internes inédits du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) auxquels nous avons eu accès, l'entreprise pétrolière française l'a contacté pour demander un partenariat officiel autour de son projet d'oléoduc de 1445 kilomètres de long en Ouganda et en Tanzanie. Et pour cause : cet oléoduc est au centre de nombreuses controverses pour son impact environnemental et les déplacements de population qu'il entraîne. Officiellement, Total a sollicité l'expertise du PNUD dans trois domaines : « (i) le soutien des moyens de subsistance locaux pour les communautés affectées ; (ii) l'engagement communautaire efficace, le dialogue et le règlement des différends ; et (iii) l'atténuation / la compensation des impacts négatifs sur l'environnement ». Au passage, l'agence onusienne facture 7% de frais de gestion, soit entre \$385 000 et 980 000 selon le budget final.

Officiellement, le PNUD dit avoir pour vocation d'aider les pays à lutter contre l'extrême pauvreté, les inégalités et l'exclusion, avec les ODD comme outils d'orientation de ses politiques et financements. Un autre document interne de l'agence onusienne, qui « énonce les critères du PNUD pour l'évaluation et la sélection des partenaires et des principes de partenariats » livre une tout autre vision. Après avoir rappelé qu'« au cours des dernières années, il y a eu reconnaissance accrue du rôle du secteur privé dans la promotion du développement durable », il y est affirmé le PNUD a aussi pour objectif de « soutenir et faciliter le développement du secteur privé » tout engageant une « collaboration » avec ce dernier. Mais sans omettre pour autant « les risques pour sa réputation » en prenant soin de ne s'associer qu'avec « des entreprises du secteur privé qui sont attachées aux valeurs fondamentales et aux causes de l'ONU, et qui ne sont pas impliquées dans des activités commerciales ou autres incompatibles avec la vision, la mission et les valeurs du PNUD ».

Le PNUD liste des activités à exclure (vente d'armes, tabac, jeux d'argent...), mais aussi des secteurs à « haut risque », comme le secteur du pétrole et du gaz, mais aussi le secteur minier, les produits chimiques ou encore les sodas. Pourtant, le PNUD a bien passé des accords ou envisage sérieusement de le faire avec des entreprises comme Total, Dow ou encore Coca. Le « développement durable » serait-il à vendre ? Présentés comme un moyen de fédérer et orienter les efforts du secteur public, de la société civile et des entreprises privées autour d'un but commun, les Objectifs de développement durable pourraient surtout devenir un instrument de capture du développement, et du système onusien lui-même, par les multinationales. multinationales.org
7 mars 2019

- Mauvaise nouvelle pour le climat : la France commence à importer du gaz de schiste - bastamag.net
11 mars 2019

L'affaire avait fait grand bruit il y a trois ans : la France, qui a interdit l'exploitation du gaz de schiste sur son propre territoire, allait-elle importer du gaz de schiste en provenance des États-Unis ? Cette source d'énergie très controversée, en raison des impacts environnementaux de la fracturation hydraulique, allait-elle quand même alimenter les chaudières et plaques de cuisson françaises ? La réponse est oui.

Les importations de gaz de schiste américain ont effectivement commencé à l'automne 2018, selon les données rendues publiques par l'agence états-unienne d'information sur l'énergie. Et cela ne fait que commencer. Le navire méthanier Provalys, revendu l'année dernière par Engie à Total, devait accoster cette semaine au port de Montoir, à proximité de Saint-Nazaire, en provenance du terminal d'exportation de gaz de Sabine Pass. Celui-ci, situé à la frontière entre la Louisiane et le Texas, appartient à la firme américaine Cheniere. Le Provalys semble avoir changé de cap depuis la première publication de cet article (voir précisions ci-dessous).

« Le gaz naturel américain est importé directement en France depuis fin 2018 »

Elengy, filiale d'Engie qui gère le terminal méthanier de Montoir (et deux terminaux similaires à Fos-sur-Mer), a confirmé à l'Observatoire des multinationales que « le gaz naturel américain est importé en Europe depuis 2017 et directement en France depuis fin 2018 ». Tout en ajoutant que « le nom des importateurs et le détail des cargaisons sont des informations commercialement sensibles que nous ne sommes pas autorisés à divulguer ». Même invocation du secret commercial du côté du quatrième et dernier terminal méthanier française, celui construit par EDF à Dunkerque, récemment revendu à l'opérateur belge Fluxys.

L'Observatoire des multinationales, édité par Basta !, a donc sollicité les entreprises susceptibles d'avoir acheté ce gaz pour

le distribuer en France, à savoir les fournisseurs EDF, Engie et Total (qui a récemment absorbé Direct Energie et Lampiris sous la marque Total Spring, prenant la troisième place du marché). Aucune n'a souhaité répondre. L'autre possibilité est que ce gaz ait été acheté par des clients industriels, par exemple pour produire... du plastique (lire à ce sujet : Les liens étroits et méconnus entre le gaz de schiste et l'explosion des déchets plastiques).

Contrats d'approvisionnement signés... au moment de la COP 21

En 2015, juste avant la Conférence de Paris sur le climat, Engie et EDF avaient signé des accords d'approvisionnement avec Cheniere, pionnière de l'exportation du gaz de schiste américain avec les terminaux de Sabine Pass et de Corpus Christi (voir ici). Selon les données officielles, la majorité du gaz exporté vers la France transite par le terminal de Sabine Pass, et par celui de Cove Point, dans la baie de Chesapeake, appartenant à Dominion Energy.

L'essor du gaz de schiste aux États-Unis, un pays qui était auparavant un importateur net, a créé une situation de surproduction et une baisse des prix. Les industriels états-uniens se sont donc rapidement intéressés aux marchés d'exportation. La construction de plusieurs dizaines de nouveaux gazoducs et terminaux méthaniers est planifiée le long des côtes du golfe du Mexique et de la façade Atlantique, dont certains financés par des banques françaises, en particulier la Société générale.

Le gaz, aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures

La contestation de ces nouvelles infrastructures gazières est aujourd'hui tout aussi virulente aux États-Unis que celle liée aux impacts locaux de la fracturation hydraulique – contamination de l'eau, sismicité, pollution de l'air, etc (voir ici). Le gaz est souvent présenté par les industriels comme une source d'énergie plus « propre » que le pétrole ou le charbon, et donc plutôt bénéfique pour la transition énergétique. Un discours porté en France par Engie et Total.

En réalité, si l'on tient compte de l'ensemble de la filière et notamment des émissions fugitives de méthane, un gaz à effet de serre plus puissant que le CO2, le gaz est tout aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures, voire davantage. De ce point de vue aussi, l'arrivée massive de gaz américain en France et en Europe n'est pas une bonne nouvelle.

NOTE : Depuis la première publication de cet article le 8 mars 2019, le Provalys a changé de cap. Même si sa destination officielle est toujours Nantes, il est actuellement (au 13 mars au matin) en train de tourner en rond à proximité de l'archipel des Açores. Il est possible qu'il attende une offre plus lucrative pour sa cargaison. bastamag.net 11 mars 2019

TROISIEME PARTIE

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

- Algérie : Bouteflika confirme qu'il restera président après l'expiration de son mandat - Le Parisien 19 mars 2019

Voilà qui ne risque pas de calmer la rue algérienne. Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a confirmé dans un message lundi, qu'il prolongerait son 4e mandat au-delà de son terme constitutionnel, le 28 avril, jusqu'à un nouveau scrutin organisé à l'issue d'un processus de révision constitutionnelle.

« Que l'Algérie vive, dans un avenir proche, une transition harmonieuse et assiste à la remise de ses rênes à une nouvelle génération [...] tel est l'objectif suprême que je me suis engagé à concrétiser avant la fin de mon mandat présidentiel, à vos côtés et à votre service », souligne le chef de l'Etat dans ce message, publié par les médias d'Etat.

Le mandat expire le 28 avril

Son actuel mandat expire constitutionnellement le 28 avril et le président a annoncé le 11 mars qu'il entend remettre ses pouvoirs à un successeur élu lors du scrutin qui sera organisé à l'issue d'une Conférence nationale devant réformer l'Algérie et modifier la Constitution.

Dans un message à l'occasion de la fête de la Victoire (19 mars 1962) sur le colonisateur français, « Boutef » assure lundi que cette « Conférence nationale » chargée de changer le « régime de gouvernance » de l'Algérie et « renouveler ses systèmes

politiques, économique et social » se tiendra « dans un très proche avenir ». La révision constitutionnelle « globale et profonde » dont est chargée la Conférence nationale et qui sera soumise à référendum, « préludera à un nouveau processus électoral qui verra l'élection d'un nouveau président », rappelle, comme il l'avait fait le 11 mars, le président algérien confirmant qu'il entend rester au pouvoir bien après le 28 avril.

Vendredi, des millions d'Algériens sont à nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur refus de la prolongation de fait de son actuel mandat. Peine perdue.

Si un délai d'un an a été parfois évoqué pour une transmission du pouvoir, il apparaît intenable à de nombreux observateurs vu l'ampleur de la tâche : désignation des participants et organisation des travaux de la Conférence, élaboration d'une nouvelle Constitution, organisation d'un référendum, convocation et tenue d'une présidentielle...

Dans son message, le Raïs d'Alger a par ailleurs appelé le peuple à être « à la hauteur de ses aspirations socio-économiques et culturelles » et à « prêter main-forte à son armée pour préserver l'Algérie contre les dangers extérieurs ».

Plus tôt, le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée algérienne avait appelé à la « responsabilité » de chacun pour trouver des « solutions dans les plus brefs délais » à la crise actuelle en Algérie.

- Algérie: "L'armée demeure le rempart du peuple", dit le général Salah - Reuters 19.03

L'armée algérienne "demeure le rempart du peuple et de la Nation", a assuré lundi le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général Ahmed Gaïd Salah, affirmant l'existence de solutions à la crise politique que traverse actuellement le pays. Reuters 19.03

[Qui va aller voter pour l'Union européenne des multinationales ? Boycott !](#)

- Bayer Monsanto, Uber, Google, Syngenta... adorent financer les partis politiques européens - lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

En France, le financement politique par les entreprises est interdit. Il n'en est pas de même au niveau européen. En 2018, le groupe eurosceptique des Conservateurs et réformistes européens (CRE) a reçu plus de 102 000 euros de la part de neuf sociétés (AT&T, Triple A, Estiom, MTI, Wastech, Galerie Gema, Q.E.D. Systems, Without Limits et AWS Holding), ainsi que 47 000 euros de plusieurs lobbys et fondations.

Le Parti populaire européen (PPE), mouvement de droite auquel sont rattachés Les Républicains, a quant à lui reçu 61 000 euros pour l'accueil de quatre multinationales (AT&T, Walt Disney, Microsoft et UPS) à son congrès annuel, en novembre 2018.

Enfin, l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) qui regroupe des forces politiques centristes et libérales de plusieurs pays européens, a aussi bénéficié d'importants financements provenant de Bayer, Uber, Google ou encore Syngenta, le géant suisse des pesticides. En 2018, le parti a reçu 122 000 euros de la part de huit multinationales et lobbys. Ceux-ci ont versé de 7 000 à 18 000 euros pour intervenir lors du congrès annuel du parti, organisé en novembre 2018 à Madrid.

Une pratique courante et parfaitement légale

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

De leur côté, comment les entreprises justifient-elles une telle générosité ? Interrogé par Le Monde, Bayer a déclaré avoir cosponsorisé des congrès de l'ALDE pour « faciliter un large débat sur divers sujets tels que l'innovation, l'agriculture ou le commerce ».

La défense de quels intérêts ?

Bayer se place comme deuxième plus gros donateur politique européen, derrière l'opérateur de télécommunications américain AT&T, ce dernier ayant versé plus de 200 000 euros aux quatre plus grands partis politiques européens au cours des cinq dernières années. L'influence du groupe allemand, qui a récemment acquis le très fameux spécialiste américain des pesticides Monsanto, est emblématique du problème soulevé par ces pratiques.

Alors que se pose la question du respect de certains principes de démocratie les plus essentiels – défendre l'intérêt des citoyens

avant celui des grandes entreprises – les partis revendiquent une simple ouverture aux « parties prenantes ». « On a aussi des relations avec des ONG », garantit notamment M. de Schaetzen. Dommage, aucune d'entre elles n'a été conviée au congrès du parti à Madrid. 11 mars 2019 lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

Brésil.

Il en est le produit !

- A Washington, le président brésilien visite... la CIA - AFP 19.03

Pour son premier voyage officiel aux Etats-Unis, le président brésilien Jair Bolsonaro a choisi d'effectuer lundi une visite pour le moins inhabituelle de la part d'un dirigeant étranger: le siège de la CIA. AFP 19.03

Il en est l'agent !

- Trump et Bolsonaro mettent en scène leur complicité à Washington - AFP 19.03

Unis dans la dénonciation des "Fake News", Donald Trump et Jair Bolsonaro, l'un de ses plus fervents admirateurs, ont affiché une forme de complicité mardi à Washington, louant une proximité sans précédent entre les Etats-Unis et le Brésil.

ECONOMIE

Etats-Unis

LVOG - Ah ben c'est con, l'effondrement du capitalisme ce ne sera pas pour demain ni après-demain... La preuve.

- USA: La Fed ne prévoit plus de hausse de taux en 2019 - Reuters 21 mars 2019

La Réserve fédérale américaine a franchi mercredi un grand pas vers la fin du cycle de resserrement de sa politique monétaire engagé fin 2015 en laissant entendre qu'elle ne relèverait pas les taux cette année et en annonçant qu'elle arrêterait de réduire son bilan en septembre.

La banque centrale américaine, qui a réaffirmé son engagement à être "patiente", ne table désormais plus que sur une seule hausse de taux d'ici 2021 et n'évoque plus la nécessité de resserrer sa politique monétaire pour prévenir une accélération de l'inflation.

Elle a en outre précisé qu'elle allait ramener la diminution de ses avoirs en bons du Trésor à 15 milliards de dollars par mois à partir du mois de mai, contre 30 milliards mensuels actuellement. La réduction du bilan sera ensuite totalement interrompue à partir de septembre si la situation économique et monétaire évolue d'ici-là conformément aux prévisions.

La banque centrale américaine prévoit ainsi d'arrêter d'ici septembre le réinvestissement systématique de jusqu'à 50 milliards de dollars (44 milliards d'euros environ) d'obligations du Trésor et de prêts immobiliers titrisés ("mortgage-based securities", MBS) arrivant à échéance ou remboursés par anticipation.

A ce stade, le bilan de la Fed devrait encore inclure au moins 3.500 milliards de dollars d'obligations, soit plus de quatre fois le montant qu'elle détenait avant la crise. Son portefeuille obligataire représente actuellement quelque 3.800 milliards de dollars.

Elle a commencé à le réduire au quatrième trimestre 2017. Il avait culminé en 2015 et 2016 à environ 4.250 milliards de dollars, après trois cycles d'"assouplissement quantitatif" ("quantitative easing", QE) lancés entre 2008 et 2014 pour injecter massivement des liquidités dans le système financier, faire baisser les taux à long terme et soutenir l'activité économique.

L'annonce de l'arrêt du processus de réduction du bilan marque un revirement pour l'institution trois mois seulement après que son président, Jerome Powell, a déclaré que le mécanisme de réinvestissement des échéances était en "pilote automatique".

La réduction du bilan engagée fin 2017 est considérée par une partie des investisseurs comme l'une des explications à la montée de la volatilité sur les marchés fin 2018.

La banque centrale continue d'encadrer l'évolution des taux des fonds fédéraux en payant aux banques des intérêts sur les quelque 1.700 milliards de dollars de réserves qu'elles détiennent auprès d'elles et via d'autres opérations monétaires.

Les réserves des banques ont augmenté fortement au cours des années qui ont suivi la crise et une réduction trop marquée pourrait se traduire par des fluctuations plus marquées des taux à court terme sur les marchés.

Ces annonces signifient que la Fed met à l'arrêt les deux moteurs du resserrement de sa politique monétaire afin d'adapter cette dernière au ralentissement de la croissance mondiale et à la dégradation de certains indicateurs économiques aux Etats-Unis.

Les nouvelles prévisions économiques de la banque centrale intègrent la perspective d'un chômage légèrement plus élevé qu'estimé initialement, d'une inflation un peu plus faible et d'une croissance moins dynamique.

La Fed a ainsi ramené sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis pour cette année de 2,3% à 2,1% et la prévision d'inflation à 1,8% contre 1,9%. Le taux de chômage, lui, est attendu à 3,7%, légèrement au-dessus du niveau attendu il y a trois mois. Reuters 21 mars 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Pourquoi n'essayerions-nous pas la révolution, le socialisme ? Ceux qui l'évoquent ne sont pas forcément ceux auxquels on pense.

J'ai créé le cinquantième dossier pour classer les nouveaux fichiers.

● Au format pdf (13 pages)

Le régime a instauré l'état de siège contre le peuple travailleur, il lui a déclaré la guerre !

Interdictions de manifester, marquage des manifestants avec des produits chimiques, drones de surveillance, unités mobiles anti-casseurs et appel à l'armée...

- Le colonel Guillaume Thomas, porte-parole adjoint de l'état-major des armées : Il n'y a "jamais eu de problème avec des manifestants ou des 'Gilets jaunes'". Reuters 21 mars 2019

L'Union européenne est la négation de la démocratie, ils le disent eux-mêmes. Boycott !

"Il ne peut y avoir de choix démocratique contre des traités européens" Jean-Claude Juncker, Président de la commission européenne "Vous devez comprendre lentement mais sûrement qu'il n'y a plus de politique intérieure nationale, il n'y a plus que des politiques intérieures européennes". Viviane Reding, commissaire européen s'adressant à l'Assemblée Nationale française.

Il chasse le manifestant, l'opposant, le contestataire, le réfractaire, le résistant, le rebel, le Gilet Jaune : Chassons Macron !

- La réponse de Frédéric Lordon à Emmanuel Macron l'invitant au grand débat - Le blog de Paeonia 18.03

Extrait.

En réalité, sur la manière dont vous utilisez le langage pour « débattre » comme vous dites, nous sommes assez au clair depuis longtemps. C'est une manière particulière, dont on se souviendra, parce qu'elle aura fait entrer dans la réalité ce qu'un roman d'Orwell bien connu avait anticipé il y a 70 ans très exactement – au moins, après la grande réussite de votre itinérance mémorielle, on ne pourra pas dire que vous n'avez pas le sens des dates anniversaires. C'est une manière particulière d'user du langage en effet parce qu'elle n'est plus de l'ordre du simple mensonge.

Bien sûr, dans vos institutions, on continue de mentir, grossièrement, éhontément. Vos procureurs mentent, votre police ment, vos experts médicaux de service mentent – ce que vous avez tenté de faire à la mémoire d'Adama Traoré par experts interposés, par exemple, c'est immonde. Mais, serais-je presque tenté de dire, c'est du mensonge tristement ordinaire.

Vous et vos sbires ministériels venus de la start-up nation, c'est autre chose : vous détruisez le langage. Quand Mme Buzyn dit qu'elle supprime des lits pour améliorer la qualité des soins ; quand Mme Pénicaud dit que le démantèlement du code du travail étend les garanties des salariés ; quand Mme Vidal explique l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers par un souci d'équité financière ; quand vous-même présentez la loi sur la fake news comme un progrès de la liberté de la presse, la loi anti-casseur comme une protection du droit de manifester, ou quand vous nous expliquez que la suppression de l'ISF s'inscrit dans une politique de justice sociale, vous voyez bien qu'on est dans autre chose – autre chose que le simple mensonge. On est dans la destruction du langage et du sens même des mots.

Si des gens vous disent « Je ne peux faire qu'un repas tous les deux jours » et que vous leur répondez « Je suis content que vous ayez bien mangé », d'abord la discussion va vite devenir difficile, ensuite, forcément, parmi les affamés, il y en a qui vont se mettre en colère. De tous les arguments qui justifient amplement la rage qui s'est emparée du pays, il y a donc celui-ci qui, je crois, pèse également, à côté des 30 ans de violences sociales et des 3 mois de violences policières à vous faire payer : il y a que, face à des gens comme vous, qui détruisent à ce point le sens des mots – donc, pensez-y, la possibilité même de discuter –, la seule solution restante, j'en suis bien désolé, c'est de vous chasser.

Il y a peu encore, vous avez déclaré : « Répression, violences policières, ces mots sont inacceptables dans un Etat de droit ». Mais M. Macron, vous êtes irréparable. Comment dire : dans un Etat de droit, ce ne sont pas ces mots, ce sont ces choses qui sont inacceptables. À une morte, 22 éborgnés et 5 mains arrachées, vous vous repoudrez la perruque et vous nous dites : « Je n'aime pas le terme répression, parce qu'il ne correspond pas à la réalité ». La question – mais quasi-psychiatrique – qui s'en suit, c'est de savoir dans quelle réalité au juste vous demeurez.

Des éléments de réponse nous sont donnés par un article publié il y a de ça quelques jours par le Gorafi sous le titre : « Le comité de médecine du ministère de l'intérieur confirme que le LBD est bon pour la santé ». On peut y lire ceci : « Christophe Castaner s'est réjoui des résultats des tests du comité de médecins et a aussitôt signé une ordonnance qualifiant de rébellion et outrage à agent toute personne qui mettrait en cause la fiabilité de cette étude ». M. Macron, voyez-vous la minceur de l'écart qui vous tient encore séparé du Gorafi ? Vous êtes la gorafisation du monde en personne. Sauf que, normalement, le Gorafi, c'est pour rire. En réalité, personne ne veut vivre dans un monde gorafisé. Si donc le macronisme est un gorafisme mais pour de vrai, vous comprendrez qu'il va nous falloir ajuster nos moyens en conséquence. Et s'il est impossible de vous ramener à la raison, il faudra bien vous ramener à la maison.

Tous les glapissements éditorialistes du pays sur votre légitimité électorale ne pourront rien contre cette exigence élémentaire, et somme toute logique. En vérité, légitime, vous ne l'avez jamais été. Votre score électoral réel, c'est 10%. 10% c'est votre score de premier tour corrigé du taux d'abstention et surtout du vote utile puisque nous savons que près de la moitié de vos électeurs de premier tour ont voté non par adhésion à vos idées mais parce qu'on les avait suffisamment apeurés pour qu'ils choisissent l'option « ceinture et bretelles ».

Mais quand bien même on vous accorderait cette fable de la légitimité électorale, il n'en reste plus rien au moment où vous avez fait du peuple un ennemi de l'État, peut-être même un ennemi personnel, en tout cas au moment où vous lui faites la guerre – avec des armes de guerre, et des blessures de guerre. Mesurez-vous à quel point vous êtes en train de vous couvrir de honte internationale ? Le Guardian, le New-York Times, et jusqu'au Financial Times, le Conseil de l'Europe, Amnesty International, l'ONU, tous sont effarés de votre violence. Même Erdogan et Salvini ont pu s'offrir ce plaisir de gourmets de vous faire la leçon en matière de démocratie et de modération, c'est dire jusqu'où vous êtes tombé.

Mais de l'international, il n'arrive pas que des motifs de honte pour vous : également des motifs d'espoir pour nous. Les Algériens sont en train de nous montrer comment on se débarrasse d'un pouvoir illégitime. C'est un très beau spectacle, aussi admirable que celui des Gilets Jaunes. Une pancarte, dont je ne sais si elle est algérienne ou française et ça n'a aucune importance, écrit ceci : « Macron soutient Boutef ; les Algériens soutiennent les Gilets Jaunes ; solidarité internationale ». Et c'est exactement ça : solidarité internationale ; Boutef bientôt dégagé, Macron à dégager bientôt.

Commentaire d'internaute

- Non, on vit un cauchemar. Si la droite, c'est le capitalisme et la haine contre le peuple, alors Macron et sa bande (Castaner, Griveaux, etc.) ne sont pas d'extrême droite, mais d'ultra-droite. Et ils sont suivis par l'électorat bourgeois de l'ex-UMP.

- Je ne veux pas nourrir une querelle sémantique, mais extrême droite veut dire pour moi:
- une politique économique entièrement tournée vers les plus riches(sans commentaires)
- un politique extérieure de pillage et de colonialisme(soutien total aux USA)
- un racisme social (sans commentaires)
- un racisme ethnique....(voir le reportage du Média sur Briançon et faire un tour sur la méditerranée...)
- Une légitimation de la violence

Cocher les cases correspondantes et comparons Lepen et Macron...

Vive la révolution prolétarienne et socialiste !

LVOG- Le pays est au bord de l'explosion sociale ou de la révolution. Non, on n'a pas lu cela dans un éditorial d'un parti du mouvement ouvrier, ce n'est pas vraiment leur ligne politique.

Après nos dirigeants expliqueront que les conditions ne sont pas favorables à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou que c'est très compliqué, voire quasiment impossible pour justifier leur bilan nul sur cette question déterminante ou leur incurie légendaire. Et leurs militants les croient ! Il y a quelque temps déjà un militant m'avait écrit que la situation était révolutionnaire en France et que je ne le voyais pas.

En fait rien ne permettait de me convaincre dans son argumentation qu'une révolution pourrait se déclencher en France, je devais le croire sur parole, or je ne fonctionne pas ainsi. Je sais par expérience que les conditions des masses peuvent être autrement plus épouvantables dans de nombreux pays sans qu'il y ait pour autant de révolution. Donc je suis très circonspect ou prudent sur cette question et bien d'autres, et je ne me fie pas aux apparences ou je ne pratique pas l'autosuggestion ou encore, je ne prends pas mes désirs pour la réalité.

J'ai répété une multitude de fois qu'il avait toujours existé des millions de travailleurs pauvres en France et leurs familles pour en être issu, pour avoir vécu cette condition pendant toute mon enfance et mon adolescence chez mes parents, c'était une de mes tantes et ma grand-mère maternelle qui permettaient à mes parents de finir les fins mois ou de nous nourrir entre les années 50 à mi 75, de ma naissance à mes 20 ans lorsque je quitta la demeure familiale pour vivre ma propre expérience de jeune travailleur pauvre, misérable. Une fois j'irai travailler trois jours sans avoir pris un seul repas, c'est pour dire que je connais ce genre de situation. Et ici en Inde, n'en parlons pas, je ne parle pas de ma condition qui est relativement confortable, mais dans mon entourage, mon village, où régulièrement je nourris des affamés qui ne pensent pas à la révolution autant dire, ils ignorent même ce qu'est une classe sociale...

Mes souvenirs de jeunesse quand j'habitais Paris, au 6 rue Joubert, ce sont des clochards partout dormant sur les trottoirs, je les enjambais quand j'allais à l'école, sous le porche qui donnait sur la cour, puis un peu plus loin à côté de la librairie, en face devant un hôtel de passe, plus loin sous les arcades des Grands Magasins, dans le passage de Havre, puis sur les grilles du métro aux abords de la gare Saint-Lazare, dans les couloirs de la gare ils étaient encore plus nombreux, et évidemment dans le métro pour se réchauffer.

La réaction est de toute évidence plus capable d'analyser la situation et davantage lucide que nos dirigeants empêtrés dans leur dogmatisme, leurs contradictions et un déni permanent de la réalité.

- Dégoût, colère, envie de révolution... : l'étude exclusive qui révèle la très sombre humeur des Français relativement aux autres Européens. - atlantico.fr 20.03.2019

Un sondage Ifop en exclusivité pour Atlantico en partenariat avec cinq autres instituts en Europe montre notamment que 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution. Nous publions aujourd'hui la partie un de cette enquête en quatre volets.

Atlantico : Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens ?

David Nguyen : La première chose à dire est qu'il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. Quatre Français sur dix considèrent qu'une révolution serait une bonne solution : même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot, c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société. Ce qui nous permet de dire que cela est un taux important c'est que ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que nous avons testé. On observe 39% de révolutionnaires potentiels en France contre 20% en Allemagne, 14% en Autriche, 13% en Espagne, 28% en Italie et 14% parmi les Polonais. Dans ces pays, l'attachement à une logique réformiste est plus élevée qu'en France et la propension à la révolution plus faible. Même si le réformisme reste dominant dans notre pays avec 50% des français qui ne veulent pas en passer par une révolution mais plutôt par des réformes, ce résultat indique un désir de changement particulièrement intense.

Ne peut-on pas voir un décalage entre la perception du gouvernement qui semble parier sur un tassement du mouvement et le résultat de ce sondage ?

David Nguyen : Effectivement. L'adhésion à une logique révolutionnaire chez une grosse minorité des Français indique un niveau de tension politique élevé. Il faut préciser de surcroît que notre enquête a été réalisée au milieu du mois de février, quand la situation s'était en apparence un peu calmée. Nous étions en plein grand débat avec une forme de reconnexion de l'exécutif avec une partie des Français et une remontée d'Emmanuel Macron dans les sondages. Or, ce sondage montre que la colère était encore là et était prête à exploser à la moindre étincelle. C'est ce qui s'est produit lors de ce dernier samedi, probablement avec un effet

de contraste avec un président sur les pistes de ski qui n'a pas dû arranger les choses. On voit bien que, malgré un grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé. Pour les jours à venir, il faut rappeler que nos dernières mesures établissaient un aggloméré de 54% des Français qui soutenaient ou avaient de la sympathie pour le mouvement des gilets jaunes. Il est possible que l'on assiste à une baisse de ce soutien global après un acte 18 particulièrement violent, mais ce sera le "ventre mou" qui aura un peu bougé, et nous aurons encore probablement plus de 40% des Français qui auront une opinion positive, malgré la dramatisation des violences. Le gouvernement ne peut donc a priori pas miser sur un grand basculement de l'opinion vis-à-vis des gilets jaunes, tout simplement parce que leurs demandes sociales sembleront toujours légitimes à toute une partie de la population.

Quelles sont les différences de ce caractère révolutionnaire selon des orientations politiques des Français ?

David Nguyen : Les électorats majoritairement révolutionnaires se trouvent du côté de la France insoumise que du Rassemblement national : 57% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon de 2017 et 66% des électeurs de Marine Le Pen 2017 pensent qu'il faut passer par une révolution pour changer les choses en France (contre 13% pour les électeurs d'Emmanuel Macron). Lorsqu'on regarde les intentions de vote pour les européennes de 2019, on passe à 67% des électeurs de la FI soit 10 points de plus de radicalité révolutionnaire et 71% des électeurs du RN, soit 5 points de plus. On voit donc que les révolutionnaires potentiels se trouvent d'abord dans les formations les plus opposées au gouvernement actuel et que cette radicalité s'est renforcée depuis le début du quinquennat. Cela veut dire que les électorats de ces deux formations, qui n'ont jamais été au pouvoir, considèrent qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre institutionnel actuel. A ce stade on ne sait donc pas si une alternance régulière avec Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen serait suffisante aux yeux de ces électorats, ou s'il faudrait aller plus loin en mettant à bas les institutions actuelles. Il y a en tout cas une appétence pour un changement radical. A ce titre, il ne faut pas oublier que le livre d'Emmanuel Macron qui avait lancé sa campagne s'intitulait "Révolution". Si évidemment tous les Français n'y ont pas cru, et que tout le monde a bien compris qu'il ne s'agissait pas de renverser totalement le système en place, nous avons vu dans nos études qu'il y a eu une vraie séduction qui s'était opérée en début de quinquennat auprès de certaines catégories même parmi les plus populaires, sur l'idée d'un changement radical, de quelqu'un qui allait faire ce que les autres n'avaient jamais fait, qui avait renvoyé dans leurs cordes les anciens responsables politiques. On peut penser que ce désir de révolution et de radicalité a été d'autant plus déçu pour ces populations, qui ont pu avoir l'impression d'être finalement face à un pouvoir encore plus éloigné d'eux qu'auparavant.

Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens?

Christophe Boutin : Effectivement, les Français se distinguent, avec un score de 11 points de plus que celui des deuxièmes « révolutionnaires » européens, les Italiens (28%), et de près du double de celui des Allemands (20%) ou du triple de celui des Espagnols (13%).

Il serait tentant de faire un détour par les traditions politiques de ces différents peuples, et de s'interroger sur la place qu'ont eu les phénomènes révolutionnaires dans leur histoire, comme sur la connotation consécutive qu'a pour eux le mot de « révolution ». Or la France, on l'a assez dit, est une nation volontiers révolutionnaire, dont l'histoire récente a été agitée de soubresauts de ce type : 1789, 1830, 1848, 1958... et quand la transition entre deux régimes a pris une autre forme, c'est simplement qu'un coup d'État ou une défaite militaire le permettait, et non qu'il s'agissait d'une transition « pacifiée » (Thermidor, Brumaire, 1814, 1870, 1940, 1944). Dans les autres nations considérées dans le sondage, on trouve dans la même période des guerres dynastiques ou des guerres d'unification, plutôt que des révolutions – même si, effectivement, la crise des nationalités secoua toute l'Europe du XIXe siècle.

Ajoutons à cette première spécificité que notre mystique républicaine, ce « roman national » de propagande, non seulement, fait volontiers d'une révolution, celle de 1789, l'acte de naissance véritable de notre nation, gommant sans vergogne des siècles d'histoire et l'œuvre de nos rois, mais qu'elle exalte volontiers les autres révolutions que nous avons connues, dans lesquelles, comme dans le célèbre tableau de Delacroix, la liberté est toujours censée guider le peuple. On en est au point dans notre pays où, cinquante ans après l'événement, les « révolutionnaires » de 1968 peuvent utiliser dans les médias et les salons le capital de sympathie acquis en bravant les CRS de Charles De Gaulle, tant être « révolutionnaire » vaut en France brevet d'intelligence et de courage, quelle qu'ait pu être la réalité.

Or on trouve moins de fascination pour les aventures révolutionnaires chez les autres peuples évoqués dans le sondage. Les Italiens, deuxièmes on l'a dit, n'oublent peut-être pas que leur Risorgimento, préparé par les carbonari, fut – un temps – révolutionnaire, et se souviennent peut-être de leurs pulsions garibaldiennes. Mais les Allemands savent que leur gouvernement socialiste mata dans le sang la révolution communiste de Liebknecht et Luxemburg, et que le pays payait ensuite de n'avoir pas su écraser à temps la révolution national-socialiste ; les Espagnols se souviennent qu'ils ont payé bien cher les excès de leur aventure révolutionnaire ; et les Polonais ont trop entendu le mot de « révolution » dans la bouche de commissaire-politiques venus de pays frères pour ne pas hésiter à l'employer.

Mais l'histoire des mentalités n'est pas tout, et, une fois évoqué cet éventuel atavisme, encore faut-il se poser la question de l'impact de la situation actuelle sur la réponse donnée. Quel Français se sent plus particulièrement révolutionnaire ? Si l'on en

croit votre sondage, un Français ayant entre 25 et 34 ans (45% privilégient la révolution sur les réformes), appartenant aux catégories populaires (50%) - mais pas chômeur (34%) -, ayant un CAP ou un BEP (50%), habitant une ville de province (41%) et se sentant pauvre (69%). Le portrait-type de ces « Gilets jaunes » du début du mouvement, de cette France périphérique des ronds-points.

Alors, certes, les « laissés pour compte » de la mondialisation existent bien dans les autres pays sondés, mais pas de la même manière. D'abord, parce que certains de ces pays tirent mieux leur épingle du jeu européen que la France, l'Allemagne, bien sûr, mais aussi une Espagne très largement aidée dans les précédentes décennies, ou une Pologne qui l'est de nos jours, autant d'éléments financiers qui peuvent tempérer la sensation d'exclusion. Pourtant, ce n'est pas tant là qu'est la différence que dans la capacité qu'ont ces exclus de se faire entendre. Prenons les pays sondés : en dehors d'une Allemagne toute puissante, en Pologne, en Italie et en Autriche des populistes et/ou nationalistes sont au pouvoir, et en Espagne les révoltés, de gauche ou de droite, jouent un rôle, au moins sur la scène très décentralisée de leurs régions. Il n'y a finalement qu'en France que la contestation du système est à ce point stigmatisée pour ne pas être entendue, que des millions d'électeurs n'ont quasiment pas de représentants, et que les réformes mises en oeuvre depuis quarante ans vont à rebours de leurs attentes clairement exprimées.

Quant aux proximités politiques des révolutionnaires potentiels du sondage, on notera que si les électeurs de La France Insoumise sont 60% à privilégier l'action révolutionnaire, ils sont 61% chez ceux de Debout La France et 73% chez ceux du Rassemblement national. La droite est donc actuellement plus farouchement révolutionnaire que la gauche... ce qui peut nous interroger sur le sens de la révolution envisagée. Deux des fameux « non-conformistes des années 30 », Robert Aron et Arnaud Dandieu, écrivaient en 1933, dans leur ouvrage *La révolution nécessaire* : « Quand l'ordre n'est plus dans l'ordre, il faut qu'il soit dans la révolution ». Nous y sommes.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement négatifs. Comment analyser cette situation ?

David Nguyen : C'est très préoccupant parce que ces sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens. Notamment le sentiment de la colère qui est a priori le moteur principal d'un esprit révolutionnaire. Sur ce point, les Français se distinguent de nouveau des autres pays européens avec 32% des citations pour ce sentiment de colère, contre 19% en Allemagne, 18% en Autriche, 23% en Espagne. On voit de nouveau que l'intensité de la défiance est plus forte en France. Ce qu'il faut également noter, c'est que même si tous les pays ont la même hiérarchie des sentiments négatifs, et que l'espoir et la confiance sont partout en bas de tableau, l'intensité de la colère est également moins forte en Italie alors même que le pays est dirigé par un pouvoir dit populiste. On peut donc penser qu'une partie de la population italienne se retrouve dans le changement politique opéré en Italie et qu'elle considère que, quels que soient les résultats socio-économiques ou sur le front de l'immigration, il y a eu au moins un vrai changement. On peut voir dans ce contraste entre la France et l'Italie une forme d'avantage après le passage du populisme, avec une France dans une situation decocotte-minute sous pression maximale, quand bien même le président a lâché 10 milliards de dépenses sociales et a organisé le grand débat national. Malgré cela, le pays est au bord de l'explosion sociale. Alors qu'un pays comme l'Italie, qui est souvent présenté dans une situation de chaos, manifeste un sentiment de tension moins élevé, malgré des craintes très élevées notamment sur le front de l'emploi. Dans le détail et pour revenir à la France, les catégories qui expriment d'abord l'idée de déception sont les professions intermédiaires, c'est à dire le gros des troupes de la France du travail. C'est certainement cette France qui a cru en Emmanuel Macron et son discours sur la valeur travail et sur l'idée du redémarrage du pays. Il est inquiétant de voir que la déception est forte chez eux, et cela est certainement le stade qui précède la colère qui concerne déjà les catégories les plus populaires, les ouvriers notamment. Quand on en est à ce stade, on est effectivement moins dans une logique d'alternance démocratique et plus vers quelque chose de radical et de renversement du pouvoir.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement plus négatifs que dans les autres pays considérés. Faut-il voir ici, comparativement à d'autres pays, l'expression d'un décalage perçu entre le statut du pays et la réalité vécue par la population ?

Christophe Boutin : « Déception » (38% des sondés), « colère » (32%) et « dégoût » (28%) sont en effet les trois items qui, dans cet ordre, arrivent en tête en France. À noter que la « déception » est en tête dans l'esprit de tous les citoyens pays sondés, et que les Allemands, avec 40%, sont plus « déçus » encore que les Français par la situation de leur pays. C'est en fait avec la « colère » que la France remporte la palme sur ses pairs, puisque les Polonais sont encore plus « dégoûtés » que les Français de la situation de leur pays.

On retrouve donc ici l'ambiance révolutionnaire, et plus encore quand on examine les items positifs : les Français sont ceux qui ressentent le moins de « l'espoir » (7%, mais autour de 20% dans la plupart des autres pays), et disputent aux Espagnols le plus faible sentiment de « confiance » (3%). On comprend que ces mêmes Français, qui ressentent plus de « tristesse » pour la situation de leur pays que tous les autres peuples sondés, soient les plus gros consommateurs de psychotropes du monde !

On est parfois surpris par contre par la ventilation de ces items entre les différentes catégories de Français. Socialement, ce sont par exemple les 35/49 ans, et ceux qui ont fait des études supérieures (ces derniers n'ayant d'ailleurs guère « d'espoir »), qui sont le plus « déçus ». Et si les 25/34 ans sont en « colère », les 50/64 ans le sont tout autant, et l'on trouve côte à côte dans ce péché capital les CPA/BEP comme les Bac+2...

Politiquement ensuite, pour reprendre les trois items arrivés en tête, les plus « déçus » sont les électeurs du Parti Socialiste (47%) et d'Europe Écologie Les Verts (50%) – mais il est vrai que La République en Marche a taillé des croupières à ceux qui ne s'y sont pas ralliés. Les plus en «colère » - et nous retrouvons bien l'aspect révolutionnaire - sont les électeurs de La France Insoumise et du Rassemblement national. Mais les plus « dégoûtés » viennent notamment de l'Union des Démocrates et des Indépendants et de Debout La France...

On peut tirer de ces ventilations la difficulté de savoir ce que recouvrent véritablement ces items. Les « dégoûts » ou les « colères », même partagés, n'ont en effet peut-être pas les mêmes causes : un UDI pourra par exemple être « dégoûté » par une manifestation violente de « Gilets jaunes », qui pourra aussi mettre « en colère » un 50/64 ans, quand ce « dégoût » et cette «colère » n'auront que peu à voir avec ceux qu'expriment les manifestants.

Quant à la question est de savoir s'il y aurait un décalage entre la réalité du pays et le sentiment des Français, soulignons, d'abord, qu'on fait de la politique avec des sentiments autant qu'avec des faits, et que ces derniers passent même souvent en second en termes d'effets. Etre connaissons ensuite qu'il y a une forte propension à nier crûment certains faits pour tenter de faire disparaître le sentiment : il n'y aurait ainsi pas d'insécurité en France, mais un « sentiment d'insécurité », pas d'immigration croissante, mais un « sentiment d'immigration », et donc pas de décadence de notre nation, en fait riche et puissante, mais un « sentiment » d'où naîtraient, bien injustement, « déception », « colère » et « dégoût ». Hélas pour nos spécialistes et consultants, les Français sortent dans la rue et doivent payer leur baguette de pain, un choc avec la réalité toujours problématique.

Le mouvement des Gilets jaunes a pu mettre en évidence une rupture entre peuple et élite qui s'affirme au travers de ce sondage, 81% des Français estiment ainsi que l'opposition entre peuple et élite sera forte à court terme. Comment analyser un tel chiffre ?

David Nguyen : Encore une fois la France se distingue de ses voisins européens. Il y a donc une logique dans ce sondage, une cohérence des résultats. On voit une France au bord de l'implosion. 81% des Français pensent qu'il y a une opposition entre peuple et élites qui est forte et même 41% qui la considèrent très forte, ce qui est très élevé. Cela rejoint totalement le concept de sécession des élites qui a été exposé par Jérôme Fourquet dans son livre "L'archipel français" avec l'idée d'une élite qui s'est autonomisée par rapport aux classes populaires. S'il y a toujours eu une opposition et une distinction, la différence est que le poids de l'élite dans la société a explosé avec le renforcement de l'éducation supérieure. On peut donc observer aujourd'hui des bulles assez larges avec des populations urbaines et métropolitaines qui vivent en vase clos, s'expatrient à travers le monde, loin des assignés à résidence des catégories populaires qui ont le sentiment d'être complètement en dehors du film national. Ce qui est terrible, c'est que concernant ce sentiment d'opposition élite/peuple, nous n'avons pas de clivage social ou de clivage politique. C'est à dire qu'il y a une unanimité du constat selon lequel l'opposition peuple/ élites est très forte. On peut le voir d'un point de vue positif, en pensant qu'il s'agit d'une prise de conscience, alors que nous avons au début de la crise des gilets jaunes une forme de sidération des élites. Mais on peut également le voir sous un angle négatif avec une forme d'acceptation de cet état de fait de la sécession des élites.

Christophe Boutin : Premier élément, le terme d'élite est fort mal choisi, car il s'agit en fait, dans l'esprit des sondés, d'oligarchies, c'est à dire justement de fausses élites, d'élites dirigeantes sans véritable légitimité. De vraies élites, il y en aura en effet toujours, dans tous les domaines, dans tous les milieux, élites politique ou ouvrière, artisanale ou paysanne, militaire ou intellectuelle – et sans que ces termes ne soient aucunement exclusifs les uns des autres. Ce à quoi nous assistons, c'est à la fermeture sur elle-même d'une caste oligarchique, interdisant justement la « circulation des élites », la « méritocratie républicaine », « l'ascenseur social », autant de termes qui recouvrent une simple et même chose, l'application de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 selon lequel : « Tous les citoyens (...) sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ». Il n'y a donc pas de rupture entre le peuple et l'élite, mais seulement une rupture entre le peuple et l'oligarchie. (Et avec l'élite dont l'auteur de cet article doit faire partie. Vous savez pourquoi ? Il dira plus loin que l'élite peut porter les "revendications" du "peuple", pure imposture. - LVOG)

Intéressante ensuite est la répartition des pourcentages entre les différents peuples sondés : la France est ainsi en tête quand il s'agit de voir à terme une « forte opposition » entre peuple et élite (81%), tous ces peuples ne répondent pas forcément pour les mêmes raisons. La notion « d'élite » a en effet un sens différent selon les pays : très lié au politique dans certains – dont la France, pour des raisons historiques – elle déborde largement sur l'économique dans d'autres pays – l'Allemagne par exemple, où le sentiment d'opposition n'est que de 66%. Il faut aussi tenir compte des possibilités d'expression actuelles du peuple, de sa possibilité de voir des dirigeants (donc l'élite) porter ses revendications. Et la France, bloquée sur ce point nous l'avons dit, est ainsi logiquement largement devant des pays qui ont, par exemple, un gouvernement conservateur, comme l'Autriche (64%) ou la Pologne (50%).

Enfin, tous les pays sondés pensent majoritairement que cette opposition sera forte dans les temps qui viennent, ce qui veut dire qu'il est politiquement indispensable de renouer le lien entre le peuple et les élites, les véritables élites. Or la politique prévue par l'oligarchie pour sortir de la crise des « Gilets jaunes » consiste purement et simplement à accentuer ce clivage, et à dériver la colère qui la vise contre les véritables élites, en jouant sur les armes redoutables que sont le sentiment d'envie et un

égalitarisme niveleur qui ne la concerne pas, placée trop haut et trop loin.

Derrière ce constat de déception et de colère, quels sont les enseignements à tirer des principaux problèmes listés par les Français ?

David Nguyen : On le voit assez clairement, c'est la crise des Gilets jaunes qui impose l'agenda des préoccupations prioritaires en France aujourd'hui. Dans l'ordre, il s'agit du niveau faible des salaires et du pouvoir d'achat, du creusement des inégalités sociales, et les flux migratoires en troisième position. Il est intéressant de noter que la France se distingue de l'Allemagne et de l'Autriche, où les questions migratoires sont beaucoup plus en avant qu'en France. Le premier enseignement est que le chômage n'arrive plus en tête des préoccupations comme cela était le cas sous le quinquennat de François Hollande, alors même que nous avons un niveau de chômage qui reste élevé en France. On peut y voir une mécanique de sortie de la crise débutée en 2008. Les Français peuvent avoir le sentiment que la question du chômage, tout en restant importante, est moins intense. Dès lors il s'agit que chacun ait sa part du redémarrage économique, que chacun puisse en bénéficier en termes de pouvoir d'achat. L'autre enseignement concerne le relèvement du niveau des salaires qui arrive bien avant la question des inégalités sociales, ce qui montre que derrière le mouvement des gilets jaunes, il y a peut-être moins une logique égalitariste qu'une logique d'accès à la société de consommation et à l'élévation sociale. Ce qui est demandé, c'est plus d'argent pour survivre pour certains, et pour d'autres, pour pouvoir correspondre au modèle de la classe moyenne avec une maison dont on est propriétaire et une capacité d'offrir des loisirs à sa famille. On voit donc davantage une logique consumériste et statutaire qu'égalitariste puisque la question du pouvoir d'achat se place bien avant celle des inégalités sociales.

Au regard de la hiérarchie des priorités des Français, ne pourrait-on pas voir un "manque" dans l'offre politique française, respectant les attentes de la population ? Quelle serait-elle ?

Christophe Boutin : Ces priorités révèlent un double besoin. Le premier est un besoin de protection, sociale d'abord - augmentation du pouvoir d'achat, diminution de la fiscalité, lutte contre le chômage, garantie des retraites et de la protection de la santé -, physique ensuite - lutte contre l'insécurité et le terrorisme, mais aussi protection de l'environnement. Le second est un besoin de cohésion sociale, au sein d'une même génération - lutte contre les inégalités sociales, contre la pauvreté, question des flux migratoires et des migrants, encadrement de la finance -, mais aussi intergénérationnelle - gestion de la dette publique, question de l'environnement. (Il a oublié le principal : le besoin de démocratie ! On comprend pourquoi en lisant le dernier paragraphe. - LVOG)

Satisfaire ces priorités suppose de mener une politique à la fois nationale et sociale, une politique conservatrice au plein sens du terme, c'est-à-dire une politique de transmission qui s'inscrit dans la durée, dans l'histoire, et une politique de souveraineté et de décision – le contraire en fait de ce que peut être la gouvernance progressiste. Une politique de réconciliation française, qui mêlerait, par exemple, les noms de René de La Tour du Pin ou de Philippe Seguin, et retrouverait l'élan du gaullisme. Les Français veulent reprendre leur destin en main, ils veulent être à nouveau cette communauté qui pourra perdurer dans son être et non se dissoudre au fil des reniements. Et devant le refus qui leur est signifié, ils sont, effectivement, en colère et pensent à la révolution...

Un non-événement institutionnel.

- Affaire Benalla : les sénateurs font vaciller l'Élysée - leparisien.fr 21 mars 2019

La décision du bureau du Sénat, ce jeudi, de saisir la justice du cas de trois hauts collaborateurs d'Emmanuel Macron, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée et indispensable bras droit du chef de l'État, Patrick Strodza, directeur de cabinet et le général Lavergne, chef du Groupe de sécurité de la présidence, est un coup redoutable porté au chef de l'État.

Partout au sein de la macronie, le même cri de colère : il s'agit d'une manœuvre « politique politicienne ».

LVOG - Et de lâcher le morceau.

Le Parisien - Comment, dans pareille ambiance, faire avancer la réforme des institutions, reportée pour cause de crise des Gilets jaunes ?

Pour mener à bien sa réforme des institutions, le président a un atout maître dans sa manche : une large majorité à l'Assemblée. Ce jeudi, ses proches étaient nombreux à rappeler que « la loi organique, qui permet de revoir le nombre de parlementaires et les modalités de l'élection, ne nécessite pas l'accord des deux assemblées ». Un coup de semonce. Ou comment sous-entendre que si les sénateurs veulent la guerre, ils vont l'avoir. leparisien.fr 21 mars 2019

Acte XIX

- Manifestation interdite samedi à Marseille par crainte de heurts - Reuters 21 mars 2019

La préfecture de police des Bouches-du-Rhône a annoncé vendredi l'interdiction de toute manifestation samedi prochain dans le centre-ville de Marseille par crainte de heurts entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite. Reuters 21 mars 2019

A nice également...

- "Gilets jaunes": Castaner exige l'"impunité zéro" - Reuters 21 mars 2019

"Je vous demande de faire en sorte que la doctrine de maintien de l'ordre soit effectivement et résolument mise en oeuvre sans hésitation ni demi-mesure", a déclaré Christophe Castaner lors de la cérémonie d'installation du nouveau préfet.

"Samedi, sur les Champs-Élysées, il n'y avait pas de manifestants, il n'y avait que des haineux, des ultras, des factieux, des gens venus pour casser, pour détruire, pour agresser, car on ne peut pas se prétendre simple spectateur de ceux qui défigurent Paris, de ceux qui balafrent la France", a-t-il expliqué.

"M. le préfet de police, je vous demande donc une impunité zéro. La place des blacks blocs est en prison, pas sur les Champs-Élysées", a continué Christophe Castaner. (Pas dans les tribunaux puisqu'ils y sont également absents, étrange, non ? Non, normal. - LVOG)

Didier Lallement, 62 ans, aura sous ses ordres 45.800 femmes et hommes, dont 27.500 fonctionnaires de police.

Il a notamment été conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement sous un gouvernement de gauche à la fin des années 1990. (Ils sont tous Macron compatible. - LVOG)

En famille. Plus royaliste que le roitelet !

- "Gilets jaunes": Royal favorable au déploiement des militaires - Reuters 21 mars 2019

C'est une constante chez eux depuis août 1914 !

- Une intelligence artificielle au pouvoir? 1 Français sur 4 serait d'accord - Le HuffPost 21 mars 2019

Alors que les démocraties occidentales traversent une crise de représentativité majeure, un Français sur quatre serait prêt à laisser une intelligence artificielle (IA) prendre les décisions importantes pour l'avenir du pays. Le HuffPost 21 mars 2019

Le HuffPost est un clone du Washington Post, ils prennent leurs rêves pour la réalité en pleine crise de démence...

Ah, vous nous pourrissez la vie à la fin, vous avez gâché notre week-end à la neige !

- "Gilets jaunes": Brigitte Macron appelle à "l'arrêt de la violence" - AFP 21 mars 2019

"On veut arrêter cette violence parce qu'il n'y a pas de vie possible, pas de réconciliation possible avec cette violence", a plaidé l'épouse du chef de l'Etat. AFP 21 mars 2019

[Totalitarisme En Marche. Ils osent tout. Ce sont des monstres qui nous gouvernent.](#)

- France : le gouvernement utilise pour la première fois des marqueurs chimiques et des nano-particules sur des manifestants - par Strategika 51 - publié par le Comité Valmy 20 mars 2019

A leur insu, des Gilets Jaunes et des passants sont devenus des cobayes pour la première expérimentation mondiale sur des humains de nano-particules et de marqueurs chimiques dont l'effet sur les organismes biologiques est encore très mal connu.

Pour le gouvernement français, il s'agit de « produits de marquage chimique codé » inoffensifs qui imprègnent la peau, les cheveux et les vêtements des personnes visées pour une durée variant entre plusieurs semaines et des dizaines d'années.

Officiellement cette technologie floue n'a jamais été utilisée contre des êtres humains.

Cependant, des informations précises recueillies auprès de certains professionnels de la sécurité indiquent que lors de l'Acte XVIII des Gilets jaunes, des canons à eau et des gaz contenant des marqueurs d'ADN et des nano-particules ont été utilisés contre les manifestants sans que ces derniers n'en aient été avertis au préalable.

Outre les marqueurs chimiques et les nano-particules dont on connaît très mal les effets sur la santé humaine, l'adjonction de nouvelles substances psychotropes aux gaz CS s'assimile à une véritable expérimentation à grande échelle de nouvelles techniques de contrôle social similaires à celles des pires dystopies des films et romans de science-fiction.

Ces « armes à ADN » développés en Grande-Bretagne et largement utilisés en Israël contiennent des substances chimiques et biologiques dont la nocivité sur la santé humaine a été délibérément ignorée, notamment en Israël ou des détenus palestiniens affirment avoir contracté divers types de cancers suite à leur marquage ADN ou l'usage d'autres techniques de contrôle impliquant des nano-particules susceptibles d'avoir endommagé le matériel génétique des cellules de leurs organismes.

Le gouvernement français a reconnu avoir utilisé des marqueurs chimiques sur des manifestants à titre d'expérimentation lors des manifestations du 01er mai 2018. Or les populations auraient dû être averties qu'elles allaient faire l'objet d'expériences interdites.

Pour les défenseurs de tels procédés, les produits de marquage ADN ou ARN ne représentent aucun danger mais leurs propos ne sont étayés par aucune évidence scientifique.

On sait que l'impact de la plupart des produits biochimiques utilisées par ou sur l'homme ne peut être décelé qu'après des années puisque la plupart des études non positives sont systématiquement censurées par les grandes compagnies de l'industrie chimique.

L'usage des substances psychotropes pour le contrôle des manifestations et des émeutes urbaines s'est révélé bien plus dangereux sur le terrain.

En 2014, les forces de maintien de l'ordre en Ukraine ont expérimenté des bombes à gaz contenant du LSD fournies par une société israélienne sur des manifestants à Kiev et le résultat fut catastrophique : les manifestants ciblés sont devenus bien plus agités et violents et certains ont commencé à avoir des convulsions violentes avant de se lancer à corps perdus vers les véhicules de police, nécessitant l'usage de balles réelles pour les arrêter.

Au Brésil, la police a expérimenté dès 2016 des substances chimiques censées calmer les émeutiers mais l'expérience tourna mal et la police avait fini par réduire les violences par l'usage d'armes de guerre. En réalité, la substance utilisée ressemblait à une drogue neurotoxique extrêmement dangereuse qui avait un impact direct sur le système nerveux.

En Israël, certains gaz utilisés contre les manifestants contiennent outre des perturbateurs endocriniens, des substances hallucinogènes et du LSD afin de rendre les manifestants plus violents par effet recherché afin de justifier l'usage des snipers et des tirs de très haute vitesse (balles en alliage spécial pouvant avoir une vitesse initiale de 1200 m/seconde).

Les gaz utilisés en France pour le maintien de l'ordre incluent le CS ((2-chlorobenzylidene malononitrile), des irritants mais depuis peu des neurotoxiques pouvant profondément altérer les capacités de perception et de conscience.

D'autres types de nano-particules sont de plus en plus utilisés dans le maintien de l'ordre mais leur usage reste secret car même les policiers qui les utilisent ne savent pas toujours la nature de l'arme non-létale qu'ils utilisent.

Avec les marquages chimiques des individus, nos sociétés viennent de franchir un pas supplémentaire dans le contrôle totalitaire de l'individu, jusqu'aux racines de ses cheveux et son ADN. (Strategika 51 le 20 mars 2019)

LVOG - Le recours à de telles armes démontre que nous sommes en présence d'un régime qui est prêt à exterminer par n'importe quel moyen ses opposants, qu'on caractérisera de despotique ou totalitaire, bien qu'il n'ait pas encore déployé tout son savoir-faire dans l'art de réprimer toute contestation.

Alors, on les extermine ou on fait avec ces despotes fanatiques, enrégimentés qui constituent une menace sérieuse pour la civilisation humaine dont ils se sont exclus eux-mêmes ? Si la question de la nécessité historique d'un changement de régime ne se posait pas maintenant, c'est qu'on ne la posera jamais.

Se radicaliser doit signifier demeurer fidèle au socialisme qui est la seule alternative existante et cohérente au capitalisme, car en utilisant de tels moyens pour nous combattre, c'est notre "viabilité" qui est en cause, ce qui confirme bien que nos ennemis mènent une lutte à mort contre les exploités et les opprimés, c'est donc à ce niveau que l'on doit situer notre combat, dans la perspective de l'éradication du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la terre. Cela signifie qu'on doit s'engager résolument dans la voie favorisant la disparition du capitalisme et ses institutions, quitte à devoir consentir des sacrifices pour y parvenir, à côté desquelles le destin qu'il nous a réservé sera pire que tout ce qu'on a pu imaginer en terme de cruauté ou de barbarie. Mais pour atteindre cet objectif, il faut au préalable s'emparer du pouvoir politique, réussir notre révolution, vaincre nos ennemis, et cela ne s'improvise pas. Malheur à ceux qui refuseraient de l'admettre ou qui tarderaient à prendre conscience !

[Si vous laissez passer l'opportunité d'une révolution prolétarienne, voilà ce qui vous attend.](#)

- Pays-Bas : percée de la droite populiste au Sénat, revers pour Rutte - AFP 21 mars 2019

Une jeune formation anti-immigration et eurosceptique est entrée en force au Sénat des Pays-Bas, où elle est désormais le plus grand parti après avoir détrôné celui du Premier ministre Mark Rutte, mis en difficulté trois jours après une fusillade "terroriste" à Utrecht.

Présent dans la chambre basse mais absent jusque-là du Sénat, le parti Forum pour la démocratie (FvD) de Thierry Baudet, 36 ans, est sorti grand vainqueur des élections provinciales qui servent à désigner les représentants à la chambre haute du parlement.

Le FvD, un parti existant depuis seulement deux ans, sera désormais le plus important au Sénat avec 13 sièges, suivi de près par le VVD de M. Rutte, qui en conserve 12 après le décompte de 98,5% des votes, ont rapporté jeudi la télévision publique NOS et l'agence de presse néerlandaise ANP.

Mark Rutte, qui a joué un rôle-clé dans les négociations sur le Brexit entre l'Union européenne et Londres, est au pouvoir depuis huit ans. Mais ce revers le rend vulnérable en l'obligeant à obtenir le soutien de partis extérieurs à la coalition. Il n'exclut pas une éventuelle collaboration avec le FvD "sur certains sujets", a-t-il déclaré à des journalistes lors d'un déplacement à Bruxelles.

Le VVD, formation de centre-droit de M. Rutte, et les trois autres partis de la coalition n'ont plus que 31 sièges - contre 38 avant les élections - sur les 75 que compte le Sénat.

"Nous allons devoir nous mettre au travail", a-t-il déclaré à ses sympathisants à l'issue du scrutin. "Nous allons devoir discuter avec d'autres partis pour faire en sorte de continuer à bien diriger ce pays".

Conscient qu'il va devoir travailler avec des partis situés plus à gauche de la coalition, dont les écologistes de GroenLinks, M. Rutte sait aussi qu'il va devoir tourner la tête à droite. Il a déclaré qu'il n'écartait pas la possibilité de travailler avec M. Baudet "sur certains sujets".

"Ce que j'espère, c'est que le FvD, maintenant qu'il est devenu si grand, même le plus grand de ces élections, soit préparé à aider à consolider la base de la gestion politique des Pays-Bas", a-t-il dit à des journalistes en marge d'un déplacement pour le sommet de l'UE à Bruxelles. AFP 21 mars 2019

Ces braves démocrates du VVD et les trois autres partis avec lesquels il s'est allié sont prêt à "travailler" avec le parti d'extrême droite FvD. En France RN soutient LREM, Macron et le gouvernement de l'extérieur...

[L'Empire anglo-saxon-sioniste : Une menace mondiale.](#)

- Corée du Nord: Les Etats-Unis sanctionnent deux compagnies maritimes chinoises - Reuters 21 mars 2019

- Le Hezbollah, menace pour la stabilité du Moyen-Orient, selon Pompeo - Reuters 21 mars 2019

Reçu par le président israélien Reuven Rivlin à Jérusalem, le chef de la diplomatie américaine a dit considérer le Hezbollah, le mouvement palestinien Hamas et la milice yéménite des Houthis - qui bénéficient tous du soutien de Téhéran - comme "des entités représentant des risques pour la stabilité du Moyen-Orient et pour Israël".

"Ils sont résolus à rayer ce pays de la carte et nous avons l'obligation morale et politique d'empêcher que cela advienne. Vous devez savoir que les Etats-Unis s'y tiennent prêts", a dit Mike Pompeo lors de son entretien avec le président israélien. Reuters 21 mars 2019

- Trump soutient la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - AFP 21 mars 2019

Le président américain Donald Trump s'est prononcé jeudi en faveur de la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, une décision en rupture avec la position des Etats-Unis depuis des décennies.

Israël a conquis une grande partie du Golan, soit 1.200 km², lors de la guerre des Six Jours en 1967 et l'a annexée en 1981, mais la communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

"Après 52 ans, il est temps pour les Etats-Unis de reconnaître pleinement la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, qui a une importance stratégique pour l'Etat d'Israël et la stabilité régionale", a tweeté le président américain au moment où son chef de

la diplomatie Mike Pompeo se trouvait à Jérusalem.

"Le président Trump vient d'écrire une page d'histoire", a insisté le Premier ministre israélien lors d'un dîner avec M. Pompeo.

Fin 2017, Donald Trump avait déjà rompu avec le consensus international en reconnaissant unilatéralement Jérusalem comme la capitale d'Israël. La partie orientale de la Ville sainte a été conquise par Israël en 1967 et annexée en 1981.

La communauté internationale juge illégale cette annexion, et renvoie le statut final de la ville à des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens. AFP 21 mars 2019

Totalitarisme. Le règne de la terreur appliqué aux enfants.

LVOG - Vous comprenez pourquoi ils veulent formater le cerveau de nos enfants ou petits-enfants dès l'école primaire en France.

- Burundi : des lycéennes en prison pour le gribouillage du portrait du président Nkurunziza - Franceinfo 21 mars 2019

Accusées d'avoir gribouillé dans un manuel scolaire la photo du président Pierre Nkurunziza, trois adolescentes ont été arrêtées et écrouées en attendant leur procès.

Les élèves, âgées de 15, 16 et 17 ans, sont poursuivies pour "outrage au chef de l'Etat" et risquent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 250 euros.

Elles ont été arrêtées le 12 mars 2019, en même temps que quatre autres camarades après la découverte du délit : des gribouillages sur la photo du président Pierre Nkurunziza dans leurs livres d'école.

Alerté très probablement par le directeur du lycée, le procureur de la région s'est aussitôt saisi de l'"affaire". Après une première vérification, quatre élèves, dont un garçon âgé de 13 ans, ont été innocentés et libérés. Trois autres filles ont été, elles, envoyées à la maison d'arrêt pour mineures où elles sont encore sous le choc et terrifiées, selon leurs familles.

Ce n'est pas la première fois que des mineurs sont poursuivis en justice pour ce genre d'histoires. En 2016, plusieurs élèves avaient été condamnés jusqu'à 20 ans de prison pour "outrage au chef de l'Etat" et "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat". Franceinfo 21 mars 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Vous ne pourrez pas dire qu'on n'a pas de suite dans les idées ou qu'on traite les problèmes que l'actualité sociale et politique nous soumet par dessus la jambe.

Je n'ai pas le temps d'aller au fond des choses en une seule causerie ou en une seule fois, aussi c'est sous forme d'épisodes qu'on y arrive, je ne lâche jamais une question qui n'a pas été résolue ou avant qu'elle ne soit épuisée, temporairement, et surtout je ne pratique pas l'autocensure.

Il y en a qui s'étonne de mon endurance, qui se demandent où je vais puiser mon énergie pour continuer le combat de mon trou en Inde et totalement isolé, sauf des masses les plus pauvres puisque je baigne dedans, cela aide, je vais leur répondre : Des faits ou de la réalité qui stimulent mon imagination et de mon aspiration à la justice et à la liberté que j'ai conservée intacte depuis ma jeunesse. Et puis je veux croire que l'homme ne s'est pas élevé à ce niveau de civilisation ou de conscience pour sombrer définitivement dans la barbarie, ce serait trop absurde. Donc je crois en la lutte de classe des exploités et des opprimés pour résoudre les contradictions auxquelles la civilisation humaine est confrontée. C'est tout ? Oui, et c'est l'essentiel !

Bonne semaine à tous, bon courage et gardez le moral, il n'est pas dit que la médiocrité et la cruauté l'emporteront, on les vaincra !

● Au format pdf (21 pages)

PREMIERE PARTIE

Voilà le genre de conneries que certains croient et colportent, quelle misère !

1- Sans rire, voilà nous dit-on comment une jeune fille d'un lycée suédois parviendrait à s'adresser et à mobiliser (avec beaucoup moins de succès qu'espérer) l'ensemble de la jeunesse d'Europe et du monde pour sauver le climat, un vrai conte de fées ! Et ce sont des bac +5 ou plus qui croient un truc pareil. A ce niveau-là ce n'est plus de la crédulité, mais de l'imbécillité pure et simple. Et dire qu'ils croient le plus sérieusement du monde avoir développé un esprit critique ! C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils sont mûrs pour croire vraiment n'importe quoi. Dès lors quelle légitimité ont-ils pour parler en notre nom ? Aucune.

- Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sèche les cours tous les vendredi pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. (Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future" - Tendances Claire du NPA)

LVOG - Que la question climatique soit pilotée depuis le début par l'oligarchie et ses serviteurs ne les dérange pas le moins du monde. C'est une machination montée de toutes pièces mais ils s'en moquent, ils font comme s'ils n'étaient pas au courant. Ils se font instrumentaliser et manipulent à leur tour travailleurs et militants sans que cela leur pose le moindre problème, puisqu'une fois embringués dans cette opération ils ne peuvent plus faire marche arrière sous peine de devoir avouer qu'ils ont été abusés ou qu'ils se sont trompés, impensables. Car voyez-vous, ces gens-là sont parfaits et ne commettent jamais d'erreurs, d'où notamment leur manque d'audace et d'imagination. Ils ne pensent que par procuration finalement au point de s'en remettre à l'argumentation de nos ennemis, sous-entendant qu'ils leur arriveraient d'être animés de bonnes intentions, alors de là à penser que s'ils ne font pas ce qu'il faut pour résoudre telle ou telle question, c'est sans doute parce qu'ils ont de bonnes raisons ou ils n'y sont pour rien, c'est en tout cas ce que le travailleur lambda pourra en déduire. Voilà où conduit ce genre de compromissions honteuses.

2- Manon Aubry, la tête de liste LFI aux européennes, a reproché à Castaner de ne pas "*interpeller les casseurs*" qui pourrissent les manifestations des Gilets Jaunes et du mouvement ouvrier, sous-entendant qu'il en était le complice, ce qui est exact. Cependant, en déclarant : "*Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grand*", elle commet l'erreur ou elle eut la légèreté de dévoiler ses réelles intentions ou son véritable rôle de gardienne de l'ordre établi.

Mais contrairement à toute attente ou logique de la part d'anticapitalistes, de révolutionnaires, ce n'est pas sur ce passage de son discours que la Tendances Claire du NPA va l'attaquer. Elle va lui reprocher d'avoir demandé à Castaner d'"*arrêter les casseurs*", ce qui n'est en aucune manière le rôle d'une militante censée représenter les travailleurs qu'il soit dit en passant, ce qui n'était pas dénué de sens puisque cela concernait les black blocs et autres provocateurs professionnels (Flics ou d'extrême droite) s'infiltrant dans les manifestations pour y perpétrer des violences envers les forces de l'ordre et commettre des destructions, qui évidemment déclenchent une réponse policière violente contre les manifestants qui eux défilent tranquillement.

Certes, si la sortie de madame Aubry fut à bien des égards maladroite et a trahi la nature de son engagement politique que l'on ne partage pas, il n'en demeure pas moins que la plupart des militants ouvriers pensent et partagent ce qu'elle a dénoncé, à savoir la bienveillance des forces de l'ordre et du pouvoir judiciaire envers les casseurs, qui pourrissent les manifestations des Gilets Jaunes et du mouvement ouvrier pour les décrédibiliser et les assimiler à des voyous, et servent de prétexte à renforcer l'arsenal répressif de l'Etat ou à restreindre le droit de manifester, étendre encore la législation liberticide...

Comme vous avez pu l'observer, ces briseurs de manifestations n'opèrent pas systématiquement. Ils sont mis en scène toujours à un moment crucial de la mobilisation des travailleurs pour briser son élan, parfois ils interviennent tout au début pour briser dans l'oeuf un mouvement social, quand le pouvoir craint qu'il se propage ou s'installe dans la durée, parfois plus tard selon la tournure que prennent les événements, l'agenda constitutionnel, etc. afin de siffler la fin de la partie. Peu importe qui les composent, ils servent de milices d'appoint au régime pour que l'ordre règne. Ils ne participent pas aux mobilisations des travailleurs ou du mouvement ouvrier, ils se regroupent et manifestent séparément, dont d'eux-mêmes ils s'excluent du mouvement ouvrier. Dès lors, rien ne justifie de leur accorder un traitement de faveur ou de les soutenir, au contraire, dès qu'ils apparaissent aux abords d'une manifestation ouvrière, il faut les chasser ou les maintenir à l'écart par n'importe quel moyen, puisqu'ils agissent en briseur de manifestations en renfort des forces de l'ordre, ce que des gauchistes dégénérés ne peuvent pas concevoir évidemment.

3- Après s'être insurgée contre le vote à l'assemblée de la loi anti-casseurs, Manon Aubry, tête de liste LFI aux européennes, estime que « l'arsenal juridique est suffisant . » Rejoignant les positions de la droite, elle reproche au Ministère de l'intérieur de ne pas mieux utiliser ses capacités de répression. Une attitude à l'opposé des traditions du mouvement ouvrier.

Interrogée sur France info à propos des « violences », la tête de liste aux élections européennes, Manon Aubry, estime que disposant de « l'arsenal juridique suffisant » le ministère de l'intérieur devrait interpeller les casseurs. « Arrêtez-les ». Renvoyant en boomerang à Castaner, qui affirme « connaître les casseurs », ses propres déclarations, elle va même jusqu'à lui donner le mode opératoire : « Dès qu'ils cassent une vitrine, arrêtez-les. Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grand. Il ne faut pas laisser agir les casseurs. ». (Quand la tête de liste de LFI donne des conseils de répression au gouvernement - revolutionpermanente.fr (NPA) - publié par la Tendances Claire du NPA)

LVOG - Le gauchisme étant caractérisé par son manque d'imagination ou son incapacité d'analyser la situation, sur le plan politique cela va se traduire par une fièvre opportuniste dans laquelle il va confondre ses désirs et la réalité pour finalement le conduire à tous les renoncements. Là cela va prendre la forme d'une illusion formulée en direction des syndicats entièrement sous le contrôle de bureaucrates corrompus :

4- Nous devons mener un combat déterminé pour que les directions syndicales cessent tout dialogue et toute collaboration avec ce gouvernement, et appellent à une énorme manifestation pour la défense des libertés publiques. (id)

LVOG -On leur fera remarquer que sous les régimes de Franco, Mussolini, Hitler, Pinochet ou Videla, etc. le dialogue avec les syndicats était rompu puisqu'ils étaient interdits, sans que cela les empêchent de gouverner et d'appliquer leur politique antisociale... Apparemment, ces militants qui se prennent pour des dirigeants vivent sur une autre planète que la nôtre, ils n'ont semble-t-il pas encore enregistré que les travailleurs s'étaient détournés des syndicats (et des partis ouvriers) et qu'ils estimaient qu'ils n'étaient pas dignes de représenter leurs intérêts, contrairement aux militants qui combattent quotidiennement à leur côté et qui sont impuissants à inverser l'orientation réactionnaire des syndicats et à chasser leurs dirigeants. Bref, avec une telle ligne politique s'ils ne rament par pour eux, ils vouent les travailleurs à l'impuissance.

- Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan d'action crédible pour stopper ce gouvernement. (On vous en proposerait un que vous le rejeteriez sous des prétextes divers. - LVOG) C'est la condition pour que la masse des travailleurs/ses se lancent dans la bataille. (Vous rêvez! - LVOG) L'objectif doit être de bloquer l'économie, de bloquer les profits. Il faut une grève générale, et le rôle des directions syndicales est de mettre en branle leur appareil pour la préparer et l'organiser. (Vous pouvez attendre indéfiniment ! - LVOG) Et notre rôle est de mener la bataille contre ceux qui protègent le gouvernement et empêchent que notre force collective potentielle puisse se déployer pleinement ! (Comment, "*potentielle*", c'est marrant, moi je croyais qu'elle existait réellement, mais bon ceci explique sans doute cela, on ne peut pas défendre une politique en laquelle on ne croit même pas ! - LVOG) (Destruction des libertés: Une mobilisation unitaire et vraiment massive est urgente ! - Tendance Claire du NPA)

LVOG - C'est pitoyable !

En défense de "**la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution**", tout un programme. Non, ce n'est pas un canular, lisez.

5- Marx évacué des programmes de philo ! Défendons les programmes de philosophie !

Extrait - Alors que les nouveaux programmes de philosophie de terminale ont été communiqués aux professeurs, une jeune chercheuse lance une pétition contre la suppression de certains thèmes comme le travail et l'inconscient. Elle redoute la mise à mort de la pensée critique. (Alors que le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle lui fait déjà cruellement défaut, la suite en témoigne. - LVOG)

Dans la liste présentée par le Conseil supérieur des programmes (CSP) à l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public (APPEP) du nouveau programme de philosophie de terminale, le Travail, infrastructure collective ainsi que l'Inconscient, preuve de l'irréductibilité de la conscience au mécanisme, disparaissent au profit d'un thomisme bigot et d'une phénoménologie apologète de l'ineffable (c'est-à-dire l'impensable) et de l'instant présent. (La philosophie, c'est la cour de récréation des penseurs imbus de leur ignorance, où l'idée et la spéculation, le sophisme règnent en maître à penser en rond. C'est de la masturbation intellectuelle pour fainéant, courtisan méprisant ou fuyant le réel au profit de chimères. C'est l'art d'amalgame idéalisme et matérialisme dans une bouillie indigeste, de privilégier le verbe, de partir d'une idée pour discourir sans fin sur l'état du monde au lieu de partir des actes ou des faits qui ont contribué à transformer le monde. - LVOG)

Exit Marx et Freud, le matérialisme historique et la psychanalyse introspective, bonjour Saint-Augustin et Saint-Thomas ! (C'est à croire que l'enseignement du matérialisme historique au lycée n'a jamais servi à rien, non ? - LVOG) La scolastique médiévale et le culte d'une transcendance impensable d'un côté, le behaviorisme de l'autre. Voilà qui promet ! En d'autres termes, le futur bachelier deviendra un cadre d'entreprise rompu à la rhétorique, qui se pique de mysticisme pour pallier son défaut de conscience politique et idéologique – et donc un allié de choix pour l'ordre établi. (N'était-ce pas ce qu'il est déjà devenu depuis longtemps... peut-être à cause des cours de philosophie, qui sait ? - LVOG)

Ce scandale politique, social et culturel est non seulement régressif et indigne des héritiers des Lumières que nous sommes : il met en péril la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution. (On vous les laisse volontiers ! - LVOG) La supercherie ne doit pas être passée sous silence, mais exhibée en plein jour sur la place publique et réduite à néant. (Qu'on se le dise, citoyen ! - LVOG)

Vous pouvez signer la pétition d'Andreea-Maria Lemnaru-Carrez. marianne.net publié par la Tendance Claire du NPA.

LVOG - Si votre pétition est destinée comme vous le dites à défendre le "fondement de notre République et de notre Constitution", celle antidémocratique de la Ve République, vous nous permettrez de ne pas la signer. Vous voudriez peut-être aussi qu'on enseigne le socialisme ou le marxisme au lycée ? Délirant d'opportunisme !

La mystification qui fonctionne parce qu'elle est cautionnée jusqu'à l'extrême gauche.

Nous avons effectué le décompte des invitations de représentants du RN dans les radios et chaînes de télévision du 1er janvier au 17 mars 2019, sur la base de la liste des interventions médiatiques recensées sur le site du RN.

Les médias recensés sont : BFM-Business, BFM-TV, C8, CNews, Europe 1, France 2, France 24, France 3, France 5, France Bleu, France Culture, France Info, France Inter, I24, LCI, LCP, Paris Première, Public Sénat, Radio Classique, RCF, RFI, RMC, RT, RTL, Sud Radio, TV5 Monde.

On compte un total de 233 invitations médias sur 76 jours, soit une moyenne de 3 invitations par jour sur l'ensemble des médias concernés. Ce palmarès est largement dominé par BFM-TV (71) et CNews (60) y compris en comparaison avec d'autres chaînes d'information en continu (14 pour LCI). Acrimed 19-03-2019

Parole d'internaute

1- "Tout l'intérêt du système européiste, atlantiste et capitaliste est de le pénaliser la moindre idée dissidente, pour la neutraliser, et pour porter les agents du Medef à l'Élysée. Ça tombe bien, la famille Le Pen est disponible.

Frexit ? C'est Le Pen.
Sortir de l'euro ? Le Pen.
Sortir de l'OTAN ? Le Pen.

Ici, nous savons bien que ces assimilations sont fausses, mais qu'importe : interrogez le Français moyen, l'électeur moyen, il a assimilé ces équivalences martelées par les médias. Merci BFM, merci CNews."

LVOG - Le "Français moyen" est passif, il n'a pas de conscience de classe, il ne participe pas à la lutte de classes, sauf quand il vote à droite ou à l'extrême droite, il s'en fait même un devoir, encouragé en cela par la gauche corrompue et l'extrême gauche qui lui colle aux basques...

2- Stratégie en deux temps:

1er temps : on dédramatise pour faire monter dans les sondages et obtenir comme d'hab le RN au deuxième tour.

2ème temps : juste avant le deuxième tour, on ressort les zeures les plus sombres de la bête immonde et on flingue le RN pour laisser passer un tocard dont personne n'aurait voulu.

Qui a dit ?

- "*Soldats, n'obéissez qu'à des ordres conformes à l'honneur de votre engagement et de votre devoir d'obéissance à la patrie*" Réponse : Mélenchon, en terme de servilité au régime, qui plus est impérialiste, il en connaît un rayon le bougre ! Misérable. A défaut de pouvoir devenir le Premier ministre de Hollande ou de Macron, il aurait pu faire un excellent ministre de la Défense ! De la patrie ! Vive la République et vive la France ! Quelle horreur !

Dans les nuages.

Il s'en trouve encore pour s'étonner que LREM ait obtenu une majorité écrasante à l'Assemblée nationale en 2017, aussi aurait-il été préférable de se compromettre en votant ou en élisant Mélenchon qui aurait poursuivi la politique de ses prédécesseurs.

Quels que soient les intentions de ces gens-là, qui n'en doutons pas sont bourrés de principes auxquels ils font référence tant qu'ils ne sont pas exposés concrètement à l'épreuve du feu de la réalité, la question est davantage de savoir comment on a pu en arriver là, quel rôle ont joué les différents acteurs politiques et les différents facteurs économiques qui possèdent suffisamment de pouvoir pour influencer l'orientation de la société, et nous nous apercevons au premier coup d'oeil qu'elle coïncidait avec les intérêts du capitalisme et qu'ils en étaient tous les représentants de RN à LFI en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PS, Générations, le PCF.

Pour qualifier cette collusion d'intérêts que le peuple travailleurs ignorent, quoique de moins en moins, on va employer un mot prohibé ou hors la loi, un gros mot, en affirmant qu'on est en présence d'un véritable complot, dans la mesure où ils participent tous à cette sinistre comédie en parfaite connaissance de cause, en se répartissant les rôles de manière à bernier les ignorants ou les naïfs, en se camouflant derrière des étiquettes, dès lors il est ridicule de leur demander de l'assumer ou de s'étonner de quoi que ce soit, à moins d'y trouver son compte ou d'être d'une mauvaise foi incurable.

Au-delà, cela signifie que les masses sont en proie à une grande confusion ou que leur niveau de conscience politique n'a pratiquement pas évolué depuis 40 ans, il a même régressé à défaut de progressé, comment, en s'éparpillant, en se disloquant. Cependant si elles ne sont pas demeurées figées, elles ont déblayé le terrain et se retrouvent aujourd'hui face à un grand vide entièrement occupé par la pire réaction, LREM ou l'extrême centre, certains l'appellent l'ultra droite, le parti de l'oligarchie triomphante.

Ce vide sidérant, paralysant, désespérant, effrayant même, témoigne de leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti dans lequel elles se reconnaîtraient, de dirigeants qui leur inspireraient confiance, en somme de toute réelle opposition organisée face au régime, en mesure de les mobiliser ou tout du moins de les organiser sur la base d'une perspective politique révolutionnaire.

On en arrive à se demander si les travailleurs et parmi eux les plus évolués ou instruits, ne seraient pas d'incurables idiots incapables de faire preuve de discernement et de logique pour enrayer ce processus infernal qui conduit à l'instauration d'un régime autoritaire ou totalitaire. Personnellement je ne le pense pas, mais c'est ce qu'on nous invite à croire, y compris les dirigeants qui avaient la responsabilité ou le mandat de construire ce parti, de recruter les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et des classes moyennes pour ne tirer aucun enseignement de ce constat, de leur bilan ou de leur échec.

Il fut une époque où la IIIe Internationale stalinisée était toute puissante, puis elle se disloqua, pour autant la construction de la IVe Internationale fut un échec dès la disparition de Trotsky, ses différents courants sombrant dans le crypto-stalinisme ou le crypto-social-démocratisme sans que personne n'en tirent des enseignements, à commencer par leurs dirigeants qui refusèrent d'assumer leur reniement ou trahison, on ne pouvait pas en attendre davantage de leur part. Par la suite, toute l'avant-garde s'est structurée idéologiquement sur cette base faussée, ce qui devait la conduire inévitablement à de nouvelles scissions, à son émiettement, à sa dislocation.

Une fois suffisamment dégénérés et affaiblis par des purges successives ou des démissions en cascades, leur direction resserrée et leur appareil contrôlant d'autant plus facilement la totalité de leurs instances, les dirigeants de ces partis décidèrent de les "ouvrir" à des éléments ne partageant ni leurs objectifs, ni leur programme, ni leur méthode, pour céder une plus grande place encore au réformisme en pratique ou en guise de ligne politique, tandis que le socialisme ou la révolution socialiste mondiale n'était plus qu'une référence désuète ou était vouée aux oubliettes. Et quel en fut le résultat ? Nul, comme il aurait fallu s'y attendre évidemment, puisque pendant ce temps-là la situation évoluait en sens inverse ! Vous avouerez que comme preuve de leur incurie politique ils auraient pu difficilement faire mieux.

Mais leurs militants n'en ont cure, ils s'en foutent complètement. Ils sont eux-mêmes sous influence, pris dans l'engrenage infernal de l'immédiateté ils sont incapable de penser au-delà ou de discerner que ce qui se passe sous leurs yeux préfigure le modèle de société que les despotes au pouvoir entendent instaurer, que tous les éléments d'une effroyable dictature sont en train de se mettre en place. Au mieux, ils sont soudain amnésiques et nostalgiques d'un passé définitivement révolu qu'ils estimaient autrefois détestable, comme s'il serait préférable à la situation actuelle, ceux qui l'ont vécu apprécieront. Après s'être écartés du processus historique et s'être coupés des masses, les voilà qui soutiennent à nouveau des théories foireuses où finalement elles seraient absentes, puisque si elles demeurent inorganisées et sans parti révolutionnaire absolument rien n'en sortira jamais ! Finalement personne ne veut se poser la question de savoir pourquoi après 70 ans de lutte de classe à laquelle ont participé des millions et millions de travailleurs, il n'existe pas même l'embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays, qui au moment même où les rapports entre les classes se tendent à l'extrême pourrait constituer un pôle de regroupement des couches les plus déterminées de la classe ouvrière et des classes moyennes, quand des millions de travailleurs manifestent et cherchent une issue à la crise du capitalisme. Cela demeurera totalement incompréhensible pour les militants du POID, du POI, du NPA ou de LO et d'autres formations politiques d'extrême gauche, qui ne conçoivent pas que leurs discours soient inaudibles, leur méthode et leur rapport à ces classes inadaptés quand bien même les faits le prouveraient quotidiennement.

Quand le lien est rompu.

Dans un article récent, des scientifiques à l'origine de cet outil constatent même que leur technologie démontrerait la théorie du langage proposée par le philosophe du XXe siècle Ludwig Wittgenstein. Selon sa conception philosophique, les mots ont un sens contextualisé, en lien avec leur utilisation, qui domine leur signification individuelle. Quand l'algorithmique donne raison à Wittgenstein, c'est le monde entier de la linguistique qui s'agite !

La phrase « *Le ciel est nuageux* » exprime un fait, un état en lien avec le ciel, avant d'explicitier la notion même de ciel. Wittgenstein propose donc que la théorisation du langage suive cette logique du sens contextualisé pour pouvoir représenter au mieux le sens des mots dans la réalité. LePoint.fr 22 mars 2019

Non, « *le ciel est nuageux* » n'exprime pas un état en lien avec le ciel, mais l'état du ciel tel qu'une personne peut le percevoir en l'observant à un moment donné, c'est un fait et il n'y a rien à ajouter. Le ciel, abstraction faite de ce qui le compose n'existe pas tout simplement. Les nuages se forment dans le ciel et n'existent nulle part ailleurs, il n'y a donc aucune raison de placer un lien entre le ciel et les nuages où il n'en existe pas, sauf à vouloir compliquer les choses à l'infini pour finalement vouloir les

rendre incompréhensibles, la raison d'être de la philosophie nihiliste cher aux néolibéraux.

Acte XIX : Etat de guerre. Paris occupé. Le pouvoir retranché.

LVOG - C'est à Montpellier, Bordeaux et Toulouse où les manifestants ont été les plus nombreux après Paris, que les black blocs ont encore sévi.

- Acte XIX des gilets jaunes: sur les Champs-Élysées, un impressionnant dispositif de sécurité
- huffingtonpost.fr 23.03

Sur décision du nouveau préfet de police, Didier Lallement, aucun "gilet jaune" n'était autorisé à défiler sur et autour de la célèbre artère, ni sur la place de l'Étoile, ni dans un périmètre incluant le palais de l'Élysée et l'Assemblée nationale.

Au total, près de 6.000 membres des forces de l'ordre seront engagés à Paris, selon la préfecture de police. Des unités anticasseurs baptisées BRAV (brigades de répression de l'action violente) ont été déployées, en remplacement des précédents DAR (détachement d'action rapide). Deux drones survoleront également la capitale pour diriger plus efficacement les policiers et gendarmes sur les zones à risques et des produits marquants pourront être utilisés afin d'aider à l'identification des "émeutiers".

Des policiers en faction sur le toit de l'Arc de Triomphe, des fouilles et des contrôles systématiques de la circulation et des brigades de patrouille secteur par secteur, libres d'agir en cas de violence, sans attendre les ordres de la préfecture... Le nouveau dispositif de sécurité donne aux Champs-Élysées un air "post-apocalyptique" comme l'observe un touriste italien, en visite. "On dirait que la ville est morte", réagit-il au micro du HuffPost. huffingtonpost.fr 23.03

- "Gilets jaunes": 40.500 manifestants en France sans débordement - AFP 24 mars 2019

Environ 40.500 personnes, dont 5.000 à Paris, ont manifesté samedi pour l'acte 19 des "gilets jaunes" en France, où les "consignes de fermeté" données "ont permis de maintenir l'ordre et d'éviter des débordements", a déclaré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Du côté des "gilets jaunes", qui ont établi leur propre mode de comptage et contestent celui des autorités, on affichait 127.212 manifestants dans tout le pays.

233 interpellations ont eu lieu dans toute la France, 172 placements en garde à vue et 107 personnes verbalisées pour avoir tenté de prendre part à des rassemblements interdits.

Sur l'ensemble du territoire, 65.000 policiers et gendarmes étaient mobilisés, ainsi que 30.000 sapeurs-pompiers. A Paris, "8.545 contrôles préventifs ont été réalisés", a indiqué le ministre. Selon la préfecture de police, 96 personnes ont été interpellées et 53 verbalisées.

Notant que les manifestations autorisées s'étaient déroulées sans heurts notables, il a conclu que c'était "une preuve nouvelle que le problème n'est pas la manifestation mais bien les émeutiers et leurs complices".

A Paris, découragés par un imposant quadrillage policier sur les Champs-Élysées, jalonnés de fourgons bleus, les "gilets jaunes" ont préféré défiler dans le calme entre la place Denfert-Rochereau (sud) et la basilique du Sacré-Coeur (nord).

La situation était nettement plus tendue en région.

A Montpellier, qui n'avait pas été soumise samedi à des restrictions de manifester, des échauffourées ont éclaté environ deux heures après le départ d'un cortège rassemblant 4.500 personnes selon la préfecture. Entre 400 et 500 casseurs ont infiltré le cortège. Vers 16H00, les forces de l'ordre ont fait des sommations puis procédé à des tirs nourris de grenades lacrymogènes, alors que des manifestants leur jetaient canettes et bouteilles de bière, a constaté une journaliste de l'AFP. Des tensions étaient palpables dans plusieurs villes, où les manifestations avaient été interdites dans les lieux emblématiques et traditionnels points de rassemblement de "gilets jaunes".

A Lyon, où les forces de l'ordre tentaient d'empêcher les cortèges d'entrer dans les quartiers commerçants, policiers et "Gilets jaunes" s'échangeaient aussi jets de projectiles et gaz lacrymogène.

A Nice, des heurts ont éclaté dans l'après-midi lorsque quelques centaines de manifestants ont tenté de pénétrer dans le périmètre interdit aux rassemblements, déclenchant des tirs nourris de gaz lacrymogène. Au total, 26 personnes ont été interpellées, selon la préfecture, et une manifestante blessée dans la ville où les présidents chinois et français sont attendus dimanche et lundi.

A Bordeaux, place forte du mouvement, des tensions se sont fait sentir en centre-ville, là aussi interdit de manifestation, avec l'arrivée de militants des "black blocs" en milieu d'après-midi, a constaté une journaliste de l'AFP. La foule était ailleurs moins nombreuse que d'habitude dans la ville où beaucoup n'avaient pas enfilé leur traditionnel gilet. "C'est pour éviter de me faire tirer dessus par des flash balls. Et comme ça, je pourrai partir plus facilement si ça dégénère", expliquait une quinquagénaire. Près de 2.000 personnes, selon des sources policières, ont défilé sans violence aux cris de "Macron, démission".

Marseille 1.500 personnes ont participé aux manifestations, aucun incident n'était à signaler selon la police.

A La Rochelle, la police a fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants qui leur lançaient des projectiles aux abords du vieux port, interdit d'accès, a constaté un correspondant de l'AFP. L'ultragauche, présente en force à Paris samedi dernier, "veut se mobiliser mais en privilégiant les manifestations régionales", avait estimé une source policière avant cette journée d'action.

A Nantes, 400 manifestants se sont élancés vers 14H00, pour une manifestation en périphérie de la ville qui s'est tendue quand les gendarmes ont voulu faire reculer les manifestants qui refusaient d'obtempérer.

A Toulouse, au chant de "on est là même si Macron le veut pas", quelques milliers de "gilets jaunes" ont manifesté en début d'après-midi dans le centre-ville. Véronique, retraitée de l'Education nationale, voulait toutefois que les manifestants défient l'interdiction. "Il faut aller sur la place, on n'est pas dans la rue pour rien mais pour défendre nos droits" affirmait cette "gilet jaune".

Les forces de l'ordre ont fini par charger pour disperser quelques milliers de "gilets jaunes" dans le périmètre entourant la place du capitole où les manifestations ont été interdites, et interpellé au mois trois personnes, selon une journaliste de l'AFP. Les forces de l'ordre ont notamment tenté d'interpeller des jeunes massés derrière une banderole rouge et noire, et qui, pour certains, avaient le visage dissimulé par un foulard. AFP et Reuters 23 mars 2019

A quoi leur servent les black blocs ?

- Marine Le Pen dénonce "une société livrée à l'ensauvagement" - AFP

- "Black blocs" et "gilets jaunes": convergence radicale en jaune et noir - AFP

Militants radicaux des "black blocs" et "gilets jaunes" se sont retrouvés côte à côte samedi dernier sur les Champs-Élysées dans une brutale démonstration de force commune, aux motivations diverses, mais qui semble désormais acceptée par certains manifestants et inquiète les autorités. AFP

- Quand la connivence Mélenchon-Le Pen devient visible - Le HuffPost

- Acte XIX: les soldats de Sentinelle pourraient ouvrir le feu - Le HuffPost

Quand la syphilis européenne se teinte de jaune.

- Européennes : des gilets jaunes lancent une nouvelle liste - L'Express.fr 22 mars 2019

"Jaunes et citoyens" est la deuxième liste gilets jaunes à se lancer officiellement pour les élections européennes. Alors qu'Ingrid Levavasseur a renoncé à conduire la liste RIC, Jean-François Barnaba, une autre figure médiatique du mouvement, a annoncé vendredi le lancement sa propre liste pour les élections du 26 mai.

"Les Français aspirent à une nouvelle séquence" et la "pression de la rue finit par desservir la cause que le mouvement des gilets jaunes défend par l'infiltration de groupes ultra-violents", a expliqué le fonctionnaire territorial au micro de Sud Radio. L'Express.fr 22 mars 2019

- Le "gilet jaune" Benjamin Cauchy rejoint la liste de Nicolas Dupont-Aignan pour les européennes - Franceinfo 22 mars 2019

Il est cadre commercial...

Pour l'heure, une petite dizaine de projets de liste gilets jaunes ont été annoncés pour les Européennes. Franceinfo 22 mars 2019

En défense de la Constitution de la Ve République antidémocratique.

- 350 universitaires se déclarent "complices" des gilets jaunes - lundi 22 mars 2019

« Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. »

Universitaires, nous nous déclarons « complices » des gilets jaunes face aux dérives autoritaires du pouvoir

Le 18 mars 2019, au moment où 65 personnalités intellectuelles participaient à un simulacre de débat avec le président de la République, et après avoir limogé un préfet de Paris jugé encore trop avare en LBD et grenades (malgré de nombreux blessés dont un nouvel éborgné ce jour-là), le Premier ministre annonçait une série de mesures répressives sans précédent. Non content d'interdire administrativement de manifestation des individus supposés dangereux, le gouvernement entend maintenant empêcher les rassemblements dans des zones entières, créer des "unités anticasseurs" aux pouvoirs renforcés et utiliser des drones et des moyens de marquage chimique des manifestants.

Plus encore, il veut faire de tous les relais et soutiens aux rassemblements des Gilets jaunes des « complices » potentiel-les des délits qui y seraient commis. Le même jour, le syndicat « Synergie Officiers », rassemblant plus de 40% de voix aux élections professionnelles, publiait un communiqué fascisant ciblant les « nervis d'extrême gauche », décrits comme « des essaims de cloportes » et des « graines d'assassins ». Deux jours plus tard, le 20 mars, le gouvernement annonçait vouloir faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments officiels, ce qui ne s'était pas produit depuis plus de 50 ans. Tout cela contre des manifestantes et manifestants réclamant justice sociale et démocratie, et faisant face, depuis maintenant plus de 4 mois, à une répression policière et judiciaire d'une ampleur inégalée.

Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes, alors que pleuvent depuis des semaines les condamnations internationales des violences policières contre le mouvement (Conseil de l'Europe, Nations Unies, Parlement européen), nous, universitaires pour beaucoup spécialistes des questions de mouvements sociaux, de maintien de l'ordre et de violence politique, alertons solennellement la population des graves dangers que la nouvelle politique du gouvernement, de la majorité parlementaire, de la police et de la justice, font peser sur les libertés publiques et les droits humains. Nous nous déclarons par avance toutes et tous complices des prochains rassemblements que les gilets jaunes organiseront, avec ou sans l'autorisation de la préfecture. Nous condamnons fermement l'ensemble des violences que les forces de police infligent aux manifestantes et manifestants, comme celles que les jeunes des quartiers populaires subissent depuis des décennies, et demandons instamment l'arrêt de l'utilisation des armes de guerre (LBD et grenades) dans des opérations de maintien de l'ordre. Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. (Publié par la Tendance Claire du NPA)

LVOG- "Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes", mais n'êtes-vous pas également "incapable de proposer une réponse politique" à la crise du capitalisme aux Gilets Jaunes ou à l'ensemble des travailleurs de ce pays, pourquoi rejetez-vous celle qu'on vous propose qui inclut la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, l'UE ?

Ne serait-ce pas la question que chacun devrait se poser ? Ne serait-ce pas la clé de la situation sociale et politique, la seule issue possible, viable et souhaitable ? Quand on s'interdit de la poser, sachant que c'est la seule issue possible, on prend délibérément le parti de collaborer avec le régime en place que l'on prétend combattre, on le cautionne alors que ses représentants sont minoritaires et illégitimes, jusqu'à l'absurde puisqu'on en arrive à exiger qu'ils mettent en oeuvre une politique contraire aux intérêts de la classe dont ils sont les dépositaires.

C'est comme si on demandait à un capitaliste de se résoudre à rompre avec ses privilèges, à un policier ou un militaire de retourner son arme contre sa hiérarchie, franchement ce n'est pas sérieux.

Ils osent nous demander de "ne pas céder un pouce de terrain", alors que cela fait 40 ans sans interruption que le régime en place impose une régression sociale généralisée à toutes les couches de travailleurs de ce pays, s'attaque violemment à leurs conditions de travail et d'existence avec la collaboration des partis et des syndicats dits ouvriers, on croit rêver en entendant ce discours. Ma foi, ils doivent ignorer que cela ne date pas d'hier que des millions de travailleurs n'avaient aucune raison de vouloir "céder un pouce de terrain" pour ne rien avoir à céder du tout ! A croire qu'ils s'en sont toujours accommodés comme le reste ou l'ordre établi.

Il existe des partis (POI, POID) qui proposent aux travailleurs de s'organiser dans des comités ou des structures politiques souples pour combattre la politique du gouvernement sur la ligne de la rupture avec les institutions de la Ve République et du capitalisme, de l'UE, etc. Eh bien rejoignez ces comités ou ces structures politiques ! Participez à l'organisation des masses au lieu de brasser du vent ou de vous contenter de déclaration sans lendemain.

[Vendu !](#)

- Révélations sur le salaire de Philippe Martinez à la CGT - lentreprise.lexpress.fr 22.03

C'est peu connu : la CGT gère aussi des "filiales", comme une entreprise privée. La puissante fédération des métallos - dont est issu son secrétaire général, Philippe Martinez - possède ainsi la maternité parisienne des Bluets et trois centres de réadaptation professionnelle (CRP). Ces quatre établissements sont gérés au travers de l'association Ambroize Croizat (AAC), présidée par un proche du chef de file de la CGT, Yves Audvard.

Les crises financières s'y succèdent et la gestion de la maison mère va souvent à l'encontre de ce que prône la CGT au niveau national. Les établissements étaient au bord du gouffre financier fin 2018. La directrice générale de l'AAC, Jacqueline Garcia, évoquait un risque de redressement judiciaire, voire de liquidation. Un plan social a été mis en oeuvre et on a demandé aux salariés de se serrer la ceinture.

Le loyer de l'hôpital finance la CGT

La faillite a été évitée grâce à l'agence régionale de santé (ARS) qui a injecté un million d'euros dans les caisses de l'hôpital fin 2018 et lui aurait concédé une avance de trésorerie de 1 657 000 euros le 1er mars. Cette perfusion d'argent public ne passe pas auprès des équipes des Bluets. Selon ces dernières, la mauvaise santé financière de la maternité est la conséquence du coût trop élevé du loyer reversé au propriétaire des murs, la fédération des métallos : plus d'un million d'euros par an.

La controverse n'est pas nouvelle : le montant élevé du loyer était déjà dénoncé il y a quelques années par l'ARS alors qu'elle soutenait financièrement l'hôpital. Mais la CGT refuse de le revoir à la baisse. Et pour cause, "[ce loyer] contribue au financement de plusieurs postes de permanents de la fédération pour l'activité syndicale", relève l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) dans un rapport au vitriol sur la gestion de la maternité par l'association Ambroize Croizat.

"Un salaire déraisonnable"

Cette situation comptable alarmante n'empêche pas les militants du syndicat détenant des postes clés dans les structures d'AAC de s'octroyer de jolis salaires. Également directrice du Centre de réadaptation professionnelle (CRP) Jean-Pierre Timbaud à Montreuil (93), Jacqueline Garcia touchait 6853 euros brut par mois en 2018, alors que l'établissement affichait un résultat comptable négatif de près d'un million d'euros en 2017. "Un salaire déraisonnable", s'étrangle un cadre de la maison. À titre de comparaison, le salaire médian d'un directeur d'EHPAD, un poste équivalent, est de 3750 euros brut.

Directrice du CRP Suzanne Masson depuis 2015, la compagne de Philippe Martinez, Nathalie Gamiochipi, percevait, elle, 6021 euros brut mensuels en 2018. Cette rémunération fait grincer des dents en interne. "Quand elle est arrivée, elle disait ne rien connaître aux finances et qu'elle 'attend[ait] que ses collaborateurs lui apprennent', se souvient, amer, un employé de l'établissement. Elle n'a rien à faire, ce sont les cadres qui font tout." La preuve selon lui ? Lors du départ brutal du directeur de l'hôpital des Bluets, elle a assuré la transition avec la nouvelle direction tout en continuant à suivre une formation continue deux jours par semaine : "Si elle avait vraiment été occupée, elle n'aurait pas pu."

6000 euros de bonus pour Philippe Martinez

Plus surprenant, si l'on se fie au rapport de l'Igas, la maternité financerait donc indirectement le salaire du secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez, en lice pour un nouveau mandat. Selon la centrale syndicale, il a touché 4230 euros brut mensuels sur 13 mois en 2018, soit au total 55 000 euros sur l'année, 6000 euros de plus que l'année précédente.

Selon cette dernière, la différence entre 2017 et 2018 s'explique "par les primes que l'entreprise Renault verse ou non à ses salariés". Employé par Renault, Philippe Martinez est payé par la fédération des métallos, qui se ferait rembourser par la confédération nationale. "La CGT a l'habitude de rémunérer ses représentants en calquant la politique salariale de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés", explique un observateur. Chez Renault, un ETAM (employé, technicien et agent de maîtrise) "moyen" - le statut de Philippe Martinez - qui travaille au technocentre toucherait entre 5500 et 6000 euros de primes : 3000 à 3500 euros d'intéressement groupe, 1200 euros d'intéressement local, entre 500 et 1000 euros liés à la performance individuelle et 300 euros venant de la récente prime défiscalisée. Philippe Martinez aurait donc également bénéficié de la prime Macron !
lentreprise.lexpress.fr 22.03

[Novlangue. Ils ont mis leurs hordes de barbares en stand by.](#)

- Macron salue la victoire de la coalition contre l'EI en Syrie - Reuters 23.03

Emmanuel Macron a salué samedi la "détermination" des armées de la coalition internationale qui a permis de faire tomber le "dernier bastion de Daech" mais a précisé que la lutte contre les groupes terroristes devait continuer. Reuters 23.03

- Quand les Américains qualifiaient Daech d'«atout stratégique»: La guerre de l'ombre en Syrie par

Ian Hamel (Oumna.com) - Mondialisation.ca, 21 mars 2019

Les États-Unis et l'Europe n'ont pas toujours considéré Daech comme un ennemi. Ils l'ont, au contraire, largement financé et armé, raconte le journaliste indépendant Maxime Chaix dans *La guerre de l'ombre en Syrie*, fruit de cinq années de recherches.

Maxime Chaix, traducteur de plusieurs ouvrages du Canadien Peter Dale Scott, auteur notamment d'*American War Machine* (« La machine de guerre américaine »), n'est surtout pas un complotiste. A partir de sources ouvertes, il raconte que les Américains et les Saoudiens, dans leur obsession à vouloir faire tomber rapidement Bachar el-Assad, ont largement aidé les djihadistes en Syrie à partir de 2011. Pour tromper l'opinion publique, ils baptisaient « rebelles modérés » le Front al-Nostra, la branche syrienne d'al-Qaïda. Daech est né en 2013 d'une scission du Front al-Nostra. Ce n'est que bien plus tard, conscients d'avoir favorisé un monstre, que les Occidentaux ont déclaré la guerre à l'État islamique, proclamé par Abou Bakr al-Baghdadi.

Le 11 février 2015, l'ancien commandant de l'Otan, le général Wesley Clark, explique tranquillement sur CNN, et donc à des millions de téléspectateurs, que « Daech [avait] été créé grâce aux financements de nos amis et alliés [au Moyen-Orient], car ils vous diront que si vous voulez des hommes qui combattent le Hezbollah [chiite] jusqu'à la mort, vous ne placardez pas une affiche de recrutement du genre... "Rejoignez nos rangs, on va construire un monde meilleur !" Vous allez plutôt soutenir [en secret] ces fanatiques religieux, ces fondamentalistes [sunnites] ».

Un milliard de dollars par an

Dès octobre 2011, Barack Obama autorise David Petraeus, le directeur de la CIA, à lancer une guerre secrète en Syrie, baptisée *Timber Sycamore*, impliquant une quinzaine d'autres services spéciaux, notamment des services européens, en particulier britanniques et français. « Au fil des ans, cette campagne devint gigantesque au point que le *Washington Post* la décrit en juin 2015 comme "l'une des plus vastes opérations clandestines" de l'histoire de la CIA, dont le financement avoisinait alors le milliard de dollars annuels », écrit Maxime Chaix, dont toutes les informations sont corroborées par une multitude de notes de bas de pages.

Un gigantesque réseau d'approvisionnement en armes destinées à la rébellion est ainsi mise en place par David Petraeus, puis par John Brennan, son successeur à la tête de la CIA, « en coordination avec leurs alliés turcs, pétromonarchiques, européens et israéliens ». Ce qui fait dire à Christopher Davidson, qui a mené des recherches sur *Timber Sycamore*, dans son livre *Shadow Wars*, que « Daech n'était pas considéré comme un ennemi par le cabinet Obama et ses principaux partenaires, mais comme un turbulent "atout stratégique" »

« La guerre de l'ombre en Syrie » n'épargne pas non plus les grandes puissances européennes. L'ouvrage raconte ainsi que les services britanniques surveillent depuis leur base militaire à Chypre les mouvements des troupes syriennes et en informent les rebelles. Quant à Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, il n'hésite pas à déclarer que le Front al-Nostra a fait du « bon boulot ». Alors qu'il s'agit de la branche al-Qaïda au Levant ! La scission entre al-Nostra et Daech est intervenu au printemps 2013. Le Front al-Nostra a été rebaptisée *Jabbat Fateh al-Sham* en juillet 2016, puis *Hayat Tahrir al-Sham* en janvier 2017.

En décembre 2015, le député LR Alain Marsaud, ancien juge antiterroriste, interviewé dans ce livre, rappelle qu'il a eu « l'occasion de montrer à l'Assemblée nationale des photos de combattants d'al-Nostra en possession de fusils d'assaut français ». Quant au député socialiste Gérard Bapt, il reconnaît que l'aide française aux rebelles dans ce pays « et plus généralement le soutien occidental en leur faveur, se sont poursuivis y compris après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, pourtant revendiqués par al-Qaïda ». Mondialisation.ca, 21 mars 2019

En complément.

- Au Golan occupé par Israël, des Druzes manifestent contre les propos de Trump - AFP 23 mars 2019

Des Druzes du plateau du Golan ont manifesté samedi contre la déclaration du président américain Donald Trump en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur ce territoire occupé depuis 1967.

Des dizaines de milliers de Syriens ont fui ou ont été expulsés lorsqu'Israël a conquis une grande partie du Golan en 1967 lors de la guerre des Six Jours, avant de l'annexer en 1981. La communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

D'autres sont restés dans la partie contrôlée par Israël où vivent aujourd'hui environ 23.000 Druzes --une branche hétérodoxe de l'islam chiite-- aux côtés de 25.000 colons israéliens.

Une vaste majorité de ces Druzes se considèrent comme Syriens et refusent d'acquiescer la nationalité israélienne.

Samedi, des hommes, femmes et enfants druzes se sont rassemblés dans la ville de Majdal Shams, à proximité de la zone tampon onusienne séparant la partie occupée et non occupée du Golan syrien.

Ils ont brandi des drapeaux druzes et syriens, des portraits du président syrien Bachar al-Assad et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire, en arabe, "Le Golan est syrien" ou "Nous sommes ceux qui décidons de l'identité du Golan".

Pour Wasef Khatar, un représentant de la communauté kurde, Donald Trump a pris des engagements sur des "terres arabes, syriennes, mais pas israéliennes".

"Nous rejetons la décision du président américain Trump car il parle de quelque chose qui ne lui appartient pas", a déclaré M. Khatar. AFP 23 mars 2019

- Le Liban rejette les propositions de Mike Pompeo Réseau Voltaire 22 mars 2019

En voyage officiel au Liban, le 22 mars 2019, le secrétaire d'État US Mike Pompeo a rencontré les trois présidents : celui de l'Assemblée nationale (le musulman chiite Nabih Berri), celui du gouvernement (le musulman sunnite Saad Hariri) et celui de la République (le chrétien Michel Aoun).

- Sur les questions énergétiques, il a proposé que l'État reconnaisse la ligne tracée par l'ambassadeur Frederic Hof partageant les zones maritimes israélienne et libanaise de manière à faciliter l'exploitation des réserves de gaz. Ses interlocuteurs ont refusé car cette idée qui fait passer un sixième des eaux territoriales libanaises sous contrôle israélien.

- Sur la question syrienne,

- il a d'abord tenté d'obtenir le ralliement du Liban à la position du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni). Les Libanais lui ont rappelé s'être engagés en juin 2012 —à la demande de Washington— à la neutralité de l'État (déclaration de Baabda) et ne pas pouvoir changer cette position sans une large concertation ;

- il a également demandé de garder les réfugiés syriens de manière à les utiliser comme moyen de pression sur la Syrie, mais ils s'y sont opposés. Il n'y a pas de raison de les conserver au Liban alors que les combats ont cessé dans presque toute la Syrie où l'on a besoin d'eux. Réseau Voltaire 22 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Le sionisme date du XVIIe siècle. Abandonné, il renaîtra à la fin du XIXe siècle.

LVOG - Le sionisme (Banquiers, négociants, commerçants), les oripeaux des monarchies européennes et le développement du capitalisme jusqu'au néolibéralisme sont liés depuis plus de trois siècles.

- À propos du sionisme, de l'antisionisme et de l'antisémitisme par Daniel Gluckstein (POID)

La Tribune des Travailleurs, le 27 février 2019, publié le 13 mars 2019 sur Internet

Le projet politique appelé « sionisme » est né à la fin du XIXe siècle. L'antisionisme est presque aussi vieux. Dès 1901, le Bund – Parti social-démocrate juif, majoritaire parmi les masses juives opprimées par l'empire des tsars – « devient antisioniste » jusqu'à décréter : « Que ce soit dans les organisations économiques (caisses) ou politiques (sections bundistes), il ne faut pas admettre les sionistes » (1).

Jusqu'à l'extermination massive des juifs par les nazis, le sionisme constitue un courant minoritaire au sein du prolétariat juif d'Europe de l'Est. L'antisionisme y domine très largement : en particulier, le Bund majoritaire et les organisations communistes se fixent de faire triompher l'aspiration des masses juives à l'égalité et à l'émancipation politique et sociale là où elles vivent (2).

Telle est la réalité historique : né au sein des populations juives d'Europe de l'Est et de leurs organisations ouvrières, l'antisionisme peut difficilement être taxé d'antisémitisme, surtout pour qui a en mémoire que l'immense majorité de ces communautés juives de Pologne, d'Ukraine, de Lituanie sera exterminée par les nazis !

Après la Seconde Guerre mondiale, ce fut par une décision commune de Staline et des impérialismes britannique, américain, français, que fut créé l'État d'Israël, non pas d'abord comme réponse à l'extermination des juifs, mais d'abord et avant tout comme instrument de la politique de l'impérialisme dans la région. Depuis sa création, cet État poursuit la logique du sionisme, expulsant les Palestiniens de leurs terres, les privant de tous leurs droits, à commencer par le droit au retour.

Depuis des décennies, les sionistes arguent de la montée (réelle ou supposée, selon les cas) de l'antisémitisme pour tenter de convaincre les juifs du monde entier de rejoindre leur prétendue patrie. Ici réside l'échec patent du sionisme : malgré la propagande déployée, et quelle que soit leur sympathie plus ou moins grande pour l'État d'Israël, le fait est que, dans leur très grande majorité, les juifs et les personnes d'origine juive dans le monde entier choisissent de rester dans les pays où ils vivent et non de rejoindre Israël.

De courant principalement juif à l'origine, l'antisionisme est, depuis 1947, le point de ralliement du peuple palestinien confronté à l'injustice, la discrimination, la persécution et de tous ceux qui s'identifient dans le monde entier à la cause palestinienne.

Que, craignant de tomber sous le coup de la loi Gayssot (3), certains camouflent leur antisémitisme sous un prétendu antisionisme, le procédé n'est pas nouveau. Comme toute manifestation d'antisémitisme, quel que soit son camouflage, celle-ci doit être combattue et condamnée (4).

Cela ne saurait justifier le discours de Macron qui, le 20 février (5), a osé déclarer : « L'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme », dénonçant « derrière la négation même de l'existence d'Israël, la haine des juifs la plus primaire. » En annonçant une loi punissant l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme, Macron se rend coupable de révisionnisme historique, de dérive totalitaire et d'incitation à l'antisémitisme.

Révisionnisme historique pour les raisons indiquées plus haut : né parmi les masses juives en réaction au sionisme, l'antisionisme ne saurait être antisémite. Dérive totalitaire : la République reconnaît la liberté de penser à tous ses citoyens, liberté gravement remise en cause par l'interdiction de dire que l'État d'Israël procède d'un projet discriminatoire (restriction de liberté qui va de pair avec la répression policière contre les manifestants et la nouvelle loi restreignant le droit de manifester).

C'est aussi une incitation de fait à l'antisémitisme. Si ce projet de loi passait, les Français d'origine juive se verraient contraints à une solidarité obligée avec l'État d'Israël, puisque leur sort en serait indissociable ! N'en déplaise à M. Macron, nombreux sont nos concitoyens, d'origine juive ou non, qui refusent toute solidarité avec un État fondé sur la discrimination, et qui revendiquent, en Palestine comme en France, l'égalité des droits de tous, quelles que soient l'origine, la religion, la langue. Ils sont nombreux à revendiquer avec le peuple palestinien le droit à la terre, le droit à la nation et le droit au retour sur les terres dont ils ont été chassés.

Ancien président de Médecins sans frontières, le Dr Rony Brauman, s'exprimant « en tant que juif et citoyen français », a déclaré ce 22 février : « Les deux populations vivent de facto dans un seul État, sous une même autorité, mais l'une a tous les droits, l'autre n'en a aucun. Je pense que c'est le démantèlement de ce système d'apartheid qui est à l'ordre du jour. »

Que cela plaise ou non à MM. Macron et consorts, c'est le droit de chacun, d'origine juive ou non, de combattre pour « le démantèlement de ce système d'apartheid ». C'est un objectif de liberté, d'égalité, de justice et de paix entre tous les peuples.

(1) Henri Minczeles, Histoire générale du Bund : un mouvement révolutionnaire juif, 1995.

(2) « Là où nous vivons, là est notre pays », proclame une affiche électorale (en yiddish) du Bund en 1926.

(3) Ce qui montre au passage les limites de la tentative d'interdire le racisme ou l'antisémitisme par une loi... Mais c'est un autre débat.

(4) Voir le communiqué du POID* publié dans le précédent numéro de La Tribune des travailleurs.

(5) Lors du dîner du Crif, le 20 février.

- Qui est l'ennemi ? - Réseau Voltaire 4 août 2014

Extrait.

Qu'est ce que le sionisme ?

Au milieu du XVIIe, les calvinistes britanniques se regroupèrent autour d'Oliver Cromwell et remirent en cause la foi et la hiérarchie du régime. Après avoir renversé la monarchie anglicane, le « Lord protecteur » prétendit permettre au peuple anglais de réaliser la pureté morale nécessaire pour traverser une tribulation de 7 ans, accueillir le retour du Christ et vivre paisiblement avec lui durant 1 000 ans (le « Millenium »). Pour ce faire, selon son interprétation de La Bible, les juifs devaient être dispersés aux confins de la terre, puis regroupés en Palestine et y reconstruire le temple de Salomon. Sur cette base, il instaura un régime puritain, leva en 1656 l'interdiction qui était faite aux juifs de s'installer en Angleterre et annonça que son pays s'engageait à créer en Palestine l'État d'Israël [4]

La secte de Cromwell ayant été à son tour renversée à la fin de la « Première Guerre civile anglaise », ses partisans tués ou exilés, et la monarchie anglicane ayant été rétablie, le sionisme (c'est-à-dire le projet de création d'un État pour les juifs) fut abandonné. Il ressurgit au XVIIIe siècle avec la « Seconde Guerre civile anglaise » (selon la dénomination des manuels d'Histoire du secondaire au Royaume-Uni) que le reste du monde connaît comme la « guerre d'indépendance des États-Unis » (1775-83). Contrairement à une idée reçue, celle-ci ne fut pas entreprise au nom de l'idéal des Lumières qui anima quelques années plus tard la Révolution française, mais financée par le roi de France et conduite pour des motifs religieux au cri de « Notre Roi, c'est Jésus ! ».

George Washington, Thomas Jefferson et Benjamin Franklin, pour ne citer qu'eux, se sont présentés comme les successeurs des partisans exilés d'Oliver Cromwell. Les États-Unis ont donc logiquement repris son projet sioniste.

En 1868, en Angleterre, la reine Victoria désigna comme Premier ministre, le juif Benjamin Disraéli. Celui-ci proposa de concéder une part de démocratie aux descendants des partisans de Cromwell de manière à pouvoir s'appuyer sur tout le peuple pour étendre le pouvoir de la Couronne dans le monde. Surtout, il proposa de s'allier à la diaspora juive pour conduire une politique impérialiste dont elle serait l'avant-garde. En 1878, il fit inscrire « la restauration d'Israël » à l'ordre du jour du Congrès de Berlin sur le nouveau partage du monde.

C'est sur cette base sioniste que le Royaume-Uni rétablit ses bonnes relations avec ses anciennes colonies devenues États-Unis à l'issue de la « Troisième Guerre civile anglaise » —connue aux États-Unis comme la « guerre civile américaine » et en Europe continentale comme la « guerre de Sécession » (1861-65)— qui vit la victoire des successeurs des partisans de Cromwell, les WASP (White Anglo-Saxon Puritans) [5]. Là encore, c'est tout à fait à tort que l'on présente ce conflit comme une lutte contre l'esclavage alors que 5 États du Nord le pratiquaient encore.

Jusqu'à la presque fin du XIXe siècle, le sionisme est donc exclusivement un projet puritain anglo-saxon auquel seule une élite juive adhère. Il est fermement condamné par les rabbins qui interprètent la Torah comme une allégorie et non pas comme un plan politique.

Parmi les conséquences actuelles de ces faits historiques, on doit admettre que si le sionisme vise à la création d'un État pour les juifs, il est aussi le fondement des États-Unis. Dès lors, la question de savoir si les décisions politiques de l'ensemble sont prises à Washington ou à Tel-Aviv n'a plus qu'un intérêt relatif. C'est la même idéologie qui est au pouvoir dans les deux pays. En outre, le sionisme ayant permis la réconciliation entre Londres et Washington, le remettre en cause, c'est s'attaquer à cette alliance, la plus puissante au monde.

L'adhésion du peuple juif au sionisme anglo-saxon

Dans l'Histoire officielle actuelle, il est d'usage d'ignorer la période XVIIe-XIXe siècle et de présenter Theodor Herzl comme le fondateur du sionisme. Or, selon les publications internes de l'Organisation sioniste mondiale, ce point est également faux.

Le vrai fondateur du sionisme contemporain n'était pas juif, mais chrétien dispensationaliste. Le révérend William E. Blackstone était un prêcheur états-unien pour qui les vrais chrétiens n'auraient pas à participer aux épreuves de la fin des temps. Il enseignait que ceux-ci seraient enlevés au ciel durant la bataille finale (le « ravissement de l'Église », en anglais « the rapture »). À ses yeux, les juifs livreraient cette bataille et en sortiraient à la fois convertis au Christ et victorieux.

C'est la théologie du révérend Blackstone qui a servi de base au soutien sans faille de Washington à la création d'Israël. Et ceci bien avant que l'AIPAC (le lobby pro-Israélien) soit créé et prenne le contrôle du Congrès. En réalité, le pouvoir du lobby ne vient pas tant de son argent et de sa capacité à financer des campagnes électorales que de cette idéologie toujours présente aux USA [6].

La théologie du ravissement pour aussi stupide qu'elle puisse paraître est aujourd'hui très puissante aux États-Unis. Elle représente un phénomène en librairie et au cinéma (voir le film *Left Behind*, avec Nicolas Cage, à paraître en octobre).

Theodor Herzl était un admirateur du diamantaire Cecil Rhodes, le théoricien de l'impérialisme britannique et fondateur de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie (auquel il donna son nom) et de la Zambie (ex-Rhodésie du Nord). Herzl était juif, mais pas israélite et n'avait pas circoncis son fils. Athée comme beaucoup de bourgeois européens de son époque, il préconisa d'abord d'assimiler les juifs en les convertissant au christianisme. Cependant, reprenant la théorie de Benjamin Disraéli, il arriva à la conclusion qu'une meilleure solution était de les faire participer au colonialisme britannique en créant un État juif, dans l'actuel Ouganda ou en Argentine. Il suivit l'exemple de Rhodes dans la manière d'acheter des terres et de créer l'Agence juive.

Blackstone parvint à convaincre Herzl de joindre les préoccupations des dispensationnalistes à celles des colonialistes. Il suffisait pour cela d'envisager de créer Israël en Palestine et de multiplier les références bibliques. Grâce à cette idée assez simple, ils parvinrent à faire adhérer la majorité des juifs européens à leur projet. Aujourd'hui Herzl est enterré en Israël (sur le Mont Herzl) et l'État a placé dans son cercueil La Bible annotée que Blackstone lui avait offerte.

Le sionisme n'a donc jamais eu comme objectif de « sauver le peuple juif en lui donnant une patrie », mais de faire triompher l'impérialisme anglo-saxon en y associant les juifs. En outre, non seulement le sionisme n'est pas un produit de la culture juive, mais la majorité des sionistes n'a jamais été juive, tandis que la majorité des juifs sionistes ne sont pas israéliens. Les références bibliques, omniprésentes dans le discours officiel israélien, ne reflètent la pensée que de la partie croyante du pays et sont avant tout destinées à convaincre la population états-unienne.

C'est à cette période que l'on créa le mythe du peuple juif. Jusque-là, les juifs se considéraient comme appartenant à une religion et admettaient que leurs membres européens n'étaient pas des descendants des juifs de Palestine, mais de populations converties au cours de l'Histoire [7].

Blackstone et Herzl ont artificiellement fabriqué l'idée selon laquelle tous les juifs du monde seraient des descendants des juifs antiques de Palestine. Dès lors, le mot juif s'applique non seulement à la religion israélite, mais désigne aussi une ethnie. En se fondant sur une lecture littérale de La Bible, ils sont devenus les bénéficiaires d'une promesse divine sur la terre palestinienne.

Le pacte anglo-saxon pour la création d'Israël en Palestine

La décision de créer un État juif en Palestine a été prise conjointement par les gouvernements britannique et états-unien. Elle a été négociée par le premier juge juif à la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, sous les auspices du révérend Blackstone et fut approuvée aussi bien par le président Woodrow Wilson que par le Premier ministre David Lloyd George, dans le sillage des accords franco-britanniques Sykes-Picot de partage du « Proche-Orient ». Cet accord fut progressivement rendu public.

Le futur secrétaire d'État pour les Colonies, Leo Amery, fut chargé d'encadrer les anciens du « Corps des muletiers de Sion » pour créer, avec deux agents britanniques Ze'ev Jabotinsky et Chaim Weizmann, la « Légion juive », au sein de l'armée britannique.

Le ministre des Affaires étrangères Lord Balfour adressa une lettre ouverte à Lord Walter Rotschild pour s'engager à créer un « foyer national juif » en Palestine (2 novembre 1917). Le président Wilson inclut parmi ses buts de guerre officiels (le n°12 des 14 points présentés au Congrès le 8 janvier 1918) la création d'Israël [8]

Par conséquent, la décision de créer Israël n'a aucun rapport avec la destruction des juifs d'Europe survenue deux décennies plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale.

Durant la conférence de paix de Paris, l'émir Fayçal (fils du chérif de La Mecque et futur roi d'Irak britannique) signa, le 3 janvier 1919, un accord avec l'Organisation sioniste, s'engageant à soutenir la décision anglo-saxonne.

La création de l'État d'Israël, qui s'est faite contre la population de Palestine, s'est donc aussi faite avec l'accord des monarches arabes qui furent les premiers leaders sionistes musulmans. En outre, à l'époque, le chérif de La Mecque, Hussein ben Ali, n'interprétait pas le Coran à la manière du Hamas. Il ne pensait pas qu'« une terre musulmane ne peut être gouvernée par des non-musulmans ».

La création juridique de l'État d'Israël

En mai 1942, les organisations sionistes tinrent leur congrès à l'hôtel Biltmore de New York. Les participants décidèrent de transformer le « foyer national juif » de Palestine en « Commonwealth juif » (référence au Commonwealth par lequel Cromwell remplaça brièvement la monarchie britannique) et d'autoriser l'immigration massive des juifs vers la Palestine. Dans un document secret, trois objectifs étaient précisés : « (1) l'État juif embrasserait la totalité de la Palestine et probablement la Transjordanie ; (2) le déplacement des populations arabes en Irak et (3) la prise en main par les juifs des secteurs du développement et du contrôle de l'économie dans tout le Moyen-Orient ».

La presque totalité des participants ignoraient alors que la « solution finale de la question juive » (die Endlösung der Judenfrage) venait juste de débiter secrètement en Europe.

En définitive, alors que les Britanniques ne savaient plus comment satisfaire à la fois les juifs et les arabes, les Nations unies (qui ne comptaient alors que 46 États membres) proposèrent un plan de partage de la Palestine à partir des indications que les Britanniques lui fournirent. Un État binational devait être créé comprenant un État juif, un État arabe et une zone « sous régime international particulier » pour administrer les lieux saints (Jérusalem et Bethléem). Ce projet fut adopté par la Résolution 181 de l'Assemblée générale [9].

Sans attendre la suite des négociations, le président de l'Agence juive, David Ben Gourion, proclama unilatéralement l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis. Les arabes du territoire israélien furent placés sous la loi martiale, leurs déplacements furent limités et leurs passeports confisqués. Les pays arabes nouvellement indépendants intervinrent. Mais sans armées encore constituées, ils furent rapidement battus. Au cours de cette guerre, Israël procéda à un nettoyage ethnique et contraignit au moins 700 000 arabes à fuir.

L'Onu envoya comme médiateur, le comte Folke Bernadotte, un diplomate suédois qui sauva des milliers de juifs durant la guerre. Il constata que les données démographiques transmises par les autorités britanniques étaient fausses et exigea la pleine application du plan de partage de la Palestine. Or, la Résolution 181 implique le retour des 700 000 arabes expulsés, la création d'un État arabe et l'internationalisation de Jérusalem.

L'envoyé spécial de l'Onu fut assassiné, le 17 septembre 1948, sur ordre du futur Premier ministre, Yitzhak Shamir.

Furieuse, l'Assemblée générale des Nations unies adopta la Résolution 194 qui réaffirme les principes de la Résolution 181 et, en outre, proclame le droit inaliénable des Palestiniens à retourner chez eux et à être indemnisés des préjudices qu'ils viennent de subir [10].

Cependant, Israël ayant arrêté les assassins de Bernadotte, les ayant jugés et condamnés, fut accepté au sein de l'Onu sur la promesse d'en honorer les résolutions. Or tout cela n'était que mensonges. Immédiatement après les assassins furent amnistiés et le tireur devint le garde du corps personnel du Premier ministre David Ben Gourion.

Depuis son adhésion à l'Onu, Israël n'a cessé d'en violer les résolutions qui se sont accumulées à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Ses liens organiques avec deux membres du Conseil disposant du droit de veto l'ont placé en dehors du droit international. C'est devenu un État off shore permettant aux États-Unis et au Royaume-Uni de feindre respecter eux-mêmes le droit international alors qu'ils le violent depuis ce pseudo-État.

Il est absolument erroné de croire que le problème posé par Israël ne concerne que le Proche-Orient. Aujourd'hui, Israël agit partout militairement dans le monde en couverture de l'impérialisme anglo-saxon. En Amérique latine, ce sont des agents israéliens qui ont organisé la répression durant le coup d'État contre Hugo Chavez (2002) ou le renversement de Manuel Zelaya (2009). En Afrique, ils étaient partout présents durant la guerre des Grands lacs et ont organisé l'arrestation de Mouamar el-Kadhafi. En Asie, ils ont dirigé l'assaut et le massacre des Tigres tamouls (2009), etc. Chaque fois, Londres et Washington jurent n'y être pour rien. En outre, Israël contrôle de nombreuses institutions médiatiques et financières (telle que la Réserve fédérale états-unienne).

[1] « Extension de la guerre du gaz au Levant », par Thierry Meyssan, Al-Watan/Réseau Voltaire, 21 juillet 2014.

[2] « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient et l'offensive israélienne à Gaza », Réseau Voltaire, 22 juillet 2014.

[3] « Déclaration du Président du Conseil de sécurité sur la situation à Gaza », Réseau Voltaire, 28 juillet 2014.

[4] Sur l'histoire du sionisme, on se reportera au chapitre correspondant (« Israël et les Anglo-Saxons ») de mon livre L'Effroyable imposture 2, Manipulations et désinformations, Edition Alphée, 2007. Les lecteurs y trouveront de nombreuses références bibliographiques.

[5] The Cousins' Wars : Religion, Politics, Civil Warfare and the Triumph of Anglo-America, par Kevin Phillips, Basic Books (1999).

[6] Voir notamment American Theocracy (2006) de Kevin Phillips, un historien exceptionnel qui fut un des conseillers de Richard Nixon. [7] Une synthèse des travaux historiques sur ce sujet : Comment le peuple juif fut inventé, par Shlomo Sand, Fayard, 2008.

[8] La formulation du point 12 est particulièrement sibylline. Ainsi, lors de la conférence de paix de Paris, en 1919, l'émir Fayçal l'évoqua pour revendiquer le droit des peuples anciennement sous le joug ottoman à disposer d'eux-mêmes. Il s'entendit répondre qu'il avait le choix entre une Syrie placée sous un ou sous plusieurs mandats. La délégation sioniste fit valoir que Wilson s'y était engagé à soutenir le Commonwealth juif à la grande surprise de la délégation états-unienne. En définitive, Wilson confirma par écrit qu'il fallait entendre le point 12 comme un engagement de Washington pour la création d'Israël et la restauration de l'Arménie. « Les quatorze points du président Wilson », Réseau Voltaire, 8 janvier 1918.

[9] « Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'Onu », Réseau Voltaire, 29 novembre 1947.

[10] « Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU », Réseau Voltaire, 11 décembre 1948.

- 14 décembre 1655. Cromwell accueille les juifs - croirepublications.com 14.12.2015

Extrait.

Le décret de 1290 avait expulsé la communauté juive d'Angleterre

En 1655, on décide l'ouverture en Angleterre d'une conférence à Whitehall sur la réadmission des Juifs en Angleterre, sous l'égide d'Oliver Cromwell.

Manassé Ben Israël est invité en Angleterre et est reçu avec tous les honneurs. La Conférence se déroule du 4 au 18 décembre 1655. Elle commence par affirmer qu'il n'existe pas d'obstacle juridique à la réadmission des Juifs en Angleterre. L'on discute ensuite de l'opportunité d'une telle réadmission. Le débat divise alors profondément libéraux et conservateurs. Cromwell assiste à chaque séance et s'exprime en faveur de la réadmission des Juifs. Mais la plupart des membres du comité lui résiste. Toutefois, deux juges affirment que la loi n'interdit pas les Juifs à s'installer en Angleterre.

En ce jour, le 14 Décembre 1655, il était évident que le comité ne parviendra jamais à une décision. Cromwell disperse la conférence sans qu'aucune décision n'y ait été prise, mais ses membres savent que Cromwell a l'intention d'admettre les Juifs officiellement si nécessaire.

Tout le comité élabore un document recommandant que si les Juifs étaient réadmis en Angleterre, il faudrait les empêcher de diffamer le christianisme et de travailler le dimanche. D'acquérir certaines charges, d'employer serviteurs chrétiens ou de chercher à convertir les chrétiens au judaïsme. Rien de tout cela n'est devenu une loi.

A partir de 1656, les juifs sont venus en Angleterre en nombre croissant et leur population a atteint jusqu'à un quart de million. Les Juifs de Grande-Bretagne ont été la plupart du temps bien traités. On leur accorda tous les droits que l'on pouvait leur accorder, c'est à dire tous les droits qui ne nécessitaient pas de prêter un serment chrétien, et les Juifs prirent part à la vie de la cité. croirepublications.com 14.12.2015

K. Marx : La Question juive

LVOG - Je rappelle que Marx était issu d'un milieu bourgeois juif et qu'il était le mieux placé pour l'observer et l'analyser, donc impossible de le taxer d'antisémitisme.

En lisant ces extraits, vous comprendrez pourquoi l'oligarchie défend férocement l'existence d'Israël, pourquoi à l'heure du néolibéralisme, de la finance triomphante, pourquoi Israël occupe une place politique aussi importante, pourquoi chacun devrait se prosterner devant le marché et adopter l'argent comme seul valeur ou idéal. Mais aussi pourquoi l'antisionisme leur est intolérable et ils l'assimilent à l'antisémitisme, parce que "*L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme*, c'est l'émancipation du règne du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme que combattent les sionistes, les oligarques.

Extraits.

Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours. Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même.

Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société. D'autre part, du moment qu'il reconnaît la vanité de son essence pratique et s'efforce de supprimer cette essence, le Juif tend à sortir de ce qui fut jusque-là son développement, travaille à l'émancipation humaine générale et se tourne vers la plus haute expression pratique de la renonciation ou aliénation humaine.

Nous reconnaissons donc dans le judaïsme un élément antisocial général et actuel qui, par le développement historique auquel les Juifs ont, sous ce mauvais rapport, activement participé, a été poussé à son point culminant du temps présent, à une hauteur où il ne peut que se désagrèger nécessairement.

Dans sa dernière signification, l'émancipation juive consiste à émanciper l'humanité du judaïsme.

Le Juif s'est émancipé déjà, mais d'une manière juive. « Le Juif par exemple, qui est simplement toléré à Vienne, détermine, par sa puissance financière, le destin de tout l'empire. Le Juif, qui dans les moindres petits états allemands, peut être sans droits, décide du destin de l'Europe. »

« Tandis que les corporations et les jurandes restent fermées aux Juifs ou ne leur sont guère favorables, l'audace de l'industrie se moque de l'entêtement des institutions moyenâgeuses. » (B. Bauer, La Question juive, p. 114.)

Ceci n'est pas un fait isolé. Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier,

mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs.

« Les habitants religieux et politiquement libres de la Nouvelle-Angleterre, rapporte par exemple le colonel Hamilton, sont une espèce de Laocoon, qui ne fait pas le moindre effort pour se délivrer des serpents qui l'enserrent. Mammon est leur idole qu'ils adorent non seulement des lèvres mais de toutes les forces de leur corps et de leur esprit. La terre n'est à leurs yeux qu'une Bourse, et ils sont persuadés qu'ils n'ont ici-bas d'autre destinée que de devenir plus riches que leurs voisins. Le trafic s'est emparé de toutes leurs pensées, et ils n'ont d'autre délassément que de changer d'objets. Quand ils voyagent, ils emportent, pour ainsi dire, leur pacotille ou leur comptoir sur leur dos et ne parlent que d'intérêt et de profit; et s'ils perdent un instant leurs affaires de vue, ce n'est que pour fourrer leur nez dans les affaires de leurs concurrents. »

Bien plus ! La suprématie effective du judaïsme sur le monde chrétien a pris, dans l'Amérique du Nord, cette expression normale et absolument nette : l'annonce de l'Évangile, la prédication religieuse est devenue un article de commerce, et le négociant failli de l'Évangile s'occupe d'affaires tout comme le prédicateur enrichi. Tel que vous voyez à la tête d'une congrégation respectable a commencé par être marchand; son commerce étant tombé, il s'est fait ministre. Cet autre a débuté par le sacerdoce -, mais , dès qu'il a eu quelque somme d'argent à sa disposition, il a laissé la chaire pour le négoce. Aux yeux d'un grand nombre, le ministère religieux est une véritable carrière industrielle. » (Beaumont, p. 185-186.)

Si nous en croyons Bauer, nous nous trouvons en face d'une situation mensongère : en théorie, le Juif est privé des droits politiques alors qu'en pratique il dispose d'une puissance énorme et exerce en gros son influence politique diminuée en détail. (La Question juive, p. 114.)

La contradiction qui existe entre la puissance politique réelle du Juif et ses droits politiques, c'est la contradiction entre la politique et la puissance de l'argent. La politique est théoriquement au-dessus de la puissance de l'argent, mais pratiquement elle en est devenue la prisonnière absolue.

Le judaïsme s'est maintenu à côté du christianisme non seulement parce qu'il constituait la critique religieuse du christianisme et personnifiait le doute par rapport à l'origine religieuse du christianisme, mais encore et tout autant, parce que l'esprit pratique juif, parce que le judaïsme s'est perpétué dans la société chrétienne et y a même reçu son développement le plus élevé. Le Juif, qui se trouve placé comme un membre particulier dans la société bourgeoise, ne fait que figurer de façon spéciale le judaïsme de la société bourgeoise.

Le judaïsme s'est maintenu, non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire.

C'est du fond de ses propres entrailles que la société bourgeoise engendre sans cesse le Juif.

Quelle était en soi la base de la religion juive ? Le besoin pratique, l'égoïsme.

Le monothéisme du Juif est donc, en réalité, le polythéisme des besoins multiples, un polythéisme qui fait même des lieux d'aisance un objet de la loi divine. Le besoin pratique, l'égoïsme est le principe de la société bourgeoise et se manifeste comme tel sous sa forme pure, dès que la société bourgeoise a complètement donné naissance à l'état politique. Le dieu du besoin pratique et de l'égoïsme, c'est l'argent.

L'argent est le dieu jaloux, d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister. L'argent abaisse tous les dieux de l'homme et les change en marchandise. L'argent est la valeur générale et constituée en soi de toutes choses. C'est pour cette raison qu'elle a dépouillé de leur valeur propre le monde entier, le monde des hommes ainsi que la nature.

L'argent, c'est l'essence séparée de l'homme, de son travail, de son existence; et cette essence étrangère le domine et il l'adore.

Le dieu des Juifs s'est sécularisé et est devenu le dieu mondial. Le change, voilà le vrai dieu du Juif. Son dieu n'est qu'une traite illusoire.

L'idée que, sous l'empire de la propriété privée et de l'argent, on se fait de la nature, est le mépris réel, l'abaissement effectif de la religion, qui existe bien dans la religion juive, mais n'y existe que dans l'imagination.

Ce qui est contenu sous une forme abstraite dans la religion juive, le mépris de la théorie, de l'art, de l'histoire, de l'homme considéré comme son propre but, c'est le point de vue réel et conscient, la vertu de l'homme d'argent. Et même les rapports entre l'homme et la femme deviennent un objet de commerce ! La femme devient l'objet d'un trafic.

La nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent.

La loi sans fondement ni raison du Juif n'est que la caricature religieuse de la moralité et du droit sans fondement ni raison, des rites purement formels, dont s'entoure le monde de l'égoïsme.

Le judaïsme atteint son apogée avec la perfection de la société bourgeoise; mais la société bourgeoise n'atteint sa perfection que dans le monde chrétien. Ce n'est que sous le règne du christianisme, qui extériorise tous les rapports nationaux, naturels, moraux et théoriques de l'homme, que la société bourgeoise pouvait se séparer complètement de la voie de l'État, déchirer tous les liens génériques de l'homme et mettre à leur place l'égoïsme, le besoin égoïste, décomposer le monde des hommes en un monde d'individus atomistiques, hostiles les uns aux autres.

Le christianisme est issu du judaïsme, et il a fini par se ramener au judaïsme.

Par définition, le chrétien fut le Juif théorisant le Juif est, par conséquent, le chrétien pratique, et le chrétien pratique est redevenu juif.

Ce n'est qu'en apparence que le christianisme a vaincu le judaïsme réel. Il était trop élevé, trop spiritualiste, pour éliminer la brutalité du besoin pratique autrement qu'en la sublimant, dans une brume éthérée.

Le christianisme est la pensée sublime du judaïsme, le judaïsme est la mise en pratique vulgaire du christianisme; mais cette mise en pratique ne pouvait devenir générale qu'après que le christianisme, en tant que religion parfaite, eut achevé, du moins en théorie, de rendre l'homme étranger à lui-même et à la nature.

Ce n'est qu'alors que le judaïsme put arriver à la domination générale et extérioriser l'homme et la nature aliénés à eux-mêmes, en faire un objet tributaire du besoin égoïste et du trafic.

L'aliénation, c'est la pratique du dessaisissement. De même que l'homme, tant qu'il est sous l'emprise de la religion, ne sait concrétiser son être qu'en en faisant un être fantastique et étranger, de même il ne peut, sous l'influence du besoin égoïste, s'affirmer pratiquement et produire des objets pratiques qu'en soumettant ses produits ainsi que son activité à la domination d'une entité étrangère et en leur attribuant la signification d'une entité étrangère, l'argent.

Dans la pratique parfaite, l'égoïsme spiritualiste du chrétien devient nécessairement l'égoïsme matériel du Juif, le besoin céleste se mue en besoin terrestre, le subjectivisme en égoïsme. La ténacité du Juif, nous l'expliquons non par sa religion, mais plutôt par le fondement humain de sa religion, le besoin pratique, l'égoïsme.

C'est parce que l'essence véritable du Juif s'est réalisée, sécularisée d'une manière générale dans la société bourgeoise, que la société bourgeoise n'a pu convaincre le Juif de l'irréalité de son essence religieuse qui n'est précisément que la conception idéale du besoin pratique. Aussi ce n'est pas seulement dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours, non pas une essence abstraite, mais une essence hautement empirique, non pas en tant que limitation sociale du Juif, mais en tant que limitation juive de la société.

Dès que la société parvient à supprimer l'essence empirique du judaïsme, le trafic de ses conditions, le Juif est devenu impossible, parce que sa conscience n'a plus d'objet, parce que la base subjective du judaïsme, le besoin pratique, s'est humanisée, parce que le conflit a été supprimé entre l'existence individuelle et sensible de l'homme et son essence générique.

L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme. K. Marx : La Question juive

[Haut de page ↗](#)

Le 29 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cela fait 4 mois et 12 jours que les masses ont eu de multiples occasions de se mobiliser contre la politique de Macron, et pourtant elles ne les ont pas saisies. Pourquoi ? Quelle en est la signification politique ?

● Au format pdf (27 pages)

[LES DERNIERES INFO \(avant-hier\)](#)

[Ils osent tout. Petit précis de novlangue à des enfants par Emmanuel Macron.](#)

Quand la fabrication du consentement s'attaque à des enfants de 10 ans.

Après la répression policière n'existe pas en France, Macron a encore franchi un cran supplémentaire dans l'ignominie en se servant d'enfants pour distiller son venin à l'encontre des travailleurs qui se sont mobilisés depuis le 17 novembre 2018 et ceux qui les soutiennent, soit la majorité de la population.

Pour lire sa prestation et rendre compte de la situation réelle, quand il parle en général (on, il, ils) il faut traduire ou inverser cause et conséquence, retourner chaque accusation, employer la forme affirmative au lieu de la forme négative et vive versa. En revanche quand il parle à la première personne du singulier (je) ou il emploie le subjonctif, il n'y a rien à changer puisqu'il exprime sa réelle volonté ou une nécessité pour la classe qu'il représente.

Vous remarquerez que dans les passages qu'ont retenus les médias, c'est l'expression casser ou casseur qui revenait le plus souvent, comme s'il avait voulu terroriser ces enfants. En se livrant à un exercice d'infantilisme aussi grotesque, ce schizophrène a sans doute cru qu'ils pourraient influencer leurs parents ou faire oublier son absence d'empathie.

Quand Emmanuel Macron explique sa vision des Gilets jaunes à des enfants - Le Parisien 28.03

«On a vu arriver des gens hyper violents. Il n'y a rien dans une République qui justifie de tout casser. On n'est pas dans une tyrannie [...] Quand on est minoritaire, on n'a pas le droit de dire qu'on peut tout casser parce qu'on n'est pas d'accord. Eux, ce sont les gilets jaunes que je n'aime pas [...] Il faut que ces gens comprennent que leur cause n'en est pas une.» Des protestataires « ont mis un gilet jaune pour tout casser ». Ils « s'en fichent que ça aille mieux, ils veulent juste que ce soit leur règle qui s'impose aux autres ». « Casser, attaquer les forces de l'ordre, ne pas être respectueux avec les gens, insulter... il n'y a aucune cause qui justifie ça ». « Les casseurs, je voudrais qu'ils arrêtent le plus vite possible » car « leur cause n'en est pas une » et « il faut que les gens les soutiennent de moins en moins ». (Source : Le Parisien 28.03)

- La démocratie n'a pas d'ennemie plus redoutable que la démagogie. (Alfred Croiset, Démocraties antiques, p. 335.)

[Un autre exercice de démagogie appliquée.](#)

- "C'est le moment de vous bouger!": Mélenchon secoue ses électeurs - AFP 28 mars 2019

Les enquêtes d'opinion continuent en effet d'être mauvais pour LFI, qui ne dépasse plus les 8% d'intentions de vote, loin des 19,58% de la présidentielle.

"J'ai dit de ne pas attendre les consignes car les gens savent ce qu'il y a à faire. Mais là je vous le dis, il faut se bouger car c'est la même bataille qui fait déferler les "gilets jaunes" et celle qui nous mène au scrutin, c'est la même séquence historique", a-t-il dit.

"Nous croyons dans la démocratie. Avec la violence ce n'est jamais nous qui gagnons. Nous ne pouvons gagner que si la grande masse s'implique dans la décision".

Pour tenter de résoudre le paradoxe, existant peut-être chez des électeurs, d'appeler à voter pour des représentants au sein d'une Union européenne que l'on critique, il a expliqué: "Nous sommes 17 députés au sein de la Ve République que nous désapprouvons. La représentation politique fait partie de la démarche." (Participer, c'est collaborer, par exemple au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, collaborer, c'est cautionner, et cautionner c'est trahir ses engagements. - LVOG)

Manon Aubry avait plus tôt, à l'issue d'un plaidoyer pour la sauvegarde des services publics de santé, résumé l'argumentaire: "Faites d'un bulletin de vote trois coups: sanctionnez Emmanuel Macron, envoyez des parlementaires de combat, construisez l'alternative!" (Pures inanités ! - LVOG) AFP 28 mars 2019

[Acte XX. Ils instaurent l'état de siège.](#)

- Avignon en état de siège pour l'acte XX des "gilets jaunes" - Reuters 28 mars 2019

Le préfet du Vaucluse a interdit la manifestation des "Gilets jaunes", pressentie d'ampleur nationale samedi à Avignon (Vaucluse) à l'occasion de la 20e journée d'action du mouvement et placé la ville dans un quasi-état de siège.

"Ce sont des mesures de police préventives. Ce sera une manifestation importante avec des conséquences sur l'activité humaine et économique de la ville", a dit jeudi à la presse le préfet du Vaucluse, Bertrand Gaume.

Plusieurs milliers de "Gilets jaunes" sont attendus à Avignon pour un acte XX d'ampleur nationale, selon les appels lancés sur les réseaux sociaux. "Le caractère national de cet événement risque de provoquer un afflux de manifestants dépassant le cadre départemental et régional", a prévenu Bertrand Gaume.

"Cette manifestation lancée sur les réseaux sociaux n'existe pas en droit. Elle n'est pas déclarée", a-t-il dit. "L'arrêté qui a été pris ne porte donc pas atteinte au droit de la libre circulation".

Le périmètre d'interdiction de "toute manifestation" pris par la préfecture concerne le coeur d'Avignon et une partie des boulevards à l'extérieur des remparts de la ville.

Les principaux parkings de la Cité des papes seront fermés, de même que la gare centrale et le stationnement des bateaux sera interdit sur le port fluvial. Des monuments, le pont d'Avignon et le Palais des papes, seront également interdits au public, de même que les musées et parcs de la ville.

Des précautions ont été prises pour sécuriser les chantiers en déplaçant les engins et en sécurisant le matériel susceptible d'être utilisé comme une arme par les manifestants. Deux marchés de la ville ont été annulés et de nombreuses manifestations festives ont été reportés comme les portes ouvertes sur le campus d'Avignon.

L'important dispositif de sécurité, dont les contours n'ont pas été précisés, sera composé de forces de l'ordre du Vaucluse et de renforts extra-départementaux, dont le nombre était jeudi "encore en cours d'arbitrage".

"Ce sera le dispositif le plus important de ces vingt dernières semaines. On sait bien que depuis le début du mouvement il y a une forme d'émulation sur les réseaux sociaux. On s'y prépare en conséquence", a affirmé le préfet du Vaucluse. Reuters 28 mars 2019

PREMIERE PARTIE

Autisme ou déni.

Réaliser l'unité de la gauche (Volontairement sans guillemets) ou des opportunistes, créer un rapport de forces, oeuvrer à une meilleure répartition des richesses, autant de mots d'ordre qui ont signifié la faillite du mouvement ouvrier et de son avant-garde, mais auxquels ils s'accrochent désespérément comme si de rien n'était.

Quelques sujets de réflexion.

1- Un internaute. Nouvelle devise orwelienne (une de plus) en macronie : La sagesse c'est la soumission.

Samedi 23 mars, Geneviève Legay, militante d'Attac, septuagénaire a été grièvement blessée à Nice lors d'une manifestation de gilets jaunes. Emmanuel Macron lui souhaite "un prompt rétablissement, et peut-être une forme de sagesse".

LVOG - Personnellement, j'ai conseillé à mon épouse vivant (A Aubagne) avec deux prothèses cardiaques, de ne pas sortir les jours où se déroulent des manifestations car elles peuvent dégénérer à tout moment.

2- Le montant de la dette publique mondiale s'élève désormais à 63.000 milliards de dollars (55.000 milliards d'euros). (sputniknews.com 27.03.2019)

LVOG - Elle rapporte par an aux banques privées des milliers de milliards de dollars extorqués le plus légalement du monde à tous les peuples. Légitimité la dette publique, c'est légitimité le pillage et la rente des banquiers. Un gouvernement ouvrier l'annulerait sur le champ, ainsi que la dette que les travailleurs ont contracté auprès d'une banque ou un organisme financier.

3- Lu dans un article. Les casseurs endurcis évoqués par le gouvernement le 16 mars, que le gouvernement n'a ni identifiés ni arrêtés, n'ont pas donné signe de vie. Cela soulève à nouveau avec force la question de l'identité des éléments qui se sont rendus responsables des actes de pillage le 16, vu le rôle documenté d'éléments des forces de l'ordre dans le pillage. Le soupçon existe toujours que des forces au sein de l'appareil d'État ont donné leur accord, du moins tacitement, à une provocation.

4- Macron, l'État terroriste - Reporterre 22 mars 2019

Extrait - Le recours à l'armée et l'annonce que le LBD sera employé sans limite sont l'expression nouvelle d'une politique de

terreur employée par les gouvernants à l'encontre des contestations populaires. Il faut nommer les choses pour ce qu'elles sont, et résister. Il importe de qualifier le régime politique dans lequel nous sommes, et qui n'est plus une démocratie, malgré ce que serinent jour après jour les chiens de garde. « Quelque chose glisse », observe Daniel Schneidermann, « que les médias peinent à nommer ». Il s'agit bien d'une oligarchie, mais la violence qu'elle exerce pour maintenir sa domination exprime une qualité particulière que le terme de « dérive autoritaire » ne suffit plus à qualifier. Régime autoritaire, sans doute. Mais ce qui se joue en ce moment est plus dangereux encore. Le mot d'État terroriste m'est venu. Il s'agit bien de terroriser la révolte sociale qui s'est levée depuis quatre mois. Dans une émission de radio en mars 2018, le philosophe Geoffroy de Lagasnerie disait que « Macron essaye d'instaurer un gouvernement de la terreur » : en affaiblissant les dispositifs de protection des personnes (ce que fait la politique néolibérale), expliquait M.de Lagasnerie, Emmanuel Macron rend les travailleurs soumis aux patrons, par terreur du licenciement, les chômeurs soumis aux contrôleurs, les migrants à la police, etc. Une observation comparable a été faite par l'avocate Judith Krivine : « Les gouvernements qui se succèdent privent les salariés de leurs droits et leur rendent l'accès au juge plus difficile, ce qui rend les recours de plus en plus décourageants. »

Ainsi, la violence blessante voire meurtrière des forces d'État est le volet le plus apparent d'une politique généralisée de la peur dans tous les rapports sociaux au profit des puissants. L'État terroriste de M. Macron et de la classe dont il est l'instrument n'annonce pas seulement qu'il est prêt à tuer les Gilets jaunes. Il leur refuse toute concession, et entend poursuivre sans fléchir sa politique nous entraînant dans le chaos climatique et social.

Mais quand on règne par la peur, on n'a plus d'autorité, on ne suscite plus aucune adhésion. Il ne reste que le pouvoir, dans la froide férocité du rapport de force. La bêtise criminelle des possédants dont la macronie est aujourd'hui l'expression ne doit cependant pas générer la peur par laquelle ils veulent nous paralyser, mais le simple et âpre sentiment qu'aujourd'hui, il n'est d'autre attitude digne que la résistance. Reporterre 22 mars 2019

LVOG - Résister c'est bien mais insuffisant, voire inopérant. Il est préférable de passer à l'offensive en préparant les conditions qui nous permettront de renverser le régime ou de nous emparer du pouvoir politique pour liquider les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Les masques tombent. Glucksmann le manipulateur otanien de Maïdan ou le "coup de force" permanent.

- Coup de gueule d'un fondateur de Place publique : "Glucksmann a manipulé tout le monde" - nouvelobs.com 25 mars 2019

Raphaël Glucksmann a réagi aux accusations de Farid Benlagha qui l'a apostrophé au Grand Jury de RTL, le 24 mars. "Je n'ai jamais traité les 'gilets jaunes' de fascistes, jamais, jamais, jamais !", a répondu l'essayiste. Farid Benlagha lui répond et développe ici ses arguments.

J'ai décidé de cofonder le mouvement Place publique, PP, à la suite de plusieurs réunions parisiennes. Tout a commencé au début de l'été 2018. Je reçois alors un appel. Un groupe a commencé à travailler, avec la perspective de créer un nouveau mouvement politique, avec comme approche de mettre en valeur des porteurs de causes. Occupé par mes activités [production artistique, NDLR], je ne rejoins ce groupe qu'au début du mois de septembre. L'affaire Benalla et la première grande crise de la macronie, suivie peu de temps après par l'érosion de l'image de Mélenchon, offrent à la gauche l'opportunité de formuler une nouvelle offre avec un espace qui s'élargit donc.

Après plusieurs réunions, ce petit groupe d'une trentaine de personnes grossit peu à peu. J'y rencontre quelques personnes de qualité. Notamment Thomas Porcher, Lucas Chancel, Nayla Ajaltouni. Je me laisse convaincre. En octobre la date de lancement est fixée : ça sera le 7 novembre. Les efforts pour réussir ce lancement sont admirables, et j'y prends toute ma part. Certains signaux troublants

Cependant très vite, je perçois certains signaux troublants. Fin octobre, lors d'une réunion dite de "stratégie" j'assiste à une drôle de partie. Tout d'abord je découvre que ceux qui sont réellement aux manettes sont d'anciens militants socialistes, dont je comprends très vite le positionnement, de centre gauche, bien éloigné du mien. Profils quasiment tous identiques. Des bobos parisiens, tous "blancos", au parcours scolaire balisé.

J'écoute les stratégies proposées. Toutes très classiques, sans audace. Je propose alors une autre approche. Il faut impacter le débat politique très vite et très fort. Proposer une ligne politique claire et identifiable. On me propose de définir par quels moyens. Une "méthode fonctionne toujours : l'actualité". Profiter de sujets forts qui ponctuent régulièrement la vie d'un pays ou du monde. C'est alors qu'à leur demande, j'indique avoir détecté un sujet qui risque de monter, et qui devrait avoir un écho important dans la société.

J'évoque la date du 17 novembre 2018 comme le début d'un nouveau mouvement social en gestation sur les réseaux sociaux depuis 2, 3 semaines : les "gilets jaunes". Raphaël Glucksmann se retourne alors vers moi, et me répond de manière catégorique : "Ah, non Farid, ça, on en a entendu parler, c'est un truc de fascistes et de lepénistes."

Je reste ébahi par cette réponse. Tout y est. Le mépris de classe, l'aveuglement, l'absence de connaissance de ce pays,

la déconnexion totale avec la diversité de la population française. Les semaines suivantes ne feront que confirmer ce flash. Malgré cette stupéfiante réponse je m'accroche. Le mouvement Place publique sera lancé dans quelques jours. Le succès du lancement aidant, je m'efforce de me projeter sur le premier meeting de PP prévu le 15 novembre.

La bourgeoisie blanche parisienne

Je découvre alors son organisation et son déroulé. Nouveau choc. Une liste d'intervenants comme un tableau de cette bourgeoisie blanche parisienne. J'envoie donc le 11 novembre un mail salé à toute la "direction" de Place publique. La réaction est timide mais semble tout de même aller dans mon sens. La tension n'aidant pas à esquiver mes injonctions, je constate donc un recul, mais sans lendemain. Je le comprends d'ailleurs très vite.

Le 17 novembre l'acte 1 des "gilets jaunes" marque les esprits. Je signale l'urgence d'une réaction, d'un positionnement fort à prendre, sans chercher aucune récupération, et d'autant plus facile à faire que PP est naissant et donc vierge. Mais le groupuscule autour de Glucksmann qui noyautait déjà le mouvement bloque tout. Le 24 novembre l'acte 2 des "gilets jaunes" frappe de nouveau les esprits. Je suis déjà sur le terrain. Je ressens déjà toute l'originalité et la puissance de ce mouvement, pour les bons et mauvais côtés. Mais deux jours plus tard, on découvre alors en interne qu'une tribune a été écrite dans le dos des militants et d'une partie des cofondateurs.

Une tribune qui affine politiquement Place publique à la CFDT.

Les "gilets jaunes" sont déjà en train de modifier l'Histoire de France, avec une forme de rejet d'un grand nombre d'institutions, et nous ne trouvons pas une meilleure méthode que de pondre une simple tribune, d'un ancien monde. Je ne retiens alors plus mes mots. Et j'envoie une réponse cinglante sur le fil telegram de l'AG de PP.

Certains camarades acquiescent. Mais ce fameux groupuscule autour de Glucksmann est déjà en marche, et fait bloc. Il ne cessera d'agir ainsi, foulant progressivement toutes les promesses. Après l'acte 3 des "gilets jaunes", ma décision est prise. Tout mon temps libre sera consacré aux "gilets jaunes". Je prends donc progressivement mes distances avec PP. Je garde cependant certains bons contacts, notamment avec Thomas Porcher, que j'embarque dans une réunion de "gilets jaunes" en décembre, pour tenter un dialogue entre "gilets jaunes et intellectuels". Il s'avérera être le seul au sein de PP à avoir compris ce mouvement et prit position publiquement.

Aucune ligne politique claire

En janvier 2019 le deuxième meeting occupe l'activité de PP. Toujours aucune ligne politique claire. Je sens le vide. Tels des enfants disciplinés, le petit groupuscule travaille en coulisses. De mon côté je multiplie mes participations aux différents actes le samedi, et certaines actions et conférences qui ponctuent les semaines. Le fossé se creuse, et deviendra insurmontable lorsque j'apprends que les tractations avec le PS ont déjà bien abouti. Je le signale une nouvelle fois dans le fil Telegram de PP. Je subis un front violent du groupuscule glucksmannien. La promesse d'un vote qui entérinerait une éventuelle participation de PP dans une quelconque liste tente de réduire à néant mes propos. Je n'y crois pas un mot, mais je suis déjà désintéressé.

Le vide absolu s'installe en février jusqu'à mi-mars au sein de PP. Ce silence cachait un coup de force. Une forme de putsch interne. Du jour au lendemain nous apprenons que Raphaël Glucksmann sera tête de liste d'une union PP et PS. Même la coprésidente de PP apprend la nouvelle via la presse. Aucune information interne. Aucun dialogue. Aucun vote interne. Un déni total de démocratie. Fomenté par un petit quarteron de bobos en mal de reconnaissance politique, ce coup de force choque en interne. De nombreux référents et cofondateurs le font savoir. Certains claquent la porte, comme Thomas Porcher et moi-même. Raphaël Glucksmann aura donc manipulé tout le monde, servi aucune autre cause que la sienne : se garantir un placement privé. nouvelobs.com 25 mars 2019

LVOG - La décision de créer Place publique n'a pas été prise par le clone de son père ou de BHL. Elle s'inscrit sans doute dans le cadre d'une stratégie à long terme spécifiquement imaginée pour la France par les idéologues de l'oligarchie. Peut-être craignent-ils que l'instrumentalisation de RN finisse par s'enrayer ou perdre en efficacité, ou plus certainement, ils savent que Macron est grillé et qu'il leur faut fabriquer son clone qu'ils présenteront comme son concurrent, s'ils veulent conserver les privilèges exorbitants qu'ils se sont octroyés depuis près de 40 ans, et le RN connoté à l'extrême droite ne pourrait remplir cette fonction.

LR est toujours en convalescence après le passage d'un boucher et une machination médiatico-judiciaire plus tard. Ils ont pulvérisé le PS, cependant ils peuvent être tentés de réanimer son cadavre encore fumant, mais l'opération s'avère délicate, car contrairement à l'époque du congrès d'Epinais il n'y a plus rien à gratter pour lui donner un semblant d'air progressiste, ce qui d'une certaine manière vaut également pour LR, ces deux partis ont épuisé leur potentiel institutionnel.

Quant à Générations, il sert de caution au cadavre puant du PS, et sans s'allier avec EELV il est voué à connaître le même sort. On peut penser qu'ils auraient pu être tentés de jouer cette carte comme en Allemagne, d'où leur acharnement à monter en épingle la question climatique. A ceci près que la France n'est pas l'Allemagne, d'autant plus qu'après avoir porté au pouvoir le représentant de l'oligarchie ou des multinationales et instaurer un régime autoritaire, ils ont manifesté clairement leur intention de ne céder

sur aucune revendication qui serait contraire à leurs besoins, y compris sur la question climatique ou plutôt bien au contraire, puisqu'ils comptaient l'instrumentaliser pour justifier les nouveaux sacrifices qu'ils exigeraient des masses et dont la révolte des couches les plus défavorisées des campagnes fut la réaction, fermant du même coup la porte à ce scénario au profit de la question sociale qui demeure déterminante pour l'ensemble des travailleurs.

Maintenant, après avoir créé un parti de toutes pièces à partir de rogatons ou transfuges du PS, de LR, du MoDem, donc disons de la gauche, de la droite et du centre, de fait en brassant tellement large qu'ils ont épuisé la source institutionnelle où ils pourraient puiser pour créer un second parti qui serait le clone de LREM en l'affublant d'une étiquette progressiste ou démocratique ou même de gauche, du coup ils n'ont plus d'autres solutions que fabriquer médiatiquement un autre parti à partir d'intellectuels acquis à leur cause auquel le PS devrait servir de caution pour donner un semblant de légitimité à cette démarche pour le moins périlleuse. D'autant plus qu'après Sarkozy et Hollande, la volonté affichée par Macron de ne rien céder brise nette toute tentative de recomposition politique dans le cadre des institutions de la Ve République, ce qui vaut pour le PG, le PCF, LFI puisqu'ils se soumettent également à ce cadre ou ils ne peuvent envisager de rompre avec le capitalisme, et d'une certaine manière pour l'extrême gauche pour ne pas renouer avec le programme de la révolution socialiste à l'ordre du jour, bien que toutes les conditions ne soient pas réunies pour qu'elle puisse se produire et encore moins triompher, l'un n'infirmant pas l'autre.

Quand on veut aller de l'avant et qu'on se retrouve face à un obstacle infranchissable qui stoppe notre progression, dès lors on a le choix entre abandonner notre objectif et rebrousser chemin (régresser), autrement dit on se fait à l'idée de devoir vivre sous un véritable carcan le reste de notre existence, ou alors on envisage de se doter des instruments qui nous permettrons plus tard de le franchir ou de l'abattre en les construisant patiemment pièce par pièce.

Réforme sociale ou révolution, le néolibéralisme a tranché définitivement : Ce sera la révolution. Depuis quand ?

Quand sous Mitterrand le PS adopta la politique d'austérité et rallia officiellement "l'économie de marché", il signifia par là non seulement qu'il abandonnait définitivement le socialisme pour le capitalisme, mais qu'il n'y aurait plus de place pour des réformes sociales dans l'avenir, donc que le règne de la réaction sur toute la ligne avait sonné, et que désormais il marquerait profondément de son empreinte l'ensemble des rapports qui existaient dans la société, que dans son sillage il entraînerait dans la décadence, la médiocrité, le chaos, la violence ou le règne de la terreur, la putréfaction jusqu'à la rendre méconnaissable, détestable, nauséabonde, insupportable, asociale, inhumaine, juste pour qu'une infime minorité de psychopathes fortunés conservent leurs privilèges et leur pouvoir sur le reste de la population.

Tandis que la réaction se radicalisait, les deux principaux courants du trotskysme adopteront l'attitude inverse en se dissolvant dans des partis de type "ouvert" au réformisme, NPA et PT, puis POI et POID, histoire de bien montrer que leurs dirigeants étaient incapables d'analyser la situation et encore moins son évolution à venir ou qu'ils étaient corrompus par l'idéologie de la classe dominante.

[Quand bien même on les priverait de présenter des candidats, il faut qu'ils cautionnent l'Union européenne au lieu de boycotter l'élection du 26 mai prochain.](#)

- Européennes: pas de liste pour le NPA faute de moyens AFP 26 mars 2019

Le Nouveau parti anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot n'a pas "les moyens financiers" de présenter une liste pour les élections européennes, a annoncé le parti d'extrême gauche, qui appelle à voter pour Lutte Ouvrière.

"Le coût de la seule impression des bulletins de vote et des professions de foi est en effet estimé à un million d'euros, une somme considérable pour le NPA, qui ne bénéficie d'aucun financement public", poursuit le parti, crédité d'environ 1% d'intentions de vote dans les sondages, bien en-dessous du seuil du remboursement des frais de campagne (3%).

Les porte-parole du NPA Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine Poupin feront tout de même campagne sur la "lutte contre l'austérité et les traités européens, la liberté de circulation et d'installation pour les migrants", la défense des "gilets jaunes" et la "justice sociale et climatique". AFP 26 mars 2019

LVOG - Les "problématiques de la campagne européenne" du NPA sont conformes au mirage réformiste sur lequel viennent se greffer ceux qui sont pilotés directement par l'oligarchie.

- la "lutte contre l'austérité" pour hypothétiquement récolter des miettes de la main droite aussitôt reprises par la main gauche ;
- les "traités européens" mais pas la rupture avec l'UE ;
- "la liberté de circulation et d'installation pour les migrants" made in Otan, tandis que quelque 60% des habitants de la planète se voient interdire l'accès à un visa vers les puissances occidentales ;
- la "justice sociale et climatique" qui est un amalgame macronien pour détourner les travailleurs de la question de l'Etat ou du pouvoir.

L'orientation politique du NPA, je cite ce qui figurait dans leur communiqué du 25 mars 2019 : Modifier radicalement le rapport

de forces face au gouvernement Macron, pour en finir avec sa politique au service des riches et des grands groupes capitalistes. Autrement dit, une autre politique serait possible avec ou sans Macron dans le cadre du capitalisme et ses institutions.

Nous nous disons, seul le soulèvement révolutionnaire des masses exploités permettrait d'inverser le rapport de forces entre les classes, préparons-le : Dehors Macron, hors la loi les institutions de la Ve République et le CAC40 !

Totalitarisme. Quand les anti-racistes sont des opposants fanatiques à la liberté d'expression.

- La Sorbonne dénonce l'annulation d'une pièce d'Eschyle jugée raciste par des militants - sputniknews.com 27.03

La direction de la Sorbonne a dénoncé ce mercredi l'annulation de la pièce de théâtre Les Suppliantes d'Eschyle dont la présentation a été empêchée par un groupe de militants antiracistes.

Les individus qui ont fait irruption le 25 mars à l'université de la Sorbonne pour empêcher par la force la présentation d'une pièce de théâtre d'Eschyle dont la mise en scène leur a semblé raciste est «une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création», a déclaré mercredi l'université de la Sorbonne.

«Sorbonne Université dénonce solennellement les événements qui se sont déroulés hier soir à la faculté des Lettres de Sorbonne Université. Empêcher, par la force et l'injure, la représentation d'une pièce de théâtre est une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création [...]. Les accusations de racisme ou de "racialisme" sont révélatrices d'une incompréhension totale», lit-on dans le communiqué de la Sorbonne Université avant de promettre de tout faire «pour que cette pièce puisse être jouée dans des conditions sereines».

La pièce Les Suppliantes d'Eschyle devait être jouée dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne dans le cadre du festival du théâtre antique Les Dionysies. Pendant ce spectacle, mis en scène par Philippe Brunet, directeur du théâtre Démodocos et professeur de grec ancien à l'université de Rouen, les acteurs et actrices portent des masques noirs et blancs selon les usages de l'époque.

Selon les militants de la Ligue de défense noire africaine (LDNA), de la Brigade anti-négrophobie et du Conseil représentatif des associations noires (CRAN), les masques et maquillages noirs que les acteurs devaient utiliser pour personnifier les Danaïdes, s'apparentent à «blackface».

Le metteur en scène Philippe Brunet a lui aussi publié une déclaration suite à l'annulation du spectacle.

«Il y a une différence d'ethnie géographique, pas de race. Aucun racialisme là-dedans, aucun racisme encore moins de notre part. L'an dernier, ne disposant pas de masques, nous avons maquillé les peaux blanches des comédiennes européennes ou asiatiques. Sinon, l'opposition dépeinte par le texte d'Eschyle n'est pas manifeste [...]. Le théâtre est le lieu de la métamorphose, pas le refuge des identités. Le grotesque n'a pas de couleur», a-t-il noté.

Le festival Les Dionysies se poursuit à Paris jusqu'au 30 mars. Le théâtre Démodocos doit jouer trois spectacles d'Eschyle à l'université de Jussieu: Ulysse chez Circé et Agamemnon le 27 mars et Les Choéphores-Les Euménides le 28 mars, ainsi que la trilogie L'Orestie d'Eschyle le 30 mars à la Bibliothèque nationale de France (BNF). sputniknews.com 27.03

Novlangue. Quand les médias-oligarques se charge "de veiller à la déontologie de l'information".

- Feu vert pour un "conseil de la presse", mais seulement avec "des médias volontaires" - huffingtonpost.fr 28.03

La création d'une instance d'autorégulation chargée de veiller à la déontologie de l'information, en débat depuis des années en France, est "souhaitable" et "possible", estime un rapport confié à l'ancien PDG de l'AFP Emmanuel Hoog, rendu public mercredi 27 mars.

Chargé l'an dernier d'une mission par le gouvernement, Emmanuel Hoog a remis mardi 26 mars son rapport au ministre de la Culture Franck Riester.

Réagissant à la remise du rapport Hoog, le ministre de la Culture Franck Riester a jugé que "la réflexion autour d'une telle instance est légitime et utile, tant à la profession qu'à notre démocratie".

Lors des Assises du journalisme, organisées ce mois-ci à Tours, Franck Riester avait souligné qu'un organisme de ce genre "ne peut fonctionner que si c'est la profession elle-même qui s'en saisit, parce que ça ne peut pas être une administration, ça ne peut pas être une instance politique, ça doit être une instance des professionnels pour les professionnels". huffingtonpost.fr 28.03

Commentaire d'internaute.

1- Le plus remarquable à mes yeux n'est pas tant le bidonnage de l'information que le soutien de la hiérarchie à son caniche-tête-de-gondole. On n'est pas près dans ces conditions d'avoir un "comité d'éthique" des journalistes en France, totale impunité à partir du moment où tu fais de l'audimat.

2- Hé oui. Tous les pseudos journalistes marqué du saut de "l'intouchabilité" comme Cohen, Haziza, Demorand, Lapix, Salamé... sont des chiens de garde et sont les premiers à faire ce qu'ils reprochent sans cesse aux autres. Je pose la question : quel est vraiment le rôle de ces journalistes dans notre pays ? Quels sont leurs liens avec les sphères de pouvoir, car oui, ils ne sont pas neutres. Pour qui et pour quels intérêts ils agissent ? Les réponses à ces questions sont interdites et vous savez très bien pourquoi. Seuls les mieux informés et éclairés le savent. Appelons un chat, un chat. Cessons la langue de bois. Ces gens devront rendre des comptes un jour, à moins qu'ils ne s'exilent tous dans la seule démocratie "du monde".

[Ils ont gagné un ticket pour la maison close de l'Europe.](#)

- Bernard Guetta et Stéphane Bijoux, ces journalistes sur la liste LREM - huffingtonpost.fr 27.03

Deux journalistes, le premier spécialiste des questions internationales sur France Inter, le deuxième, patron des rédactions TV de France O et d'Outre-mer 1ère qui devraient, sauf très mauvaise surprise pour la formation présidentielle, être élus au Parlement européen.

Tous deux ont officié pendant de nombreuses années sur le service public. De quoi alimenter les soupçons et la défiance de nombreux opposants qui fustigent depuis plusieurs mois -avec plus ou moins de constance- une presse complaisante avec Emmanuel Macron.

Ces deux-là ne sont d'ailleurs pas les seuls professionnels des médias à figurer sur la liste LREM. Jamais citée par les responsables de l'opposition, Catherine Chabaud, diplômée de l'Institut pratique du journalisme, y figure aussi en bonne place (5e). Navigatrice, elle a notamment dirigé la revue "Thalassa" et collaboré avec Europe 1 pendant cinq ans. huffingtonpost.fr 27.03

Commentaire d'internaute.

- De l'autre côté de l'Atlantique, le russiagate fait piteusement naufrage après deux ans de (fausses) déclarations fracassantes de la presse MSM sur la collusion Trump/Kremlin. Mueller sort de sa longue enquête les mains vides et les démocrates entament une longue et pénible période de gueule de bois après l'ivresse du début largement entretenue par une presse partielle, partisane et décérébrée.

Jeff Zucker, le patron de CNN, affirme que sa chaîne a officié dans les règles : "Nous ne sommes pas des enquêteurs. Nous sommes des journalistes, et notre travail consiste à rapporter les faits tels que nous les connaissons, ce que nous avons précisément fait". Il passe pudiquement sur la mauvaise foi crasse qui a étayé ces deux années d'agitation médiatique qui ont profondément faussé le débat démocratique de son pays, parangon autoproclamé en la matière.

<https://www.zerohedge.com/news/2019-03-26/we-are-not-investigators-cnns-jeff-zucker-unapologetic-perpetual-russia-hoax>

Notre presse, un business malsain qui couche avec les pouvoirs. Il faudrait mieux l'encadrer, comme dans nos belles contrées du nord : les journalistes en vitrine, avec de jolies lampes rouges pour indiquer publiquement leur raison d'être.

[Fabrication du consentement. Ils y travaillent inlassablement à grande échelle.](#)

- Royaume-Uni : l'université de Cambridge et le ministère de la Défense ont travaillé sur un programme de guerre psychologique
- Source : TV5 Monde 22-03-2019

Après le scandale Cambridge Analytica — entreprise accusée d'avoir utilisé les données de millions de comptes Facebook pour influencer les électeurs de la présidentielle américaine tout comme ceux du référendum sur le Brexit —, la révélation du quotidien étudiant en ligne Varsity reprise par le Guardian sur le programme d'influence militaire britannique vient confirmer un phénomène inquiétant : l'intérêt croissant de nombreux acteurs pour l'utilisation des sciences sociales et de la cognition, croisées avec les outils numériques... à des fins d'influence psychologique.

La cyberguerre du futur sera peut-être moins axée sur le piratage des réseaux électriques que sur le piratage des esprits en façonnant l'environnement dans lequel se déroule le débat politique. Tim Stevens chercheur au Kings College London, spécialiste de la "cyberguerre", interrogé pour The Guardian en 2016.

Utiliser les recherches en sciences humaines, sur le fonctionnement du cerveau, pour développer des outils de manipulation psychologique de masse n'est pas entièrement nouveau, mais le développement des usages numériques, de l'intelligence artificielle et du traitement des données en masse (big data) allié aux neurosciences donne à ces outils une efficacité insoupçonnée. Au point que des laboratoires militaires, comme celui du ministère britannique de la Défense, en fassent leur priorité et aillent jusqu'à tenter de passer des partenariats avec des entreprises privées et des instituts publics de recherche ?

Comprendre et influencer le comportement humain

C'est un article du quotidien local étudiant Varsity qui a mis l'université de Cambridge sur la sellette en février 2019. Le journal en ligne dévoilait alors le programme "Capacité de recherche en sciences sociales humaines (HSSRC)" — en partenariat avec le ministère de la Défense — qui avait comme objectif "la manipulation ciblée de l'information dans les domaines physiques et virtuels pour façonner les attitudes et les croyances dans le domaine cognitif".

Le "Laboratoire des sciences et technologies de la défense (DSTL)" du ministère de la Défense britannique, a donc travaillé au moins un an dans les locaux de l'université de Cambridge dans un local baptisé "Centre des stratégies futures". Plus d'une dizaine de chercheurs ont été sélectionnés dans des domaines aussi variés que l'architecture, la psychiatrie, les neurosciences ou la sociologie. Un document du ministère de la Défense indique clairement les grandes orientations du "laboratoire d'influence militaire"

L'approche globale stipulée dans ce document indique comme objectifs "la manipulation ciblée de l'information et l'utilisation coordonnée de tout l'éventail des capacités nationales y compris militaires, non militaires, déclarées et secrètes".

Comment définir ce qui a été engagé en 2017 par l'armée britannique dans le "Centre des stratégies futures" de l'université de Cambridge ? L'expression la plus adaptée semble être "laboratoire de propagande"... Mais un laboratoire de propagande d'un genre particulier puisqu'utilisant les techniques de pointe d'influence en sciences cognitives, et une fois encore, en lien avec le scandale Cambridge Analytica.

Les sciences cognitives au centre de l'influence

Les universitaires signataires de la lettre ouverte soulignent des risques particulièrement graves, compte tenu du débat public sur les travaux du Docteur Aleksandr Kogan, neuroscientifique à Cambridge... et impliqué dans le scandale Cambridge Analytica, mettant en jeu des méthodes de "manipulation de l'information". Au-delà de cette liaison déjà douteuse entre recherche universitaire et "entreprise d'influence électorale", le problème de la manipulation de l'opinion — telle qu'elle a été effectuée par Cambridge Analytica aidée de Kogan — reste un sujet peu mis en avant, surtout lorsqu'il concerne des administrations d'État.

The Guardian révélait pourtant en mars 2014 un "programme d'influence des esprits" développé par le ministère de la Défense britannique, sans qu'ensuite la légalité de telles pratiques soit mise en question : "Le ministère de la Défense élabore actuellement un programme de recherche secret de plusieurs millions de livres sterling sur l'avenir de la cyberguerre, notamment sur la manière dont les technologies émergentes telles que les médias sociaux et les techniques psychologiques peuvent être utilisées par l'armée pour influencer les convictions de chacun", expliquait le quotidien en ligne à l'époque.

Cinq ans plus tard, les technologies émergentes sont matures. Et les techniques psychologiques dénoncées en 2014 par The Guardian ont été testées à grande échelle. Les sciences cognitives sont au cœur de l'activité de l'influence psychologique via les technologies numériques et sont en cours de structuration, voire d'industrialisation, tant par des groupes privés que des acteurs publics comme des structures militaires étatiques. L'élection Kenyane de 2017 a été elle aussi l'instrument de ces pratiques, comme TV5Monde l'a relaté :

Ce que révèle l'affaire du programme d'influence de l'armée britannique est avant tout la volonté de faire émerger de nouvelles formes de gouvernance basées sur des techniques de propagande silencieuses et insidieuses, scientifiquement calculées pour orienter les populations. Modifier l'opinion publique. Cette capacité à la "gouvernance algorithmique d'influence" émerge alors que les populismes rencontrent un succès de plus en plus grand dans le monde. Que peut-il se passer, alors que les populismes sont accusés officiellement de remporter les élections et de gouverner grâce aux "Fake News", à la désinformation et la manipulation de l'opinion, si les Etats les dénonçant se retrouvent pris eux-mêmes à tenter de manipuler leurs opinions de façon massive et... scientifique ? Source : TV5 Monde 22-03-2019

Propagande xénophobe et machination foireuse.

- Quand les cosaques saccageaient les Champs-Élysées - Le Parisien 24 mars 2019

- Pas de preuve d'un délit commis par Trump, dit le département de la Justice - Reuters 24 mars 2019

Le procureur spécial Robert Mueller n'a pas trouvé de preuve permettant de dire que Donald Trump s'est rendu coupable de

collusion avec la Russie lors de la campagne présidentielle de 2016, a déclaré dimanche le secrétaire à la Justice William Barr... Reuters 24 mars 2019

Régime médiatico-financier-policiier.

- Cnews accusée d'avoir caché une scène montrant la blessée de Nice «poussée par la police» - sputniknews.com 27.03

Arrêt sur images affirme détenir la preuve que «contrairement aux propos d'Emmanuel Macron», un policier a poussé la septuagénaire Geneviève Legay blessée à Nice en marge de l'acte 19 des Gilets jaunes. Cnews, qui a filmé toute la scène, aurait négligé la séquence.

Suite à la polémique autour de Geneviève Legay, manifestante septuagénaire blessée à Nice lors de l'acte 19 des Gilets jaunes, il s'est avéré que Cnews avait filmé la quasi-totalité de la scène en direct, sans le mentionner dans ses émissions, constate le site Arrêt sur images.

Cnews a diffusé en direct, vers midi, la charge des policiers à Nice au cours de laquelle Geneviève Legay apparaît sur les images avant et après s'être retrouvée par terre.

La septuagénaire blessée ce samedi à Nice «est dans le coma», selon son avocat «L'endroit où se tient la septuagénaire juste avant la charge, devant le poteau qu'elle va heurter en tombant, est très exactement celui où, dans l'autre image, on distingue une personne poussée par un membre des forces de l'ordre avec ses mains», précise l'auteur de l'article.

Il poursuit que «c'est encore sur ce coin précis de la rue qu'on voit peu après Geneviève Legay étendue par terre, visage ensanglanté», ajoutant qu'elle «tenait à la main son gilet jaune juste avant la charge» et que «c'est bien une personne tenant un gilet jaune à la main qui est poussée par le policier».

«Cet enchaînement d'images suggère que, contrairement aux propos d'Emmanuel Macron (Geneviève "n'a pas été en contact avec des policiers"), c'est bel et bien un membre des services de police qui l'a poussée», constate l'auteur.

L'auteur dénonce le fait que Cnews ne se soit pas servi de sa propre séquence pour en savoir plus sur la nature de la blessure de Geneviève Legay, affirmant que la chaîne a quasiment passé sous silence cet incident. sputniknews.com 27.03

Totalitarisme En Marche ou le règne de la terreur policière et judiciaire

- "Gilets jaunes": 800 peines de prison fermes depuis novembre - Reuters 24 mars 2019

Environ 800 peines de prison ferme ont été prononcées depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", dont près de la moitié ont donné lieu à des mandats de dépôt, a déclaré dimanche la ministre de la Justice Nicole Belloubet.

Les forces de l'ordre ont procédé à près de 9.000 interpellations depuis le "premier acte" du mouvement, à la mi-novembre.

"Il y a eu 2.000 jugements qui sont déjà intervenus. Il y en a à peu près 1.800 qui doivent encore intervenir", a précisé la garde des Sceaux sur BFMTV, ajoutant : "Sur les 2.000, 40% sont des peines d'emprisonnement fermes et 60% sont d'autres types de sanctions, par exemple des travaux d'intérêt général, des sursis..."

Et sur ce dernier total, "il y a eu à peu près 390 mandats de dépôts qui ont été prononcés, des gens qui sont allés en prison, qui y sont", a-t-elle ajouté. Reuters 24 mars 2019

- Des street medics victimes de violences policières lors de l'acte 19. - sputniknews.com 25.03

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent des street medics ayant été victimes de violences policières ou ayant été empêchés de porter secours aux blessés lors de l'acte 19 à Montpellier et à Nice. Certains d'entre eux rappellent que c'était les street medics qui avaient pris en charge le policier ayant fait un malaise à Paris.

Plusieurs vidéos mises en ligne suite à l'acte 19 des Gilets jaunes le 23 mars, montrent des scènes de violences policières à l'encontre de street medics.

Une vidéo tournée à Montpellier et diffusée sur le compte twitter Street Medic France dévoile un gendarme en train de disperser avec du gaz un groupe de médecins volontaires.

Une gazeuse à la main, il s'approche de medics pourtant facilement identifiables avec leurs casques et leurs tee-shirts blancs. Il gicle ensuite du gaz dans leur direction avant de frapper l'un d'eux au visage.

Sputnik a contacté la personne qui a diffusé ces images afin d'obtenir plus de détails et attend actuellement une réponse.

Ces violences contre les médecins bénévoles qui portent secours aux blessés pendant les manifestations des Gilets jaunes ne sont pas les seules du genre.

Une secouriste de Nice a partagé sur son compte Facebook une vidéo dans laquelle elle affirme avoir été blessée au genou «à cause des CRS». Elle affirme avoir été matraquée par des CRS alors qu'elle portait secours à une dame qui était en insuffisance cardiaque.

Dans une autre séquence, un homme qui se présente comme Thierry Paysant, street medic de Nice, raconte que les forces de l'ordre l'ont empêché de porter secours à une femme blessée. «On était loin de la manif parce que le but d'un secouriste ce n'est pas d'être dans la manif puisque si on se fait prendre à partie, on ne peut pas intervenir», explique-t-il.

Selon lui, alors qu'un gendarme a appelé à laisser passer les secouristes, l'un de ses collègues ne lui a pas permis de s'approcher de la blessée et les a placés en garde à vue. sputniknews.com 25.03

- Choc, traumatisme crânien, ITT... un youtubeur blessé par un LBD lors de l'acte 19 - sputniknews.com 25.03

Un message du YouTubeur Cemil, dans lequel il annonce avoir reçu le 23 mars un tir de LBD en pleine tête à Lyon, a été publié samedi sur Twitter. Sputnik a contacté l'homme blessé afin de vérifier cette information et d'obtenir des détails. Comme Cemil étant à ce moment-là hospitalisé, l'un de ses proches a expliqué ce qui s'était passé.

Après la manifestation des Gilets jaunes à Lyon ce samedi 23 mars, le YouTubeur Cemil a affirmé sur son compte Twitter avoir «reçu un tir de LBD à la tempe droite» et avoir été hospitalisé.

Contacté par Sputnik, l'un de ses proches a mis en lumière ce qui s'était passé.

«Il a reçu un projectile (balle de LBD) dans la tempe droite hier, alors qu'il était visible et identifiable, visage découvert et pacifique. Une manifestante l'ayant reconnu (c'est un artiste vidéaste connu par les manifestants) sur sa gauche, elle l'a salué et lui a fait tourner la tête au moment où le tir est parti, lui évitant un impact frontal qui aurait été dramatique. Il s'en sort avec un choc post-traumatique, une plaie de quelques centimètres, un traumatisme crânien et 6 jours d'ITT», a confié à Sputnik un proche de Cemil.

Selon l'interlocuteur de l'agence, «avant l'incident, tout était calme et le cortège voulait juste avancer, marcher vers les quais de Saône depuis la place Bellecour».

Selon les publications Twitter de Cemil, une plainte sera déposée à sa sortie de l'hôpital. sputniknews.com 25.03

[Et pendant ce temps-là les massacres continuent.](#)

- Une douzaine de civils tués par des frappes aériennes en Afghanistan - Reuters

Des frappes aériennes ont coûté la vie samedi à une douzaine de civils de la province de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a-t-on appris dimanche auprès des autorités locales. Reuters

- Des bombardements de la coalition saoudienne signalés à Sanaa - Reuters

La coalition sous commandement saoudien a bombardé samedi plusieurs positions des rebelles chiites Houthis à Sanaa, capitale du Yémen, rapporte Al Arabiya. Reuters

[La vraie nature des ONG et d'EELV ou pour qui roulent-ils.](#)

- Européennes : Pascal Canfin quitte WWF pour la liste LREM - Le Parisien

Pressenti depuis plusieurs jours pour rejoindre la liste LREM aux élections européennes, Pascal Canfin a décidé de quitter son poste de directeur général du WWF France, a annoncé ce lundi l'ONG. Le Parisien

- La Chine construit "un projet politique de fracturation" de l'UE, selon Jadot (EELV) - AFP

La Chine construit "un projet politique de fracturation de l'Union européenne", s'est inquiété lundi Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les élections européennes, alors que le président chinois Xi Jinping entame une officielle en France.AFP

Les enjeux du "Grand débat national".

Permettre à Macron d'appliquer son programme ultra réactionnaire.

- Fonction publique: 120.000 postes en moins est un objectif "tenable", selon Guerini - AFP

- Retraites: le départ à la retraite à 65 ans est "inéluçtable", selon Péçresse - AFP

Le départ à la retraite à 65 ans "est inéluçtable", a estimé lundi la présidente de la région Ile-de-France Valérie Péçresse (LR), disant avoir "du mal à comprendre pourquoi le gouvernement ne le dit pas". AFP

... et porter atteinte au droit de manifester contre.

- Manifestation interdite samedi sur les Champs-Élysées - Reuters 28 mars 2019

Le nouveau préfet de police de Paris a pris mercredi un arrêté interdisant toute manifestation se revendiquant des "Gilets jaunes" sur les Champs-Élysées et place de l'Étoile, samedi.

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a pour sa part fait un point sur la réponse judiciaire donnée depuis le 17 novembre aux violences qui ont émaillé les manifestations de "Gilets jaunes".

"A ce jour (...), environ 9.000 personnes ont été placées en garde à vue depuis le début du mouvement", a-t-elle dit.

Ces gardes à vue ont été suivies d'un peu plus de 150 relaxes, environ 1.800 classements sans suite, environ 1.800 alternatives aux poursuites (essentiellement des rappels à la loi), un peu moins de 4.000 renvois devant les tribunaux.

Sur ces 4.000 affaires, environ 1.800 sont encore en attente de jugement et 2.000 condamnations ont été prononcées dont 40% de peines de prison ferme, de quelques mois à trois ans, avec 400 mandats de dépôt, et 60% de peines de prison avec sursis et d'amendes.

"De nombreuses enquêtes sont encore en cours", a ajouté la garde des Sceaux, selon qui 290 plaintes ont par ailleurs été déposées à l'encontre des forces de l'ordre.

"Dans la majorité des cas, les investigations ont été confiées (...) à l'IGPN (la "police des polices")", a-t-elle ajouté. "A ce jour, la quasi-totalité de ces enquêtes est toujours en cours, donc aucune poursuite à l'encontre des forces de l'ordre n'a été portée à la connaissance du ministère de la justice", et 17 ont été classées sans suite. Reuters 28 mars 2019

Une analyse sur la stratégie américaine.

- La nouvelle Grande stratégie des États-Unis par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire, 26 mars 2019

Il est d'usage aux États-Unis de croire que le pays n'a plus de Grande stratégie depuis la fin de la Guerre froide.

Une Grande stratégie, c'est une vision du monde que l'on tente d'imposer et que toutes les administrations doivent respecter. Ainsi, si l'on perd sur un théâtre d'opération particulier, il se poursuit sur d'autres et finit par triompher. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Washington choisit de suivre les directives fixées par l'ambassadeur George Keenan dans son célèbre télégramme diplomatique. Il s'agissait de décrire un prétendu expansionnisme soviétique pour justifier d'un endiguement de l'URSS (containment). Effectivement, bien qu'ils aient perdu les guerres de Corée et du Vietnam, les États-Unis finirent par triompher.

Il est très rare de parvenir à penser une Grande stratégie, même s'il y en a eu d'autres dans la période, notamment avec Charles De Gaulle en France.

Au cours des dix-huit dernières années, Washington est progressivement parvenu à se fixer de nouveaux objectifs et de nouvelles tactiques pour les atteindre.

1991-2001 : une période d'incertitude

Lors de la disparition de l'Union soviétique, le 25 décembre 1991, les États-Unis de Bush père ont considéré qu'ils n'avaient plus de rival. Le président victorieux par défaut a démobilisé 1 million de soldats et a imaginé un monde de paix et de prospérité. Il a libéralisé les transferts de capitaux pour que les capitalistes puissent s'enrichir et, croyait-il, ainsi enrichir ses concitoyens.

Cependant le capitalisme n'est pas un projet politique, mais un moyen de gagner de l'argent. Les grandes entreprises US —pas l'État fédéral— se sont alors alliées au Parti communiste chinois (d'où le fameux « voyage vers le Sud » de Deng Xiaoping). Elles ont délocalisé leurs entreprises à faible valeur ajoutée d'Occident vers la Chine où les travailleurs n'étaient pas éduqués, mais où les salaires étaient en moyenne 20 fois moindre. Le long processus de désindustrialisation de l'Occident commençait.

Pour gérer ses affaires transnationales, le Grand capital a déplacé ses avoirs dans des pays à fiscalité réduite où il a découvert qu'il pouvait échapper à ses responsabilités sociales. Ces pays, dont la fiscalité dérogatoire et la discrétion sont indispensables au commerce international, se trouvèrent soudain embarqués dans une gigantesque optimisation fiscale, voire dans une fraude massive, dont ils bénéficièrent en silence. Le règne de la Finance sur l'Économie débutait.

Stratégie militaire

En 2001, le secrétaire à la Défense et membre permanent du « gouvernement de continuité » [1], Donald Rumsfeld, créa un Bureau de transformation de la force (Office of Force Transformation) qu'il confia à l'amiral Arthur Cebrowski. L'homme, qui avait déjà informatisé les armées, modifia alors leur mission.

Le monde sans l'Union soviétique était devenu unipolaire, c'est-à-dire gouverné non plus par le Conseil de sécurité, mais par les seuls États-Unis. Pour maintenir leur position dominante, ils devaient « faire la part du feu », c'est-à-dire diviser l'humanité en deux. D'un côté, des États stables (les membres du G8 —Russie incluse— et leurs alliés), de l'autre le reste du monde considéré comme un simple réservoir de ressources naturelles. Washington ne considérait plus l'accès à ces ressources comme vital pour lui, mais entendait qu'elles ne soient accessibles aux États stables qu'en passant par lui. Dès lors, il convenait de détruire préventivement toutes les structures étatiques dans ce réservoir de ressources, de sorte que personne ne puisse un jour ni s'opposer à la volonté de la première puissance mondiale, ni se passer d'elle [2].

Cette stratégie a été mise en œuvre depuis sans discontinuer. Elle a débuté au Moyen-Orient élargi (Afghanistan, Irak, Liban, Libye, Syrie, Yémen). Toutefois, contrairement à ce qui avait été annoncé par la secrétaire d'État Hillary Clinton (Pivot to Asia), elle ne s'est pas prolongée en Extrême-Orient du fait du développement militaire chinois, mais dans le Bassin des Caraïbes (Venezuela, Nicaragua).

Stratégie diplomatique

En 2012, le président Barack Obama reprit le leitmotiv du Parti républicain et fit de l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste par fracturation hydraulique une priorité nationale. En quelques années, les États-Unis multiplièrent leurs investissements et devinrent le premier producteur mondial d'hydrocarbures, renversant les paradigmes des relations internationales. En 2018, l'ancien directeur de l'équipementier pétrolier Sentry international, Mike Pompeo, devint directeur de la CIA puis secrétaire d'État. Il créa un Bureau des ressources énergétiques (Bureau of Energy Resources) qu'il confia à Francis Fannon. C'était le pendant de ce qu'avait été le Bureau de transformation de la force au Pentagone. Il mit en place une politique entièrement tournée vers la prise de contrôle du marché mondial des hydrocarbures [3]. Pour cela il imagina un nouveau type d'alliances comme celle de la région Indo-Pacifique libre et ouverte (Free and Open Indo-Pacific). Il ne s'agit plus de créer des blocs militaires, comme les Quads, mais d'organiser ces alliances autour d'objectifs de croissance économique fondés sur un accès garanti à des sources d'énergie.

Ce concept s'intègre à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski : il ne s'agit pas de s'approprier les hydrocarbures du reste du monde (Washington n'en a plus du tout besoin), mais de déterminer qui pourra en avoir pour se développer et qui en sera privé. C'est une rupture complète avec la doctrine de la raréfaction du pétrole promue par les Rockefeller et le Club de Rome depuis les années 1960, puis par le Groupe de développement de la politique énergétique nationale (National Energy Policy Development Group) du vice-président Dick Cheney. Désormais, les États-Unis estiment que non seulement le pétrole n'a pas disparu, mais malgré l'augmentation drastique de la demande, l'humanité en dispose pour un siècle au moins.

Sous des prétextes divers et variés, Pompeo vient de bloquer l'accès de l'Iran au marché mondial, puis du Venezuela, et enfin de maintenir des troupes à l'Est de la Syrie pour empêcher que l'on y exploite les champs que l'on y a découverts [4]. Simultanément, il exerce des pressions sur l'Union européenne pour qu'elle renonce au gazoduc russe Nord Stream 2 et sur la Turquie pour qu'elle renonce à Turkish Stream.

Stratégie commerciale

En 2017, le président Donald Trump tente de rapatrier une partie des emplois délocalisés des États-Unis en Asie et dans

l'Union européenne. S'appuyant sur les conseils de l'économiste de gauche Peter Navarro [5], il mit fin au Partenariat trans-pacifique et renégocia l'Accord de libre-échange nord-américain. Simultanément, il instaura des droits de douane prohibitifs sur les voitures allemandes et la plupart des produits chinois. Il compléta le tout avec une réforme fiscale encourageant le rapatriement des capitaux. Cette politique a déjà permis d'améliorer la balance commerciale et de relancer l'emploi.

Le dispositif est désormais complet au plan militaire, économique et diplomatique. Chaque volet est articulé l'un à l'autre. Chacun sait ce qu'il doit faire.

La force principale de cette nouvelle Grande stratégie est qu'elle n'a pas été comprise par les élites du reste du monde. Washington dispose donc de l'effet de surprise, renforcé par la communication délibérément chaotique de Donald Trump. Si l'on observe les faits, et pas les tweets présidentiels, on constate l'avancée des États-Unis après la période d'incertitude des présidents Clinton et Obama.

[1] Le Gouvernement de continuité est une instance états-unienne créée par le président Eisenhower durant la Guerre froide et toujours effective. Elle a pour mission d'assurer la continuité de l'État en cas de vacance de l'Exécutif, c'est-à-dire de décès du président, du vice-président et des présidents des assemblées lors d'une guerre nucléaire. Sa composition exacte est en principe secrète bien qu'il dispose de moyens très importants.

[2] Cette stratégie a été popularisée par l'assistant de Cebrowski, Thomas Barnett. The Pentagon's New Map, Thomas P. M. Barnett, Putnam Publishing Group, 2004.

[3] "Mike Pompeo Address at CERAWEEK", by Mike Pompeo, Voltaire Network, 12 March 2019.

[4] Hier soir, le département US du Trésor a émis une mise en garde contre toute forme de commerce de pétrole avec l'Iran ou avec la Syrie : "Sanctions Risks Related to Petroleum Shipments Involving Iran and Syria", Voltaire Network, 25 March 2019.

[5] Death by China, Peter Navarro, Pearson, 2011. Crouching Tiger : What China's Militarism Means for the World, Prometheus Books, 2015.

Le fascisme assumé.

- 55 ans après le coup d'état US au Brésil, le nouveau président élu Bolsonaro ordonne la célébration du putsch - Mondialisation.ca, 26 mars 2019

Extrait. Brésil : 55 ans après le coup d'État des militaires du 31 mars 1964 et le renversement du président Joao Goulart, le nouveau président d'extrême-droite, Jair Bolsonaro a ordonné une célébration du coup d'État militaire de 1964. Il est important de revenir sur le soutien actif du gouvernement des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI aux militaires qui ne fait pas l'ombre d'un doute. Le 2 avril 2014, une organisation non gouvernementale aux États-Unis, le National Security Archive (NSA !) a rendu public une série impressionnante de documents officiels déclassifiés faisant la preuve de la complicité de Washington avec les militaires brésiliens qui ont renversé 50 ans plus tôt le régime démocratique de Joao Goulart.

Le FMI et la Banque mondiale n'hésitent pas à appuyer des dictatures quand ils (et d'autres grandes puissances capitalistes) le trouvent opportun. Les auteurs du Rapport mondial sur le développement humain réalisé par le PNUD (édition 1994) l'écrivent noir sur blanc : " De fait, l'aide versée par les États-Unis pendant les années 1980 est inversement proportionnelle au respect des droits de l'homme. Les donateurs multilatéraux ne semblent pas non plus encombrés de telles considérations. Ils semblent en effet préférer les régimes autoritaires, considérant sans ciller que ces régimes favorisent la stabilité politique et sont mieux à même de gérer l'économie. Lorsque le Bangladesh et les Philippines ont mis fin à la loi martiale, leur part respective dans l'ensemble des prêts de la Banque mondiale a diminué " Mondialisation.ca, 26 mars 2019

- Italie : une coalition droite/extrême-droite remporte l'élection en Basilicate - euronews 25 mars 2019

Selon des résultats portant sur plus de 95% des sièges électoraux, le candidat de cette coalition régionale qui réunit principalement la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia (FI), le parti de Silvio Berlusconi, remporte 41,9% des voix.

Au niveau national, la Ligue gouverne avec le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), tandis que FI et les petits partis de la coalition sont dans l'opposition.

Mais au niveau local, dans de nombreuses villes et régions, la coalition FI-Ligue se maintient et a remporté six des sept dernières élections régionales.

Le centre gauche, en difficulté dans tout le pays depuis sa défaite lors des législatives de mars 2018, perd la région malgré un

bon score (33,3%), qui en cache cependant un très mauvais: au sein de cette coalition, le Parti démocrate (PD), pilier du centre gauche en Italie, n'obtient que 7,8% des voix.

Prochain test le 26 mai pour les élections européennes où ce sera chacun pour soi.

A l'heure actuelle, les sondages au niveau national donnent la Ligue en tête avec environ 32% des intentions de vote, suivie par le M5S et le PD, au coude à coude, le premier estimé à 22% et le deuxième à 20%, loin devant FI, crédité de 10%. euronews 25 mars 2019

Totalitarisme planétaire.

- Venezuela: Les preuves de l'implication de Juan Guaidó dans le terrorisme contre le pays - albaciudad.org publié par Mondialisation.ca, 25 mars 2019

Samedi, le vice-président de secteur de la Communication, de la culture et du Tourisme, Jorge Rodríguez, a donné des détails sur le plan de recrutement, d'entraînement et la méthode d'opération d'un groupe de terroristes financés et organisés par Juan Guaidó et des membres de Volonté Populaire qui envisageaient d'assassiner des dirigeants politiques et de déstabiliser la paix et la tranquillité de la République.

Rodríguez a dénoncé le fait que des groupes paramilitaires entraînés en Colombie ont réussi à entrer au Venezuela après le 23 février : « Ces assassins ont été déplacés vers la Colombie pour entrer au Venezuela par ses frontières. » La formation de groupes de 8 à 10 équipes de tueurs à gages en provenance du Nicaragua, du Honduras et du Salvador, des groupes de 8 personnes, qui étaient entraînés en Colombie pour entrer en territoire vénézuélien et réaliser des actes terroristes. »

« A la suite de la fermeture de la frontière, tous les groupes de tueurs à gages n'ont pas réussi à entrer au Venezuela mais au moins la moitié de ces assassins ont réussi à entrer, » a déclaré le ministre. Il a souligné que les autorités vénézuéliennes recherchent ce groupe de tueurs à gages : « Nous avons identifié certains paramilitaires qui sont entrés au Venezuela, nous les recherchons par les airs, la mer et la terre. »

Jorge Rodríguez a précisé que les conversations trouvées sur le téléphone de Roberto Marrero (l'intermédiaire entre Guaidó et les tueurs à gages) qui a été récemment arrêté par le SEBIN ont mis en évidence qu'il conspirait avec Guaidó pour gérer le financement d'actes terroristes.

Parmi les actes planifiés par cette cellule terroriste, il y a des assassinats sélectifs de dirigeants politiques (il y avait même une liste de ceux qu'ils devaient assassiner), de nouveaux attentats, des explosions de rames du métro de Caracas, des attaques du téléphérique de Caracas, la création de faux positifs, l'organisation d'une grève générale, une attaque du Palais de Miraflores et des actes terroristes planifiés par « El Agricultor, » déjà identifié par les autorités.

Le financement de ces paramilitaires provient de fonds de l'Etat vénézuélien gelé par la banque internationale dans différents pays sur ordre du Gouvernement des Etats-Unis. Dans les chats trouvés sur son téléphone portable, on trouve en particulier le cas de Refidomsa PDV Caraïbes. Rodríguez a rappelé que les humoristes russes Vovan et Lexus, en se faisant passer pour le président de la Suisse, ont fait reconnaître à Guaidó qu'il avait sur l'un de ses comptes l'argent de comptes de l'Etat vénézuélien.

Rodríguez a aussi mentionné un chat entre Roberto Marrero et une personne identifiée comme "Rosana de Cúcuta" qui lui dit que l'argent pour engager les tueurs à gages n'est pas suffisant et il s'engage à payer entre 500 000 et 700 000 dollars par jour pour engager ces personnes.

Ces objectifs ont été définis par ce qu'on appelle « l'Etat major des terroristes » composé par Gavilán (Leopoldo López), Carlos Vequio Fernando Martínez Motola, Freddy Guevara (chef de la propagande de Guaidó), Juan Andrés Mejía, Roberto Marrero, Alias Roxana (qui opérait de Cúcuta) et Sergio Vergara, parmi d'autres membres de Volonté Populaire qui, avec Juan Guaidó, planifiaient les actions évoquées précédemment.

Arrestation de "Neco", le chef des tueurs à gages liés à Volonté Populaire

Après sa conférence de presse, Rodríguez a fait savoir dans un message publié sur son compte Twitter qu'un citoyen de nationalité colombienne lié aux plans terroristes que la droite cherchait à appliquer dans les prochains jours au Venezuela avait été arrêté.

« A propos de la précédente dénonciation, nous informons qu'un chef paramilitaire parmi les plus recherchés Colombie: Wilfrido Torres Gómez, alias Neco, a été arrêté. C'est l'un des chefs des tueurs à gages que l'extrême-droite a fait entrer de Colombie. Recherché par Interpol avec un code bleu pour homicide et assassinats commandités, » a écrit Rodríguez qui a joint des photos du registre d'identification du chef paramilitaire. Mondialisation.ca, 25 mars 2019

- Les USA inventent la « réciprocité d'accès » - Réseau Voltaire 27 mars 2019

Le Congrès a adopté la loi sur la réciprocité d'accès au Tibet (Reciprocal Access to Tibet Act — H.R.1872) que le président Trump a promulguée le 19 décembre 2018.

Ce texte a été présenté par le représentant James McGovern (Démocrate) à la suite d'une campagne de l'acteur Richard Gere et de l'International Campaign for Tibet (ICT). Il prévoit d'interdire l'accès aux États-Unis des fonctionnaires chinois qui refuseraient à des citoyens états-uniens celui au territoire tibétain.

Les États-Unis eux-mêmes pratiquent une politique très restrictive d'accès à leur territoire et se donnent le droit de refouler à leur frontière tout étranger, même disposant d'un visa.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang (photo), a déclaré le 26 mars 2018 que ce texte était un mauvais message dans la mesure où les États-Unis n'ont pas à interférer dans la vie d'une province chinoise. Il a rappelé que compte tenu des particularités géographiques de ce territoire, il était indispensable d'en réguler l'entrée aux étrangers.

Les États-Unis entendent étendre progressivement ce dispositif de « réciprocité d'accès » à d'autres régions dans le monde, de sorte que tout citoyen US puisse se rendre n'importe où dans le monde. Réseau Voltaire 27 mars 2019

- Trump reconnaît la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - Reuters 26 mars 2019

Le président américain Donald Trump a signé lundi un décret par lequel les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, un geste immédiatement dénoncé par Damas.

Le plateau du Golan a en partie été occupé par l'armée israélienne lors de la guerre des Six-Jours en 1967, qui en a chassé les forces syriennes. Il a depuis été annexé par l'Etat hébreu.

De son côté, la Syrie s'est indignée de la position américaine. « Dans ce qui constitue une violente attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, le président des Etats-Unis a reconnu l'annexion du Golan syrien », a déclaré une source du ministère des Affaires étrangères à l'agence de presse officielle syrienne Sana.

« Trump n'a pas le droit ni l'autorité légale pour légitimer l'occupation » israélienne, a estimé une source du ministère des Affaires étrangères syrien, à l'agence de presse officielle syrienne Sana. Le soutien illimité de Washington à Israël fait des Etats-Unis « le premier ennemi des Arabes », a-t-elle encore affirmé.

Sur Twitter, le chef de l'opposition syrienne, Nasr Hariri, a estimé que la décision américaine allait « provoquer plus de violence et d'instabilité et aurait des répercussions négatives sur les efforts en vue de la paix dans la région ».

« L'intention des Etats-Unis de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan conduit à une violation grossière du droit international, entrave la résolution de la crise syrienne et aggrave la situation dans tout le Proche-Orient », a averti lundi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Mike Pompeo avant la signature du décret.

Le Kremlin craint « une nouvelle vague de tensions dans la région du Proche-Orient », a averti la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova.

Au Caire, le secrétaire général de la Ligue arabe, une organisation qui regroupe les Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, a jugé la décision de Donald Trump « nulle et non avenue dans le fond et la forme ».

La Turquie a fermement condamné cette décision de la Maison blanche la qualifiant de "malheureuse" et estimant que "l'approche" de Washington "continue à être une partie du problème plutôt qu'une partie de la solution au Moyen-Orient", a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

« Pour le secrétaire général (Antonio Guterres), il est clair que le statut du Golan n'a pas changé. La politique de l'ONU à l'égard du Golan vient des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et cette politique, à nouveau, n'a pas changé », a souligné le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien. Reuters et Le Parisien 26 mars 2019

- Les Etats-Unis isolés à l'ONU pour défendre une souveraineté d'Israël sur le Golan - AFP 28 mars 2019

Les Etats-Unis ont défendu mercredi au Conseil de sécurité la décision de Donald Trump de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan, une position unanimement condamnée par leurs 14 partenaires de l'ONU lors d'une réunion convoquée en urgence à la demande de la Syrie. AFP 28 mars 2019

- La Syrie repousse une attaque aérienne israélienne près d'Alep (Sana) - AFP 28 mars 2019

La défense syrienne a repoussé mercredi soir une attaque aérienne israélienne près d'Alep (nord), a annoncé l'agence officielle de presse syrienne Sana.

Il s'agit du premier bombardement israélien depuis l'annonce par le président Donald Trump de la reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté israélienne sur la plateau syrien du Golan, dont l'annexion n'est pas admise par la communauté internationale. AFP 28 mars 2019

- Un secouriste palestinien tué par des tirs israéliens dans un camp de réfugiés - Le HuffPost 27 mars 2019

Un secouriste palestinien de 17 ans a été tué mercredi 27 mars par des tirs des forces israéliennes lors d'affrontements dans un camp de réfugiés près de Bethléem, en Cisjordanie occupée, a annoncé le ministère palestinien de la Santé.

Selon un porte-parole du ministère de la Santé, Sajid Muzher travaillait comme secouriste lorsqu'il a été tué par des tirs israéliens dans le camp de Dheisheh. L'armée israélienne n'a pas répondu aux questions de l'AFP pour l'instant.

"L'assassinat par (les forces d') occupation d'un secouriste avec des tirs à balles réelles dans l'abdomen est un crime de guerre", a dénoncé le ministre palestinien de la Santé Jawad Awad dans un communiqué. Sur les réseaux sociaux, la photo de Sajid Muzher a été largement relayée par des défenseurs de la cause palestinienne.

L'armée israélienne pénètre régulièrement dans les camps de réfugiés en Cisjordanie, territoire occupé par Israël depuis plus de cinquante ans, pour procéder notamment à des arrestations, provoquant souvent des affrontements avec les habitants. Le HuffPost 27 mars 2019

SECONDE PARTIE

Si nos aspirations sont légitimes, le régime est illégitime et doit disparaître.

Qu'on appartienne à n'importe quelle couche de la classe ouvrière ou des classes moyennes, on partage le même réflexe, la même habitude, le même rapport à la société ou aux rapports qui en sont à l'origine, à savoir qu'au moment d'aller se coucher le soir ou de se lever le matin, à aucun moment il nous vient à l'esprit de les remettre en cause ou d'imaginer tout simplement qu'on pourrait avoir une toute autre vie.

Notre niveau de conscience est si bas, qu'il ne nous viendra pas à l'esprit de nous poser cette question qui porte en elle notre émancipation. Dès lors tout ce qu'on vous proposera qui pourrait y conduire, vous apparaîtra utopique ou farfelu, pas sérieux ou dénué d'intérêt et vous vous en détournerez.

C'est une question somme toute élémentaire, dont on fait abstraction parce qu'on n'y a jamais pensé auparavant ou tout du moins, depuis notre adolescence ou l'époque de notre vie de jeune adulte pénétrant dans le monde du travail, qui a été conçue en quelque sorte comme une machine infernale destinée à broyer toutes nos aspirations, de manière à ce que l'idée de notre émancipation ne nous viennent pas à l'esprit.

Qu'on ne puisse pas imaginer une autre organisation de la société, c'est grave et préfigure des jours sombres.

L'ordre établi règne en maître !

Jusqu'à quand ?

C'est notre condition qui nous amène à nous poser des questions et à développer une conscience de classe, qui se traduira par notre engagement politique. Ce processus présente la particularité de ne pouvoir se réaliser qu'en identifiant notre condition à celle de notre classe, à nos semblables partout dans le monde, autrement dit, dès lors qu'on cesse d'être indifférent à notre condition ou plutôt qu'on décide de le prendre en mains, notre intérêt va s'étendre ou intégrer le sort de l'ensemble des exploités et des opprimés.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit hier soir, après m'être demandé comment peut-on vivre sans conscience politique, en pensant aux travailleurs que j'observe quotidiennement, et en repensant au comportement de tous ceux que j'avais croisés un jour, mais aussi aux différentes périodes de ma vie pendant lesquelles cette conscience avait été absente, et j'ai relevé que dans ces cas-là on avait une vision de l'existence singulièrement étroite, dans le sens où notre attention ou nos intérêts ne dépassaient pas le stade de notre propre expérience quotidienne, au-delà de laquelle tout ce qui existait nous laissait indifférent ou nous ne parvenions pas à nous le représenter clairement.

Ce qu'on peut constater, c'est que dans la situation que je viens de décrire, on se couche le soir et on se lève chaque matin sans se demander pourquoi on doit subir cette vie-là, ou sans jamais imaginer qu'elle pourrait être radicalement différente et meilleure, recroquevillé sur nous-même pour être doté d'un état d'esprit étroit, et quand bien même cela nous viendrait à l'esprit lors d'un instant de lucidité fugitif, on s'interdirait d'y penser par crainte de se faire des illusions inutilement ou de rendre notre condition encore plus insupportable. Du coup on s'enferme dans un cercle vicieux suicidaire d'où il sera extrêmement difficile de sortir.

Dès lors, la seule question qui mériterait d'être posée, ne devrait-elle pas être celle de savoir comment ou par quel moyen on pourrait parvenir à rompre ou à sortir de ce cercle infernal, sinon en prenant conscience que ce sont les rapports sociaux de production existant qui déterminent à la fois notre condition et la structure, l'organisation, le fonctionnement de l'ensemble de la société, de sorte qu'il demeurera impossible de réaliser nos aspirations (démocratiques) ou de pouvoir satisfaire nos besoins (sociaux) aussi longtemps qu'ils existeront ou que nous les subissons sans réagir en demeurant isolé, sans nous organiser, et que c'est uniquement cette prise de conscience individuelle mise en pratique collectivement qui permettrait de changer la société pour avoir une vie meilleure débarrassée de toutes ces souffrances inutiles et injustes.

Nous n'avons aucun intérêt à nous raconter des histoires ou à idéaliser la moindre réaction ou mobilisation des travailleurs, dans laquelle on a pris l'habitude de voir l'irruption ou le témoignage d'une conscience de classe, qui en réalité n'existera pas aussi longtemps qu'elle ne s'inscrira pas dans la perspective de leur émancipation du capitalisme, et contribuera au contraire à mieux les asservir.

Nous ne nous livrons pas ici à un exercice ou à une fixation d'ordre doctrinaire, car pour concevoir cette libération il faut au préalable avoir à l'esprit qu'on pourrait ou qu'on devrait pouvoir vivre autrement, être convaincu de la légitimité de nos aspirations, or c'est ce qui fait le plus défaut chez les travailleurs et les militants qui s'accommodent du capitalisme. On ne peut pas concevoir notre émancipation du capitalisme, quand on n'est pas absolument convaincu de la légitimité de nos aspirations, quand on y a renoncé ou elles ne nous viennent même pas à l'esprit. Si je prends ma propre expérience en exemple, je peux affirmer que c'est parce que ces aspirations ne m'ont jamais quitté que j'ai conservé intactes les mêmes convictions politiques depuis 43 ans.

Or, on peut observer également que ces aspirations ne figurent pas dans les revendications du mouvement ouvrier, en réalité, soit elles ont été de fait abandonnées, soit elles apparaissent sous des termes génériques tellement flous ou accessoires, qu'on est spontanément porté à croire qu'elles seraient en option et personne n'y prête attention ou ne les prend au sérieux, ce qui dès lors ne sert strictement à rien, alors qu'elles contribuent à légitimer notre engagement politique, qui s'inscrit dans le cadre d'un processus historique dont justement il s'agit de prendre conscience, pour être parvenu à un stade de développement où il est enfin possible de les réaliser, d'entrevoir le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.

C'est la raison pour laquelle je mets en avant ces aspirations en les reliant au socialisme, puisque c'est uniquement dans ce cadre-là qu'elles pourraient se réaliser.

Non, travailler une ou deux années de moins ne changerait rien à notre condition, non, travailler une ou deux heures de moins par jour ne changerait rien à notre condition, non, obtenir une augmentation de salaire de quelques pourcents ne changerait rien à notre condition, non, commencer à aller à l'école dès l'âge de 3 ans ne changerait rien à notre condition, etc. dans tous ces cas de figures aucune de nos aspirations ne seraient satisfaites, nous travaillerions toujours trop et trop longtemps, nous continuerions à vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, nous continuerions à n'avoir aucune liberté, y compris une fois à la retraite puisse finalement ce serait la société telle qu'elle existe qui dicterait encore notre comportement ; si vous croyez que cela m'amuse de passer mes journées devant un écran d'ordinateur au lieu de profiter de la vie, on devrait pouvoir imaginer passer son temps ou consacrer ses vieux jours à autres choses de plus agréables, non ?

Quand le mouvement ouvrier s'est développé et organisé vers la fin du XIXe siècle, immédiatement il revendiqua un changement de régime et de société et ce discours passait très bien auprès des ouvriers. Ils ne voulaient pas se contenter d'une amélioration substantielle de leur condition, ils voulaient tout ou vivre comme les bourgeois qui étaient les seuls à profiter vraiment de la vie, c'est ce facteur autant que la rudesse de leur condition qui fit le succès du socialisme à cette époque, parce qu'il ne se contentait pas de répondre aux besoins immédiats des travailleurs, il s'inscrivait aussi dans une perspective historique.

Cette conception de la lutte de classe a fait ses preuves, mais nous l'avons abandonnée. Il est donc urgent de renouer avec elle, mais pas n'importe comment. Si la majorité des travailleurs bénéficient de conditions sans comparaison ou presque avec celles d'autrefois, en revanche leur mode de vie et les rapports au sein de la société n'ont cessé de se dégrader rapidement depuis près de 40 ans, au point de devenir médiocres et détestables sans laisser le moindre espoir d'une amélioration future, ce qui ne peut les laisser indifférents pour y être confrontés quotidiennement quel que soit leur statut individuel, leur niveau de rémunération.

Donc tout en défendant quotidiennement avec acharnement tous nos droits sociaux, en ne cédant rien sous aucun prétexte à nos ennemis, c'est sur ce facteur qu'il faut s'appuyer ou qu'il faut mettre en avant, car il incarne la spoliation de leur aspirations légitimes les plus profondes qui sont irrémédiablement incompatibles avec l'existence du capitalisme (et ses institutions), qui par conséquent doit être désigné comme l'ennemi à abattre. Le choix qu'ils doivent avoir ne doit plus être vivre plus ou moins mal en régime capitaliste, mais abattre le capitalisme pour réaliser leurs aspirations.

Dans quelle société vivons-nous ?

Ils n'en ont strictement rien à foutre de votre condition !

1- Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, repéré par la presse people sur un dance floor, à la veille d'une mobilisation des "gilets jaunes" qui allait s'avérer particulièrement violente. Le couple présidentiel, en tenue de sports d'hiver, sur un télésiège, dans une station pyrénéenne, quand, au même moment, les forces de l'ordre en décousent avec les black blocs.

Ils sont en "état de guerre" contre "un ennemi intérieur" : Le peuple travailleur qui exige la démocratie.

2- Dans un entretien à France Bleu Touraine [1], le député LREM de la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire, Daniel Labaronne.

« On peut pas les arrêter ces gens-là avant qu'ils n'arrivent sur les Champs-Élysées ? On peut pas mener des arrestations préventives ? » « Oui, on devrait pouvoir ».

« Le problème, c'est qu'on est dans un état de droit ».

« Nous sommes un peu en état de guerre, là, nous sommes face à un ennemi intérieur. » larotative.info 21.03

Dans quel monde voulons-nous vivre demain ? Pas dans le leur !

- "Smombies" : la Corée du Sud agit contre les zombies du téléphone - euronews 27 mars 2019

Les yeux rivés sur le téléphone, les pouces qui s'activent sur le petit écran tactile, rien d'autre ne compte ! Le smartphone a transformé l'être humain en "zombie du téléphone", en

"smombie" comme on l'appelle maintenant . Cet usage compulsif provoque notamment des accidents de la route.

En 2017, malgré les campagnes de prévention contre les dangers du téléphone en voiture, les Européens continuaient d'utiliser leur précieux bijou de technologie au volant. Selon la Fondation Vinci Autoroutes , ils étaient 43% à téléphoner (avec le Bluetooth) et 24 % à écrire et/ou lire des SMS ou des mails .

La Corée du Sud lutte contre les "smombies"

Selon les dernières statistiques de 2017, les chiffres sont impressionnants en Corée du Sud. Cette année-là, environ 94% des Sud-coréens détenaient un portable et 1 600 piétons ont été tués dans des accidents de la route. En cause notamment, le manque de vigilance dû à l'utilisation du smartphone. Afin de limiter le nombre d'accidents, des concepteurs sud-coréens ont décidé de créer un système pour avertir les piétons et les automobilistes scotchés à leur smartphone.

Kim Jong-Hoon , chercheur à l'Institut de Génie Civil et Technologie du Bâtiment (KICT), a participé à l'élaboration du système : " Après qu'un capteur radar et une caméra thermique ont détecté un véhicule et un piéton, explique le chercheur , les feux de la route commencent à clignoter et l'application du smartphone envoie un message d'avertissement pour prévenir les accidents de smombie ". Un concept seulement déployé sur un seul carrefour d' Ulsan , une ville de banlieue au nord de Séoul, la capitale.

LED, faisceaux laser, à l'approche du carrefour en question, c'est un véritable défilé de lumières colorées qui s'animent sur le passage à niveau équipé. Le système représente plus de 11 000€ d'investissement .

La Corée du Sud n'est pas le seul pays à tester des dispositifs pour réduire les accidents dus à l'utilisation du smartphone, l'Allemagne et Israël essaient également des systèmes similaires.

La nomophobie, le mal du siècle ?

Ne plus pouvoir se passer de son smartphone n'est plus seulement un phénomène de mode, mais une véritable pathologie.

Cette angoisse viscérale et de plus en plus répandue, à tel point que "la nomophobie" a été élue "mot de l'année" en 2018 par le Cambridge Dictionary . Les principaux concernés sont les jeunes adultes âgés de 18-25 ans. Ces derniers finissent donc par être dépendants de leur compagnon électronique. euronews 27 mars 2019

LVOG - La survie du capitalisme présente bien une grave menace pour la civilisation humaine.

Opportunisme tout azimut.

L'horizon indépassable du capitalisme.

- Les éléments de cadrage sur la fiscalité et les dépenses publiques mis en ligne sur le site du Grand Débat présentent de nombreux biais qui induisent les citoyens en erreur. Loin de tirer le constat du mécontentement social pour remettre en question les priorités de sa politique économique, le gouvernement les pose comme un contexte inébranlable : la France, championne des dépenses publiques, vit au-dessus de ses moyens et les Français ne veulent plus payer d'impôt. Il faut donc réduire les uns et les autres. On demande alors seulement aux citoyens quels impôts supprimer et quelles dépenses couper. Nous souhaitons ici dénoncer quelques idées reçues et rétablir quelques vérités. Loin d'être une charge pour la société, les dépenses publiques constituent autant de revenus pour les entreprises et les ménages tout en assurant des services collectifs essentiels. Les comparaisons internationales se fondant sur les seuls ratios comptables ne sont pas pertinentes car elles ne comparent pas la même chose.

La Poste agence de renseignement.

- Une entreprise française sait beaucoup de choses sur vous : où vous habitez, quand vous déménagez, de combien de membres se compose votre famille, quel type de colis vous recevez et de qui... Cette entreprise, c'est La Poste, déjà connue pour revendre des fichiers d'adresses à des entreprises pour leurs prospections commerciales. Un nouveau cap pourrait être franchi : La Poste a racheté une start-up grenobloise spécialisée dans l'intelligence artificielle, qui permet de collecter et d'organiser des milliards de données personnelles.

Racket de l'Empire.

- En dix ans, les entreprises européennes ont versé plus de 20 milliards de dollars aux agences américaines chargées de lutter contre la corruption et les violations d'embargos. En France, ce sont les amendes record infligées à BNP Paribas et à Alstom en 2014 qui ont alerté les autorités.

Il faut sauver ces emplois !

La France achète, vend et utilise des armes de guerre : les grenades GLI F4, les grenades de désencerclement... La France achète et utilise des munitions qui mutilent : les cartouches à destination des Lanceurs de balles de défense de 40 et 44 mm (Flash Ball SuperPro et SuperPro2, LBD 40, Kann 44, Riot Penn Arms). larotative.info 21 mars 2019

VERNEY CARRON : fabrique pistolets Flash-ball, grenades de désencerclement - 54 Boulevard Thiers, 42002 Saint-Étienne

NOBEL : fabrique grenades lacrymogènes - 5 Rue du Squiriou, 29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch

SAPL : fabrique grenades de désencerclement, gazeuses, matériels de maintien de l'ordre – La Ferté Fresnet, Le Biot, 61550 La Ferté-en-Ouche

REDCORE : fabrique lanceurs de balles de défense, grenades de désencerclement - Technellys Bât C - 165 rue de la Montagne du Salut, 56600 Lanester

BGM : distributeur des lanceurs de 40 mm (LBD40 et lanceurs multicoups Penn Arms) - 15, Route de Meaux, Le Bois-Fleuri, 77410 Claye-Souilly

MSA : fabrique matériels de maintien de l'ordre (casques, boucliers...) - ZI Sud, 01400 Chatillon sur Chalaronne

PROTECOP : fabrique matériels de maintien de l'ordre - 2194 Route de Thiberville, 27300 Bernay

RIVOLIER : commercialise et importe les armements étrangers en France - Z.I. Les Collonges, 42173 Saint-Just-Saint-Rambert

SECURITE TIR EQUIPEMENT : commercialise et importe les armements étrangers et français destinés au maintien de l'ordre -

477, Chemin de l'Avenir, 13300 Salon de Provence

CENTRE D'EXPERTISE ET D'APPUI LOGISTIQUE : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – 168 rue de Versailles, 78150 Le Chesnay

BANC NATIONAL D'EPREUVE ET D'HOMOLOGATION : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – ZI Molina Nord, 5 rue de Méons, 42002 Saint Etienne

ETABLISSEMENT LOGISTIQUE DE LA POLICE : ZI Buxerolles, 1 rue Faraday, 87000 Limoges

NOBEL : siège social – 57 rue Pierre Charron, 75008 Paris : fabrique les système de mise à feu des grenades lacrymogène

BRÜGER & THOMET : fabrique les lanceurs de balles de défense de 40 mm – Tempelstrasse 6, CH-3608 Thun

Pour une meilleure répartition des richesses. Il n'y a que les écervelés ou les charlatans pour y croire encore. Expropriation sans indemnités !

- "La meilleure rentabilité depuis 2011" - euronews 25 mars 2019

- Les entreprises du CAC 40 ont dégagé 88,5 milliards de profits en 2018 - Les Echos 21.03

Record manqué. Alors que l'on pensait que les plus grandes entreprises françaises cotées avaient la capacité de battre leur précédent plus haut de 2007, elles affichent, au titre de 2018, une baisse de 5,4 % de leurs profits, à 88,498 milliards d'euros, selon les chiffres compilés par EY. Ce que laissait déjà entrevoir les résultats du premier semestre (-6,8 % à 48 milliards d'euros).

Malgré tout, pour Marc Lefèvre, associé chez EY, « si l'on n'a pas atteint les 100 milliards de profits comme on pouvait l'espérer, il ne faut pas oublier que 2018 marque la deuxième meilleure année en termes de grandeur » depuis dix ans, après les 93,58 milliards de 2017. « 88,5 milliards de profits, c'est aussi un chiffre qui reste nettement supérieur à la moyenne des 10 dernières années », qui est de 68 milliards d'euros par an.

Car la diminution de la rentabilité du CAC 40 ne doit pas masquer les deux bonnes nouvelles de 2018. D'abord le chiffre d'affaires, qui a augmenté de 2,4 %. « L'activité a été soutenue », constate Sonia Bonnet-Bernard, qui rappelle que cette croissance intervient « après une excellente année 2017 », avec hausse des ventes supérieure à 5 %. « En absolu, c'est donc un bon chiffre, car ce n'était pas évident après la croissance soutenue de 2017. C'est un élément très positif de cette année. »

Surtout, à 1.305,73 milliards d'euros, il s'agit « du chiffre d'affaires le plus élevé du CAC 40 depuis 2007 », note Marc Lefèvre, qui rappelle aussi que « cette croissance de 2,4 % est supérieure à la moyenne de ces dernières années ». Une performance d'autant plus remarquable, que les effets de change négatifs ont pesé à hauteur de 0,9 % sur le chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 qui publient leurs comptes en dollar (ArcelorMittal, STMicroelectronics, TechnipFMC et Total) et que la sortie de LafargeHolcim et de Solvay du CAC a aussi eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires global (en revanche, l'entrée d'Hermès et Dassault Systèmes a eu un impact positif en termes de bénéfices).

Ensuite, la marge d'exploitation a continué de s'améliorer, passant de 6,8 % du chiffre d'affaires à 7,3 %. Et hors secteur financier, elle grimpe même à 8,5 %, « soit la meilleure rentabilité depuis 2011. C'est un autre signe positif de la santé des fleurons de l'économie française », selon EY.

En 2018, le palmarès du CAC 40 a été pas mal chamboulé avec la sortie de Sanofi et d'AXA du Top 5, remplacé par Crédit Agricole (4e avec 4,4 milliards de profits) et par ArcelorMittal (5e avec 4,36 milliards). Total reprend sa place de plus gros contributeur aux profits du CAC 40, profitant de la reprise du prix du pétrole, avec 9,69 milliards de bénéfices, devant BNP Paribas (7,52 milliards) et LVMH (6,35 milliards), qui monte sur le podium (5e en 2017). Ensemble, le Top 5 pèse 32,3 milliards de profits, soit plus du tiers du total (36,53 %) contre 35,1 milliards pour le Top 5 de 2017 (37,54 % du total).

Total est l'entreprise dont le bénéfice a le plus augmenté, en valeur, en 2018, à 2,05 milliards d'euros. En pourcentage, c'est STMicroelectronics (+464 % à 1,09 milliard d'euros) Les Echos 21.03

[La rouelle compresseur En Marche vers le totalitarisme.](#)

- Fonctionnaires: la réforme en Conseil des ministres, des agents dans la rue - AFP 27 mars 2019

Le projet de loi sur la fonction publique franchit une étape décisive avec sa présentation en Conseil des ministres mercredi, jour choisi pour des rassemblements partout en France contre une réforme rejetée par l'ensemble des syndicats de fonctionnaires.

Défendu par le gouvernement comme une nécessité pour rendre la fonction publique "plus attractive et plus réactive" face aux "nouvelles attentes" des citoyens, le texte s'inscrit dans un objectif de suppression de 120.000 postes d'ici à 2022, sur 5,5 millions d'agents dans les trois versants (Etat, hospitalière, territoriale).

Il est rejeté par les neuf syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, FA-FP, CFE-CGC, CFTC), qui accusent le gouvernement de vouloir une fonction publique alignée sur les règles du secteur privé, au détriment du statut de fonctionnaire et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir.

Des rassemblements sont prévus devant les préfectures mercredi, après la présentation dans la matinée du projet de loi en Conseil des ministres. Celui de Paris aura lieu à la mi-journée, place Chassaing-Goyon, à proximité de l'Élysée.

Ces actions sont le prélude à une mobilisation unitaire afin "d'informer, de sensibiliser et de faire monter le rapport de force contre ce projet de loi" mais aussi de "défendre la qualité du service public", selon Jean-Marc Canon, de la CGT, pour qui "les possibilités de dialogue social avec le gouvernement sont épuisées".

Sept syndicats ont appelé à une journée nationale d'action et de grève le 9 mai, une date à laquelle FO et la CFDT ne se sont pas encore ralliés.

"Cela fait plus d'un an que nous dénonçons les orientations prises par le gouvernement (...). Nous continuons de dire qu'elles tournent le dos aux principes de la fonction publique et vont encore plus dégrader les services publics et les conditions de travail des agents dont nous demandons au contraire une hausse des rémunérations", avait dénoncé Bernadette Groison, de la FSU, lors de l'annonce de cette mobilisation.

Après son passage en Conseil des ministres, le projet de loi doit être adopté par le Parlement "d'ici à la fin du premier semestre", selon le gouvernement.

Il prévoit une refonte, comme dans le privé, des instances de dialogue social, un recours accru aux contractuels et aux contrats, la possibilité de ruptures conventionnelles ainsi que des mesures pour "favoriser la mobilité" des agents qui instaurent "un détachement d'office". Il pourrait donner lieu à une dizaine d'ordonnances.

Les syndicats dénoncent aussi bien le contenu du texte que la méthode utilisée. Luc Farré (Unsa) évoque à titre d'exemple la "rupture conventionnelle", prévue par le texte mais "jamais présentée, ni citée durant toute l'année 2018", au cours de laquelle syndicats et gouvernement se sont rencontrés à une cinquantaine de reprises, les premiers boycottant plusieurs fois ces rencontres, qualifiées par certains d'entre eux de "dialogue de sourds".

"La population doit comprendre que ce projet de loi est une des pierres angulaires qui permet de casser l'ensemble de la fonction publique", fait valoir Gaëlle Martinez (Solidaires), regrettant des "attaques répétées du gouvernement qui s'agrègent contre les missions de service public".

Les syndicats des finances publiques (Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC), qui maintiennent la pression depuis janvier, appellent de leur côté à une nouvelle journée de grève jeudi, après celle du 14 mars.

L'administration fiscale a perdu 25.000 effectifs et 1.200 trésoreries depuis dix ans, selon les syndicats, qui s'opposent à "la refonte sans précédent des missions et du maillage territorial" de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) souhaitée par le gouvernement. AFP 27 mars 2019

- La refonte du système de santé votée par les députés - Reuters 27 mars 2019

La loi réformant le système de santé français, dont le but premier est de remédier aux "déserts médicaux" en réorganisant le système de soins, a été adoptée par les députés mardi à l'Assemblée nationale au terme d'un vote solennel.

Une des principales mesures du projet, la suppression, dès la rentrée de septembre 2020, du "numerus clausus" et du concours qui plafonnent le nombre d'élèves admis en deuxième année pour les aspirants médecins, dentistes, kinésithérapeutes et sages-femmes, a suscité une large adhésion.

Il y a également eu consensus autour de la suppression du concours d'entrée à l'internat de médecine (ECN), que les étudiants passent à la fin de la sixième année. Ce concours est très décrié parce qu'il est réputé favoriser le bachotage au détriment des projets de recherche des futurs médecins.

En revanche, ce qui remplacera ces deux concours n'a pas encore été annoncé par le gouvernement.

Afin de libérer du "temps médical", la loi crée le métier d'assistant médical. Le contour de cette nouvelle profession doit être défini par la négociation entre les syndicats de médecins libéraux et la Sécurité sociale. L'objectif est de créer 4.000 postes d'assistants médicaux d'ici à 2022.

Seuls les médecins travaillant en coordination avec d'autres professionnels de santé auront le droit d'avoir un assistant médical, signale Stéphanie Rist. Travailler en réseau "fait gagner du temps" et permet de mieux prendre en charge les patients, souligne cette rhumatologue.

Ces réseaux, appelés communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), intégreront tous les professionnels d'un territoire donné (médecins, pharmaciens, kinés, infirmières, etc.). L'objectif est d'en créer un millier d'ici 2022 et à terme de mailler tout le territoire.

Toujours pour recruter davantage de médecins dans les "déserts médicaux", le système permettant de rémunérer au smic (1.200 euros par mois) des étudiants en médecine qui acceptent de travailler en zone tendue une fois diplômés a été étendu aux Praticiens à diplômes hors Union européenne (PADHUE).

Toujours pour alléger les tâches des médecins, les pharmaciens seront habilités à délivrer sans ordonnance des médicaments qui en nécessitent une. Les infirmiers pourront pour leur part modifier certaines posologies de traitement.

Très controversés, les hôpitaux dits de proximité ne pratiqueront pas d'accouchements ni de chirurgie lourde, mais pourront offrir des services d'urgence, de gériatrie, de radiologie et de biologie.

Le gouvernement veut "labelliser" 500 à 600 hôpitaux de proximité, en lieu et place des 250 hôpitaux locaux actuels.

"Le principe de ces hôpitaux de proximité, c'est que les médecins de ville travaillent dans l'hôpital. (...) Parce qu'il y a des jeunes qui veulent bien s'installer en ville à condition qu'ils puissent encore faire des choses intéressantes à l'hôpital. (...) Pour les rendre attractifs, il y aura un investissement sur la biologie et la radiologie", explique Stéphanie Rist.

Dans un but de rationalisation, la loi officialise la création de l'espace numérique de santé qui contient le dossier médical du patient, un accès à son compte Assurance-maladie, d'éventuelles applications santé, ainsi que ses ordonnances.

Le soin à distance, jusqu'ici autorisé pour les médecins (télé médecine) sera ouvert aux autres professionnels de santé. Ainsi, en l'absence d'un orthophoniste près de chez lui, un patient pourra consulter à distance celui d'une grande ville. Reuters 27 mars 2019

Parole d'internaute

1- Comme les fameuses "théories du complot", les "fake news" sont devenues des mots à la mode pour tuer dans l'œuf toutes critiques envers les com. officielles. Ces mots, autrefois utilisés pour des théories ou des nouvelles complètement farfelues, permettent maintenant de décrédibiliser, voir de ridiculiser une critique ou une déclaration gênante. Et ça marche. Car à notre époque de la presse "fast-food", l'accroche est essentielle, il suffit de mettre ces mots dans un titre, et le tour est joué. C'est tellement simple... Pourquoi s'en priver.

2- À chaque époque ses termes de novlangue pour décrédibiliser ou tuer médiatiquement celui qui ne pense pas "Charlie" ou celui qui ne pense pas "LREM". Cela a commencé il y a quelques années avec le terme "conspirationniste" ou "complotisme" utilisé à tout va dès les années 2005 environ. Les journalistes chien de garde adoraient partir sur ce terrain avec ceux avec qui ils n'étaient pas d'accord... Ils sont nombreux à avoir utilisé ce terme pour donner de la consistance à leurs propos vides. Ensuite il y a eu la "mode Dieudonné" sous Valls ou la on ajoutait en plus de conspirationniste le terme négationniste ou révisionniste. Autant dire que le mec était frappé du sceau du Démon en personne. On vous mettait 6 pieds sous terre en deux mots. Est venu ensuite le terme antisémite pour dénoncer quiconque ose critiquer Israël où certaines personnalités juives peu recommandables mais tellement valorisées dans les médias. Et vient ensuite, puisque toute cette manipulation et cette chasse aux sorcières n'a pas fonctionné, on a décidé de parler de "fake News" la, c'est le top pour la doxa. Déjà le terme est international et son écho aussi. Quasi à la même époque on parle de fake News aussi bien en Allemagne qu'aux USA etc ... (Posons nous les bonnes questions, qui sont les propagateurs de ces termes ?) le terme Fakenews permet de dire à son interlocuteur : ce que tu me dis est faux.

3 - Le contrôle des médias est beaucoup plus simple et plus efficace. Quand vous contrôlez l'AFP, vous contrôlez 90% de l'information qui parvient aux Français.

LVOG - Qui contrôle l'AFP ? L'Etat et l'oligarchie. Qui contrôle l'Etat ? L'oligarchie, Qui contrôle les médias ? L'oligarchie. Qui contrôle l'oligarchie ? Personne !

4 - C'est le propre des pervers narcissiques d'analyser le comportement humain. Comme ils ne ressentent aucune empathie et ne la comprennent pas, ils analysent, manipule et détruisent pour essayer de comprendre ou de dominer ce qu'ils sont incapables de ressentir.

Nous sommes gouvernés par des psychopathes, et beaucoup de choses concernant notre société s'expliquent très bien en lisant des livres sur la psychiatrie.

LVOG - Le sommet de la classe dominante sait que le capitalisme n'étant ni destiné ni en mesure de satisfaire les besoins de l'humanité, et qu'elle y était contrainte partiellement bon gré mal gré même ou à un niveau élémentaire du fait du fait de ses propres besoins ou de la lutte de classe des exploités et des opprimés ou de leurs aspirations incontournables et pressants à une vie meilleure, si elle allait se servir de la croissance exponentielle de la démographie mondiale au cours du XXe siècle pour étendre la division du travail à l'échelle mondiale, ainsi que la création de nouveaux besoins, ce qui allait se traduire par la mise en concurrence des exploités du monde entier, l'augmentation en volume de la main d'oeuvre mondiale, la création d'une importante classe moyenne, le tout par le biais de l'exportation massive de capitaux et le transfert de technologies et de pans entiers de la production permettant de créer de nouveaux marchés, du même coup elle allait raviver la concurrence inter impérialiste menant fatalement à des guerres, alimenter la surproduction mondiale tout en maintenant dans la pauvreté et la précarité l'immense majorité de la population, qui allait refusé de subir ce triste sort, après qu'on lui eut fait miroiter un avenir meilleur et exiger son dû, ce qui d'une part ne correspondait pas à la raison d'être du capitalisme, et d'autre part entraînait en collision avec ses lois de fonctionnement, de telle sorte qu'il lui serait de plus en plus difficile d'en conserver le contrôle et d'éviter un effondrement du capitalisme mondial accompagné de révolutions sociales.

Cette perspective s'avérant incontournable à terme, au lieu d'assister passivement à cet effondrement et de subir cet affrontement de tous les dangers, elle a conçu un modèle de société de type totalitaire, des lois destinées à favoriser l'emprise et le pouvoir de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie mondiale et de la société, ses institutions, de s'émanciper des contradictions du capitalisme, ce qui devait nécessiter de neutraliser le mouvement ouvrier, la lutte de classe des exploités et des opprimés, les Etats et leurs institutions nationales, de placer sous surveillance l'ensemble de la société soumise à un régime de terreur policière et judiciaire, de disposer de puissants instruments de communication destinés à formater les consciences de manière à ce que plus personne ne puisse contester son pouvoir.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ils ont Daesh à l'extérieur, les black blocs à l'intérieur...

Ce sera la dernière causerie du mois de mars.

Dimanche chez nous à Trichitumbalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, dans l'Etat du Tamil Nadu au sud de l'Inde.

Il fait 40°C à l'ombre, temps radieux, un peu chaud quand même, le bref hiver est terminé et la nature si généreuse, flamboyante, luxuriante, explose littéralement. On en a ainsi jusqu'au mois d'octobre, en espérant avoir un peu de pluie entre temps en mai et en juillet, qui se transformera en inondation parce que le sol sera trop sec et trop dur. Terminés les virus, place aux insulations ! Quelle vie tout de même !

Au fait, personne n'a répondu à la question que j'avais posée, elle poserait des problèmes politiques à certains ? Ici les conditions de travail et d'existence sont mille fois plus dures qu'en France et les travailleurs indiens s'y sont adaptés, et absolument rien ne permet d'envisager la moindre amélioration dans les années ou décennies à venir.

Chacun vaque à ses occupations quotidiennes et évite de penser à son destin ou à son avenir, vaut mieux pas, et puis on est déjà trop accaparé par notre propre survie pour être voué à une précarité généralisée, la politique se réduit à un bulletin de vote (obligatoire) pour un des partis corrompus qui se relaient au pouvoir. On subit notre triste sort et la vie passe ainsi. C'est démoralisant n'est-ce pas ? Moi ce qui m'étonne, c'est que cela ne fasse même pas réagir les lecteurs. Vos conditions sont meilleures, vous vivez sur la rente de la lutte de classe du passé, mais elle s'épuise rapidement et c'est le pire qui vous attend, personne n'y échappera. Pas besoin de posséder un don pour observer que les travailleurs les mieux nantis ou les plus évolués sont aussi inconscients que les plus défavorisée ou les plus arriérés, mais cela on refuse de l'admettre en France.

Moi parfois cela me porte sur les nerfs parce que je partage le lot des travailleurs indiens, et si nombreux sont ceux qui ont un revenu supérieur au mien, on supporte tous les conséquences des conditions que le régime semi-féodal-ultra libéral nous impose,

là non plus, personne n'y échappe. Je le vis moins bien que les Indiens parce que j'ai vécu autre chose en France, et quand je vois que tout se délite en France sans que le mouvement ouvrier ou notre classe réagisse massivement, hormis des militants à la marge et quelques couches de travailleurs, j'ai du mal à contenir ma colère, car je ne sais que trop bien vers quoi nous allons. Je sais surtout que si les travailleurs du monde entier ne peuvent pas compter sur le mouvement ouvrier français et ses homologues en Europe, leur tradition révolutionnaire pour renouer avec le socialisme, il arrivera un jour où nous serons tous logés à la même enseigne, et ce ne sera pas vraiment une partie de plaisir vous pouvez me croire. J'ignore si vous imaginez l'énorme responsabilité qui pèse sur vous, pour un peu c'est le sort de l'humanité entière qui est entre vos mains. Non, ce n'est pas une déclaration du désespoir, disons un cri d'alarme.

A force de sous-estimer la capacité des exploités et des opprimés de s'adapter aux conditions d'existence les plus précaires ou extrêmes, on finit par en oublier qu'ils possèdent aussi la faculté de s'élever au-dessus de cette condition pour changer la société, et tout ce qu'on trouve à leur proposer consiste à améliorer leur quotidien pour mieux supporter leur condition comme s'ils y étaient condamnés à perpétuité, au lieu de leur permettre d'entrevoir l'espoir et la possibilité de changer radicalement la société et de mettre ainsi un terme définitif au sort infâme qu'on leur avait réservé, dès lors qu'ils prennent en mains leur destin ou qu'ils s'organisent.

Notre intervention dans la lutte des classes, notre conception de la lutte de classe devrait être subordonnée à cet unique objectif, qui a lui seul exprime toutes les contradictions de la situation actuelle, le déficit auquel fait face la civilisation humaine, qui n'est plus de développer les forces productives pour permettre aux hommes de s'émanciper du règne de la nécessité, mais de faire prendre conscience aux exploités que les conditions objectives étant remplies pour y parvenir, ils ne pourront véritablement conquérir leur émancipation ou entrevoir le règne de la liberté aussi longtemps qu'ils ne se seront pas emparés du pouvoir politique pour orienter la société dans cette direction.

Cela fait déjà longtemps que j'ai affirmé que la construction du parti et élever le niveau de conscience politique des masses devraient être nos priorités absolues, qu'aucune concession sur ces objectifs ne devrait être admis, qu'aucun raccourci n'existerait pour y parvenir, qu'il faudrait compter uniquement sur nos forces et notre détermination pour vaincre nos ennemis. J'ai fourni des indications sur les moyens à employer pour atteindre ces objectifs, mener une lutte féroce contre l'oligarchie sur tous les plans, social, politique, idéologique, psychologique, ne jamais lui laisser le champ libre, le moindre répit, en armant les masses du glaive tranchant du matérialisme dialectique, méthode coïncidant avec le processus historique inconscient qui se déroule sous leurs yeux et qu'elles doivent saisir pour interpréter leur condition, la situation, pour cesser de subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui les conduit à la passivité, et finalement parvenir à rompre avec le capitalisme et ses institutions.

On peut soumettre n'importe quelle revendication ou n'importe quel objectif aux travailleurs, leur tenir un discours radical, s'il leur manque la méthode pour les interpréter sur un plan historique, jamais ils ne s'en saisiront ou alors ils les abandonneront à la première occasion, cela donnera des partis passives tels qu'on les a connus jusqu'à présent.

Adopter un nouveau mode de penser prend du temps, beaucoup de temps en général, l'apprentissage est long, mais il peut être raccourci si on analyse chacune de nos idées ou de nos expériences, tout ce qui est soumis à notre réflexion sans concession, et pour pouvoir l'enseigner il faut le maîtriser à un haut niveau et faire preuve d'une intransigeance ou d'une rigueur absolue qu'on s'applique à soi-même, ce qui requiert beaucoup de modestie pour reconnaître nos propres erreurs ou faiblesses.

On concevra qu'en adoptant un mode de penser idéaliste, métaphysique, théologique, existentialiste, moraliste, empiriste, nihiliste, etc. on demeurera éternellement incapable d'interpréter la société ou le monde tels qu'ils existent réellement ou d'en prendre conscience, et donc d'agir pour les transformer.

Au départ, notre mode de penser est une combinaison de tous ces modes de penser, qui sont le produit de notre ignorance ou de notre inconscience, et la société est ainsi faite que nous allons être amenés à les cultiver tout au long de notre vie pour notre plus grand malheur. Cependant on peut en changer, car il n'existe dans ce domaine pas plus de fatalité que dans d'autres, puisqu'il suffit de remonter à l'origine des faits et de cerner dans quels rapports ils s'inscrivent, pour que leur enchaînement logique nous apparaissent aussi clairement que leur orientation sur laquelle nous pourrions agir. C'est ce qu'a théorisé le marxisme, d'où la haine que lui vouent nos ennemis.

L'ensemble de la matière et le comportement (y compris leurs idées) des hommes et des sociétés étant régis par les mêmes lois du mouvement, il suffit de les découvrir pour observer ensuite comment elles s'appliquent pour pouvoir modifier son propre comportement, ceux des hommes ou l'orientation de la société. Si l'homme est l'espèce ou la créature la plus évoluée de la matière, il lui reste encore à le prouver, et au stade de développement auquel il est parvenu, il est impératif qu'il en prenne conscience ou qu'il disparaisse.

On admet volontiers que pour accomplir certaines tâches il a fallu que le niveau de conscience des hommes progresse, mais dès qu'on veut appliquer ce principe aux conditions politiques, on nous rétorque que ce serait inutile ou que ce serait impossible, autant dire tout de suite que notre combat serait perdu d'avance ou que nous serions voués à l'esclavagisme ou au totalitarisme éternellement, ce qu'on se refuse d'admettre.

La situation actuelle se compose d'un ensemble de violentes contradictions poussées à l'extrême qui tendent à briser net le carcan qui nous étouffe, et pour peu qu'on les exploite, elles pourraient tourner à notre avantage, car elles conduisent à entrevoir la nécessité de faire table rase du passé dont la société nauséabonde est le produit.

● Au format pdf (12 pages)

Mystification internationale.

Les lumières s'éteignent à travers le monde pour l'"Earth Hour" - AFP 31 mars 2019

De l'Opéra de Sydney à la Tour Eiffel en passant par l'Acropole, de nombreux monuments à travers le monde ont été plongés dans l'obscurité pendant une heure samedi pour l'"Earth Hour", opération planétaire désormais rituelle d'extinction des lumières destinée à mobiliser contre le changement climatique et pour la sauvegarde de la nature.

180 pays ont éteint les uns après les autres leurs feux entre 20h30 et 21h30 locales, au fil des fuseaux horaires.

Organisée par le WWF, cette mobilisation citoyenne, qui propose aussi à tout un chacun de faire la même chose, célèbre sa 13e édition. AFP 31 mars 2019

LVOG - Quand une ONG propose, les Etats de 180 pays s'exécutent ! Oui, parce qu'on ne peut pas imaginer que quelqu'un d'autre que le chef de l'Etat donnerait l'autorisation d'éteindre la Tour Eiffel, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est dire le pouvoir qu'ont acquis certaines ONG, qui ne sont rien d'autres que des officines de l'oligarchie.

Qui a dit ?

- *"L'Europe ne doit pas être plus un machin technocratique mais un nouveau centre démocratique. C'est là où les combats doivent se mener. On doit se doter de combattants qui vont se battre pour défendre les libertés publiques, se confronter aux députés du FN, de la Ligue du Nord (en Italie), d'Orban (en Hongrie), aux nationalistes slovaques".*

Réponse : Raphaël Glucksmann, le supporter fanatique de l'Euromaïdan et intime de BLH, le coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis. Il est sur la même longueur d'onde que Macron, l'extrême centre d'extrême droite.

- Européennes : Place publique, le pari citoyen de Raphaël Glucksmann - Le Parisien 29 octobre 2018

Avec Raphaël Glucksmann pour prendre la tête d'une liste aux européennes ? « Ce n'est pas du tout le sujet », balaie-t-on dans son entourage. Le Parisien 29 octobre 2018

Raphaël Glucksmann poison pilote de la pire réaction, l'Etat profond qui complotte contre tous les peuples.

Rappel.

- Raphaël Glucksmann a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

- L'essayiste André Glucksmann a annoncé son ralliement à la candidature présidentielle de Nicolas Sarkozy. Celui qui débuta sa carrière comme militant maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron et de collaborer à Exchange (un pseudopode de la CIA), bascule une nouvelle fois de la gauche vers la droite. (Le coeur de la campagne présidentielle - Le Réseau Voltaire - 6 février 2007)

- Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores, justifiant sa démarche de « stigmatiser » le « ni-ni » aujourd'hui, comme lors qu'il était « l'apanage d'une partie de la droite ». Sputnik 28.04.2017

- M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débatte" avec Pierre-André Taguieff : un certain

Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue))

Biographie sommaire ou effets d'arme de cette ordure masquée, consulter la causerie du 9 novembre 2018 : Qui est réellement Raphaël Glucksmann ? Un ultra réactionnaire déguisé en intellectuel de gauche.

- A Clermont-Ferrand, la première réunion publique de Glucksmann attise curiosité et sympathie - AFP 30 mars 2019

200 personnes selon l'AFP, combien en réalité ? Le club du 3e âge du PS ou la vieillesse est un naufrage.

- Rémi Villebessaix, militant PS de 75 ans
- Pascale Ressouche, sympathisante socialiste de 55 ans
- Une professeur d'allemand à la retraite
- Jean-Pierre, un autre retraité de 63 ans
- une autre dame âgée

Parmi le public l'AFP a quand même réussi à en dégoté un de 42 ans, Xavier Lebrun, un nom prédestiné !

[Après avoir appelé à voter Macron et fustigé ceux qui s'y refusaient...](#)

- Edwy Plenel à Emmanuel Macron : « Il faut descendre » (dans la rue - LVOG) LePoint.fr 30 mars 2019

C'est presque un appel à la révolution que lance Edwy Plenel dans son livre La Victoire des vaincus. Interrogé ce samedi 30 mars sur le plateau des Terriens du samedi, l'émission de Thierry Ardisson, « la moustache qui fait trembler la République » comme le présente le programme s'offre surtout une magnifique tribune. L'occasion pour lui de livrer sa vision du mouvement des Gilets jaunes comme de l'enquête menée par Mediapart sur l'affaire Alexandre Benalla.

L'ancien militant trotskiste, qui a commencé sa carrière dans la revue de la Ligue communiste révolutionnaire, est-il content de voir les Gilets jaunes battre le pavé chaque samedi depuis novembre ? « Je suis content, mais (...) je pense que si on croit ce qu'on raconte et ce que vous racontez toutes les semaines sur la catastrophe climatique (...) que le tout-vivant du monde est menacé, si on croit ce qu'on croit sur l'impossibilité d'un monde commun quand il y a une captation des richesses à ce point par une toute petite minorité, si on croit la nécessité, non pas de pouvoir autoritaire comme il y a de plus en plus un peu partout, y compris issus des urnes, mais d'une délibération démocratique, si on croit tout ça, comment on va l'obtenir ? » interroge Edwy Plenel. Une question à laquelle il répond en légitimant le mouvement. « On va pas l'obtenir parce qu'ils vont nous le donner. On va l'obtenir parce qu'[il y aura] des gens dans la rue, le plus massivement possible. »

Pour lui, le parallèle est à chercher de l'autre côté de la Méditerranée, dans le mouvement de contestation mené en Algérie contre Abdelaziz Bouteflika. « Ce qu'il faut souhaiter, c'est que les Gilets jaunes fassent comme le peuple algérien, avec autant d'humour, le plus massivement possible. » LePoint.fr 30 mars 2019

[Bienvenu ! Un numéro d'illusionnisme du fakir Ruffin que Macron et ses conseillers devrait apprécier.](#)

- "Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin

"Si on a un président de la République responsable, qui a la forme de sagesse qu'il demande aux manifestants, il doit négocier, être médiateur".

"Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin, visiblement soucieux de trouver une issue aux attentes des gilets jaunes.

Le député de la Somme a insisté: "Il faut négocier, trouver des compromis et des solutions permettant de rétablir la paix dans ce pays le samedi et les autres jours. Je ne suis pas de ceux qui sont heureux que des Français tapent sur des Français tous les samedis, qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme".

"Il faut sortir de ça par des discussions et pas par de l'humiliation d'un camp ou de l'autre", a-t-il jugé. "C'est la position de médiateur que je réclame, que je souhaite et que je joue ici". Le HuffPost29 mars 2019

François Ruffin est un charlatan. Tous les "Français" se valent selon lui quelle soit la classe à laquelle ils appartiennent ou qu'ils représentent, "qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme", ce serait du pareil au même en somme, c'est ainsi que "l'humiliation d'un camp ou de l'autre" n'aurait aucune raison d'être, entre celui qui s'emploie à pourrir et briser des millions de

vies innocentes et celui de leurs victimes aussi injustement et violemment traités, on ne pouvait guère trouver mieux comme justification à la collaboration de classes de LFI, "rétablir la paix dans ce pays", préserver l'ordre établi voilà ce que valent en dernière analyse leurs intentions.

« L'Ère du peuple » ou la démagogie éventée.

- Jean-Luc Mélenchon gagné par le doute - Le Parisien 30 mars 2019

La crise des Gilets jaunes révèle les contradictions du leader de la France Insoumise.

Que sont devenus les 7 millions d'électeurs convaincus par Mélenchon au premier tour de la présidentielle ? « C'est sûr qu'il nous faut renouer avec le message politique qui nous a permis d'atteindre près de 20 % des voix en 2017 », reconnaît le jeune député LFI, Ugo Bernalicis. La belle dynamique d'alors, autour du tribun Mélenchon, serein, brillant et sûr de l'utilité de son combat semble avoir fait long feu. Une vague brisée sur ce qui aurait pu constituer la mère de toutes les batailles pour La France Insoumise et son leader, la révolte des Gilets jaunes.

Le surgissement inattendu du « peuple » au cœur de la « lutte des classes » n'aurait-il pas dû marquer l'ultime étape d'une conquête du pouvoir amorcée il y a onze ans, lors de la rupture d'avec le Parti socialiste puis la création du Parti de gauche ? Jean-Luc Mélenchon, lui-même, n'avait-il pas théorisé dans « L'Ère du peuple » le rôle clé de cette classe moyenne auprès de la classe ouvrière ? Le Parisien 30 mars 2019

On aurait presque envie d'en rire tellement c'est grotesque. On a parfois eu la faiblesse d'être encore trop bon envers cet histrion du régime et son mouvement de bras cassés. Comme quoi il est préférable de s'en tenir fermement à nos principes au lieu de se fier à des militants un peu trop enclins à la conciliation.

L'épisode des Gilets Jaunes aura au moins eu le mérite de clarifier la situation et de confirmer mon analyse, à laquelle j'aurais mieux fait de me tenir en toute circonstance.

Parfois on nous adresse le reproche suivant : A quoi cela vous avance-t-il d'avoir raison tout seul, hein, dites-nous, à rien, c'est ridicule, bref, à les entendre il vaudrait mieux faire des concessions pour rejoindre le club des nuls, selon lesquels la révolution aurait été imminente pendant des décennies pour ensuite l'abandonner à force de ne rien voir venir, pour ensuite nous la ressortir quand finalement ou en réalité elle semble renvoyer à un futur indéterminé. Au lieu d'être le meilleur moyen de s'y préparer et d'y préparer les masses, en colportant de cruelles illusions qui allaient se traduire par un scepticisme et une démoralisation généralisée des masses, nous ne pouvions espérer atteindre un autre objectif.

Bravo collectivement de nous avoir conduit à la situation actuelle, vous avez fait preuve d'une perspicacité étonnante, d'une prédiction remarquable ! Si, si, d'ailleurs loin de moi l'idée d'essayer de vous convaincre du contraire, là aussi on est en pleine novlangue, vous avez le droit d'assumer ce pitoyable bilan et de considérer que c'est un grand succès, ce sera la seule chose que je vous accorderai.

Novlangue. Chacun à "la possibilité de choisir sa vie", c'est bien connu... quand on fait partie des nantis!

La régression sociale ou la précarité généralisée, le chômage de masse, la pauvreté, l'allongement du temps de travail, la détérioration des conditions de travail, les déserts médicaux, industriels, les atteintes aux libertés individuelles et collectives, les LBD et les grenades de désenclavement, la répression policière et judiciaire féroce, la déconstruction du savoir ou la médiocratie, la décadence des mœurs et la prostitution servant d'échelle sociale à la méritocratie, la désinformation, la démagogie ou l'imposture en continue, la corruption, la guerre, etc. sont progressistes, révolutionnaires, et tout ce qui s'y oppose est archaïque, populiste, nationaliste, extrémiste, antisocial, antirépublicain, tyrannique...

- Européennes : On a demandé aux militants LREM ce que veut dire être "progressiste" - Le HuffPost 30.03

“Progressiste, c'est mieux que archaïque!”

« Le progressisme, c'est un objectif, une condition et une méthode. L'objectif de donner à chacun la possibilité de choisir sa vie. La condition, c'est de le faire ensemble. La méthode, c'est de toujours impulser le changement par la base », selon David Amiel ex-conseiller d'Emmanuel Macron.

“Le progressisme, c'est reconnaître que les choses ont changé. Et voir ces changements non pas comme quelque chose de dangereux, mais comme un fait qu'il faut prendre avec optimisme!”, résume Jean François-Pontet, coordinateur LREM Europe dans le Lot-et-Garonne, petit-fils de l'ex-ministre des Affaires étrangères du même nom et sans aucun doute le plus enthousiaste “progressiste” que nous ayons rencontré. Le HuffPost 30.03

La macronnie entre doute et grand délire.

- La Macronie redoute les conclusions du grand débat national - Le Parisien 31 mars 2019

« Il ne faut pas que ce qui s'est passé après le 10 décembre se reproduise ! » s'alarme un député LREM en vue. À l'approche de la conclusion du grand débat mi-avril, l'appréhension gagne une partie des rangs de la majorité. Et si les « crânes d'œuf » et autres « experts » de la haute administration passaient les annonces du chef de l'Etat à la moulinette, comme cela avait failli être le cas après son intervention télévisée à 10 milliards d'euros du 10 décembre ?

Un ministre se souvient de réunions où les « technos » avaient critiqué l'augmentation de 100 euros promise par Emmanuel Macron aux smicards, la jugeant trop coûteuse et inapplicable sur le plan juridique : « C'était : il est bien gentil lui, mais il fait de la politique. Techniquement, ce n'est pas faisable ! »

À l'aube des annonces censées doucher la révolte des Gilets jaunes, un ministre – qui espère « des mesures un peu radicales et qu'on renverse la table » – redoute donc le pire : « La technostructure va chercher comment contre-arbitrer le président ». Un conseiller ministériel lâche même, clinique : « C'est dur de transformer le pays quand on a une opposition interne ».

Mais encore ? Certains épinglent le directeur de cabinet du Premier ministre, Benoît Ribadeau-Dumas, que ses détracteurs surnomment... « le Vatican ». « C'est lui le souci. Il ne comprend pas les gens, il pense que tous les Gilets jaunes sont à enfermer. Il trouve tout dangereux, c'est l'anti-macronisme par excellence », fustige un fidèle de Macron.

Un « textoteur du soir » du président embraye : « Ce n'est pas le Premier ministre le problème. Mais autour de lui, c'est la caricature de la haute fonction publique, pire qu'à l'Élysée ! » Certains macronistes en viennent même à regretter l'époque où Alexandre Benalla, chargé de mission au Palais, faisait appliquer les ordres du « patron » quand un conseiller de l'exécutif procrastinait...

Proche du chef de l'Etat, Daniel Cohn-Bendit balaie ces craintes : « Macron a été élu pour ne pas se soumettre à la technostructure, inchallah ! Il y a eu une erreur après le 10 décembre, c'est une leçon qu'il a comprise ». « Il va y veiller de toutes ses forces, il veut aller loin dans les mesures », promet le patron des sénateurs LREM et macroniste de choc, François Patriat.

« Emmanuel est persuadé qu'il va trouver les moyens de faire de la pédagogie. Il croit profondément que la raison va l'emporter, achève un intime. Il réfléchit et, le jour où il aura décidé, ce sera un Warrior. » 31 mars 2019

LVOG - Comment caractériser un type qui vous sort que plus il croit à ce qu'il pense, plus il aura de chance de l'imposer, alors qu'au même moment des indices sérieux et bien réels indiquent exactement le contraire ? C'est le type même du détraqué mental, du psychopathe.

Grâce à Macron et à LREM, nous allons tous faire des progrès rapides en psychologie pour mieux les combattre, c'est merveilleux.

L'alliance du sabre et du coffre-fort.

- Macron et Sarkozy, un duo bien au-delà de la photo - Le HuffPost 30 mars 2019

Luc Rouban voit dans cet ouvrage la confirmation de ce qu'il écrivait l'an passé. «Le macronisme est la combinaison d'un programme libéral classique avec une vision managériale de la politique», dit-il. Mais il voit une réelle distinction avec Nicolas Sarkozy. «Il s'assumait vraiment comme un homme de droite alors qu'une des limites du macronisme c'est que c'est devenu une politique de droite qui ne s'assume pas», analyse-t-il.

«Macron ne fait pas du Sarkozy: il applique jusqu'au bout ce qu'aurait dû faire le Sarkozy de 2007. C'est pour cela que je soutiens sa politique et ses arbitrages économiques, même si l'on n'est pas d'accord sur tout», salue Frédéric Lefebvre.

«La partie est plus simple pour Emmanuel Macron qui a des oppositions très affaiblies face à lui alors que Nicolas Sarkozy avait une gauche qui était encore très puissante», reprend Luc Rouban. Il pointe cependant un écueil: le clivage gauche droite finissant toujours pas réapparaître, le chef de l'État va devoir finir par s'afficher clairement. «On peut être pragmatique mais pour légitimer ses décisions, il faut s'appuyer sur des valeurs. Or, sur le terrain éthique, sur l'immigration ou le rapport à l'autorité, on ne peut pas être de gauche et de droite. Il faut faire un choix et la loi anticasseurs a montré qu'il s'est aligné sur la droite», conclut-il. Le HuffPost 30 mars 2019

LVOG - Ils avaient tout intérêt à avoir "une gauche qui (...) encore très puissante"... pour prendre le relais, sachant que Sarkozy serait honni des masses, la politique a horreur du vide dit-on. Hollande se chargerait de préparer le terrain à Macron en liquidant avec Valls le PS, mission accomplie, félicitation.

Ils ne sont plus à une supercherie ou un mensonge près.

- L'Elysée a tenté de disculper Benalla avec un montage vidéo trompeur - L'Express.fr 30 mars 2019

La présidence, et notamment Ismaël Emelien, aurait fait diffuser sur les réseaux sociaux deux vidéos dont l'une ne montrait pas le couple interpellé par Benalla.

Le Monde a révélé vendredi qu'Ismaël Emelien, qui a récemment démissionné de l'Elysée pour faire la promotion de son livre *Le progrès ne tombe pas du ciel*, aurait été partie prenante de la diffusion, dans la foulée des révélations du 18 juillet 2018, un montage vidéo trompeur pour disculper Alexandre Benalla. L'Express.fr 30 mars 2019

- Quand Benalla rafraîchit la mémoire d'Alexis Kohler ! - LePoint.fr 30 mars 2019

D'après des éléments réunis par Le Point, tout laisse penser qu'Alexis Kohler a effectivement omis une partie de la vérité. Contrairement à ce qu'il a affirmé au Sénat, Alexis Kohler a été averti dès le 2 mai par Alexandre Benalla des violences commises la veille. LePoint.fr 30 mars 2019

Gilets jaunes : acte XX.

Manifestation des "gilets jaunes" : le point sur la mobilisation en France, région par région - Franceinfo 30.03

Les «gilets jaunes» sont retournés dans la rue ce samedi 30 mars pour leur vingtième journée de mobilisation, en dépit des 27 arrêts d'interdiction de manifester dans plusieurs villes de France, face à la crainte de heurts.

Les "gilets jaunes" étaient de nouveau dans la rue, samedi 30 mars. Au total, 33 700 personnes ont manifesté partout en France, d'après le ministère de l'Intérieur. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 40 500 manifestants recensés le 23 mars. Les mobilisations ont fait 10 blessés légers parmi les forces de l'ordre et les manifestants, soit 13 fois moins que samedi 16 mars. A 17 heures, les forces de l'ordre avaient procédé au total à 103 interpellations, donnant lieu à 56 gardes à vue. Le point sur la mobilisation, région par région.

Île-de-France

A Paris, 4 000 "gilets jaunes" ont défilé, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. La manifestation s'est déroulée dans le calme malgré quelques tensions au moment de la dispersion du cortège, au Trocadéro. Sur la totalité de la mobilisation, 37 interpellations ont eu lieu, indique la préfecture de police de Paris. Les forces de l'ordre ont dressé 21 verbalisations pour tentative de pénétration dans le périmètre interdit. Par ailleurs, 14 485 contrôles préventifs ont été menés dans la capitale.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

A Avignon (Vaucluse), 250 manifestants ont tenté de rentrer dans le centre-ville, après avoir été repoussés en début d'après-midi au-delà des remparts. Au moins deux manifestants ont été légèrement blessés dans des affrontements avec les forces de l'ordre. La police a procédé à plusieurs interpellations. Des armes, des armes par destination (battes de baseball, machettes, lances-pierres...) et du matériel de défense (masques de hockey, casques...) ont été saisis.

A Nice, dans les Alpes-Maritimes, une marche a été organisée en soutien à Geneviève Legay, la militante d'Attac grièvement blessée samedi dernier place Garibaldi. Entre 200 et 300 personnes se sont dirigées vers l'hôpital Pasteur pour soutenir la militante qui y est toujours en soin.

Nouvelle-Aquitaine

En Gironde, à Bordeaux, 5 000 "gilets jaunes" ont bravé l'interdit en se rendant place de la Victoire. Des projectiles ont été lancés contre les forces de l'ordre dans le centre-ville, qui ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogène. En fin d'après-midi, le cortège, où se mêlaient des dizaines de black blocs, se diluait en petits groupes jouant au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, tentant de se regrouper dans une place non loin du centre-ville.

Bourgogne-Franche-Comté

A Dijon (Côte-d'Or), des "gilets jaunes" ont bloqué la gare SNCF. Plusieurs dizaines de personnes cagoulées et masquées faisaient partie du cortège. Plus d'une trentaine de minutes de retard ont été enregistrées pour certains trains. Il y a eu une interpellation.

Auvergne-Rhône-Alpes

Dans la Loire, à Saint-Etienne, 3 500 manifestants ont défilé. Des dégradations ont été constatées le long du cortège. Les manifestants ont mis le feu à un conteneur de chantier. Les forces de l'ordre ont bouclé le centre-ville de Saint-Étienne et la cité du Design. Un incendie a été allumé le long des voies de la ligne SNCF vers Firminy. Des casseurs s'en sont pris à une zone de chantier. La police a répliqué avec des tirs de LBD et de grenades lacrymogènes. Il y a eu 44 interpellations dont 11 gardes à vue. Quatre personnes ont été blessées dont un policier, touché à la main.

Bretagne

A Rennes (Ille-et-Vilaine), les "gilets jaunes" ont été pris en tenaille par les forces de l'ordre. Quelques moments de tensions ont eu lieu mais aucun débordement.

Grand-Est

A Epinal, dans les Vosges, 2 000 manifestants environ se sont rassemblés. Des "gilets jaunes" ont dressé des barricades et mis le feu à des poubelles. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène.

A Strasbourg, une poignée de "gilets jaunes" ont accompagné les 1 500 enseignants et parents d'élèves qui défilaient contre le projet de loi Blanquer.

Normandie

A Caen (Calvados), des "gilets jaunes" ont monté des barricades au pied du château.

À Lille, la préfecture du Nord avait interdit samedi, par arrêté, les «manifestations et rassemblements» de «gilets jaunes» dans «certaines rues du centre-ville». Malgré cela, entre 1000 et 2000 «gilets jaunes» ont défilé à Lille, empruntant un «itinéraire alternatif». Franceinfo et Le Figaro 30.03

- "Gilets jaunes" : les banques appellent à la fin des violences contre leurs agences - Franceinfo 30.03

Au total, plus de 760 établissements bancaires ont subi des dégradations depuis le début du mouvement de contestations des "gilets jaunes". Franceinfo 30.03

- Gilets jaunes: Éric Drouet annonce la poursuite du mouvement en avril - Le HuffPost 30 mars 2019

L'acte XX du mouvement des gilets jaunes ne sera visiblement pas le dernier. Interrogé lors de la manifestation à Bordeaux, ce samedi 30 mars, Éric Drouet a annoncé que d'autres rassemblements auraient lieu durant le mois d'avril.

"Tout le mois d'avril, ça va se passer comme ça, je crois qu'il y a un appel le 6 ou 7 avril à Lille aussi, après le 13 ou le 14 c'est à Toulouse, ensuite le 20 [ce sera à nouveau] Paris, etc", a indiqué la figure du mouvement de contestation.

[Le mouvement] durera le temps qu'il faudra", a-t-il complété. "Le temps que l'État réponde enfin à nos revendications. J'espère qu'il sera condamné pour toutes les fautes qu'il a commises depuis le début du mouvement, tant judiciaires, les violence policières même les jugements [qui ont eu lieu]". Le HuffPost 30 mars 2019

On se croirait au Brésil ! (lire pourquoi plus loin)

- Manifestante blessée à Nice: Avec «de nouvelles images», le procureur admet qu'un policier est responsable de la chute de Geneviève Legay - 20minutes.fr 29 mars 2019

Lundi, il affirmait que Geneviève Legay, la militante blessée à Nice samedi, n'avait « pas été touchée, par un agent de sécurité » avant sa chute. Ce vendredi après-midi, le procureur de la République de Nice a finalement admis le contraire, « après visionnages de nouvelles images, notamment de la vidéosurveillance, et leur analyse pixel par pixel ».

« Un fonctionnaire de police isolé et dépourvu de bouclier avait écarté du bras vers sa droite [Geneviève] Legay, provoquant ainsi la chute de cette dernière, a précisé Jean-Michel Prêtre. Ce policier qui avait déjà été entendu en début de semaine dans le cadre de l'enquête a rectifié ce [vendredi] matin son témoignage en admettant que la personne qu'il avait écartée de son chemin n'était pas un homme comme il l'avait déclaré initialement ». 20minutes.fr 29 mars 2019

- Manifestante blessée à Nice : le policier "n'a agi que dans le strict respect des ordres donnés", selon son avocat - franceinfo 30.03

L'avocat rappelle qu'il y a eu "trois sommations" pour que les manifestants se dispersent. "La charge policière qui s'en est suivie s'est déroulée très rapidement et mon client n'a pas utilisé d'arme", a-t-il précisé. Adrien Verrier affirme que son client n'a à aucun moment tenté de "dissimuler ses actes ni l'identité de la personne avec laquelle il a été en contact". Le policier est "très affecté par les blessures causées à madame Legay", a-t-il précisé. franceinfo 30.03

Ils ont déjà cloné Macron.

- Zuzana Caputova, la Macron slovaque, élue présidente de son pays - Le Parisien 31 mars 2019

La militante anti-corruption obtient 58,38% des voix, selon les résultats portant sur 99,84% des bureaux de vote. Son rival Maros Sefcovic, commissaire européen soutenu par le pouvoir actuel, est crédité de 41,61% des voix.

Les analystes comparent Mme Caputova au président français Emmanuel Macron, un outsider arrivé au pouvoir en 2017 avec un programme réformiste.

"Une histoire similaire s'est déroulée à la dernière élection présidentielle en France, où le représentant d'une nouvelle tendance politique et un nouveau mouvement politique ont triomphé" lors de l'élection, a déclaré à l'AFP Aneta Vilagi.

« Cette campagne a montré que des valeurs telles que l'humanisme, la solidarité et la vérité sont importantes pour notre société », a déclaré Zuzana Caputova peu avant la publication du sondage, remerciant ses partisans et les membres de son équipe.

Les promesses électorales de la candidate, divorcée et mère de deux enfants, incluent la protection de l'environnement, le soutien aux personnes âgées et une réforme de la justice qui priverait "les procureurs et la police de toute influence politique".

Le président slovaque ne gouverne pas, mais il ratifie les traités internationaux et nomme les plus hauts magistrats. Il est aussi le commandant en chef des forces armées et dispose du droit de veto. Le Parisien 31 mars 2019

Brésil : Un coup d'Etat par jour.

- Brésil: une juge interdit la commémoration du coup d'Etat militaire de 1964 - AFP 29.03

Une juge brésilienne a interdit vendredi au gouvernement du président d'extrême droite Jair Bolsonaro de célébrer le 55e anniversaire du coup d'Etat militaire de 1964, indiquant que l'initiative était "incompatible" avec la Constitution. AFP 29.03

Dès le lendemain.

- Brésil : l'interdiction des commémorations du coup d'Etat de 1964 annulée en appel - Franceinfo 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Hezbollah salue l'unité retrouvée des Libanais face aux USA - Réseau Voltaire 28 mars 2019

Dans un discours télévisé, le 26 mars 2019, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a salué la position ferme des dirigeants libanais face aux États-Unis.

Le secrétaire d'État US, Mike Pompeo, s'était rendu au Liban, le 22 mars. Il avait rencontré les trois présidents et diverses autres personnalités. Il avait tenté d'obtenir leur appui pour un partage de la zone maritime d'exploitation pétrolière avec Israël, pour l'intervention de l'Etat dans le conflit occidental-syrien et bloquer le retour des réfugiés syriens chez eux. Or, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile et les accords de Taëf (1989), les dirigeants libanais de toutes tendances avaient fait

front commun et défendu les intérêts de leur pays. Cette remarque vaut aussi bien pour le président chiite de l'Assemblée nationale Nabih Berri, pour le président sunnite du gouvernement Saad Hariri et pour le président chrétien de la République Michel Aoun, que pour les criminels de guerre Walid Jumblatt et Samir Geagea.

M. Nasrallah s'est félicité de l'intérêt porté par Washington à la Résistance libanaise. Il y a vu l'hommage du vice à la vertu. Il a démonté une à une toutes les accusations des États-Unis contre son mouvement.

Il a souligné deux faits nouveaux : - l'abandon par les États-Unis des mercenaires des Forces démocratiques syriennes ; une trahison qui conduit les alliés de Washington dans la région à réfléchir sur le sort qui leur est réservé. - le reniement du vote des États-Unis au Conseil de sécurité sur la souveraineté syrienne du plateau du Golan ; un revirement qui atteste désormais de l'impuissance de l'Organisation des Nations unies à dire le droit international.

En complément. Le massacre continue.

- Gaza : manifestations massives à la frontière israélienne, quatre morts - Le Parisien 30 mars 2019

Algérie

- Les Algériens dans la rue après un appel au départ du président par ses fidèles - AFP 29 mars 2019

Les Algériens ont à nouveau défilé en masse vendredi, jugeant insuffisante la proposition du chef d'état-major d'écarter le président Abdelaziz Bouteflika, dernière tentative en date du régime de calmer plus d'un mois de contestation en Algérie.

A Alger, une foule immense, scandant notamment "le peuple veut que vous partiez tous!", a saturé les rues du centre-ville sur plusieurs kilomètres, en ce premier jour de week-end, devenu jour de manifestations massives depuis le 22 février.

Pour ce sixième vendredi consécutif, les Algériens - hommes et femmes de tous âges - ont également manifesté très nombreux, parfois en famille, dans le reste du pays, selon les images diffusées à la télévision nationale et sur les réseaux sociaux.

Aucun chiffre officiel n'est disponible mais des sources sécuritaires ont fait état de "centaines de milliers de manifestants" à Alger et recensé des marches d'ampleurs diverses dans 44 des 48 wilayas (préfectures) du pays.

La mobilisation a été sensiblement similaire à celles des trois semaines précédentes, jugées exceptionnelles par les analystes et les observateurs.

Les cortèges se sont dispersés, sans incident signalé, en fin d'après-midi.

Mardi, le général Gaïd Salah, personnage-clé du pouvoir, a proposé la mise en oeuvre de mécanismes constitutionnels pour écarter le chef de l'Etat, dont il est un fidèle indéfectible depuis que l'intéressé l'a nommé en 2004 chef d'état-major de l'armée.

Il a entraîné dans son sillage nombre de figures du camp présidentiel.

Mais le général Gaïd Salah est lui-même devenu vendredi la cible directe des manifestants qui, interrogés par l'AFP, disent souhaiter le départ de l'ensemble du régime et pas seulement celui du chef de l'Etat.

"Gaïd Salah, complice du système", indiquait une affiche. "Bouteflika tu partiras, emmène Gaïd Salah avec toi!", ont également scandaient les manifestants à Alger, ou "FLN dégage", en référence au Front de libération nationale, formation du président Bouteflika et ancien parti unique qui domine la vie politique depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962.

Le président du Conseil de la Nation (chambre haute du Parlement), Abdelkader Bensalaha, appelé à assurer l'intérim si M. Bouteflika quitte le pouvoir, est lui aussi devenu une tête de turc des manifestants, dont certains brandissaient son portrait souligné de l'injonction "Dégage!".

Amine, 45 ans, a pris la route aux aurores depuis Béjaïa (180 km à l'est d'Alger) pour manifester dans la capitale. "Nous sommes là pour lancer un dernier appel à ce pouvoir: Prenez vos bagages et partez!", dit-il.

Les dirigeants algériens "nous prennent pour des cons", estime de son côté Samir, vétérinaire de 40 ans. "Après chaque manifestation, on nous sort un nouveau truc pour essayer de nous calmer. Mais nous on veut qu'ils partent tous, il n'y a que ça pour nous calmer."

Le cortège, où dominaient comme chaque vendredi les couleurs du drapeau national --vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant rouges--, chantait en chœur l'hymne national, mais aussi le refrain de "La liberté", chanson du rappeur algérien Soolking, dédiée au mouvement populaire.

Durant la semaine, Ahmed Ouyahia --encore Premier ministre il y a moins d'un mois-- et son Rassemblement national démocratique (RND), pilier de la majorité présidentielle au côté du FLN, ont lâché sans scrupule M. Bouteflika, suivis d'Abdelmadjid Sidi Said, secrétaire général de la principale centrale syndicale, l'UGTA, forte de millions d'adhérents.

Sans rompre publiquement son allégeance, le patron des patrons algériens, Ali Haddad, proche du chef de l'Etat, a démissionné de la présidence du Forum des chefs d'entreprises (FCE), principale organisation patronale devenue au fil des ans un instrument de soutien politique au chef de l'Etat.

Aux côtés du FLN, le RND, l'UGTA et le FCE avaient bruyamment fait campagne durant des mois pour que le chef de l'Etat brigue un 5e mandat à la présidentielle initialement prévue le 18 avril, une candidature qui a poussé des millions d'Algériens à sortir dans la rue. Seul le FLN n'a pas encore déserté, mais les dissidences s'y font de plus en plus entendre, à un mois de l'expiration - le 28 avril - du mandat de M. Bouteflika, alors que la présidentielle a été reportée sine die.

Plusieurs soutiens de la contestation, comme l'avocat Mustapha Bouchachi ou la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), s'opposent à la mise en oeuvre, proposée par le général Gaïd Salah, de l'article 102, activé en cas de démission ou de "maladie grave et durable" du chef de l'Etat.

Le processus prévoit des délais trop courts pour garantir une présidentielle libre et transparente, explique notamment la LADDH, qui dénonce un "ultime subterfuge" du pouvoir "pour perpétuer le système décrié et rejeté par le peuple".

A Alger, un manifestant brandissait une affiche où il était écrit: "102, ce numéro n'est plus en service, veuillez contacter le peuple", une boutade fidèle à l'humour dont font preuve les manifestants depuis le début de la contestation.

Sur une grande banderole, on pouvait aussi lire: "Nous demandons l'application de l'article 2019. Vous partez tous!". AFP 29 mars 2019

[Haut de page ↗](#)